

Les loisirs de l'enfant et de l'adolescent

Rôle de l'État et des initiatives privées

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 8 Mars 1939, à 14 heures

PAR

MICHEL DAMAY

Président : M. ROLLAND, professeur.

Assesseurs { *MM. François PERROUX, professeur.*
DOLLÉANS, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE SOCIALE ET ECONOMIQUE

3, RUE SOUFFLOT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Université de Paris — Faculté de Droit

Les loisirs de l'enfant et de l'adolescent

Rôle de l'Etat
et des initiatives privées

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 8 Mars 1939, à 14 heures

PAR

MICHEL DAMAY

Président : M. ROLLAND, professeur.

Assesseurs { MM. François PERROUX, professeur.
DOLLÉANS, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE SOCIALE ET ECONOMIQUE

3, RUE SOUFFLOT

4/303

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



En mémoire de ma mère
en signe d'affection et de reconnaissance

INTRODUCTION

L'importance sociale des loisirs est apparue en France depuis quelques années, et les circonstances de l'évolution politique n'ont pu que précipiter la réalisation d'un problème qui est lié à tous les progrès humains. Mais l'intérêt particulier qu'on a porté aux améliorations de la condition des classes ouvrières, a fait quelque peu négliger le désir de perfectionnement des moyens appliqués à l'enfance et à l'adolescence. C'est pourquoi, ayant constaté qu'une documentation maintenant abondante existe sur les loisirs ouvriers, mais qu'au contraire celle qui a trait aux loisirs de l'enfance est négligeable, nous avons résolu d'en tracer les éléments essentiels dans la France de 1938, dans une étude qui sera malheureusement quelque peu incomplète en raison de la pauvreté de cette documentation.

D'autre part, l'éducation des jeunes est attachée de plus en plus à l'existence même des nations et à leur avenir, de telle sorte qu'il est nécessaire d'envisager, et les motifs qui ont pu pousser certains Etats à intervenir directement ou d'autres à marquer leur volonté d'encouragement, et les raisons qui sembleraient interdire à un Etat respectueux de la liberté individuelle de prendre en mains cette éducation ; nous aurons ainsi l'occasion de voir quelle est en fait l'action des pouvoirs publics en France, considé-

rant ses mérites et ses excès, ses besoins d'expansion et ses limites nécessaires.

Nous attachant à traiter un problème qui tient une place de premier plan dans l'éducation des jeunes et à envisager les réalisations et les droits des groupements publics ou privés à ce sujet, à un moment où l'intervention protectrice de l'Etat sur toutes les institutions sociales est sans cesse grandissante, nous nous occuperons donc d'un des aspects importants du droit public, légitimant parfaitement l'élaboration d'une thèse de droit.

Précisons dès maintenant que nous considérons dans « les loisirs », toutes les activités qui sont le complément de l'activité principale ; pour l'écolier ou le jeune ouvrier tout ce qui ne constitue donc pas son travail scolaire ou son travail en tant qu'ouvrier. Il est évident que ces activités sont infiniment variées et beaucoup plus éducatrices chez des enfants, où la formation est à échafauder, que chez des adultes, et qu'en outre elles peuvent être pratiquées par de nombreuses personnes ou groupements : familles, écoles, sociétés de jeunes, groupements éducatifs, etc..., etc... Envisageant la question dans son ensemble, nous ne nous posons donc comme adversaire ni de l'Etat, ni de la famille, ni des associations ; chacun a sa tâche propre et il est injuste de partager l'opinion d'esprits chagrins qui se butent devant un problème, où ils craignent les innovations, ne se rendant pas compte qu'il y a surtout une question de fait à résoudre bien plus qu'une question de principes.

Par le terme d'enfance, que nous emploierons parfois, nous voulons montrer notre désir de ne traiter nullement la question sous l'angle des loisirs ouvriers ; toutefois, nous ne parlerons guère de l'enfance, mais d'une façon générale de l'adolescence. C'est-à-dire que nous appliquerons le sujet en majeure partie à tous ceux de moins de dix-huit ans, que nous appellerons souvent les jeunes, ne donnant pas à ce dernier terme, le sens trop extensif qu'on a coutume de lui appliquer.

Dans une première partie, nous étudierons les données du problème en nous plaçant au point de vue historique, social, et technique, puis nous examinerons ses applications dans les pays étrangers et dans l'action de la coopération internationale.

Dans une deuxième partie, nous passerons en revue les réalisations de notre pays pour tout ce qui concerne les loisirs de la jeunesse, en faisant d'abord l'étude de toutes les initiatives privées d'une certaine importance, pour terminer par l'action de l'Etat. Parmi les initiatives privées, nous placerons en premier lieu celles qu'on peut faire dépendre de l'action des forces morales et politiques, puis celles qui sont complémentaires du milieu de travail, de l'écolier d'une part, du jeune ouvrier de l'autre (nous ne consacrerons que ce chapitre aux loisirs strictement ouvriers, réservés aux jeunes de moins de dix-huit ans) ; enfin, nous ferons une étude rapide des groupements de loisirs spécialisés. En résumé nous rechercherons le loisir dans les activités des organisations qui s'adressent aux jeunes ; nous ne l'étudierons pas comme élément distinct, en le décomposant suivant ses parties constitutives, pour le replacer ensuite dans un tableau comparatif de l'emploi qui est fait de chacune d'elles par les organisations.

PREMIERE PARTIE

*Le problème des loisirs
et ses données*

Les réformes sociales appliquées depuis 1938 font des loisirs ouvriers indirectement une notion juridique ; si l'importance de cette question n'est pas nouvelle, son aspect actuel l'est, car jamais depuis l'Antiquité elle ne s'est appliquée avec cette acuité et sous le signe d'une si profonde nécessité humaine. Au contraire lorsqu'on considère les loisirs de l'enfance, cette question est depuis les temps les plus reculés l'objet des soins attentifs des réformateurs sociaux ou politiques ; il est donc inexact de la croire nouvelle comme on le fait trop souvent, seules des méthodes nouvelles lui donnent un aspect qui a son originalité, mais par le fond elle se rattache aux traditions historiques. C'est pourquoi nous jetterons d'abord un regard rapide sur les données historiques du problème de l'éducation complète.

Le contenu des loisirs est trop vague et trop vaste, pour qu'on puisse en délimiter l'étendue ; cependant il peut être bon de s'y arrêter quelque peu pour en retrouver quelques éléments et en saisir l'importance. C'est pourquoi nous l'examinerons, avant de traiter la question technique des méthodes à appliquer.

Enfin, jugeant ce sujet sous l'angle du droit public, c'est-à-dire en fait en considérant les attributions des pouvoirs publics de nos jours, dans un domaine plus extensif que celui de l'enseignement, celui de l'éducation, nous montrerons quelques exemples de l'interprétation de ces attributions dans quelques pays étrangers, et nous terminerons par une étude rapide des travaux internationaux sur la question des loisirs.

CHAPITRE I

APERÇU HISTORIQUE DES LOISIRS DE LA JEUNESSE

Il est particulièrement intéressant avant de juger un problème sous son aspect actuel, lorsqu'il paraît nouveau et semble renverser des conceptions traditionnelles, de jeter un rapide regard en arrière et de rechercher, si de l'antiquité à la période contemporaine, on n'aperçoit pas en fait des éléments qui feraient abandonner l'idée d'un problème tout-à-fait récent.

Nous remarquerons plus spécialement que ces loisirs rentrant dans le domaine d'une éducation intégrale, certains pays en certaines périodes, plus spécialement attachés à la formation complète de l'enfant, leur ont donné une importance particulière, le plus souvent pour augmenter leur puissance personnelle et combattive, dans un esprit de domination : par exemple la Grèce. D'autre part, lorsqu'on s'est plus occupé de la formation individuelle que de cette puissance de la nation, ce sont les méthodes pédagogiques qu'on a cherché à perfectionner : d'où la tradition des Montaigne, Rabelais, Rousseau. Enfin il s'est plus simplement agi. presque toujours de la recherche d'un

équilibre général ; aujourd'hui, c'est surtout cet équilibre général que la vie moderne a tué depuis le début du siècle, qu'il s'agit de retrouver, car non seulement l'homme moderne en soi n'a pas suivi une progression parallèle à celle des progrès de la civilisation moderne, mais bien plus les facilités que lui apporte celle-ci lui ont fait subir un recul au point de vue de l'équilibre général de ses conditions physiques, intellectuelles et morales.

Les essais actuels sur les loisirs des jeunes tendent en combinant plus ou moins ces trois points, à augmenter la puissance de la nation par une jeunesse forte ou plus simplement à procurer aux enfants un équilibre général et ceci particulièrement par des méthodes pédagogiques meilleures.

L'éducation dans les cités de la Grèce antique est trop souvent regardée comme un exemple, auquel il serait bon d'avoir l'énergie de revenir. Aussi complète qu'elle ait pu être, elle contient cependant des caractères de brutalité et de domination qu'on ne peut envier ; elle pourrait être définie « une violence faite à l'individu au profit d'un état de choses plus ou moins contraire aux inclinations de la nature humaine » (1) ; opposées à la liberté de la personne humaine que la Révolution, source de nos institutions actuelles, a mise au premier plan, ces méthodes faisaient dire à Jacquemont au Tribunat, le 4 floréal an X : « le but de cette éducation était de tromper le jugement sur l'étendue des droits et des bornes des devoirs sociaux, d'investir l'imagination, de tous les fantômes d'une vertu surnaturelle ». Totalitaire, cette éducation est contraire aux droits de la famille, qu'elle méconnaît : l'enfant était à l'Etat plutôt qu'à ses parents et la cité se chargeait de son éducation ; à Athènes, à Sparte, dès l'âge de 7 ans, filles comme garçons quittaient leur famille pour suivre un programme d'exercices physiques, recevoir une formation mo-

(1) Dictionnaire Pédagogique. F. Buisson. V^e Instruction Publique.

rale et sociale, dont toutes les étapes étaient soigneusement fixées par le législateur » (1).

L'élément principal de cette formation est le développement du corps et de la force corporelle ; « le service de la divinité formant avec celui de la guerre et de l'état une unité sacrée, les exercices physiques avaient une signification de la plus haute importance sociale » (1). Mais l'exercice de l'esprit y a largement sa part, afin de réaliser un tout harmonieux. C'est ainsi que Lucien fait dire à Solon : « Il nous semble insuffisant de laisser le jeune homme au point de vue de son corps aussi bien que de son esprit, tel que la nature l'a fait ; nous devons lui donner une instruction et une formation en vue d'améliorer ce que la nature a si heureusement créé » (2). Deux disciplines se partagent ces activités dans la terminologie grecque : la « musique », à laquelle se rattache tout ce qui est de l'esprit et la « gymnastique » qui regarde le corps en lui faisant une légère prééminence, la beauté et la force étant souvent divinisées ; Olympie en est la marque, qui nous rappelle le culte des Grecs pour le corps et l'esprit.

Toutes les villes importantes avaient au moins un gymnase, un stade, un hippodrome et un théâtre, et en outre des lycées, académies et kynosarges. Certaines d'entre elles comme Sparte, tournaient cette puissance physique dans le sens de la volonté de lutte et de conquête ; mais on trouve à Athènes plus d'idéal de la personnalité, basée sur une synthèse des qualités du corps et de l'esprit. Chez les philosophes plus particulièrement, on trouve un idéal plus élevé ; selon Platon « ce n'est pas pour cultiver l'âme et le corps, mais pour cultiver l'âme seule et perfectionner en elle le courage et l'esprit philosophique que les dieux ont fait présent aux hommes de la musique et de la gymnas-

(1) BEIGBEDER : *La formation du futur citoyen à l'école primaire publique*, Paris, Nathan 1923, p. 3.

(2) Cité par VAN SCHAGEN p. 121 et 119. *Rôle de l'éducation physique dans le développement de la personnalité*, Presses Universitaires, 1933.

tique » (1). De même pour Aristote : « pour l'homme la félicité résidera dans la perfection de l'activité vraiment humaine. Le bonheur implique le loisir qui est une condition de l'activité, car celle-ci a besoin de relâche; mais le loisir n'est pas la fin du travail, c'est le travail qui est la fin du loisir; le loisir est consacré à l'art, à la science, de préférence à la philosophie » (2). Nul doute donc, qu'en plus de l'instruction, les Grecs faisaient pratiquer à la jeunesse et faisaient même pratiquer au premier plan, les éléments qui, aujourd'hui sont préconisés pour une bonne utilisation des loisirs. Seuls les travaux manuels, qui abaissent l'homme selon Xénophon (Cf. *Oeconm* IV-2) et affaiblissent son corps, sont décriés.

A Rome, cette éducation totale, contenant ce que nous nommons de nos jours les loisirs, est beaucoup moins complète, mais pleine du bon sens qu'exprime l'adage de Juvénal « *Mens sana in copore sano* »; l'éducation physique est plus simplifiée, moins méthodique : à 15 ans l'adolescent commençait à s'exercer au mouvement des armes et de nombreux auteurs, comme Pline et Tacite, rejettent le principe d'une formation physique suivant la méthode grecque, amollissante ; ce n'est qu'à 17 ans que les jeunes, prêts moralement et physiquement, entreprenaient le « *Tirocinium Militiæ* », après lequel ils devenaient légionnaires. D'une façon générale on ne peut noter à Rome dans le domaine physique que les exercices d'équitation, la marche, la course, la lutte, les jeux de balles et la fréquentation des thermes à la fin de l'époque classique. Toutefois selon Tacite, sous le IV^e Consulat de Néron et de Cornelius, Casus, des « *ludi quinquennales* » semblables aux jeux olympiques furent organisés. En outre, plus utilitaire, l'éducation est laissée aux familles et fait peu de place au développement artistique.

(1) Cité par G. GOTTELAND : *Pour l'éducation intégrale*, Paris, Nathan 1928, p. 34.

(2) ARISTOTE, *Politique*, VIII, 2, I.

Seuls les loisirs en commun, lors de grandes manifestations, étaient fort appréciés à Rome ; le « panem et circenses » est fameux et reste la marque d'une organisation de loisirs, quelque peu démagogique, offrant aux masses, des distractions les jours de fêtes, le plus souvent religieuses. « La religion qui fut, durant toute l'histoire romaine, intimement liée à la vie de l'Etat, présidait à cette organisation, à la fois quant à la détermination des jours fériés et en grande partie à leur usage » (1).

Le Moyen-Age est une époque de réaction contre les mœurs du Bas-Empire ; l'élément-type est celui du prêtre ou celui du chevalier. La civilisation chrétienne, éprise de la liberté individuelle et de la dignité de la personne humaine, mais assez austère, ayant montré la pauvreté de tous les loisirs physiques, ceux-ci sont en forte régression, et seuls les seigneurs ont le bénéfice d'une large éducation. Mais c'est aussi l'époque où les manifestations de communauté ont le plus de fraîcheur et de beauté, tous étant unis joyeusement pour la célébration des mystères et la construction des cathédrales ou plus particulièrement pour les fêtes des confréries et corporations.

Il faut attendre la Renaissance, pour trouver des auteurs qui, revenant aux principes des anciens, vanteront les avantages d'une pédagogie nouvelle ; celle-ci cherchera à libérer l'enfant de la froide instruction, pour laisser libre champ à son intelligence et à son activité créatrice, dans tous les domaines où son action sera ainsi reconnue comme éducative. Cette réaction est surtout intellectuelle, mais elle n'en insiste pas moins sur la nécessité de l'activité corporelle méthodique et de l'activité extérieure pour les enfants. Montaigne et Rabelais nous fournissent des textes dans ce sens. Le premier nous dit qu'on provoquera chez l'enfant « une honnête curiosité de s'enquérir de toutes choses » (2), il considère que les jeux et les exercices phy-

(1) BOUTHOUX : *La durée du travail et l'utilisation des loisirs*, p. 37. Paris 1924, Marcel Liard, éditeur.

(2) MONTAIGNE, *Essais*, I, XXV.

siques constituent une bonne partie de l'éducation, que « ce n'est pas une âme, ce n'est pas un corps qu'on dresse, c'est un homme, il ne faut pas les dresser l'un contre l'autre ». Quant à Rabelais, pour être plus réaliste, son opinion n'en est que plus nette, et on ne peut avoir aucune illusion sur l'éducation complète qu'il veut voir donner à Pantagruel et à ceux de son âge « galamment s'exerçant les corps, comme ils avaient les âmes auparavant exercé ».

Cette tradition se continue dans la suite et au 17^e siècle Descartes pose « le principe du droit souverain de toute intelligence à discerner seule le vrai » (1), afin que toute éducation soit formatrice de la personnalité. A la fin du 17^e siècle, Malebranche pense de la même façon que « les enfants ont de la raison aussi bien que les hommes faits, quoiqu'ils n'aient pas d'expérience. Il faut donc les accoutumer à se conduire par la raison » (2). Dans la suite, les témoignages des philosophes dans ce sens sont nombreux, bien que peu écoutés en fait.

L'époque révolutionnaire apporte un chaos de tendances et le point de vue des Anciens pour une éducation nationale tend à reparaitre, mais la philosophie de Rousseau, foncièrement optimiste et individualiste, qui inspire très profondément cette période, prendra l'avantage sur les méthodes trop excessives de centralisation absolue de l'Etat. Il faut donc, pour comprendre l'esprit de la Révolution, connaître celui des philosophes du 18^e siècle, et principalement de Rousseau et, d'autre part, examiner les conséquences de cet esprit, manifestées par tous les événements de la période révolutionnaire : c'est de cet ensemble que sont sorties celles qui regardent l'enfance. C'est en effet la Révolution qui a marqué nettement les revendications pédagogiques essentielles (3), inspirées par une

(1) Cité par Ch. CHABOT : *Les droits de l'enfant*, p. 8. Librairie Perrin, 1922.

(2) MALEBRANCHE, *Recherche de la vérité*, II.

(3) Mais il ne faut pas négliger l'œuvre entreprise par l'Ancien Régime et les adaptations du 18^{me} siècle ; le premier « Essai d'Éducation Nationale » de La Chaletais, date de 1763.

tendance intellectuelle pour un bonheur possible à tous, dans une vie positive et matérielle, mais également par une tendance morale vers une perfection à obtenir.

Rousseau, dont on évoque de plus en plus le témoignage de nos jours, est profondément pénétré de moralisme et de sensualisme ; s'appuyant sur l'idée de la bonté naturelle de l'enfant, chère de nos jours aux partisans de l'école active, il préconise pour lui une grande liberté, lui permettant un développement normal durant ses premières années ; « c'est alors, qu'au lieu d'aiguiser sa ruse à éluder un incommode empire, vous le verrez s'occuper uniquement à tirer de tout ce qui l'environne le parti le plus avantageux pour son bien-être actuel » (1). Il se fait l'apôtre d'une vie active et mouvementée pour l'enfant, afin de le rendre fort, en disant : « Voulez-vous donc cultiver l'intelligence de votre élève, cultivez les forces qu'elle doit gouverner. Exercez continuellement son corps, rendez-le robuste et sain, pour le rendre sage et raisonnable ; qu'il travaille, qu'il agisse, qu'il court, qu'il crie, qu'il soit toujours en mouvement. Qu'il soit homme par la vigueur et il le sera bientôt par la raison » (2). Il veut renouer ainsi avec la tradition des Anciens ; « Tous ceux qui ont réfléchi sur la manière de vivre des Anciens, attribuent aux exercices physiques cette vigueur de corps et d'âme, qui les distingue le plus sensiblement des modernes ». Mais il est essentiellement opposé aux méthodes d'embrigadement des Grecs ; s'appuyant sur le complexe du droit au bonheur par la souveraineté de la nature, il veut pour l'enfant le droit de se diriger lui-même, désirant « qu'en acquérant toute la raison de son âge, il (soit) heureux et libre autant que sa constitution lui (permet) de l'être » (3). Il veut également que cette éducation de l'enfant ait lieu au foyer familial : « Il n'y a ni pauvreté, ni travaux, ni respect hu-

(1) ROUSSEAU : *L'Emile*, Livre II.

(2) ROUSSEAU : *L'Emile*, Editions Garnier, page III.

(3) ROUSSEAU : *L'Emile*, fin du Livre II.

main, qui dispensent (le père) de nourrir ses enfants et de les élever lui-même » (1).

Durant la Révolution, inspirés par cet état d'esprit les législateurs s'occupèrent de concrétiser dans le droit public ces notions pédagogiques. Deux plans s'affrontèrent, celui de Condorcet, qui devait l'emporter facilement et celui de Michel Lepelletier; ainsi, nous connaissons fidèlement la pensée de cette époque, si souvent invoquée de nos jours, et il est utile de s'en bien pénétrer alors que de nouveau, des doctrinaires semblent vouloir remettre en question la supériorité de l'un des deux plans.

Condorcet soumit à l'Assemblée législative les 20 et 21 avril 1792 un projet de décret, qui préconise que l'instruction soit réglementée par l'Etat alors que l'éducation reste l'apanage des éducateurs naturels, les parents, qui peuvent en remettre le soin à ceux qu'ils ont le pouvoir de choisir. Posant le principe de la concurrence dans l'enseignement, il est donc adversaire du monopole (2), demandant d'autre part la gratuité, il est le véritable précurseur de nos lois de laïcité, s'opposant au dogmatisme politique et religieux. L'instruction est ainsi le devoir essentiel de l'Etat, qui doit travailler à l'émancipation morale et intellectuelle des jeunes, sans chercher à exciter en eux d'enthousiasme pour une religion politique.

Le « plan d'Education Nationale » de Michel Lepelletier, présenté par Robespierre, à la Convention, le 25 mesidor an I, dut son insuccès à son exagération même et ne fut jamais adopté; d'après lui l'Etat doit se charger d'une éducation intégrale dans les établissements d'Education Nationale», où vont tous les enfants obligatoirement, de 5 à 21 ans et où ils sont « endurcis à toute espèce de fatigue... pliés au joug d'une discipline salubre, afin de fortifier leur cœur, leur corps et leur esprit ». Ce monopole

(1) ROUSSEAU : *L'Emile*, Livre I.

(2) C. F. ALENGRY : *Condorcet, guide de la Révolution Française*, Giard et Brière, 1904.

implique le droit de retirer les enfants à leur famille, afin d'imprimer en eux plus sûrement les marques d'une éducation politique d'où l'Etat tirera sa force dans l'avenir, tous ses membres ayant été pénétrés de l'amour de ses institutions. C'est dans ce but que, suivant le mot de Danton à la Convention, « les enfants appartiennent à la République, avant d'appartenir à leurs parents ». Extrême à ce point, un projet semblable ne pouvait être adopté ; destructeur de tous les principes traditionnels et bien plus des principes simplement humains, il ne pouvait séduire des hommes sensés. Il n'est donc nullement dans l'esprit de la Révolution et ceux qui de nos jours tendraient à réintroduire quelques éléments du projet, sont en opposition avec cet état d'esprit.

Continuant l'œuvre de Condorcet, nos travaux législatifs sont l'application de cette idée : l'instruction sous toutes ses formes fournie par l'Etat, l'éducation restant dans le domaine des prérogatives familiales. Cette instruction n'en implique pas moins un développement physique, fourni par la gymnastique scolaire ; c'est ainsi que la loi du 27 janvier 1880 institue la gymnastique obligatoire, qui s'appelle éducation physique depuis 1925, que le 21 juillet 1928 une loi ouvre au budget de l'Instruction Publique des crédits affectés à l'éducation physique et qu'il existe depuis 1933 une « école normale d'éducation physique ». Toutes ces initiatives ne modifient pas l'esprit des institutions pédagogiques, nées de la Révolution Française.

Mais si, continuant cette rapide étude historique, on essaie de pénétrer les idées maîtresses qui ont conduit l'action des pouvoirs publics durant ces dernières années, on est frappé d'y trouver des tendances nouvelles, qui paraissent modifier sensiblement leur rôle. Dépasant les idées communément admises dans la période révolutionnaire, l'Etat paraît parfois vouloir s'occuper petit à petit de l'éducation proprement dite, en s'immisçant dans l'organisation des loisirs, ceux-ci étant le complément, la compensation de l'activité principale, c'est-à-dire pour l'enfant,

de son instruction ou pour le jeune ouvrier, de son travail. On en a le témoignage par des doctrines et par des faits.

D'autre part, les méthodes pédagogiques s'assouplissent de plus en plus pour se mettre à la portée de l'enfant, le comprendre et lui permettre de vivre pleinement. D'un point de vue plus particulier, on distingue de nos jours, un besoin de loisir et d'activité pratique ; si on considère le bénéficiaire des loisirs pris individuellement on constate un attrait profond pour la vie de plein air et une rupture très nette avec le conformisme bourgeois, qui sont des adjuvants précieux pour tout organisateur de loisirs, capable de profiter de cette réserve d'enthousiasme disponible.

Il y a ainsi aujourd'hui rencontre, du désir de l'Etat d'augmenter la valeur sociale et nationale de chaque enfant par tous les moyens, du renouvellement des méthodes pédagogiques et de l'effort de tous vers un équilibre humain harmonieux et complet.

CHAPITRE II

L'ASPECT SOCIAL DES LOISIRS

Toutes les activités des jeunes concourent à leur éducation, à la formation de leur personnalité ; alors que celle-ci se présente dans les premières années comme la table rase de Locke, où toutes les impressions resteront marquées et durables, deux sortes d'activités spécialement se partagent cette influence : l'instruction, qui est donnée à l'école et d'autre part tout le reste, c'est-à-dire cet ensemble d'heures de liberté dont jouit l'enfant, qu'il emploiera à sa guise ou sous la direction de guides, et qui comprend les multiples actes de ses années de jeunesse, en un mot ses loisirs ; ceux-ci seront en majeure partie récréatifs, mais ils peuvent fort bien être d'ordre culturel (artistiques, littéraires, etc...). C'est la somme de l'instruction et de l'emploi de ces heures de loisirs qui constituent toute l'éducation, « ensemble des habitudes intellectuelles ou manuelles qui s'acquièrent et ensemble des qualités morales qui se développent » (1). Comme nous le dit Kant, elle a pour but de « développer dans l'homme toute la

(1) Dictionnaire Littré. Mot : éducation,

perfection que sa nature comporte » (1), cette perfection supposant un progrès de toutes les facultés dans la mesure où elles sont insuffisamment employées ; pour que ce progrès se réalise « il faut que l'éducation mette entre les diverses facultés, qu'elle règle et perfectionne, cette sorte de hiérarchie qui résulte de la nature même et de la constitution de l'homme et il faut qu'elle assigne à chacune des parties de l'œuvre éducative, l'ordre et le temps qui lui est propre » (2). Nous considérons ici l'importance des loisirs au point de vue humain et au point de vue national, après avoir recherché les motifs de leur actualité.

SECTION I

DEFINITION

Avant de définir ce mot de loisir, disons qu'il comprend l'ensemble des moyens qui assurent l'éducation de l'enfant en dehors de son occupation principale, le travail scolaire pour l'écolier, son travail d'ouvrier, d'employé ou de paysan, s'il est déjà salarié. Le terme englobe donc l'éducation populaire, la culture, la formation physique, la formation morale, ainsi que toutes les distractions quelles que soient leurs possibilités éducatives.

L'éducation populaire est le complément, pour tous ceux qui ont quitté l'école à 14 ans, de l'instruction qu'ils y ont reçue ; elle est alors semblable à l'éducation post-scolaire, qui se manifeste presque exclusivement par un effort au point de vue culturel ; c'est là, en fait, l'esprit dans lequel elle est conçue en France actuellement, toutes

(1) Cité par H. MARION dans la *Grande Encyclopédie*. V^e Education.

(2) *Œuvres périscolaires*. Paris, Alcan, 1913. Dr P. RÉGNIER, p. 122.

les œuvres s'occupant à proprement parler d'éducation populaire ayant pour but de faire progresser le niveau intellectuel et moral des masses. Mais ce terme peut être pris dans un sens plus extensif et tendre ainsi vers la notion de loisir ; il peut être défini : « l'ensemble des moyens qui tendent à accroître les connaissances, à augmenter le jugement, à développer la sensibilité en dehors de l'occupation principale » (1).

L'éducation générale ou intégrale correspond mieux au contenu même du loisir, (après qu'on en a excepté l'occupation professionnelle, normale), comprenant « l'ensemble des moyens que l'individu emploie durant toute sa vie pour assurer le meilleur développement et la meilleure conservation de toute sa personnalité, physique, intellectuelle et morale » (2).

La culture est l'empreinte que chacun garde en soi des valeurs qu'il a rencontrées ; celles-ci peuvent avoir été d'ordre intellectuel, moral, parfois même physique. La culture d'ordre intellectuel presque exclusivement, est « l'expérience » que l'esprit a gardé de ces valeurs, et qui diffère suivant les possibilités de chacun, ou encore « l'assimilation personnelle des valeurs spirituelles existantes, valeurs intellectuelle, esthétiques et morales » (3). Elle suppose donc essentiellement un travail personnel, un effort d'interprétation, étant « recherche de la liberté et de la vérité, prise de conscience, effort sans cesse renouvelé, discipline morale » (4). Elle est ainsi postérieure au loisir qui est l'acte, dont elle est la résultante et tout loisir devra viser cette création de culture, par l'approfondissement de certaines expériences particulières de la culture d'autrui. Le

(1) FR. BLOCH-LAINÉ : *L'emploi des loisirs ouvriers et l'éducation Populaire*. Paris, Recueil Sirey, 1936.

(2) VAN SCHAGEN : *Rôle de l'éducation physique dans le développement de la personnalité*. Paris, Presses Universitaires, 1933.

(3) Publications de l'Institut Supérieur Ouvrier : « Pour une culture vivante et libre », p. 8.

(4) THOMAS MANN : *Avertissement à l'Europe*. Paris, Gallimard, 1937.

loisir est alors consommation de la culture des autres, avant de pouvoir être production de culture en faveur des autres.

Toute organisation de loisirs recherchera cette création de culture et surtout pour les jeunes devra se méfier du côté utilitaire de ses activités ; la culture étant d'ordre intellectuel, n'est obtenue qu'en partie par les loisirs, la vie de travail en produisant beaucoup plus. Le loisir a deux résultats, l'un immédiat, la satisfaction qu'on en retire, l'autre plus lointain la culture, mais ce dernier peut être nul ou infime s'il n'y a pas effort personnel et libre. Il est regrettable que parfois, « les jeunes d'aujourd'hui abdiquent sous prétexte de leur insécurité, du hasard, de leur misère, et ne sachent plus travailler à eux-mêmes... L'ivresse de la masse, qui délivre du poids de la personnalité est une fin en soi... Il faut se débarrasser de son propre moi, de sa propre pensée, de la morale et de la raison en général. Se délivrer de l'angoisse » (1). Mais ces tendances à l'altruisme et à la vie collective peuvent au contraire être magnifiquement exploitées, tout en remplaçant le vieil humanisme trop libéral, par un humanisme militant et viril.

Quant à la formation physique, ou technique (manuelle notamment) ou artistique, ou morale, etc..., il est évident qu'elle concourt à la construction d'un tout et qu'elle ne peut seule constituer le loisir. Enfin, la distraction proprement dite, purement récréative, en ce qu'elle est détente, ne peut pas non plus représenter le loisir dans sa totalité; même si chez des enfants elle est essentielle et courante, elle doit s'adjoindre des activités éducatives qui comportent moins ce sens de récréation et davantage celui de l'effort.

Nous pouvons maintenant définir le loisir, en disant qu'il est constitué par l'ensemble des moyens qui, en dehors de l'occupation principale, poursuivent un but d'éducation générale et d'épanouissement des facultés humaines,

(1) THOMAS MANN, *op. cit.*

c'est-à-dire des possibilités de chacun au point de vue physique, intellectuel, technique, artistique et moral ; agissant comme compensation de l'activité professionnelle, il suppose une participation volontaire de toute la personne humaine qui l'emploie pour sa satisfaction personnelle, de la simple détente à l'activité créatrice.

SECTION II

ASPECT ACTUEL DU PROBLÈME

Si le problème des loisirs a toujours existé et si les forces morales et politiques ont toujours cherché à développer son existence, de l'enrichissement individuel au « panem et circenses », on ne peut nier que depuis le début du siècle et spécialement durant ces dernières années, il a pris une importance particulière. Les raisons principales sont d'ordre biologique, social, pédagogique, politique et national.

Au point de vue biologique, il est apparu que les conditions d'existence de la vie moderne sont souvent contraires à l'équilibre physiologique de chacun (1) ; les progrès de la science médicale ont abouti à la même conclusion. C'est pourquoi on a favorisé l'expansion des exercices physiques et des sports de tous genres, capables d'améliorer pour chacun les dispositions intellectuelles et la santé qu'il aurait perdues sans eux. De plus les progrès d'un certain matérialisme, qui cherche les meilleures conditions de développement de l'homme en tant qu'être vivant, ont

(1) Citons à ce propos : HÉBERT : *Le Code de la force* — Dr AL. CARREL : *L'homme est inconnu* — Dr Paul CARTON : *Les lois de la vie saine*.

facilité cet engouement pour une existence où le corps obtient toutes les satisfactions qui semblent nécessaires aux uns ou aux autres.

Les améliorations sociales sont nombreuses depuis un siècle ; mais après s'être adressées principalement à la masse ouvrière dans son ensemble, elles s'adressent de plus en plus aux individus sans différenciation, pour obtenir des conditions de vie plus humaines chez tous, jeunes et vieux, ouvriers, paysans, intellectuels, etc... ; il ne reste plus de compartiment de la vie humaine qui ne soit l'objet de soins attentifs. Dans son aspect collectif, la science sociale veut perfectionner non seulement les conditions de vie, mais l'homme en lui-même pour le rendre meilleur, le rendre plus apte à servir dans la société. La sociologie prend à son compte la doctrine chrétienne du Moyen-Age et avec elle la charité, la fraternité, le repos du dimanche, etc... ; elle a un domaine illimité depuis quelques années, alors que sa discrétion était beaucoup plus étendue auparavant. L'idéologie révolutionnaire manifestée par la déclaration des droits et pour les enfants, par le droit à l'instruction, est dépassée ; la progression des doctrines socialistes humanitaires en est en partie la cause.

Les conditions de la vie moderne sont ainsi soumises pour tous aux exigences d'une science sociale qui prétend aider tout le monde, mais n'est pas elle-même encore constituée : « toute une civilisation glisse vers une révolution spontanée, incohérente, que nul ne cherche à diriger, parce que nul ne se soucie d'envisager les faits d'un regard clair. Notre civilisation ne glisse pas à la révolution, elle est dedans » (1).

Le soin qu'on prend des loisirs des jeunes est à ce sujet sensiblement en retard sur tout le reste ; ce n'est que depuis 15 ans, qu'on se préoccupe d'une façon généralisée de leur formation, justement parce qu'on s'est aperçu que c'est le seul moyen pour obtenir des hommes qui

(1) Daniel Rops : *Les Années tournantes*, Editions du Siècle, 1932.

demain auront une valeur plus grande : on table maintenant sur l'avenir et non plus seulement sur les misères immédiates. Mais il y a encore beaucoup à faire pour « ces petits enfants..., qui se perdent parce que le monde les oublie, qui dès 13 ans sont jetés dans les ateliers, entendant tout, acceptant tout, baignant dans la plus absolue amoralité... Leur nature suit la voie, ignorant les redressements nécessaires » (1). Le loisir favorisant la formation de l'enfant, tend heureusement à passer au premier plan de nos jours, il est « au centre de toute la question sociale..., qui est liée avant tout à la valeur personnelle des individus. Tout ce qu'accomplit un être en formation s'enregistre dans ses cellules cérébrales et forge progressivement son caractère et sa destinée. Dans ce domaine, ce qu'on *fait* a infiniment plus de poids, que ce qu'on *entend*... Les actes accomplis librement dans les heures de loisirs sont donc ceux qui comptent le plus : le jeu est peut-être ce qu'il y a de plus important dans la vie avant 25 ans » (2).

Ajoutons qu'au point de vue social encore, le loisir est un remarquable agent de rapprochement entre tous les individus de toutes classes, par l'ouverture d'esprit qu'il favorise pour une plus large compréhension et plus particulièrement par l'esprit d'équipe.

Au point de vue pédagogique nous assistons à « une revanche spontanée de l'éducation sur l'instruction, de l'esprit constructif sur l'esprit critique » (3), et les méthodes nouvelles favorisent de plus en plus la participation réelle de l'enfant. Si ce n'est qu'une tendance au point de vue scolaire (elle se manifeste beaucoup depuis 1936 et spécialement par les loisirs dirigés), c'est une réalité dans le domaine des loisirs où les théories nouvelles sont à base de collaboration réelle de l'enfant, de vie active, de respon-

(1) Mme Caston ETIENNE : *Utilisation des loisirs du travailleur*, p. 131. Eugène Belin, 1935.

(2) *Cahiers du Redressement Français*, N° 21. GUÉRIN DESJARDINS, p. 34.

(3) Lucien ROMIER : *Nation et Civilisation*. Paris, 1926, p. 149.

sabilité, d'enthousiasme et de loyauté. Nous aurons l'occasion de parler à ce sujet d'école active et de méthode scout, dont l'élément de base est une réaction contre les méthodes scolaires qui apprennent du « tout fait », sans former le jugement ni l'expérience, sans comprendre les besoins de l'enfance.

Les luttes politiques ont depuis quelques années pris une ampleur très grande ; les différents partis, pour assurer la continuation dans le temps de leurs succès, font de vigoureux efforts pour mener l'éducation des jeunes dans le sens qui leur convient. La plupart ont leur mouvement de jeunes, ceux-ci ayant en moyenne de 17 à 25 ans ; certains même vont chercher l'enfance, afin de se réserver pour l'avenir ceux qui n'ont encore que 14 à 18 ans. C'est le côté le plus méprisable de cette expansion de nos jours des loisirs des jeunes : « Nous vivons dans un temps où tout le monde s'arroge le droit de parler au nom de la jeunesse, où tout le monde, en même temps, veut s'emparer de la jeunesse, où on se la dispute, où on se l'arrache. Tous les partis maintenant ont, vis-à-vis de la jeunesse, leurs démarcheurs. Il semble que ce soit de l'assentiment, du concours de la jeunesse, que dépende aujourd'hui le succès décisif, ou pour un parti, ou pour une idée, ou pour une formation sociale »(1). Il est vrai que les exemples de certains pays font espérer pour ces partis, un monopole semblable.

L'intérêt national pour une amélioration physique, intellectuelle et morale des jeunes est évident ; c'est l'intérêt social entre les mains de l'Etat. Il est particulièrement vanté dans les pays dont le gouvernement est nationaliste et totalitaire, pour le renforcement même de la puissance de l'Etat.

Enfin, les conditions de la vie moderne, qui rendent de plus en plus difficile une vie vraiment personnelle, voulue et organisée par soi-même, poussent beaucoup les jeunes

(1) LÉON BLUM : *La jeunesse et le Socialisme*. Paris, 1936.

à se réunir ; il y a chez eux plus que jamais un profond attrait pour la vie collective, un engouement pour les organisations qui présentent des distractions toutes faites. « La jeunesse en général, ...est portée par tempérament à plus obéir à sa sensibilité qu'à sa raison, à une prédilection instinctive pour les directives décompliquées et les impératifs sommaires » (1). Ce désir de groupement des jeunes est un fait, et la systématisation de cette tendance est préconisée par de nombreux partisans de toutes opinions qui espèrent qu'on trouvera les moyens pour « organiser les loisirs, encadrer la jeunesse, l'arracher à cette oisiveté, qui, aux dires de la sagesse des nations, la mère de tous les vices, est certainement génératrice de misère et conseillère de révolte » (2).

SECTION III

L'ENRICHISSEMENT HUMAIN PAR LES LOISIRS

Le loisir apportant tous les éléments qui permettront une éducation complète, ses avantages s'identifient aux effets de celle-ci. Ne pouvant songer à les exposer, ce qui reviendrait à composer une thèse de lettres, nous signalerons seulement certains de ces éléments les plus nécessaires.

Le but est de former des personnalités et non pas des intelligences ; c'est pourquoi des loisirs semblables

(1) R. d'HARCOURT : *L'Evangile de la Force*. Paris, p. 128.

(2) *La République*, 1^{er} octobre 1934 — Paul ELBEL : Il faut organiser les loisirs.

peuvent s'appliquer à des enfants dont les occupations scolaires ou de salarié, sont différentes.

Or, la personnalité s'acquiert par l'ensemble des actes, et les loisirs peuvent la constituer en bien ou en mal. « C'est dans ses heures de loisir qu'un jeune homme peut : bâtir ses habitudes, édifier son caractère, s'enrichir intellectuellement, se former professionnellement, cultiver son esprit, s'il est un travailleur manuel, développer son corps, s'il est un futur intellectuel... mais aussi compromettre sa santé, renier l'influence de sa famille, annihiler l'enseignement moral reçu » (1). Pour l'enfant considéré comme individu, la question est donc d'importance : « Il n'est question au fond de rien moins que de ceci : l'apprentissage du plaisir pour toute l'existence, c'est tragiquement sérieux pour l'avenir de l'enfant » (2). « Notre avenir ne se forge pas seulement dans les ateliers et les écoles, mais davantage peut-être dans les heures de repos, de plaisir » (3).

Sans aucun doute, l'insuffisance des moyens mis à la disposition de beaucoup de jeunes, spécialement dans la classe ouvrière, a été cause de beaucoup de misère morale accumulée peu à peu en même temps que les « bêtises » successives se commettaient : « La plupart du temps, les victimes des loisirs mal employés, n'ont fait des choses stupides que parce qu'ils ne savaient pas ce qu'ils auraient bien pu faire d'intelligent et d'utile » (2) ou que rien ne les aidait à pouvoir le faire. Tous les cas rencontrés dans les tribunaux d'enfants en sont une illustration frappante.

Il y a dans ce domaine une responsabilité sociale, qu'il est nécessaire de connaître et dont il faut tenir compte. Qui doit dispenser cette éducation humaine : la famille d'abord, puis toutes les initiatives privées dont les activités sont profitables au plus haut point, si elles sont désin-

(1) *Cahiers du Redressement Français*, N° 21. GUÉRIN-DESJARDINS.

(2) Chanoine PRADEL : *Les loisirs des jeunes*, p. 24. Spes, 1937.

(3) M. POUSSIN : *Routes nouvelles*, p. 200.

téressées, désireuses d'assainir l'emploi des loisirs et capables de diriger cet emploi suivant les principes d'une éducation morale enrichissante, tout en tenant compte de la psychologie des jeunes, qui cherchent quelque chose de passionnant et d'inédit, où ils trouveront la somme d'émotions qu'il leur faut. Il y a là également place pour l'activité de l'Etat, qui doit coordonner et aider ces initiatives, les limiter selon les principes constitutionnels et administratifs admis par la jurisprudence de droit public et même les organiser dans le cas de défaillance des initiatives privées. Mais surtout cette « distribution des loisirs » appartient dans tous les cas à des éducateurs qui comprennent l'enfant et jamais des mesures administratives ne devraient organiser, régler le contenu même du loisir qui est « l'affaire de l'enfant ».

Cette éducation humaine formera surtout parallèlement à l'intelligence, le jugement, le bon sens, l'observation, la mémoire, apprendra à l'enfant à penser par lui-même; au point de vue physique elle développera avec la santé, l'adresse, l'équilibre nerveux et celui de tous les sens, l'agilité; elle augmentera les possibilités de la maîtrise de soi et du caractère par le sens des responsabilités; au total, elle aura pour but l'équilibre complet de notre vie et de nos connaissances. Le meilleur terrain de formation sera le plein air et la campagne, la connaissance de la nature devant s'accompagner d'effort physique et de travail personnel, de jugement de toutes choses. L'activité où la personnalité de l'enfant se livrera le plus complètement sera le jeu, dont la valeur physique, éducative, sociale est immense : c'est le terrain de formation par excellence. Nietzsche en vantait tellement l'importance, qu'il pouvait dire : « La maturité de l'homme, c'est d'avoir retrouvé la gravité de l'enfant dans le jeu. »

Formation par le réel, cette éducation fera une place importante aux travaux manuels. Selon Bergson « on est trop porté à ne voir dans le travail manuel qu'un délassement. On oublie que l'intelligence est essentiellement la

faculté de manipuler la matière, qu'elle commence du moins ainsi... (il faut) perfectionner le toucher au point d'en faire un tact : l'intelligence remontera de la main à la tête ».

Les jeux éducatifs tiendront une place importante et également la formation physique, « action méthodique, progressive et continue, de l'enfance à l'âge adulte, ayant pour objet d'assurer le développement physique intégral, d'accroître les résistances organiques, de mettre en valeur les aptitudes dans tous les genres d'exercices naturels et utilitaires..., de subordonner tout l'acquis, physique et viril, à une idée morale dominante : l'altruisme » (1). Pratiquée suivant la méthode naturelle et dans les diverses situations qu'on peut rencontrer, elle permet à chacun « d'accroître sa puissance sur le monde matériel et d'améliorer le rendement quantitatif et qualitatif de son action humaine » (2).

Enfin l'éducation intellectuelle par les discussions, les lectures, etc... ne sera pas négligée de même que l'éducation artistique. Pratiquée à l'école, celle-ci doit être assimilée dans les loisirs : par des visites de musées, l'emploi du dessin, l'étude des éléments de l'architecture, de l'art dramatique, etc... afin d'élever les enfants par l'amour et la pratique du beau.

Le but final est d'obtenir l'équilibre parfait de l'adolescent, « l'harmonieux développement de la vie du corps, de l'intelligence, de l'imagination créatrice et du sentiment de la beauté » (3) qui l'empêchera de devenir un spécialiste étroit dont l'efficienc est par là même très limitée, c'est le vœu d'un humanisme très large permettant tous les progrès pour « réaliser en soi l'idéal d'homme formé de génération en génération » (4). Mais cet idéal doit être

(1) G. HÉBERT : *Le sport contre l'éducation physique*. Paris, Vuibert.

(2) E. LOISEL : *Les bases psychologiques de l'éducation physique*. Paris, Nathan, 1935.

(3) Marc DUBOIS : *L'aspiration ouvrière vers la Culture*. Paris, Si-rey, p. 11.

(4) Albert THOMAS : *Les loisirs du monde du travail*, p. 24. Paris, Paul Martial, 1933.

un idéal moral sévère qui limite les dangers d'une libération excessive : sans lui, la seule raison est vite débordée, comme nous le montre le désarroi humain et cette pauvreté de la raison, en ce siècle qui se dit celui de la raison (1).

Devant procurer les moyens qui permettront l'équilibre, le loisir est non pas une détente en soi, mais bien plus une compensation à ce que procure l'activité principale; il ne peut donc être le même pour tous. Il est « une réaction de la nature humaine, qui se refuse à devenir un organe de rendement quasi mécanique voué à une seule besogne, presque sans contact avec les autres formes de la vie collective et les autres modes d'activité » (2). « Les loisirs des citadins fatigués nerveusement devront, de plus en plus, être employés au grand air; les loisirs des intellectuels devront être consacrés à une détente physiologique et à une activité physique...; les loisirs des travailleurs manuels devront être aussi en partie physiques. Ce n'est pas parce que l'ouvrier reproduit toute la journée le même geste, qu'il a une suffisante activité physique; mais son loisir devra être aussi un loisir intellectuel. » (3). Le loisir devient ainsi plus qu'un avantage, surtout un devoir qui, avec la vie professionnelle, assure la vocation d'homme en enrichissant la personnalité.

Mais pour que la formation de la personnalité soit réelle et efficace, il faut qu'elle s'exerce librement : tout système de loisirs peut être organisé, pour aider les initiatives individuelles ou collectives, mais jamais pour imposer. Occuper ses loisirs et faire ce qu'il est loisible de faire devraient toujours comme l'étymologie de ces deux mots, être semblables; cela « demande une grande liberté d'esprit, un certain détachement des préoccupations immédiates; c'est là l'aspect gratuit des loisirs : des efforts directement

(1) Cf. Daniel ROPS : *Le monde sans âmes*, p. 11. Plon, 1932.

(2) BOUTHOU, *op. cit.*

(3) *Le syndicalisme et les loisirs*. Institut supérieur ouvrier, p. 28.

intéressés tuent le vrai travail » (1). Selon le mot d'Abel Bonnard: « Les loisirs, c'est la permission d'être soi-même. »

Tout système de loisirs qui va contre cette liberté et dont les méthodes ne visent pas la formation totale de la personnalité est vicié à la base. Les loisirs en eux-mêmes peuvent également être détestables, s'ils tendent à l'évasion par la paresse et la négation de l'effort; tous les loisirs commercialisés, cinémas, cafés, bals en sont là généralement. Notre raison et notre volonté doivent intervenir; « il ne faut pas que le loisir soit conçu contre la vie normale ou en dehors d'elle, mais il faut qu'il y entre... Nous devons désormais l'intégrer dans le rythme de notre vie d'homme » (2). C'est pure démagogie que d'en faire un appât pour des fins électorales qui créera une coupure entre la vie de travail à subir et la vie de détente qu'on jugera normale; pour l'enfant en particulier, il devra mettre en honneur le plus souvent possible l'effort et l'attention; c'est alors seulement qu'il sera source d'enrichissement individuel.

Certes les progrès que de telles méthodes pourront favoriser ne seront pas sensibles chez tous, mais ils parviendront à permettre la discrimination d'une élite, dont les membres réaliseront l'idéal tracé dans le poème de Kipling :

*Si tu sais méditer, observer et connaître
Sans jamais devenir sceptique ou destructeur;
Rêver, mais sans laisser ton rêve être ton maître,
Penser sans n'être qu'un penseur;
Si tu peux être dur sans jamais être en rage,
Si tu peux être brave et jamais imprudent,
Si tu sais être bon, si tu sais être sage,
Sans être moral ni pédant;*

*Si tu peux rencontrer Triomphe après Défaite
Et recevoir ces deux menteurs d'un même front,*

(1) *Annales de l'Action Catholique*, avril-mai 1937.

(2) *Id.*

*Si tu peux conserver ton courage et ta tête
Quand tous les autres la perdront
Alors les Rois, les Dieux, la Chance et la Victoire
Seront à tout jamais tes esclaves soumis,
Et, ce qui vaut bien mieux que les Rois et la Gloire,
Tu seras un homme, mon fils.* (1)

LE VRAI SENS DES LOISIRS POUR LES JEUNES

Il est impossible de traiter le problème des loisirs de la jeunesse, sous son aspect réel, sans insister un instant sur la note d'optimisme, de joie, de beauté qu'ils doivent représenter pour elle. Aussi, en répétant encore que le loisir est avant tout libération de tout ce qu'il y a de spontané, de vrai, de profond en nous, s'il est judicieusement employé, et sur l'erreur considérable qui consisterait à tuer cette spontanéité par des organisations rigides, nous essaierons de rappeler que bien avant d'être notion sociale et juridique, il est notion de perfectionnement individuel par la re-crédation et par la découverte personnelle; aucun système ne devrait l'oublier et aucun ne devrait échafauder dans l'abstrait des principes obscurs sans en tenir pleinement compte.

Les jeunes depuis la guerre, semblent s'être émancipés des contraintes familiales pour jouir entre eux de loisirs, où l'on trouve un plaisir facile; les créations de la vie moderne (cinémas, automobiles, etc..) ont en grande partie aidé cette course vers la satisfaction aisée. Mais, par dessus ces cas individuels, et les dépassant de plus en plus, on peut voir se former une mentalité nouvelle qui entre en lutte contre cette facilité qui n'apporte aucun enrichisse-

(1) Traduction d'André Maurois,

ment; c'est ainsi qu'on peut parler d'un esprit des jeunes de moins de 20 ans dont tout le mouvement des loisirs est profondément imprégné. Par désir de simplicité, de loyauté envers soi-même, de joie profonde, tous aiment maintenant la vie de plein air, l'effort et une culture vivante et libre pour parvenir à « la possession du monde » que chacun veut réaliser pour soi avec un regard toujours plus apte à connaître.

Cette vie de plein air doit favoriser l'épanouissement de chacun et être libre, de cette liberté que Péguy définissait : « Ce grand air que l'on respire dans une belle vallée et encore plus à flanc de coteau et encore plus sur un large plateau bien aéré » (1) et qui apporte selon les jeunes « une nouvelle façon de connaître et d'apprendre, un nouvel ordre de connaissance, celui de la connaissance directe » (2).

L'effort personnel est le seul moyen pour le loisir d'être source de richesse et non de satisfactions passagères; il nous demande de jeter toute notre personnalité dans l'action entreprise afin de réaliser le mot de Barrès : « Il faut devenir le frère d'une beauté pour l'aimer ». Tout loisir doit comporter cet effort et c'est ce qui a fait principalement le succès de la vie de plein air : « Partir vers les champs, signifie partir à la recherche de la résistance, de la hardiesse aussi bien que de la simplicité de cœur, qui sont nécessaires à une génération, qui se propose une action difficile. » (3).

Une culture vivante et libre vient couronner cet édifice, non d'une façon exclusive, mais pour proclamer tout d'abord la nécessité des diverses activités humaines: « Nous croyons — disent les jeunes — que l'entraînement physique n'est pas opposé à la santé de l'âme, que la joie du

(1) PÉGU Y : *Mystère des Saints Innocents*.

(2) *Carnet de vacances J. E. C.*, 1937, p. 19.

(3) *Revue hebdomadaire*, 29 janvier 1938 — Otto ABETZ ; *La jeunesse allemande et le bonheur*.

corps accroît la lucidité de l'esprit » (1). Cette culture est réaliste, elle recherche la compréhension et préfère les gestes à la parole; elle est aussi dynamique, plaçant l'enthousiasme personnel au premier plan et non pas l'ivresse des enthousiasmes collectifs; pour elle, chanter c'est créer de la joie, or selon Claudel « la joie et la vérité c'est la même chose, et du côté où il y a le plus de joie, c'est là qu'il y a le plus de vérité ». Car il est bien vrai que « les distractions ne valent que par l'enthousiasme qu'on y met... ne sont à juger que par la joie qu'elles donnent » (2). Cette culture enfin est une curiosité perpétuelle pleine d'espérance, que Duhamel interprète en disant : « Le bonheur est le but de ma vie, pas seulement la fin, la raison de la vie, mais le ressort, l'expression, l'essence de la vie, la vie même. Il n'est pas d'objet en ce monde qui ne soit source de bonheur et.... nous devons tirer tout le bonheur qu'un objet tient en réserve et ne demande qu'à livrer. Il est sûrement riche, celui pour qui la vie est une perpétuelle découverte » (3).

Cet esprit des jeunes se manifeste dans tous les milieux; et si chez les uns il est plus spiritualiste et chez les autres plus matérialiste, il n'en est pas moins comparable. S'il est encore parfaitement juste de dire que « le matérialisme de nos philosophes du dix-huitième a pénétré le peuple 100 ans après, et (que) la lutte pour la vie matérielle a rabaisé l'âme populaire qui recherche la jouissance immédiate et trop souvent la jouissance grossière » (4), il ne faut pas cependant négliger le mouvement de réaction qui commence à naître, et sur lequel il faut fonder toute politique de loisir, à l'inverse de toute organisation démagogique.

C'est ainsi que, bien plus que pour les loisirs ouvriers,

(1) *La belle Aventure de la Route*, Cahiers de la Nouvelle Journée, XXX, p. 11.

(2) CHANOINE PRADEL : *Les loisirs des jeunes*. Paris, Spes, 1937.

(3) DUHAMEL : *La Possession du Monde*.

(4) *La Croix*, 25-2-37 — Mme Daisy GEORGES-MARTIN.

nous assistons à la création d'un esprit favorable à l'enrichissement et non plus à la seule détente et à l'oisiveté : « Les loisirs vont permettre un épanouissement humain de la personne et la possibilité d'une ouverture intellectuelle plus grande... » (1); à la condition qu'ils favorisent non pas le plaisir, sentiment d'une satisfaction matérielle, mais la joie qui est un état, la joie revigorante et active. « Les loisirs doivent nous élever, non nous diminuer, ... tonifier notre volonté, non l'énerver, ...susciter l'enthousiasme, non servir l'égoïsme » (2).

SECTION IV.

LOISIRS ET EDUCATION NATIONALE

« Les jeux de l'enfance ne sont pas chose que le législateur puisse dédaigner comme indifférente ou inférieure; ils forment les habitudes, et la stabilité de l'Etat est intéressée à ce que les citoyens aient dès l'enfance des habitudes communes » (3).

*
**

Une étude rapide des données historiques du problème des loisirs des enfants, montre que lorsqu'un Etat veut concentrer tous les pouvoirs entre ses mains, une de ses préoccupations les plus attentives porte sur l'éducation totale des jeunes afin de donner au pays, vigueur et cohésion. Inversement les tendances des philosophes vont vers un enrichissement individuel par les loisirs, qui ne sert l'Etat que par contre-coup.

(1) *Les Annales de l'A. C. J. F.*, Mai 1937.

(2) Chanoine PRADEL : *Les loisirs des jeunes*. Spes, 1937, p. 211.

(3) Cité par L. Liard, in Dict. Pédag. V^e Platon.

La première interprétation est celle des pays totalitaires. L'accroissement de leur force et de leur dynamisme, dû à la puissance et à l'union de leur jeunesse, est indéniabie et c'est même le domaine où leur intervention a le mieux réussi, parce qu'elle est aidée par le don de la poésie et de l'enthousiasme, intense chez les jeunes. Mais cet accroissement de la force d'un Etat s'accompagne de l'appauvrissement des personnalités et des caractères; destructif de toutes les libertés il est l'ennemi de tous les enrichissements humains considérés en eux-mêmes, ne recherchant que le perfectionnement d'une nation, d'une race. Il est impossible d'admettre des principes qui font abstraction des plus hautes vertus humaines, la charité, la fraternité, le sens d'un idéal élevé et libre, etc., faisant tout dépendre du but que poursuit l'Etat : la domination.

La seconde interprétation, celle du perfectionnement individuel de chacun, n'est pas sans lien avec les intérêts de la nation. Indirectement, la valeur humaine de tous les citoyens d'un pays, est la mesure de la valeur même de ce pays; c'est en ce sens que ses Pouvoirs Publics doivent aider et favoriser, les organisations qui ont pour but de fournir tous les moyens destinés à donner à l'enfant et à l'adolescent une éducation complète par les loisirs. L'enrichissement individuel conduisant à un enrichissement social, le groupement de tous les membres d'un pays s'en trouve amélioré dans ses possibilités matérielles, intellectuelles et morales; l'action de l'Etat pour favoriser cette amélioration est nécessaire, mais elle ne doit pas dépasser le domaine du social, pour parvenir à celui du politique, celui de sa puissance personnelle; les efforts de l'Etat dans un pays démocratique doivent être désintéressés et, chaque fois qu'il exagère son contrôle et ses pouvoirs personnels, c'est un signe de son désir d'organiser à son profit les libertés essentielles. Chaque fois qu'il aide toutes les réalisations des diverses organisations selon leurs résultats et non pas selon leurs opinions, il fait œuvre sociale et humaine; de même lorsqu'il ne dépasse pas les attributions de sauvegarde de l'ordre public et des bonnes mœurs ou

de la police de la tranquillité, de la salubrité et de la sécurité. Mais chaque fois qu'il essaie de prendre en main l'éducation intégrale des jeunes, en dehors du cas d'insuffisance de l'initiative privée, chaque fois qu'il tend à en faire des statuts-types, chaque fois qu'il aidera des associations en négligeant l'action des autres, il fait œuvre politique et non sociale.

Dans un Etat démocratique, on doit concevoir l'éducation nationale d'une façon très large; l'instruction sera réglementée par les pouvoirs publics qui ont le devoir d'éclairer tous les citoyens, tous ceux-ci ayant leur rôle à jouer dans les affaires de l'Etat. Quant à l'éducation, elle sera laissée à la famille et aux initiatives privées, l'Etat ne pouvant s'en préoccuper qu'en cas d'insuffisance de ces dernières; les pouvoirs publics devront coordonner les réalisations et les efforts de toutes les organisations, afin que leur éducation humaine soit une éducation nationale qui servira le pays; ils ne devront défendre ou limiter que dans la mesure de leurs pouvoirs constitutionnels, c'est-à-dire presque jamais pour des raisons d'opinion, mais pour des raisons matérielles principalement. L'éducation nationale sera ainsi surtout un fait, car naturellement elle tiendra compte des conditions normales, déterminées par les coutumes et les caractères des nationaux, et elle ne sera assurée par l'Etat que dans la mesure où elle ne pourra être retenue par les groupements de familles, professionnels, religieux ou sociaux; elle devra résister à la poussée des faits, qui saisissent la jeunesse pour lui tracer sa route d'une façon étroite et exclusive.

On remarque qu'en France jusqu'en 1925 environ, sous l'impulsion du ministère de l'Instruction publique, l'Etat se chargeait de donner à tous une instruction qui devait conduire à la libération de l'homme, en réaction contre les tendances totalitaires et traditionnalistes; c'est l'application de l'état d'esprit créé par la Révolution de 1789, avec une exagération, dans un désir de neutralité, des tendances amORALES, afin de ne plus prendre parti sur toutes les questions

morales, religieuses et philosophiques, au risque de former des hommes sans honneur, sans responsabilité et sans prestige; c'est le règne de l'intellectualisme et de la liberté.

Mais depuis un dizaine d'années, sous l'influence des systèmes sociologiques et totalitaires, l'individualisme s'affaiblit devant la poussée des tendances sociales. « L'Instruction publique » fait place en juin 1932 à « l'Education nationale », bien que d'une façon insensible, les méthodes restant alors les mêmes. Les Pouvoirs publics favorisant les tendances sociales, cela est parfaitement louable; mais le problème devient beaucoup plus complexe et douteux, lorsqu'ils veulent eux-mêmes diriger les améliorations sociales, s'arrogeant le droit d'éduquer l'enfant et non plus seulement de l'instruire, pour le placer là où il rendra le plus de services à l'Etat.

C'est le signe extérieur d'un déséquilibre profond après la guerre dans les méthodes d'instruction et d'éducation, au point de vue pédagogique et politique. C'est la porte ouverte à toutes les réformes pour une organisation plus rationnelle et plus moderne et, dès lors, il faut discerner les modifications adoptées par petites étapes successives dans un esprit pédagogique ou dans un esprit politique, l'un s'abritant le plus souvent derrière l'autre. Nul doute que le service public de l'enseignement ne passe de plus en plus du domaine de l'instruction, dans celui plus vaste de l'éducation et cette poursuite souvent insensible vers les méthodes préconisées par Michel Lepelletier, quoique encore lente et prudente, nécessite toutefois une mise au point aussi nette que possible sur les attributions bien délimitées du service public de l'enseignement.

Sans aucun doute, l'évolution de la civilisation actuelle et sa sympathie grandissante pour l'« Education nouvelle » facilite ces transformations, recherchant à côté de la culture totale de l'individu, la réalisation d'une culture des masses, reconnue indispensable au point de vue social et humain; seule elle permettra la fusion des classes et l'augmentation des aptitudes de tous pour le service de la Na-

tion, le rendement national puissant étant devenu indispensable; l'Education au point de vue national, est considérée comme un moyen, sous l'angle de la collectivité, bien plus que de l'individu.

La seule légitimation possible de cette emprise des droits de la Nation, sans cesse accrus sous le couvert de « l'état de défense » qui est de plus en plus celui de tous les pays depuis la guerre, résiderait dans une collaboration totale de toutes les forces vives de la France; si nous nous élevons contre quelques réalisations qui paraissent avoir été faites en ce sens, c'est parce qu'en fait elles avaient pour but de profiter à une minorité sous le couvert d'une fausse neutralité.

C'est dans cet esprit que M. Pierre-Henri Simon regrettant les interprétations abusives des droits de l'Etat, pouvait dire : « On se propose de considérer dans le cadre national un problème que sa définition même y retient; mais on n'oubliera pas qu'un plan d'éducation ne serait ni complet, ni harmonieux, ni précisément national, s'il ne faisait place aux institutions d'ordre privé... La distinction entre l'Etat, personnification abstraite de la Société civile, et la Nation où cette société dans sa réalité concrète, dans sa communauté vivante et spontanée, est aujourd'hui admise; on ne saurait plus attribuer en bonne langue, l'épithète de national à un organisme où joueraient les seuls instruments possédés et maniés par l'Etat » (1).

Dès lors, quand l'Etat tend à organiser et diriger les loisirs des jeunes en suppléant la famille, il dépasse nettement ses droits. Le problème des loisirs est le point crucial de l'intervention légale ou non des pouvoirs publics; c'est pourquoi nous nous élevons contre des efforts qui se manifestent par des propositions comme celles-ci, bien éloignées de l'idéal révolutionnaire :

(1) P. H. SIMON, *L'Ecole et la Nation*. Juvisy, Editions du Cerf, 1934.

« C'est à partir du moment où la société considère chaque citoyen, actuel ou virtuel, comme une parcelle indivisible de la souveraineté nationale... qu'apparaît l'obligation pour l'Etat de fournir à chaque enfant l'ensemble des connaissances nécessaires, pour faire de lui un citoyen complet. » « L'éducation nationale deviendrait alors, du haut en bas de l'échelle, un mode d'orientation et d'affectation sociale. Ce jour-là, l'Etat pourrait seul y vaquer, car lorsqu'il s'agit, non plus seulement d'introduire dans le cerveau de l'enfant un certain nombre de connaissances positives, mais de déterminer d'avance les modes de son activité d'homme, de déterminer son affectation sociale, j'imagine qu'alors l'Etat peut — et même que l'Etat doit — revendiquer un privilège exclusif. » (1).

Mais, sans aller aussi loin, les pouvoirs publics peuvent faire progresser le « social » sans atteindre trop directement le « politique » ; une évolution peut fort bien se produire sans léser qui que ce soit, pour le bien de tous, avec prudence et sans coups de forces. Les perfectionnements apportés aux organisations de loisirs, tiennent une place importante dans cette évolution sociale ; mais on ne peut concevoir ces loisirs que différenciés selon les besoins et à la portée des diverses catégories de citoyens et non totalitaires. L'Etat sera ainsi le protecteur de l'enfant et non son maître, il protégera sa vie, sa santé, ses intérêts et ses droits. Dès avant sa naissance l'enfant sera protégé comme sujet de droit, puis dans le premier âge il aura en outre une protection plus sociale et humaine en tant qu'être ayant droit à la vie ; puis on commencera à envisager sa formation de citoyen et on adjoindra aux mesures civiles, des mesures d'ordre intellectuel (instruction) et physique (éducation physique obligatoire) ; on pourra alors, sinon l'obliger, du moins le pousser à profiter des avantages qui lui sont offerts par les groupements privés créés pour les

(1) Congrès International de l'Enseignement Primaire et de l'Education Populaire, Paris, juillet 1937. Discours de Léon Blum, p. 49 et 51.

jeunes (colonies de vacances, bibliothèques, etc., etc...) Cette dernière extension de la progression sociale est parfaitement normale et doit être favorisée par l'Etat, mais sans que celui-ci limite les libertés individuelles; son rôle ne peut changer avec cette évolution sociale qui ne lui donne pas le droit de former la personnalité des citoyens. (Cf. Classes d'orientation scolaire. Offices d'orientation ouvrière, etc...)

Dans un pays où, comme le nôtre, le degré de formation du peuple est très avancé et où un régime démocratique, fort, doit maintenir les libertés individuelles, l'Etat doit susciter, encourager, coordonner, suppléer en cas de nécessité les associations de loisirs et non les organiser. Pour organiser, il faut créer un idéal, une mystique, où l'œuvre est vouée à un échec; tout Etat ou initiative privée qui n'en tient pas compte aboutit à un insuccès presque total; « pour que les hommes aient plaisir à s'assembler... il doit exister entre eux une certaine unité de goûts, de sentiments, d'habitudes ou d'intérêts, autrement dit une communauté authentique » (1). Or un Etat ne peut créer cette mystique que quand il est totalitaire; mais nous avons rejeté cette façon de faire; il ne peut donc y avoir que coordination et encouragement de la part de l'Etat. Toute solution de demi mesure, en faveur de créations strictement neutres et s'adressant à tous, est vouée à un échec inévitable.

C'est aux initiatives privées qu'il appartient de s'occuper des loisirs des enfants et adolescents et « il est urgent de créer la mode du service désintéressé grâce à laquelle de nombreux collaborateurs bénévoles iront renforcer les cadres de l'Education nationale... Les heures de loisirs des jeunes constituent un formidable capital national. Aux hommes et aux femmes de bonne volonté de dire s'ils entendent le laisser perdre ou le rendre productif » (2). Cette

(1) BLOCH-LAINÉ : *L'Education populaire et l'emploi des loisirs ouvriers*, Sirey, p. 268.

(2) *Cahiers du Redressement Français*, N° 27; *op. cit.*, p. 54 et 55.

éducation nationale doit choisir des collaborateurs dans tous les domaines de la vie de l'enfant, et en outre elle doit être éclairée dans ses grandes lignes par les représentants des groupes auxquels l'enfant devenu homme va appartenir, « d'une part les groupes assez nombreux de la vie publique..., qui se compose de trois existences principales : celle qui assure le pain... la Corporation, celle qui assure l'ordre, l'Etat, celle qui assure la vie spirituelle, l'Eglise; d'autre part il y a les groupes de la vie privée qui se réduisent en fait à la famille » (1).

Ainsi il sera possible de concilier pour le plus grand bienfait de l'éducation nationale et de l'éducation humaine, toutes les activités des diverses organisations dans le domaine infiniment riche des loisirs des jeunes et des adolescents.

(1) WILBOIS : *Nouvelle Education Française*. Paris, Payot, 1924, p. 268.

CHAPITRE III

L'ASPECT THEORIQUE DES LOISIRS

Après avoir montré l'importance et l'étendue du loisir appliqué à la jeunesse, il est nécessaire de s'arrêter un peu aux divers procédés d'emploi de celui-ci, qui devront constituer les principes directeurs de toute organisation de loisirs; il s'agit d'une question théorique que nous n'envisagerons pas dans les détails, ne désirant pas faire ici œuvre d'éducateur, mais nous en poursuivrons l'esprit, afin que soit réalisé notre but de posséder toutes les données d'un problème social et humain du plus haut intérêt.

Il n'est pas besoin d'insister sur la pauvreté de toutes les organisations de loisirs, qui poursuivent un but commercial et intéressé : ne cherchant pas le bien de l'enfant, elles sont à limiter le plus possible. De même, on ne peut que regretter l'attitude des groupements qui envisagent le loisir sans discipline, sans méthode (cas de certains sports, où l'on s'use) ou sans idéal quel qu'il soit, ou qui ne développent qu'une faculté au détriment de toutes les autres. En outre par respect et désir de toutes les libertés individuelles, il faut rejeter tout groupement qui cherche un

embrigadement de ses membres et ne leur laisse pas le droit d'être arbitres du développement de leur propre personnalité, comme tenterait de le faire toute organisation officielle d'Etat.

Au contraire, des initiatives qui ont pour but l'enrichissement de la personne humaine par le loisir, d'une façon désintéressée et en respectant sa liberté, sont désirables. Envisageant les conditions qu'elles doivent réunir pour remplir une tâche efficiente, il apparaît qu'elles doivent rechercher l'équilibre de leurs bénéficiaires, le complément de ce que leur apporte le milieu scolaire ou professionnel, afin qu'il y ait libération de toutes les facultés inemployées, re-crédation, dans une atmosphère active de découverte et d'effort personnel qui exigera de chacun qu'il se donne totalement à son action. Pour obtenir ce résultat il faut un climat de confiance, qui dépend en majeure partie de la personnalité des dirigeants; ceux-ci ne doivent être ni des pédagogues, ni des meneurs d'hommes qui ne tiennent compte que du but à atteindre, mais au contraire des aînés cherchant à comprendre ceux qu'on leur a confiés, qui savent être actifs et surtout jeunes de caractère, aptes à comprendre la psychologie de l'enfant et ce qui lui convient; « hommes-enfants », ils doivent juger toutes choses avec les yeux de l'enfant pour se mettre à sa portée, être vivants et joyeux afin de mieux s'adapter au dynamisme naturel de la jeunesse. Et ceci est d'autant plus difficile que la jeunesse a de nos jours ses caractères propres, auxquels il est parfois malaisé pour ceux de plus de 30 ans, de se conformer. « Beaucoup d'éducateurs manquent d'imagination. Ils sont âgés déjà, peut-être fatigués, désabusés, désireux surtout de silence et de calme; leurs enfants sont jeunes, vigoureux, confiants. Ils ont vécu une jeunesse méditative, romantique... leurs enfants sont des actifs, des positifs » (1).

(1) Paul ARCHAMBAULT : *Les distractions de nos enfants*, Paris : *Mariage et famille*, p. 30.

Ces éléments, dont le désintéressement augmentera considérablement la valeur, assureront le succès d'une organisation de loisirs quelle qu'elle soit, qui saura tenir compte non seulement des besoins mais aussi des possibilités. La France, pays vieux, a beaucoup à faire pour trouver un climat de jeunesse, en face d'autres pays qui ont depuis longtemps faites leurs, les revendications des nouvelles générations, recherchant comme elles « l'éternelle fierté de l'élan chevaleresque ».

C'est pourquoi les associations poursuivant des buts éducatifs, éclairés par un idéal puissant, ont aujourd'hui la primeur; ces associations « ne font appel ni à l'intérêt strict, ni au plaisir pur, mais elles réclament un enthousiasme. A cet enthousiasme elles donnent pour objet un idéal moral, civique, religieux ou politique, autrement dit elles proposent à leurs membres un esprit de croisade. Enfin elles s'efforcent de réunir dans leurs activités tous les éléments de la formation des caractères, du corps et de l'esprit. L'avenir est à elles : associations de scoutisme ou cohortes fascistes, jeunesses ouvrières chrétiennes ou jeunesses socialistes » (1). Mais si celles-ci possèdent les conditions optima qui doivent leur assurer le succès, elles ont des valeurs naturellement très différentes : telle qui mettra en œuvre des sentiments de lutte et de haine pour obtenir des fins politiques, est méprisable; de même tout groupement étatique qui, pour assurer sa supériorité, emploiera des méthodes de coercition et de destruction de la personnalité, afin d'obtenir des types nationaux standards, malgré tout ce qu'il a d'attrayant et de séduisant, est d'autant plus vicié, que sa durée se trouve limitée à celle des institutions de cet Etat et que leur ruine peut causer la sienne dans la plus misérable désillusion; par leur essence même, ces groupements sont des communautés d'orgueil national et non pas de collaboration largement humaine.

La supériorité appartient aux seules initiatives pri-

(1) Fr. BLOCH-LAINÉ, *op. cit.*, p. 272.

vées, qui dans une atmosphère de foi conquérante et libre, auront pour but désintéressé le perfectionnement moral, social, intellectuel et physique de tous leurs membres, faisant partie des divers milieux sociaux et se réunissant dans un esprit d'amitié et de collaboration.

Ainsi en posant les principes essentiels d'une bonne organisation de loisirs, en la « pensant », on mettra à profit les inclinations actuelles vers tous les groupements de jeunesse; au contraire, si on préconise les loisirs, sans favoriser les conditions de leur meilleur développement, en faisant une politique démagogique « à la petite semaine », on sera obligé de satisfaire au mieux les besoins qu'on a créés en les dirigeant sur les distractions faciles, qui tue-ront la culture française. Quant à nous, cherchant les meilleures conditions de formation et d'éducation des jeunes par les loisirs, afin de pouvoir déterminer ensuite un système-type d'organisation, nous étudierons en premier lieu les deux méthodes principales, dont tiennent compte tous les groupements de jeunesse actuels, à savoir; l'école active et le scoutisme.

SECTION I

L'ECOLE ACTIVE

Le mouvement d'idées lancé par les philosophes en faveur d'une éducation active et personnaliste n'est pas récent et nous avons eu l'occasion de montrer qu'après les penseurs grecs, Rabelais, Montaigne et bien d'autres encore, avaient insisté sur l'effort pratique à demander aux jeunes, contrairement aux procédés abstraits et secs de l'instruction en général; certes J.-J. Rousseau a été encore plus net que ses prédécesseurs et a même exagéré les consé-

quences de ces principes. C'est la raison pour laquelle on peut le prendre comme le principal créateur de l'école active, dont l'influence devait permettre l'élaboration d'un système d'éducation, dès la fin du dix-neuvième siècle.

Ce système à la différence du scoutisme est conçu par des théoriciens, qui s'efforcent d'améliorer les résultats de la pédagogie moderne. Ces efforts portent principalement sur les activités scolaires qu'elles cherchent à rendre plus attrayantes, en les organisant suivant des procédés nouveaux et en y joignant des moyens éducatifs très proches du jeu ; ce n'est qu'accessoirement qu'ils s'adressent aux loisirs proprement dits, considérés comme un tout. Mais ce qui n'a pu être appliqué à l'éducation à l'école, pour la rendre attrayante, peut fort bien être retenu pour l'organisation des loisirs afin de les rendre éducatifs ; et ce n'est peut-être pas le moindre mérite de l'école active d'y être parvenue.

C'est en considérant que les théories pédagogiques de l'Ecole active doivent inspirer les organisateurs de loisirs, que nous envisageons ici brièvement ce que ces méthodes ont apporté aux milieux scolaires ; c'est parce que nous estimons qu'elles ont perfectionné la connaissance qu'on a de la psychologie de l'enfant, que nous jugeons leur emploi nécessaire dans tous les mouvements de jeunesse.

La méthode d'Herbart qui est encore la plus employée pour l'instruction des enfants, quoique de plus en plus combattue, est bâtie sur l'erreur psychologique de l'intelligence égale de chacun, qui permettrait une instruction identique pour tous et unilatérale ; mais elle « a conduit à la pédagogie intellectualiste, au verbalisme, à la culture superficielle, que nous constatons aujourd'hui » (1). Elle ne provoque « aucune formation du caractère et de la personnalité, mais seulement le développement de l'esprit de soumission » (1). « Elle ne se rend point compte des exigences de la vie et même les méconnaît souvent. Son ensei-

(1) Robert DOTRENS : *Progrès à l'école*, p. 48, Delachaux et Niestlé.

gnement routinier est trop mécanique... et ne conduit les élèves à aucune capacité de pensée, de réflexion, ni de volonté » (1).

C'est pour réagir contre cet enseignement impersonnel qu'il existe actuellement une méthode d'éducation active et même des établissements spéciaux, où cette méthode est appliquée intégralement : les écoles nouvelles. Celles-ci sont trop exceptionnelles pour qu'on puisse insister sur leurs procédés; disons simplement que ce sont « des établissements libres, situés à la campagne dans lesquels les enfants des classes aisées reçoivent une éducation rationnelle, où la culture physique, intellectuelle et morale sont harmonieusement développées et s'adaptent aux besoins de la société contemporaine » (2).

Plus intéressants pour notre étude, les moyens enseignés par les théoriciens de l'éducation active (Decroly, Dewey, Ferrière, Mme Montessori, Foerster, etc...), peuvent être pris dans leur ensemble et non pas être considérés dans leur application immédiate; ce sont ces principes qui tendent à former un mouvement d'idées, dont s'inspirent les méthodes pédagogiques à l'école et les organisateurs des loisirs des jeunes. Il s'agit d'un renouvellement des doctrines individualistes traditionnelles, dont le libéralisme outrancier ne correspondait trop souvent qu'au dilettantisme et à l'irresponsabilité; voir dans l'enfant une véritable personnalité distincte, qui possède des facultés intellectuelles, physiques et morales propres, est un état d'esprit infiniment plus riche, parce qu'il sous-entend le devoir de chacun, de développer ses moyens personnels, dans l'intérêt de la société.

Au lieu de prendre pour base, les programmes de connaissances qu'on devra inculquer à l'enfant, l'éducation active considérera au contraire l'enfant en lui-même, ses possibilités et ses goûts et recherchera un effort personnel

(1) Van SCHAGEN, *op. cit.*, p. 363.

(2) GRUNDER ; *Thèse de lettres*, Paris, 1910, p. 26.

et volontaire de sa part. Dans ces conditions, le rôle de l'école sera de « former l'esprit et le caractère, non pas seulement de meubler la mémoire; d'augmenter le pouvoir, plus encore que le savoir. L'enfant n'apprend bien que ce qu'il apprend par observation, réflexion, expérimentation, activités personnelles » (1). Il est naturel de donner beaucoup d'importance au jeu, qui « repose sur la tendance originaire à sortir du domaine de la nécessité pour entrer dans celui de la liberté » (2); c'est en effet l'activité réelle de l'enfant, l'école de vie qui contente son besoin d'éducation et qui lui laisse la possibilité de la création de quelque chose, d'un don utile de lui-même. De même les travaux manuels, le dessin, l'éducation physique, joueront un rôle de premier plan, pratiqués toujours dans un esprit personnaliste. Il suffit de fournir les moyens à l'enfant, en lui en laissant le plus possible la libre disposition : « Tout le mal vient de ce que nos enfants ne savent ni travailler, ni s'amuser. On ferait beaucoup pour leur simplifier la vie et la leur rendre plus agréable, si on leur apprenait ces deux secrets » (3).

Dans la limite de ses attributions, l'école devra éduquer et non seulement instruire; il ne faut pas seulement rechercher « la transmission du savoir élémentaire ou supérieur, théorique ou technique; il s'agit au moins autant de développer les énergies du caractère et de la volonté, de diriger le sentiment, de maintenir et d'accroître la vigueur physique » (4). Il ne s'agit pas pour autant d'une éducation intégrale, qui n'appartient pas à l'école, mais seulement d'un élargissement des méthodes courantes, dans le but d'exiger de l'enfant une participation plus effective, une liberté et une spontanéité plus étendues; « l'éducation commence lorsque les connaissances sont enseignées,

(1) Robert DOTTRENS : *Progrès à l'école*, p. 51, *op. cit.*

(2) FANCICELLI, cité par René JADOT : *L'Ecole contre la Société*, Bruxelles, 1927.

(3) *L'ordre*, 30 mars 1935, André STIBIO.

(4) *L'avenir de la France; Réformes nécessaires*, Alcan, 1918.

non plus pour leur utilisation pratique, mais pour leur effort et pour leur effet de progrès spirituel. Il y a éducation lorsque l'enseignement des connaissances met en jeu les facultés créatrices de l'enfant... il ya éducation lorsqu'il y a volonté de culture et non pas seulement de savoir » (1).

Les associations de jeunesse qui ont des buts éducatifs beaucoup plus étendus que l'école, trouvent dans ces méthodes nouvelles des sources infiniment riches, qui alimentent leurs activités et aiguillent leurs principes; le scoutisme notamment, possède de nombreux points communs avec l'éducation active. L'éducation de la personnalité y trouve largement son compte et la formation du sens social n'est nullement négligée par ces théoriciens qui estiment que « s'associer dans un même plaisir, communier sous une forme ou sous une autre, développe les liens sociaux, la sympathie, l'unité de pensée » (2).

C'est pourquoi nous estimons que dans le domaine pédagogique, de même que le scoutisme dans les réalisations pratiques, l'école active est la principale donnée technique qui doive inspirer toute organisation des loisirs de l'enfant; tout directeur de jeux devra toujours rechercher le terrain favorable à la spontanéité des jeunes, pour se placer dans l'axe de leur joie et de leur enthousiasme en ayant soin de limiter au maximum tout pouvoir de contrainte.

Il ne s'agit pas tant de procédés nouveaux d'ailleurs, que du déplacement de l'angle sous lequel se place l'éducateur, celui-ci devant simplement rechercher la collaboration avec l'enfant et sa compréhension.

Il est même nécessaire de limiter les théories de l'école nouvelle, surtout leurs affirmations sur la bonté naturelle de l'enfant et la liberté absolue qu'il faut leur laisser; c'est une « erreur... de laisser le choix des connaissances au hasard de l'intérêt de l'enfant, comme si celui-ci était

(1) Congrès International de l'Éducation, p. 55. Paris, Belot, 1937.

(2) PAULHAN : *Transformations sociales des sentiments*.

capable de discerner ce qui est essentiel et ce qui ne l'est pas et quels sont ses véritables intérêts » (1). L'éducation nationale et religieuse surtout supposent un certain dressage, sans qu'il y ait pour cela contrainte; la satisfaction des désirs instinctifs ne permettra que la formation d'un bel animal; ce qu'il faut, c'est enseigner à l'enfant les motifs qui doivent le pousser à apprendre, en raison des fins pour lesquelles il a été créé.

SECTION II

LE SCOUTISME

Sans faire une étude détaillée du scoutisme, dont les éléments sont posés depuis longtemps (2) et dont la situation actuelle en France, est remarquablement décrite dans un ouvrage récent (3), nous nous contenterons d'en rappeler les principales caractéristiques; celles-ci, dont l'ensemble forme un tout extrêmement complet, sont aujourd'hui à la base de la plupart des rajeunissements apportés aux méthodes d'éducation et de groupement des jeunes.

Fondé à la fin de 1907 par un Anglais, le général Baden-Powell, le scoutisme devait se répandre très rapidement dans les pays anglo-saxons. Les Français, plus pru-

(1) DÉVAUD : *Pour une école active selon l'ordre chrétien*, Desclée, 1937, p. 97.

(2) BADEN-POWELL : *Scouting for boys*.
Wolfcubs Handbook.
Rovering to success.
Aids to scoutmastership.

J. SEVIN : *Le Scoutisme Français*, Spes, 1922.

(3) Cl. LENOIR : *Le Scoutisme Français*, Paris, Payot, 1937.

dents quant à l'adoption de ces méthodes d'outre-Manche, ne créent les *Eclaireurs Unionistes* et les *Eclaireurs de France* qu'en 1911 et ce n'est qu'après 1925, que le mouvement prend vraiment de l'importance (11.000 éclaireurs en 1914, 26.000 scouts et éclaireurs en 1928); contrairement à certains pays étrangers (pays anglo-saxons et Allemagne surtout), c'est le premier mouvement de jeunesse de plein air chez nous. Il n'en faut pas conclure qu'il était entièrement nouveau, alors que la plupart de ses parties constituantes avaient été prônées successivement tout au long de notre tradition historique, par nos auteurs les plus réputés, mais c'est la première fois qu'on voit ainsi réunis, tous ces éléments complémentaires de l'occupation principale concourant au même but : la formation d'une personnalité équilibrée. Il apporte dans le domaine pratique ce que l'école active apporte dans le domaine pédagogique, celle-ci plus ancienne que lui, faisant d'ailleurs partie de ses sources.

Choisissant la définition qui paraît la meilleure, disons qu'il est « une institution pédagogique, inventée par Robert Baden-Powell, ayant pour objet l'éducation active du corps et de l'âme de l'adolescent, pour fondement indispensable la religion, pour méthode l'étude de la Nature, pratiquée dans le cadre d'une fraternité de campeurs coloniaux chrétiens, organisée comme un jeu, représentation, essai, et préparation de la vie réelle à venir » (1).

Ce n'est donc pas une œuvre de bienfaisance ou un moyen d'occuper les masses, mais au contraire une méthode qui doit apporter à chacun tout ce qui doit concourir à sa formation d'homme. Il en sera ainsi depuis l'âge de huit ans, où le louveteau pourra vivre à la « meute », dans une « famille heureuse », où on sait le traiter comme un enfant, jusqu'à la fin de son adolescence, où le routier aura sa personnalité formée et saura de sa propre volonté

(1) J. SEVIN, cité par Cl. LENOIR : *Le Scoutisme français*, op. cit.

faire place dans sa vie à toutes les valeurs essentielles, après avoir appris à se former, avec et par des garçons de son âge, dans les patrouilles de scouts.

Méthode complémentaire, celle-ci ne visera pas une éducation intégrale, mais comprendra toutes les activités et tous les éléments, qui la rendront capable de contenir toutes ces « compensations », qui constituent le caractère profond et utile du loisir. C'est ainsi qu'elle n'est ni uniquement d'ordre physique, ni uniquement sociale, intellectuelle, morale ou pratique, mais qu'elle ne fait abstraction d'aucun de ces caractères. Physique elle a pour but essentiel, d'apporter la santé à l'adolescent, qui ne sera jamais un homme équilibré sans elle; mais elle distribue cette formation physique, sans avoir la moindre préoccupation militaire. Sociale, elle favorise le rapprochement de tous les milieux, et le sens de l'amitié loyale et sincère qu'elle inspire, est rarement atteint ailleurs. Dépasant beaucoup cette amitié fraternelle, le scoutisme inculque surtout la réalité plus activement sociale du service d'autrui, chez chaque garçon; « il fait mieux, par l'obligation de la bonne action quotidienne (la « B. A. »), il développe son esprit d'observation et le met à l'affût du service, il lui permet d'être utile à bon escient. Le louveteau qui fait chaque jour un plaisir à quelqu'un, le scout qui accomplit sa B. A., le routier dont la devise est de servir, une fois devenus hommes et placés dans la cité considéreront la vie comme un service. Dans leur famille, dans leur profession, ils agiront en scout » (1). Cette formule sociale, qui est étendue à la formation civique, une des parties essentielles de la méthode scoute, est également pénétrée des valeurs patriotiques, voire des traditions historiques de nos héros nationaux. Au-delà du pays, elle permet aussi une collaboration internationale de tous les scouts du monde et dans ses « jamborees » où tous les peuples libres se coudoient,

(1) R. CRUIZIAT : *Temps Présents*, p. 6, 14 octobre 1938.

il existe une entente et une amitié, dont la sincérité et la clarté n'ont jamais été égalées.

Cette méthode ne faisant pas abstraction de la formation morale, met à la disposition des jeunes qui ont un besoin d'idéal et d'enthousiasme mal défini, des règles claires, précises et complètes, facilement assimilables; la concision de celles-ci permet à tous de faire un choix net et personnel de cette « loi scout » ; une « promesse » donnera l'occasion de formuler ce choix en le basant sur l'honneur, et en lui donnant comme principaux points d'application : le devoir religieux, le service des autres et du pays. L'existence de sentiments religieux, quels qu'ils soient, est essentielle pour Baden-Powell, qui se rend compte de la pauvreté d'efforts qui ne s'appuieraient pas sur eux. Cette formation morale est d'ailleurs plus un fait qu'un principe, un état qu'une tendance, se manifestant plus par les actes de la vie que par des mots d'ordre.

La formation intellectuelle du scoutisme n'est pas davantage oubliée; mais ses modes d'action, tenant compte de ce qu'il s'agit de donner aux jeunes écoliers un complément de leur instruction scolaire, et non un supplément, s'exercent suivant des procédés différents, parfois opposés aux méthodes scolaires. C'est là une marque de l'influence de l'école active et surtout de l'origine anglo-saxonne du scoutisme et on ne peut s'étonner de voir que c'est à ce propos, que les résistances se firent le plus sentir en France; cependant le scoutisme, méthode active, qui veut une participation personnelle de chacun à sa formation, a obtenu pleine réussite là comme ailleurs et son principal succès a été de provoquer ainsi l'élaboration lente et sûre chez les adolescents d'une culture personnelle solidement établie qui rejaillit sur toute la vie, au lieu d'une accumulation de connaissances théoriques, inutilisables le plus souvent.

Méthode d'éducation technique et pratique, le scoutisme apprend à chacun à savoir se suffire, formation qui est une admirable « compensation » à l'appauvrissement

auquel nous sommes destinés, si nous ne réagissons pas contre toutes les facilités de la vie moderne. Il encourage les jeunes garçons « à passer des épreuves diverses, témoignant de connaissances pratiques et professionnelles, qui puissent leur être utiles dans leurs futures carrières » (1). Bien plus, le scoutisme permet « d'incarner » toutes les valeurs morales, de les vivre dans sa chair, dans le milieu réel de la nature et ainsi de les faire vraiment siennes; c'est pourquoi le camp sera l'élément essentiel.

Mais non seulement méthode sociale, morale et physique, le scoutisme contient l'ensemble de ces enrichissements successifs et donne à chaque garçon bien plus que le bénéfice total procuré par chacun de ces éléments. Tout s'impénètre : c'est ainsi que la vie en pleine nature, loin d'être panthéiste approchera de Dieu, loin d'être épuisante, fortifiera le corps et l'équilibrera, loin d'être inutile, formera l'adresse manuelle, la dextérité aussi bien que la loyauté ou la mémoire, loin d'être terne et ennuyeuse, apportera des trésors de joie et d'enthousiasme. Tout concourt au même but, la formation de la personnalité. C'est dans ce sens que chaque activité a ses buts immédiats et ses buts plus lointains : la discipline de camp, les exercices de sauvetage, l'économie procureront l'obéissance, la sobriété, la bonne humeur, et seront sources de maîtrise de soi; les bonnes actions, le franc jeu, la bonté pour les animaux, permettront l'esprit de chevalerie, la bonté, la loyauté et la justice et seront sources d'altruisme; le bricolage, les collections, les travaux de pionniers, les jeux, donneront la débrouillardise, la santé, l'observation et seront sources d'énergie (2), etc...

Afin de réaliser cette éducation, qui est un renversement des procédés courants et des méthodes employées généralement pour l'instruction, Baden-Powell a conçu son système en le divisant en 5 branches principales : le carac-

(1) BADEN-POWELL : *Eclaireurs*, p. 300. Delachaux et Niestlé.

(2) D'après le « *Guide du Chef Eclaireur* », p. 42.

tère, obtenu notamment par « les arts de la forêt, la responsabilité du chef de patrouille et la débrouillardise nécessaire dans un camp — l'activité manuelle, par des travaux de pionniers... d'aménagements de camps... — la santé et le développement corporel, à l'aide de jeux, d'exercices physiques et de notions d'hygiène personnelle... » — le bonheur, basé sur la recherche de Dieu — et enfin « le service d'autrui, mise en pratique de la religion dans la vie de tous les jours » (1).

Le scoutisme n'est pas pour autant un procédé inventé de toutes pièces et son fondateur le considère plutôt comme une « suggestion lancée en faveur d'une jolie manière de se recréer en plein air, qui s'est trouvée aussi un auxiliaire efficace de l'éducation... C'est un complément à la formation que donne l'école » (2), « ...ce n'est pas une science obstruse ou difficile, ...c'est plutôt un jeu plein d'entrain » (3).

Quant à son organisation intérieure, afin de faire jouer pleinement son principe d'éducation du garçon par le garçon, le scoutisme comprend des louveteaux de 7 à 11 ans, pour lesquels les activités collectives de la « meute » seront le milieu essentiel où la cheftaine aura à les dresser (car c'est bien de dressage qu'il s'agit alors et non tant de formation); toute l'atmosphère de la meute est baignée dans l'ambiance de merveilleux qui correspond au caractère des jeunes enfants. C'est la vie dans la jungle, dont l'illustre Mowgli, de Kipling, a immortalisé les caractères; « jungle comme cadre et ambiance pour l'imagination. Jungle comme type d'activités et de jeux : voilà le programme. Mais lorsqu'on en a réalisé la puissance dans les âmes d'enfant, on reste plein d'admiration, pour cette conception hardie » (4).

(1) *Id.*, p. 25.

(2) BADEN-POWELL : *Eclaireurs*, p. 5.

(3) *Le Guide du Chef Eclaireur*, p. 7.

(4) *Le Scoutisme Français*, *op. cit.*, p. 101.

A 11 ans, le louveteau monte à la troupe de scouts, où l'équipe essentielle est la patrouille, dans laquelle le jeune garçon peut satisfaire ses désirs de personnalité, dans une société en miniature qui est à sa taille et où il aura un rôle réel à jouer; les activités techniques et les jeux mettront en pratique ses inclinations utilitaristes et l'« esprit scout » qui lui est proposé sans contrainte, sera rapidement et profondément vécu par lui, réalisant son besoin mal défini d'idéal et d'enthousiasme. La patrouille sera en outre source d'amitié pour le scout, qui devra ainsi réagir contre l'égoïsme naturel à son âge. Toute la vie scout sera menée par le chef de patrouille âgé de 14 à 16 ans, qui est chargé de la progression de ses scouts, le système des patrouilles représentant l'élément essentiel de l'éducation du garçon par le garçon et la principale originalité du scoutisme avec la vie de plein air.

Lorsqu'il aura atteint sa personnalité, le scout passera vers 17 ans, chez les routiers, où il mettra à profit toutes ses qualités de caractère, d'observation, de charité, d'entraîneur, etc... Il achèvera alors sa formation d'homme.

Toute cette organisation a donc des cadres, de même que des principes essentiels (observation, loyauté, service, pureté, etc...), des procédés propres (promesse, système des badges, insignes, etc...), des moyens matériels spécifiques (locaux, matériels de camp, etc...), des règles administratives et juridiques (nomination des chefs, conditions de capacité, règles financières, etc...); elle a une vie propre, qui fait d'elle le type de l'initiative privée complète.

La France comptait au début de 1938, 69.000 Scouts de France (catholiques), 11.800 Eclaireurs de France (laïques) et 10.500 Eclaireurs Unionistes (d'inspiration protestante). Il faut en outre signaler l'existence suivant des principes parallèles, d'un scoutisme féminin, avec les « Guides de France » (catholiques) et la Fédération française des Eclaireuses.

Essentiellement privées, les associations scoutistes doivent lutter contre les critiques fréquentes des esprits fran-

çais très individualistes; c'est pourquoi on ne compte chez nous qu'un scout par 560 habitants, alors que la Pologne en a un par 26 habitants et la Grande-Bretagne 1 pour 81. Peut-être peut-on regretter une coordination insuffisante entre les trois associations françaises, mais certainement pas l'échec de certains hommes politiques qui avaient rêvé d'un scoutisme national gouvernemental; celui-ci serait la mort du vrai scoutisme, qui refuse la contrainte et vise l'individu et non la masse, qui préconise une formation libre de la personnalité et perdra tout son intérêt si les passions politiques ou confessionnelles prennent le dessus.

Actuellement le scoutisme paraît l'organisation non seulement la plus complète, la mieux pensée (qui a mis en pratique la plupart des idéologies acceptables de l'Ecole Nouvelle) et la plus équilibrée, mais aussi la plus évoluée, qui se perfectionne sans cesse et sait s'adapter à tous les caractères nationaux. Poursuivant le bien de l'enfant, il travaille en accord avec les institutions qui poursuivent ce même but, famille, école, Eglise, etc.; bien plus, il sait s'adapter à toutes les activités et à toutes les catégories de jeunes (scouts marins, aviation populaire, comédiens routiers, scouts « allongés », etc.) qu'il intéresse, venant à eux non pas avec des idées, mais avec des réalisations pratiques et de l'action; il s'adresse à eux en « pensant » toutes leurs réactions et c'est la raison du succès de son uniforme, de ses cérémonies, de ses rallies, de ses jeux et d'une façon générale de toutes ses méthodes, actives et dynamiques. « Il satisfait le goût des jeunes d'aujourd'hui dont la personnalité indépendante aime à se sentir soutenue par une collectivité, tonifiée dans un climat global, intégrée dans un ensemble totalitaire » (1). Mais à la différence des organisations totalitaires qui profitent de ce que le garçon ne sait pas vouloir, pour lui donner des impératifs catégoriques, le scoutisme forme son caractère en abandonnant toute contrainte, pour l'obliger à penser

(1) *Le Scoutisme Français, op. cit.*, p. 20.

par lui-même et à se développer suivant ses possibilités propres et non pas suivant les exigences d'un type-standard.

Il est inutile d'insister sur la part que prend le scoutisme dans l'aménagement des loisirs de l'enfant; c'est de toute évidence le mouvement qui permet le mieux la compensation, le complément de l'occupation principale, que nous avons désignés comme essentiel du loisir.

« Les sorties et les camps, les explorations, les travaux manuels, les B. A., l'apprentissage des techniques nécessaires à la vie en plein air, la préparation des brevets de spécialité (près de 100 destinés à développer les meilleures aptitudes de chacun dans le domaine professionnel, intellectuel, religieux ou sportif), permettent aux garçons de tous les milieux, des loisirs passionnants et formateurs au contact de chefs dévoués et compétents. De 7 à 25 ans le scoutisme est le complément d'éducation qui réagit contre les défauts de notre civilisation moderne » (1).

Le loisir, c'est l'essence même du scoutisme, sa raison d'être et son domaine propre; toutes ses méthodes sont baignées dans une ambiance de jeu, même dans leurs éléments les plus sérieux : « ...d'un bout à l'autre du scoutisme, on joue dans la joie et dans l'effort » (2).

Si nous avons insisté sur le scoutisme, ce n'est pas seulement en raison de ses qualités remarquables en tant qu'organisation de loisir, mais bien plus parce qu'il est le modèle dont tous les groupes de jeunesse se sont inspirés en fait depuis vingt ans, et dont on s'inspire de plus en plus; certes on peut regretter ces reproductions inexactes, déviées, insuffisantes, dont la plupart ont des résultats médiocres parce qu'elles n'ont pas tenu compte suffisamment des deux éléments essentiels : la formation du garçon par le garçon et la vie de plein air, ou qu'elles ont exagéré dans le sens laïque ou confessionnel. Mais cepen-

(1) *Calendrier des Scouts de France*, 1938, p. 1.

(2) *Le Scoutisme Français*, op. cit., p. 96.

dant il est satisfaisant de voir que beaucoup d'éducateurs ont ainsi cherché à rajeunir leurs méthodes pour le bien des jeunes, car « il est certain que ce moyen peut apporter à la France, comme il l'a fait dans d'autres pays, la solution du problème des loisirs » (1).

La valeur du scoutisme trouve sa consécration dans les résultats qu'il obtient, dans la simplicité, l'amitié, la loyauté, le sens des responsabilités qu'il a effectivement fait naître, dans ce qu'il apporte réellement dans tous les domaines et dans « la vie de tous les jours » qu'il vivifie et rend meilleure. Il a en outre fait ses preuves au point de vue civique en septembre 1938, où tous ses membres se sont trouvés prêts à servir le pays suivant leurs moyens, montrant ainsi que son éducation individualiste, est contrebalancée par un but essentiellement altruiste : le service du prochain, qu'il « cultive à la fois la personne humaine et la vie sociale et donne à la fois le sens des responsabilités individuelles et celui des responsabilités nationales » (2).

SECTION III

CARACTERES GENERAUX DES ORGANISATIONS DE LOISIRS DES JEUNES

Tirant les conséquences des deux méthodes que nous avons préconisées, l'une dans le domaine théorique et pédagogique, l'autre dans le domaine pratique, nous ne craignons pas de dresser une synthèse des qualités nécessaires

(1) *Cahier du Redressement Français*, N° 21, *op. cit.*, p. 51.

(2) Wladimir d'ORMESSON, cité par « Le Chef », 5 novembre 1938, p. 620.

à toute organisation s'adressant à la jeunesse. Toutefois nous ne pouvons le faire que dans un cadre très large, restant fidèle à notre désir de voir se perpétuer la grande diversité des groupes de jeunes; mais pour que cette diversité soit fructueuse, elle ne doit pas être exclusive des principes de base.

En premier lieu, tout groupement doit être réellement réservé aux jeunes et ne subir qu'au minimum la contrainte d'éducateurs d'un autre âge; l'action de ceux-ci pleine d'expérience, ne s'en fait pas moins sentir, mais indirectement, par l'intermédiaire des jeunes dirigeants, aînés dont le prestige a fait de véritables chefs auprès de ceux qui leur sont confiés. Les groupements vivent ainsi dans une atmosphère jeune, à laquelle il faut donner l'inclination vers la simplicité, la loyauté envers soi-même et envers les autres, et l'amitié. Il y a là un effort à faire pour favoriser ce redressement, cette réaction indispensable. La présence de cet « esprit jeune » suppose un certain élan qui est de l'enthousiasme et le goût de l'effort et des responsabilités qui est essentiel; de même pour exister il sous-entend une profonde sincérité et le désintéressement de tous, sans lesquels il ne peut y avoir de la joie. Cet état d'esprit est la raison d'être des groupements de jeunesse; il donne un sens aux termes de « jeunesse heureuse », « béatitude de l'enfance », qui avaient de moins en moins de sens jusqu'à ces dernières années. Il y a quinze ans en effet, un dixième seulement de la jeunesse était atteint par les groupes de jeunes et leurs dirigeants avaient peu alors la souplesse d'esprit qu'ils ont depuis et qui les incite à se mettre à la place de l'enfant, en lui fournissant la totalité des moyens qui lui conviennent (physiques, moraux, intellectuels, pratiques) et non plus une partie seulement.

Cet esprit permet la formation d'un « milieu » spontané, dans lequel collaborent des enfants des différentes classes, milieu qui a ses règles, ses habitudes et surtout ses cadres; la division en équipes de 8 à 10 membres ayant leur vie propre, semble le meilleur procédé. C'est recon-

naître la tendance naturelle des enfants à se grouper, à former des bandes où l'on se comprend entre gens du même âge et où on est pris au sérieux; cette petite société en miniature que les jeunes aiment et qu'ils constituent d'eux-mêmes, il suffit d'y faire entrer les principes éducatifs pour qu'elle soit la cellule essentielle pour une formation efficace et personnaliste.

Cet esprit jeune dans un milieu adapté aux jeunes, serait pauvre s'il n'était animé d'un idéal intense, d'une mystique dans une ambiance morale, qui pousse les enfants à se grouper pour réaliser les fins qu'ils désirent; cet idéal est souvent marqué par des règles (lois, etc...), il s'extériorise par des cérémonies (promesses, etc...) et rejaillit sur la vie de tous les jours. Il met en action ce qu'il y a de meilleur chez les enfants et donne un but à leurs efforts.

En outre, le groupement a un matériel et possède un local qui lui permet d'être localisé dans l'espace et d'avoir ainsi une personnalité plus attachante.

Mais il est évident que la réalité de groupement est principalement manifestée par des activités communes, mises à la disposition des jeunes chaque semaine et durant ses vacances. Il y a là un principe de continuité, sans lequel tout groupement de jeunes serait d'importance très secondaire. Les activités sont complémentaires de l'occupation principale et sont donc morales, intellectuelles, physiques et pratiques, cherchant toujours l'éducation complète des bénéficiaires. Elles sont en opposition avec le relâchement et le désœuvrement et sont principalement des actes, qui exigent de chacun un don total de lui même, contrairement aux méthodes de l'école; il ne doit y avoir qu'exceptionnellement effort unilatéral, même dans les cercles d'études.

Réalité sociale, le groupement doit prendre sa place dans le pays dans un esprit de collaboration avec les groupements semblables; il doit maintenir un contact perpétuel avec les grandes institutions permanentes : l'Ecole, la Famille, l'Eglise, dans certains cas l'Etat, pour bâtir en

commun avec eux son effort éducatif. Cet état d'esprit suppose une lutte contre les excès de tendances individualistes, étroites et sectaires, et une large place faite au patriotisme, au sens social et religieux, et à la discipline.

Tendant à devenir un groupement complet, presque une institution, l'association de jeunes pour être digne de ce nom, doit avoir une organisation souple et diversifiée, s'adaptant aux besoins de ses membres d'une façon aussi complète que possible, et leur laissant le pouvoir de décision. Ainsi le personnalisme s'oppose à la répression et à la contrainte; l'intérêt remplace l'obligation et l'éducation du caractère a le mérite dans ces conditions d'être un apprentissage de la liberté.

Tout mouvement de jeunesse dépend principalement de ceux qui en sont responsables, jeunes chefs de 17 à 25 ans qui en assurent l'orientation et la marche. C'est d'eux que dépend le succès et c'est vers eux que doivent d'abord porter les efforts afin d'assurer la continuité.

Par l'ensemble de ces propositions, le groupement de jeunes prend un aspect caractéristique, adapté aux besoins qu'il veut satisfaire; il travaille au bonheur de l'enfant, mais sans pression étroite, sans rigidité, loin de toute réglementation obscure. C'est là le domaine où on peut le moins désirer une codification du « droit de l'enfant » pris en main par l'Etat!

« Prenons garde de dépasser la mesure ou plutôt de fausser l'idée de ce droit... Prenons garde qu'en voulant lui donner des définitions et des garanties purement objectives pour le mieux assurer, nous l'enfermons dans une mécanique rigide et froide, intolérable à l'adulte, mortel pour l'enfant, pour ses droits comme pour son bonheur » (1).

Au contraire, il faut rechercher le maximum de souplesse pour obtenir une adaptation naturelle au caractère

(1) Ch. CHABOT, *op. cit.*, p. 26.

de l'enfant et ne rien apporter d'artificiel dans la réglementation de ses jeux; cette variété exige une infinité de formes suivant les différents caractères, au point qu'il serait vain de tracer la méthode idéale des loisirs pour les enfants, à plus forte raison de la rendre obligatoire. Ce n'est pas en tout cas à l'école que cette réalisation sera possible car « les méthodes scolaires resteront probablement longtemps des méthodes simplistes, parce qu'elles ne sont pas faites pour les individus, mais pour les groupements. Elles appliquent un système alors que pour former un caractère et une intelligence, l'éducateur devrait employer les procédés de l'artiste qui se sert d'outils différents suivant les matières qu'il veut traiter et répugne à faire du travail en série » (1).

Cherchant à atteindre l'individu et non la masse, toute éducation collective doit laisser une large place à la famille, qu'elle complète; elle se présente ainsi comme un appui extérieur de la famille, qui est insuffisante dans ses moyens, et elle n'est nullement contraire à son esprit et à sa volonté; la meilleure marque de cette collaboration est la participation des parents à la vie du groupe.

(1) Abbé VIOLET : *L'enfant devant la vie*, p. 98, Grasset, 1935.

CHAPITRE IV

LES REALISATIONS DES PAYS ETRANGERS

La participation de l'Etat à l'organisation des loisirs est susceptible d'une infinie variété, se pliant aux conditions ethnologiques d'une part, mais surtout suivant les exigences des doctrines politiques en vigueur. C'est ainsi que tenant compte du rôle joué par l'Etat à ce sujet, nous distinguerons les pays où il dirige l'organisation des loisirs, et nous étudierons rapidement le cas de l'Italie et de l'Allemagne, les pays où il se contente de coordonner les différentes initiatives et nous parlerons de la Belgique, de la Tchécoslovaquie, enfin ceux où il intervient à peine après l'action des initiatives privées, comme en Angleterre. Nous n'ignorons pas le caractère artificiel de ce classement qui ne tient pas compte suffisamment des caractères des différents peuples; d'autre part, il est souvent difficile de dire à partir de quel moment les pouvoirs publics soutiennent les œuvres privées et on ne peut que signaler l'apparition de l'action directe de ces pouvoirs, manifestée par un acte législatif, administratif ou juridique, pour en témoigner.

SECTION I

CONCEPTIONS ETATISTES DES LOISIRS DES JEUNES
L'ETAT DIRIGE

Une éducation nationale raisonnée, soigneusement mise au point par un pouvoir central fort, et, profondément articulée afin d'être à la portée des jeunes suivant leur âge, peut au premier abord être particulièrement séduisante. Au point de vue doctrinal, c'est le procédé qui permet le développement le plus rationnel et le plus complet de l'éducation des jeunes.

Cependant, étudiée de plus près, une organisation de ce genre heurte nos conceptions coutumières de la liberté individuelle; trop stéréotypée, elle ne peut que manquer de souplesse, devenant trop souvent domination et non plus seulement éducation. Créée dans le but de former une nation forte, prête aux conquêtes intérieures et extérieures, ses activités sont trop souvent pré-militaires, suscitant une mystique de la lutte contre l'étranger. Enfin, bien qu'éducation nationale qui doit permettre la formation de citoyens d'élite, elle est en fait l'éducation donnée par un parti — fasciste ou hitlérien — qui veut l'application de plus en plus étendue de ses principes, à l'exclusion de tous autres.

Tout en admirant quelques réalisations de cette éducation nationale fortement organisée et particulièrement la création d'un équipement spécial de ces pays, nous ne pouvons qu'en rejeter le principe final beaucoup trop exclusif de la liberté humaine.

Lorsqu'un régime fait ainsi de l'Etat, une fin en soi, il ne s'occupe pas réellement du développement de ses membres, qu'il ne considère que comme les rouages qui doivent remplir dans les meilleures conditions la fonction

qui leur sera dévolue, dans le fonctionnement de la grande machine qu'est cet Etat. L'enfant est ainsi formé non dans un but désintéressé, mais dans le dessein d'en faire un serviteur.

A) ITALIE

En Italie, depuis l'arrivée au pouvoir du Parti fasciste, l'organisation des loisirs rapidement et profondément centralisée en même temps que pourvue de moyens puissants, s'est articulée en deux éléments bien distincts : *L'Opera Nazionale del Dopolavoro* pour les loisirs ouvriers et *L'Opera Nazionale Balilla* pour la jeunesse fasciste. Du premier nous ne parlerons pas pour rester dans le cadre de cette étude; c'est l'élément type d'une organisation des loisirs ouvriers très fortement centralisée et menée par les pouvoirs publics, qui est articulée en autant de subdivisions territoriales qu'il est nécessaire pour atteindre toutes les familles; signalons que ses avantages intéressent indirectement les jeunes, tout le profit du Dopolavoro bénéficiant à leur famille immédiate. Cette institution ne reçoit les jeunes qu'à dix-huit ans, alors qu'ils entrent dans les *Giovanni Fascisti*, et dès lors ils peuvent jouir des satisfactions que trouvent les ouvriers dans ce groupement, où ils ont la compensation des rigueurs d'un « régime de force » par les avantages qu'ils en retirent. Le but final en est, de « veiller à la constitution, à la coordination et à la propulsion d'institutions capables d'élever physiquement, intellectuellement et moralement, les travailleurs intellectuels et manuels pendant les heures libres du travail » (1).

Nous parlerons plus longuement de l'éducation fasciste de la jeunesse, à laquelle le gouvernement italien a accordé

(1) Cf. Jean MERCIER : *L'œuvre nationale des loisirs, institution du droit public italien*, Recueil Sirey, 1936.

tous ses efforts, lui donnant une importance de premier plan. A cela deux raisons : d'abord c'est ainsi préparer l'Italie de demain, entièrement soumise aux principes nouveaux; mais c'est également en souvenir du rôle joué par la jeunesse dans l'avènement du régime et de son enthousiasme pour celui-ci. « L'avenir et la substance même du régime sont attachés à la jeunesse. Il y a identification en quelque sorte entre le fascisme et l'état d'esprit et de tempérament dont la jeunesse est l'incarnation. L'Italie a la conscience et la volonté d'être jeune : c'est un des dogmes fondamentaux » (1). L'hymne fasciste nous le montre dès ses premiers mots :

Giovinezza, Giovinezza, primavera di bellezza

Après avoir créé un *Organe autonome pour l'Education physique des jeunes* en 1923, le Régime fasciste voulut pousser encore plus loin son emprise sur les jeunes en créant par la loi du 3 avril 1926, n° 2247, *L'Opera Nazionale Balilla* (du nom du légendaire garçon gènois, qui, en 1746 avait suscité la révolte contre l'étranger) chargée de pourvoir à l'assistance et à l'éducation physique et morale de la jeunesse; remplaçant la première institution celle-ci voit son champ d'action considérablement agrandi, dépassant désormais le domaine de l'Ecole. « L'éducation physique n'est plus un simple amusement, un jeu sans âme, mais elle devient, pour les nouvelles générations fascistes, une école de volonté et de discipline, une préparation à toute compétition en temps de paix, à toute hardiesse en temps de guerre » (2).

Pour déterminer le domaine d'action de l'œuvre nous citerons cette synthèse de M. Renato Ricci, sous-secrétaire d'Etat pour l'Education physique :

« Notions d'éducation physique afin qu'il apprenne à apprécier l'importance de son corps, de sa santé et de sa

(1) René DUPUIS : *Jeune Europe*, p. 39.

(2) D. S. PICCOLI : *Educación de la jeunesse fasciste*, p. 10. Roma Societa Editrice di « novissima ».

force physique; soit en considération de ce que ces éléments représentent par eux-mêmes, soit pour ce qu'ils représentent au point de vue supérieur de la défense nationale;

« Notion d'art militaire; puisqu'il est absolument nécessaire d'être préparés à servir la Patrie et de se tenir prêts à toute éventualité;

« Notions historiques, civiles, politiques, qui donnent une idée exacte du chemin parcouru par l'Italie et de ses possibilités futures; puisqu'il est inutile que les jeunes soient forts et agiles s'ils n'ont pas la foi qui les pousse à se sacrifier sans hésiter. » (1).

La jeunesse italienne est encadrée dans *L'Opera Balilla* à partir de l'âge de 6 ans jusqu'à celui de 18 ans et répartie de la sorte :

Les garçons sont ou bien *balillas*, qui se partagent en *Figli della Lupa* de 6 à 8 ans, *Ballila Escursionisti* de 8 à 12 ans, *Balilla Moschiettieri* de 12 à 14 ans;

Ou bien *Avanguardisti*, qui se partagent en *Avanguardisti Moschiettieri* de 14 à 16 ans, *Avanguardisti Mitraglieri* de 16 à 18 ans;

Ou bien *Marinaretti* s'ils désirent se préparer à la vie de marin.

Les jeunes filles sont partagées en *Piccole Italiane* et *Giovanni Italiane*.

Quant à l'organisation intérieure des *Balillas* et *Avanguardisti*, selon la formation classique des armées romaines, elle se compose de bas en haut d'escouades, manipules, centuries, cohortes et légions. Tous possèdent un uniforme selon la catégorie à laquelle ils appartiennent.

Quant à ses activités, l'éducation physique principalement y est très poussée. Il faut d'abord noter que l'O.N.B. est chargée de l'éducation physique à l'école; mais elle

(1) *Op. cit.*, p. 12.

n'y est effectuée que deux fois par semaine, et cela étant jugé insuffisant, les sections de balillas poursuivent cette formation durant deux séances supplémentaires par semaine. (Les instructeurs à l'école étant de l'O.N.B., ceux qui ne font pas partie de ce groupement sont donc considérés comme très inférieurs; en outre, ils perdent de nombreux avantages, comme l'assurance, l'assistance médicale, etc., etc...)

Suivant une progression logiquement établie, « aux balillas seront réservés les exercices à forme de jeu; à l'avant-guardiste les performances présportives et sportives » (1) et l'instruction militaire. « Au cours d'une première période, on s'attachera à former des corps harmonieux et des caractères disciplinés; ...mais plus tard la résistance à la fatigue, l'âpreté au travail, la discipline, le courage raisonné, formeront le but d'exercices austères et virils » (1). Des concours ont lieu périodiquement, ainsi qu'une compétition annuelle : le *Grand Prix du Littorio*.

Mais, par surcroît, l'O.N.B. pourvoit à une propagande intellectuelle très suivie grâce à ses cours subsidiaires ou post-scolaires, ses salles de lecture et bibliothèques circulantes, ses visites aux monuments et musées; l'objectif de ces activités est principalement de former l'esprit des jeunes selon les principes du fascisme, en les élevant selon une nouvelle méthode de vie. « Les méthodes employées comprennent des promenades instructives et des conférences faciles, des jeux collectifs et des compétitions scolaires, des représentations théâtrales avec des répertoires écrits pour les enfants, des représentations cinématographiques de films historiques, scientifiques et patriotiques, des transmissions radiophoniques » (2). De même l'O.N.B. organise des voyages d'instruction, des croisières dans les colonies d'Afrique.

(1) Blandine OLLIVIER : *La jeunesse fasciste*, Gallimard, 1934.

(2) *Op. cit.*, p. 18. D. S. PICCOLI.

Notons que la supériorité de l'éducation en Italie par rapport à celle de l'Allemagne et de la Russie consiste dans le soin qu'elle prend à inculquer aux jeunes l'instruction religieuse, et non seulement les notions essentielles, mais également un état d'esprit créant une « propagande de foi et d'intégrité spirituelle, contribuant à élever la conscience des jeunes en associant le sentiment de la Religion à l'amour de la Patrie. Cette préparation morale forme le cœur et l'esprit de la jeunesse italienne, qui acquiert de cette façon les dons qui la rendront prête à défier les luttes les plus dures » (1). L'éducation nationale trouve ainsi sa forme supérieure.

Signalons également les efforts accomplis pour la culture professionnelle, l'instruction navale avec les *Marinaretti*, l'instruction aéronautique, l'assistance préventive, thérapeutique et pratique; les constructions de « maisons » et de palestres; la formation d'éducateurs destinés à encadrer la jeunesse dans l'*Académie fasciste* de Rome et l'*Académie de jeunes filles* d'Orvieto.

A l'âge de 18 ans, les jeunes italiens passent au cours de la cérémonie de la *Leva fascista* dans les rangs des *Fasci Giovanili di Combattimento* créés en octobre 1930, dans le but essentiel de donner à tous ceux qui ont de 18 à 22 ans une instruction politique et prémilitaire appropriée, avant leur admission dans les rangs du Parti et de la Milice.

L'expérience italienne nous apparaît donc comme une forme très évoluée d'une éducation nationale complète, physique, intellectuelle et politique s'adressant à toutes les formes de l'activité humaine qu'elle veut totalement diriger. Mais il ne faut pas oublier qu'elle est avant tout l'œuvre d'un parti qui s'adresse à ses membres et qui veut les former pour l'avenir afin de se fortifier lui-même. Tous les jeunes italiens ne sont pas balillas, bien qu'une forte

(1) *Op. cit.*, p. 18. D. S. PICCOLI.

pression soit faite auprès d'eux; *L'Opera Balilla* qui comptait 1.236.204 inscrits en 1929 en avait en 1935 4.900.358 ce qui montre son accroissement (1). « Tentative de politique sociale de l'Etat, c'est un des facteurs les plus importants de l'Italie Nouvelle, du progrès de la Nation par le progrès de l'individu » (2); constituant une des organisations de base de l'Etat fasciste, c'est « une institution nationale de droit public, un service public, car s'agissant d'une entreprise nationale, destinée au bien public, le gouvernement a l'impérieuse obligation de prendre en main l'institution. Il n'a en vue dans sa recherche du progrès matériel et spirituel de l'individu que le progrès matériel et spirituel de l'Etat » (2).

C'est bien d'une éducation nationale qu'il s'agit, mais faite par et pour l'Etat ou du moins par et pour le **Parti**, « le problème central du droit public italien s'étant déplacé de l'Etat au Parti » (2); c'est pourquoi celui-ci sans vouloir user de droits despotiques, veut cependant en faveur des jeunes « veiller sur eux et les aider à se réaliser dans leur plénitude physique, intellectuelle et morale » (2). Pour obtenir ce résultat, « s'efforçant de diriger toute la vie nationale jusque dans son expression la plus intime » (3), les moyens mis en œuvre par le Parti fasciste, et principalement les organisations de balillas, ont « pour objet d'exercer sur la jeunesse une influence féconde en servant en quelque sorte de trait d'union entre le cerveau et le bras, l'intelligence et la santé, le courage et la conscience » (4).

B) ALLEMAGNE

L'organisation dans les mouvements de jeunesse allemande, est comme en Italie, totalitaire, mais on ne peut pas se contenter d'en faire une comparaison rapide, pour

(1) *Op. cit.*, p. 73.

(2) MERCIER, *op. cit.*, p. 30.

(3) Discours de l'an XII de M. Benito Mussolini.

(4) Cité par René Dupuis dans « *Jeune Europe* ». Plon, 1933, p. 55.

désigner les différences de forme, en admettant que le fond soit le même. Tout au contraire, recherchant au-dessus de la structure extérieure les éléments principaux, on est frappé d'y trouver une profonde originalité et un esprit propre. Il ne s'agit nullement d'une imitation de l'expérience italienne plus ancienne, d'autant plus qu'il ne faut pas négliger deux faits significatifs : la Jeunesse hitlérienne n'est pas pure création, mais avant tout fusion de tous les groupements de jeunesse, très nombreux lors de l'arrivée d'Hitler; d'autre part, la jeunesse allemande a toujours été portée vers la vie en plein air et ses efforts pour se grouper sont les premiers qu'on puisse rencontrer en Europe. Il n'est pas inutile de rappeler que « l'Allemagne a toujours accordé à toutes les questions intéressant la jeunesse, une attention passionnée frôlant l'exagération. Dans ce pays, la jeunesse s'est émancipée de plus en plus de l'opinion publique, elle a été adulée et reconnue comme valeur en soi » (1).

Dès la fin du siècle dernier, existait la Jugendbewegung, essai d'une organisation par laquelle les jeunes voulaient parvenir à se libérer de l'engourdissement de leurs aînés; on y préconisait le « retour à la Nature », et l'exode périodique vers les forêts et les campagnes en est la marque significative, en même temps que le premier symptôme en Europe de ces goûts. De nombreux groupements faisant partie de ce mouvement en appliquaient les principes de vie simple et vraie, dans le cadre de la nature et surtout le Wandervogel; un sentimentalisme romantique en pénétrait l'esprit et déjà la jeunesse d'Allemagne était « portée par tempérament à plus obéir à sa sensibilité qu'à sa raison, à une prédilection instinctive pour les directives décompliquées et les impératifs sommaires » (2). Jeunes gens et jeunes filles, libérés de la tutelle de la morale conventionnelle et de leur milieu social « se mirent à parcou-

(1) Ernst Erich Noth : *La tragédie de la jeunesse allemande*. Paris, Grasset, p. 32.

(2) R. d'HARCOURT : *L'Evangile de la Force*, Plon, 1936, p. 128.

rir monts et plaines, dressant leurs tentes aux hasards des paysages et des rencontres, et animant l'espace de chants nostalgiques et joyeux. De là date l'habitude des jeunes de se considérer comme valeur autonome et c'est grâce à la tradition sportive... que les jeunes Allemands ont conservé et développé le sens de la communauté avec la nature » (1). On connaît d'autre part les tendances des philosophes allemands, et dans l'histoire intellectuelle de ce pays on rencontre trop de glorification de la Nature, de la Volonté, une religiosité imprécise et vague pour s'étonner aujourd'hui de l'emprise sur la personnalité des jeunes, qui au-delà de la discipline et de l'obéissance, abandonnent totalement leur volonté propre pour se fondre dans un type standard déterminé par le Mythe de la race germanique.

Après la guerre, les organisations de jeunesse, désabusées, se mirent entre les mains des organisations politiques engageant la lutte pour le pouvoir (Casques d'Acier, Ordre Jeune Allemand, Nazis, etc...). L'arrivée au pouvoir d'Hitler correspondit à une fusion rapide de tous ces mouvements, les catholiques seuls ayant été un peu plus longs à absorber. C'est ainsi que le chef de la Jeunesse hitlérienne pouvait dire en 1934 :

« Nous proclamons et prétendons, qu'en dehors de nous, l'ensemble des autres organisations de jeunesse d'Allemagne, a perdu toute raison d'exister. Ces organisations doivent disparaître pour laisser le champ libre à la Jeunesse hitlérienne » (2). En application de ce principe, les défilés, excursions collectives en plein air, camping pour des groupes, la pratique du sport, etc... sont rigoureusement interdits en dehors de la Hitler Jugend.

L'Etat a donc centralisé toute l'éducation des enfants et adolescents à l'école et en dehors de l'école, celle-ci devant entrer dans un système complet qui s'étend à tout le peuple allemand; « nous avons entrepris », proclame

(1) René DUHUIS et Alexandre MARC : *Jeune Europe*, Plon, 1933, p. 69.

(2) Cité par R. d'HARCOURT, *op. cit.*, p. 110.

Hitler à Nuremberg en 1935, « de faire passer le peuple d'Allemagne par une école nouvelle, de lui donner une éducation qui commencera dès la jeunesse et ne s'achèvera jamais. A l'avenir l'homme jeune passera d'une école dans l'autre. La formation commence à l'enfant; elle finit au vieux militant du mouvement. Pas un Allemand n'aura le droit de dire qu'il n'y a pour lui un moment de la vie, où il lui est loisible d'être abandonné à lui-même ».

Facilement modifiées, puisqu'étroitement dirigées, les méthodes scolaires ont essayé de rajeunir le cadre de l'enseignement en introduisant le principe du jeu et spécialement le sport. « La gymnastique, la natation, les excursions, les loisirs dans les maisons de campagne des écoles, forment un contrepoids précieux au bourrage intellectuel des jeunes cerveaux » (1). Les enfants « plus beaux et plus sains, donc plus heureux » (1) jouissent de ces améliorations dans une atmosphère morale nouvelle, obtenue spécialement dans les mouvements de jeunesse.

La « Jeunesse hitlérienne », « la seule jeunesse d'Etat qui n'est dirigée ni par des militaires, ni par des prêtres, ni par des instituteurs » (1), a le grand mérite d'avoir son climat propre : chaque garçon y a ses responsabilités et ses fonctions, et ses chefs sont des jeunes, sortis de l'organisation même, qui n'est soumise à aucun ministère, afin de conserver son autonomie absolue. C'est ainsi que huit millions d'enfants et d'adolescents, ont leur petit Etat où ils apprennent à vivre en commun.

Reposant sur le principe que seuls des loisirs strictement limités et organisés ont un sens (de même que les conditions du travail, de l'assistance, de l'instruction sont précisées), la Jeunesse allemande est réunie depuis la victoire du national-socialisme dans un seul mouvement pour les garçons de 10 à 18 ans (et les jeunes filles de 10 à 21 ans); ils sont répartis suivant les caractéristiques de

(1) OTTO ABETZ : *La Jeunesse Allemande et le bonheur*. Revue hebdomadaire, 29 janvier 1938, p. 522.

leur âge, de 10 à 14 ans dans la « Das Deutsche jungvolk » (Le peuple allemand) où les jeux, les voyages et le camping prédominent, et de 14 à 18 ans dans la « Hitler jugend » proprement dite, où l'on s'occupe déjà beaucoup plus d'études philosophiques, culturelles ou professionnelles. Les jeunes filles, réunies dans la Fédération des Jeunes Allemandes, sont dirigées à 17 ans vers l'œuvre « Foi et beauté ». Dans ces formations, les enfants et adolescents, « s'adonnent pendant leurs loisirs, aux occupations les plus diverses : le camping et les voyages sont une récréation; le sport et le jeu fortifient le corps; dispositions et capacités se développent grâce à la radio, à une formation musicale, à des travaux d'artisanat, à l'étude de la littérature, des usages et des coutumes; une institution moderne est celle des foyers où s'élabore l'éducation philosophique et spirituelle de la jeunesse » (1). Des concours professionnels ont lieu et un supplément « d'instruction professionnelle » est donné durant la soirée (1).

Reprenons ces divers éléments, non sans noter tout d'abord, qu'on ne saurait nier l'attrait que présente cette organisation pour la jeunesse allemande, l'acceptation d'un même idéal et une force profonde de cohésion étant les conditions indispensables d'un système de ce genre. Tous les jeunes sont réunis sans distinction de classe sociale et nous n'aurons pas à considérer séparément des œuvres confessionnelles, économiques, politiques, scolaires, etc., l'unité absolue étant réalisée.

Les camps et voyages sont très développés; correspondant aux goûts germaniques comme nous l'avons indiqué, ils ont pris une expansion considérable depuis 4 ans. Considérés les uns et les autres comme très formateurs pour le caractère et l'éducation en général, ils ont été pourvus de moyens très larges. L'œuvre allemande des Auberges de la Jeunesse, de qui dépend la réalisation pratique des

(1) Congrès mondial « Travail et joie », Rome 1938.
Rapport allemand pour la Commission IX, p. 5.

excursions et randonnées, a déjà ouvert deux mille maisons, et l'aide de chacun tend à améliorer toujours ce résultat; on a le plus souvent essayé de les rendre attrayantes et gaies, s'efforçant de leur donner « l'expression du sol qui les porte », en même temps qu'on y a aménagé les installations les plus modernes. « L'enthousiasme, l'énergie avec lesquels la jeunesse s'attache à ces auberges apparaissent bien dans ces huit millions de nuits d'hébergement dénombrées en 1937 dans les auberges allemandes » (1). Ce réseau, à la fois très dense et très étendu, permet à tous les jeunes de connaître facilement leur sol, dont l'amour a été profondément incrusté dans leur cœur par leurs aînés depuis 4 ans. Divisées en 3 classes suivant leur importance, et réunies dans l'une des 21 Associations régionales qui sont chargées de la construction et du financement des auberges, celles-ci ne reçoivent que ceux qui font partie de la Ligue Allemande, jeunes de plus de 20 ans et de préférence ceux qui ont moins de 20 ans, une situation privilégiée est accordée aux groupes de la Jeunesse hitlérienne. Ajoutons que tous les garçons allemands et toutes les filles paient 1 pfenning par mois, qui est un signe de leur solidarité avec l'œuvre.

Mais l'institution la plus importante pour l'éducation des jeunes est le camp de la « Hitler Jugend » et du « Jung Volk », institué par un décret de décembre 1937 comme élément indispensable pour la formation au même titre que l'école ou le service militaire. On s'efforce de leur donner des installations très complètes et un équipement excellent, tâche qui est en voie de réalisation; dès 1936, il y avait 1.977 camps comprenant 203.310 Hitler Jugend et 358.454 Jung Volk, camps destinés à un nombre moyen de 300 à 1.000 participants (2). Afin que tous puissent s'y rendre, sans différenciation sociale, de nombreuses associations assurent le parrainage des plus pauvres. Divisés

(1) *Op. cit.*, p. 18.

(2) *Op. cit.*, p. 21.

en compagnies et en groupes sous la direction de chefs responsables, tous sans distinction suivent les programmes étroitement réglementés qui doivent assurer leur éducation.

La santé des jeunes fait l'objet d'une attention très étendue, d'abord d'une manière préventive grâce au service sanitaire de la Jeunesse hitlérienne, centralisé à la « Direction de la J. H. et subdivisé en 26 sections régionales et 460 bureaux sanitaires locaux; ceux-ci sont chargés notamment de faire passer des visites médicales annuelles pour suivre l'état physique de chacun et des examens approfondis lors de l'entrée de l'enfant, examens répétés à l'âge de 14 et de 18 ans, d'où on tirera des appréciations complètes sur ses aptitudes et ses possibilités « tant physiques que spirituelles » (1); l'organisation sanitaire a également pour but de veiller à l'amélioration des conditions de l'hygiène dans tous les domaines. D'une façon plus active, les sports et l'éducation physique visent à former des hommes robustes et équilibrés; deux organisations se partagent la réalisation de cet effort, la « Jeunesse hitlérienne » et la « Fédération allemande d'Education physique », celle-ci agissant d'une manière accessoire et destinée uniquement à assurer la formation pour le sport effectif, vis-à-vis de ceux qui sont aptes à la suivre, alors que les cours élémentaires d'éducation physique sont assurés par le Jungvolk et la Hitler Jugend durant 2 heures par semaine. A côté des groupements de jeunesse normaux, il existe donc des « groupes volontaires de service sportif » pour les plus jeunes, où se fait un entraînement approprié (athlétisme, gymnastique, football, etc...), et de même pour ceux de 14 à 18 ans l'entraînement au sport effectif est assuré par la Fédération, « entraînement qui toutefois est dirigé par les délégués de la Jeunesse hitlérienne » (2). Afin de sanctionner cette action, un Concours sportif national a lieu chaque année (16 millions de participants en 1937)

(1) *Op. cit.*, p. 8.

(2) *Op. cit.*, p. 25.

ainsi qu'un « match de décathlon pour les chefs ». En outre, depuis 1937, il existe pour chaque sport des championnats exécutés après une sélection locale et régionale. A partir de 1938 ces concours existent pour les jeunes filles au Congrès de Nuremberg.

En dehors de la formation systématique et du sport d'émulation, la jeunesse allemande est entraînée au sport paramilitaire; mais il ne s'agit nullement du maniement des armes, cette activité comprenant essentiellement le sport en terrain varié, le tir, les sports motorisés, aériens, aquatiques, la signalisation et l'équitation. Ajoutons que tout au long de sa vie dans la Jeunesse hitlérienne, l'enfant puis l'adolescent aura à passer des épreuves qui lui procureront des insignes de classement.

La formation sportive de la jeunesse allemande est ainsi assurée dans les meilleures conditions et les soins dont on l'a entourée donnent sans qu'on puisse en douter d'excellents résultats. On ne peut oublier qu'elle est essentielle dans l'esprit des fondateurs de la méthode nazie et c'est ainsi qu'Hitler pouvait dire : « Les méthodes d'éducation de l'Etat raciste, ne doivent pas viser à inculquer seulement le savoir, mais à former des corps foncièrement sains. Ce n'est qu'en second lieu qu'elles s'occuperont du développement des facultés intellectuelles » (1).

Ce développement des facultés intellectuelles n'est pas négligé cependant et la jeunesse allemande reçoit dans ce but une formation philosophique et culturelle. « L'éducation selon un idéal personnifié, domine les 4 années que l'on passe au Jungvolk » (2), personnification obtenue grâce aux figures illustres de l'histoire ou de l'actualité allemandes; on pense ainsi former une « jeunesse disciplinée et pleine de foi » (3) faisant agir sur elle les enseignements des grands personnages historiques. Dans la

(1) A. HITLER : « Mon Combat », p. 406.

(2) Rapport Allemand, *op. cit.*, p. 34,

(3) *Op. cit.*, p. 29.

Jeunesse hitlérienne on s'attachera davantage aux époques de l'histoire d'Allemagne et aux questions politiques vitales. Dans des domaines plus particuliers on poursuit l'éducation artistique, et notamment l'éducation dramatique, la Jeunesse hitlérienne devant contribuer à régénérer le Théâtre allemand; la radio a une large part dans cette formation, les groupes y trouvant un merveilleux terrain de réalisation pratique (en dehors de toutes les diffusions s'adressant aux jeunes pour les former et les orienter).

Mais, pour faciliter toutes ces réalisations, il faut un foyer spécial où tous les jeunes d'un même groupe puissent se retrouver et agir ensemble. « Les foyers de la Jeunesse hitlérienne, avec leurs terrains réservés à la jeunesse, représentent, en tant que cadres de toute l'organisation des loisirs de la jeunesse allemande, un élément essentiel de son éducation... systématique en dehors de l'école et de la maison familiale » (1).

On doit en principe en créer dans presque toutes les communes et il en existe déjà près de 2.000, chacun étant prévu, en principe, pour 80 enfants; ils comprennent essentiellement des salles de troupe, la troupe étant le groupement de base; garçons et filles y ont des meubles et des gravures qui leur sont propres. Il existe ensuite des locaux de travail, où l'on s'exerce notamment aux activités artisanales, des salles pour les chefs, et un hall d'entrée qui seul est destiné à la fois aux garçons et aux filles, où se trouvent les fanions. Il existe en outre des salles de douche, des vestiaires, des cuisines, des salles pour le matériel, etc... et suivant l'importance du foyer on trouve à ses côtés une salle des fêtes plus ou moins grande et un terrain de jeux champêtres ou un stade.

S'adressant à tous les jeunes, le parti nazi s'est spécialement occupé des jeunes apprentis et ouvriers dont il a cherché à améliorer les conditions de vie. Il leur a pro-

(1) *Op. cit.*, p. 29.

curé des congés d'une durée inversement proportionnelle à leur âge et aucun ne peut y renoncer; d'une façon plus générale il a essayé de créer un « Droit de protection des jeunes »; c'est dans ce sens qu'il a organisé l'éducation des jeunes en dehors du travail et la « loi sur la protection de la jeunesse », du 30 avril 1938, prévoit qu'« il sera toujours accordé le temps nécessaire à leur éducation : perfectionnement professionnel, culture physique, formation de la personnalité, éducation politique ».

Nous avons plus spécialement envisagé l'organisation de la « Jeunesse hitlérienne » s'adressant aux garçons. Quant aux jeunes filles, signalons en quelques mots qu'elles sont rassemblées dans la Fédération des jeunes Allemandes (B.D.M.) et plus spécialement de 10 à 14 ans dans le Jungmädelsbund, de 14 à 17 ans, dans le B.D.M. proprement dit et de 17 à 21 ans dans l'œuvre « Glaube und Schönheit » (Foi et Beauté); chaque organisation à ses activités judicieusement choisies.

Nous avons ainsi parcouru les domaines d'activité des associations de la Jeunesse allemande; ainsi organisée et pourvue de moyens puissants, cette jeunesse, entraînée par le dynamisme d'une doctrine jeune et vivante, progresse dans la recherche de son équilibre vital. Mais aussi remarquables que soient ces rouages successifs et la puissance de cette « machine », on doit déplorer qu'une telle masse soit dans l'impossibilité en fait de se plier à la formation de chacun pour se limiter à une formation type, qu'elle vise à créer une personnalité standard, qu'elle soit donc destructrice des personnalités diverses et non pas librement obtenue; il y a en fait entreprise de dépersonnalisation et négation de la liberté de penser et d'agir. Certes « le fait d'exiger des loisirs, n'est justifié que si l'on veut organiser les loisirs » (1), mais une organisation unique risque de leur enlever ce qu'ils ont de naturel, de spontané, de vrai, contrairement à des organisations différentes dans

(1) Congrès de Rome, 1938. Discours allemand, Commission IX, p. 3.

leur esprit et leur méthode. C'est ainsi qu'on peut regretter la disparition de tant d'organisations de jeunes en Allemagne, qui ont été étouffées, parce que leur influence n'était plus supportée. Le seul but est d'inculquer chez les jeunes la mystique nationale-socialiste et tous les moyens sont employés pour l'obtenir : on prend l'adolescent par ses préférences, notamment son goût du sport et de la joyeuse vie de plein air, et on y ajoute tout ce qui fera de lui un membre sûr du parti, détruisant la réflexion critique par un esprit de dynamisme irréfléchi, qui n'admet pas la discussion. Cette mystique fait de la nation l'objet d'un culte; tout doit s'abaisser devant elle, et des éléments excellents poussés à l'extrême deviennent presque des rites non seulement païens, mais encore destructeurs de coopération et de charité entre les hommes, comme l'amour du sol et l'effort de la purification de la race. « L'Allemagne nouvelle cherche à donner à sa jeunesse la conscience de la patrie, le sens concret du sol, du sang, du patrimoine national en temps de paix » (1), mais elle ne lance pas une simple tendance, un effort, bien plus elle exalte son peuple dans un esprit de conquête et de lutte. Son esprit de domination ne peut être admis au point de vue humain. Le culte du sol est inculqué dès le plus jeune âge dans les formations de jeunesse; à 19 ans le jeune homme passe six mois dans le service du travail pour faire fructifier son pays, mais le plus souvent pour le préparer à la guerre. Le culte de la race et du corps tend à créer une nation qu'on craigne : « Il faut que le jeune Allemand acquière la conviction de sa supériorité corporelle et regagne par sa force et son agilité physique la croyance que la nation allemande est absolument invincible » (2).

Au point de vue national, la doctrine nationale-socialiste veut également dominer, et sa volonté de monopole au-delà des divers groupements, atteint la famille dont elle veut limiter la tâche éducatrice. La loi du 1^{er} décembre 1936

(1) Otto ABETZ *op. cit.*, p. 531.

(2) A. HITLER : « *Mon Combat* », p. 406.

prévoit que l'ensemble de la jeunesse doit être élevé en dehors de l'école et de la maison familiale. « Dans son désir d'emprise sur la jeunesse le Reich favorise l'évasion des enfants hors du foyer; il les éloigne des parents à la fois intellectuellement et moralement. Leur vrai place est dans la « Jeunesse hitlérienne » ou dans la Ligue des Jeunes filles. Le Nazisme ne respecte la famille que comme génératrice et veut la confiner dans ce rôle matériel. Jusqu'à la septième année, dit le docteur Goebbels, l'éducation des enfants, même des mâles, peut être laissée à l'influence maternelle. Mais il faut ensuite confier cette tâche à des mains viriles » (1). C'est ainsi que les formations de jeunesse tendent à attirer les enfants par tous les moyens et spécialement les loisirs : « On limite autant que possible la durée des loisirs que la jeunesse allemande pourrait consacrer à la vie familiale ou à la culture des goûts particuliers, afin que l'éducation totalitaire ne subisse aucune atteinte » (2).

Poussant à l'extrême son but d'éducation nationale et contrairement aux méthodes employées en Italie, l'Allemagne, pour faire aboutir plus sûrement son effort de culture raciale indépendamment de toutes les influences étrangères, a pris la détermination de s'opposer à toute formation religieuse. C'est à ce propos que, stigmatisant cette intransigeance, S. S. Pie XI pouvait dire dans sa lettre encyclique « *Mit Brennender Sorge* » : « Ce contre quoi, Nous Nous élevons et Nous devons Nous élever, c'est l'antagonisme volontairement et systématiquement suscité entre ces préoccupations d'éducation nationale et celles du devoir religieux. Chantez vos hymnes à la liberté, mais n'oubliez pas pour autant la liberté des enfants de Dieu ». Non seulement la doctrine nazie fait abstraction des doctrines de charité spirituelle essentiellement chrétienne, et notamment par le principe racial, mais bien plus elle veut être destructrice de toutes les valeurs spirituelles et reli-

(1) Dossiers de l'Action Populaire, 25 avril 1937, p. 900.

(2) Ernst Erich NOTH : *La tragédie de la jeunesse allemande*, p. 176, Editions Grasset,

gieuses quelles qu'elles soient, qui semblent s'opposer à une mystique totalement allemande. Entièrement nouvelle et indépendante, elle cherche à former une jeunesse qui renouvellera le pays selon la formule de Nietzsche : « Il faut réparer chez vos enfants le sort d'être les enfants de vos pères, c'est ainsi que le passé sera racheté ».

Signalons pour terminer que les membres de la « Jeunesse hitlérienne » peuvent se diriger à 18 ans sur les S.A. et S.S. et dans la grande organisation de loisirs des travailleurs, dépendant du Front du Travail, la Kraft Durch Freude (Force par la joie). Quelques études ont été publiées sur celle-ci, avec complaisance en raison de ses résultats remarquables; quant à nous, nous signalerons simplement qu'elle comprend cinq sections : celle des loisirs après la journée de travail, celle de l'éducation populaire, celle des voyages, excursions, vacances, celle des sports et celle de la beauté du travail, chargée plus spécialement d'améliorer les usines et ateliers et de les rendre plus attrayants. La section des voyages, particulièrement active, possède une flotte de 6 navires et de nombreux établissements dont certains ont plus de 10.000 places (1) (2).

SECTION II

L'ETAT COORDONNE LES ORGANISATIONS DE LOISIRS

A côté des organisations étatistes de loisirs qui toutes se ressemblent en raison de leur trait essentiel, la centralisation profonde, il existe de nombreuses méthodes, d'as-

(1) Cf. *L'Illustration*, 10 février 1937, p. 213; *L'Etat*, *Notre Réseau*, octobre 1936; *La Croix*, 5 mai 1938; etc., etc..

(2) Nous pourrions encore envisager dans cette première section le cas de la Russie, mais nous nous en abstenons volontairement, afin de ne pas trop prolonger ces considérations sur les réalisations étrangères.

pects infiniment divers suivant les conceptions sociales et politiques, d'après lesquelles l'Etat estime devoir coordonner, aider, contrôler les organisations de loisirs, afin d'améliorer leur rendement. Sans aucun accaparement ni monopole, il fait alors œuvre de tuteur et de protecteur afin d'encourager les plus méritants et de ralentir la marche des plus douteux.

Ce rôle rempli par l'Etat paraît parfaitement normal, lorsqu'il ne vise pas à interdire l'action de centres d'influence déterminés au profit d'autres centres, lorsqu'il encourage plus qu'il ne défend.

Nous considérons ici les institutions de la Belgique, et de la Tchécoslovaquie où l'Etat a délégué en quelque sorte son pouvoir de coordination à de puissantes organisations qu'il reconnaît.

Toutefois, en premier lieu, nous jetterons un regard rapide sur les institutions de la Roumanie, où les mesures prises dépassent la simple coordination, pour aboutir à une puissante centralisation qui place ce pays en quelque sorte dans une catégorie intermédiaire.

Dans le domaine des loisirs ouvriers, la Roumanie a dès 1920 une section d'études des loisirs, adjointe à son ministère du travail; dès ce moment, son intervention est directe, à côté du soutien des œuvres privées, par le moyen de la création de véritables institutions publiques. Dans le domaine de l'enfance, une loi de 1924 organise une école primaire unitaire obligatoire et gratuite pour tous ceux de 6 à 16 ans, les trois dernières années de l'enseignement portant sur l'éducation civique et la formation patriotique, indispensables pour consolider l'unité nationale dans ce pays encore neuf, pour assurer le progrès social nécessaire et accroître les puissances créatrices de la nation. Les partis de jeunesse étaient florissants jusqu'à ces temps derniers; la « Garde de Fer » notamment, dissoute en juillet 1935, mais reformée sous un autre procédé, qui de nouveau devait être anéanti en 1938, rassemblait dans ses équipes organisées, beaucoup de jeunes qu'elle portait à une exal-

tation collective profonde. L'Etat intensifia son action sur les jeunes, afin de prendre en main leur éducation. C'est ainsi que furent organisés en 1933 les « strajerii » (vigiles) à côté des éclaireurs; le 24 janvier 1937, leur fusion avec ces derniers était décidée, leur chef suprême étant le roi lui-même. C'est ainsi que fut créé l'O.E.T.R., office pour l'assistance et l'éducation — physique, morale et patriotique — de la jeunesse, qui veut concurrencer et remplacer les ligues, en pratiquant lui aussi une mystique de don au pays, de communauté fraternelle et de renouvellement de toutes les valeurs morales. Ce groupement rassemblait un million d'enfants en janvier 1938, divisés en :

Eclaireurs et strajerii, pour les garçons de 8 à 18 ans;

Eclaireuses et strajere, pour les filles de 8 à 18 ans;

Membres des associations de préparation militaire pour les jeunes gens de plus de 18 ans. Il revêt un caractère obligatoire s'appuyant sur l'école, où les classes sont divisées en « nids » de 6 élèves.

Malgré l'aspect de cette organisation, très centralisée, on peut encore la placer parmi les initiatives d'Etat qui coordonnent les œuvres de loisirs, d'autant plus que si elle semble pour la forme se rattacher au système italien, elle est pour le fond dans le cadre du système tchécoslovaque des Sokols; n'ayant aucun caractère militariste, elle cherche plutôt à inculquer parmi ses nationaux une éducation patriotique capable de les unir, même si leurs origines sont fort différentes (1).

A) LA TCHECOSLOVAQUIE

L'exemple de la Tchécoslovaquie est celui d'une nation où de puissantes organisations rassemblent les énergies nationales, pour les fortifier physiquement et moralement

(1) Cf. Revue Hebdomadaire, 6 février 1938; Odette ARNAUD : *La Jeunesse Roumaine*.

et assurer ainsi une plus sûre continuation au pays. Couronnée de succès, cette œuvre, ne pouvait cependant empêcher le démembrement de septembre 1938, mais elle n'en continue pas moins sa tâche courageusement. Les deux organisations essentielles sont celles de l'Institut Masaryk pour les loisirs ouvriers et celle des Sokols, pour l'éducation physique et morale des nationaux.

L'Etat est actuellement étranger à ces efforts, mais il a, en quelque sorte, délégué son pouvoir de coordination à ces associations; nous en avons la preuve dans l'historique de leur formation, si bien qu'on peut parler d'une coordination tacite de l'Etat. Dans le domaine des loisirs ouvriers, la Bohême possédait depuis 1896 des Académies ouvrières, en février 1919, une loi instituait en Tchécoslovaquie des comités locaux sous la surveillance du Ministère de l'Education nationale, pour le développement des bibliothèques, cours, conférences, etc...; ce n'est qu'en 1925, que ces comités furent fondus dans l'Institut Masaryk. Il y avait en 1935, 12.264 sections communales qui organisèrent 132.500 conférences et 3.720 cours pour adultes, cours faits par des volontaires.

L'institution des Sokols, réservée principalement à ceux de plus de 18 ans, comprenait en 1933 700.000 adultes, jeunes gens et pupilles, sur une population de 13 millions d'habitants; due à une initiative privée désintéressée, celle de Miroslav Tyrš en 1862, elle dut son succès à sa haute valeur morale et patriotique, à sa volonté de « réveiller le patriotisme tchèque et de le préparer par la culture physique pour la conquête de la liberté perdue » (1). Selon son fondateur « ce qui doit nous donner la force et la persévérance, c'est la pensée que nous tentons ce combat, non seulement pour nous-mêmes, mais pour tout notre peuple... Nous devons conserver notre peuple toujours jeune et rajeuni pour empêcher sa disparition, par... la santé physique, morale et intellectuelle » (1). Réunissant ces trois

(1) Textes cités par Van SCHAGEN, *op. cit.*

buts avec une grande prédominance du premier, la fédération possède 3.081 salles de gymnastique et 2.900 stades, résultat remarquable pour un petit pays; la formation morale se manifeste notamment par une large fraternité entre tous les membres des diverses classes sociales. De nombreux services sociaux y sont rattachés, et l'éducation artistique (chants, danse, folklore) n'est nullement négligée.

Le rejaillissement de cette œuvre sur l'éducation des enfants est important; elle fournit un grand nombre de moniteurs et monitrices pour les très nombreux camps de vacances des Sokols ou des organisations privées, tous très suivis en raison de la compétence de leurs éducateurs.

L'Etat lui-même s'est particulièrement occupé non seulement de la protection de l'enfance, mais encore de ses intérêts physiques, intellectuels et moraux. Chaque école primaire a sa salle de gymnastique et ses terrains de jeux; quant à son éducation même, « l'enfant de 6 à 14 ans obligé à une fréquentation scolaire très stricte à l'inverse de ce qui se passe en France, reçoit une formation très pratique, qui fait une place beaucoup plus large que chez nous, au chant, au dessin et à la gymnastique... Une formation civique est donnée où l'histoire de la patrie et des grandes traditions nationales tient une place importante. Les fêtes nationales célébrées à l'école et les manifestations enfantines, empruntent beaucoup à la gravité et à la pompe des cérémonies patriotiques » (1).

En outre, les enfants jouissent de terrains spéciaux aménagés pour eux dans les jardins publics et également de véritables propriétés, fermées, qui leur sont réservées; Prague en possède 80. Pendant les vacances, les enfants de moins de 6 ans peuvent aller dans les écoles qui restent ouvertes, où ils sont soignés et amusés par les monitrices sokols.

Des refuges de la jeunesse scolaire ont été fondés à Prague, il y a 45 ans — comme des institutions de pure

(1) *Le Temps*, 16 novembre 1936; Hubert MÉRY.

protection et même de soutien social. Leur statut de 1907, encore valable, les appelle « les refuges pour les pauvres écoliers ». Mais ils étaient insuffisants, puisqu'ils se bornaient à garder les enfants après les heures de classe, sans s'occuper de leur agrément. Ces refuges tendent à devenir non plus de simples institutions de protection de l'enfance, mais des endroits où les enfants s'exercent au point de vue physique et intellectuel et en même temps, des intermédiaires entre l'école et les institutions sportives (1).

D'autres organisations s'adressent également aux jeunes ; par exemple celle des scouts qui comptait 115.000 garçons et filles en 1935. De même il existe des groupements semblables à ceux des Sokols mais moins importants numériquement comme celui des « Orels ».

B) LA BELGIQUE

En Belgique, la coordination effectuée par les pouvoirs publics en matière de loisirs, a été postérieure à la création des diverses organisations ; elle est venue simplement sanctionner leur existence et la faciliter pour une meilleure utilisation de leurs activités.

Le besoin de l'action des pouvoirs publics s'étant fait sentir de plus en plus pour venir en aide aux initiatives privées, il fut satisfait progressivement et d'une façon inégale suivant les régions. Le premier, le Conseil provincial du Hainaut dont les attributions sont assez semblables à celles de nos Conseils généraux, quoique plus décentralisées, devait s'intéresser à la question et créer une commission provinciale des loisirs. Dès 1919, dans le Hainaut, la députation permanente forme une commission pour étudier

(1) D'après : ORGANISACNI RAD DRUZIN PRO SKOLNI MLA-DEZ, Prague, 1931.

les moyens de propagation de l'éducation physique, artistique, intellectuelle et morale. En 1922, devait paraître le projet de loi de M. Louis Piérard sur l'œuvre nationale des loisirs du travailleur; ce projet devait aboutir à la loi du 3 avril 1929 instituant un « Conseil supérieur de l'Éducation populaire », qui utilise son caractère consultatif pour « suggérer au gouvernement toutes les mesures qu'il jugerait convenables pour favoriser l'éducation populaire et assurer la meilleure utilisation des loisirs... proposer ou donner son avis au gouvernement sur l'utilisation des crédits... affectés à l'Éducation populaire » (1). L'arrêté royal du 3 mars 1930 reconnaissant ce Conseil, insistait sur le but de celui-ci « d'examiner et suggérer les meilleurs moyens de coordonner et d'encourager tous les efforts tentés ». On voit également l'esprit de cette institution dans les discours de la séance d'installation du 6 mai 1930 qui précise qu'il s'agira, en raison de la grande diversité des œuvres, d'« en dresser l'inventaire, en faire un classement judicieux... étudier de plus près leur organisation... dire quelles sont les œuvres qui méritent de recevoir les encouragements du trésor en toute justice et impartialité... en outre apporter des encouragements moraux... Il faudra respecter ce qui est fait, ne pas substituer mais s'appuyer plutôt sur ce qui existe ».

Ce conseil, rattaché au ministère des Sciences et Arts, n'est pas administratif. Il comprend 20 à 30 membres nommés par le roi pour trois ans, sur la proposition du ministre, ceux-ci représentant toutes les provinces et surtout tous les mouvements; le Conseil comprend aussi des personnes compétentes appelées à siéger provisoirement. Il donne des avis et adresse des vœux au ministre, des directives aux commissions provinciales, des conseils et des encouragements aux œuvres d'éducation populaire. Il édite des brochures, comme « la musique et le peuple », le « théâtre et le peuple », donnant des suggestions, examinant les solutions et formant des vœux.

(1) Article 2 de la loi du 3 avril 29.

Pour compléter ce Conseil, il a paru nécessaire de créer un organe d'exécution, qui est l'Office national des loisirs; celui-ci ne vient pas cependant limiter l'autonomie des œuvres, ni faire la répartition des subsides. Fonctionnant sous le contrôle du ministère de l'Instruction publique, il a une tâche permanente : réunir une documentation complète sur les œuvres belges et étrangères; il doit faire aboutir les résolutions du Conseil et rédiger des brochures pour aider les dirigeants des œuvres. « Centre national de documentation et d'information sur tout ce qui concerne l'éducation populaire en Belgique et à l'étranger » (1), il est donc complémentaire du Conseil supérieur, depuis sa formation par arrêté royal du 27 juillet 1936.

Il existe enfin, auprès du ministère des transports, un office national des vacances ouvrières qui tend à favoriser le développement de vacances saines et enrichissantes et à former des centres de vacances, comprenant tous les éléments nécessaires à des loisirs complets.

Lorsqu'on passe à l'échelon régional et local, on rencontre des commissions provinciales et communales. Les premières, très actives constituent l'élément principal du système belge. Parfois antérieures au Conseil supérieur, elles sont le plus souvent subdivisées en sections spécialisées par branche de loisirs, qui relèvent les diverses initiatives, les conseillant, les encourageant, cherchant à en créer de nouvelles, ou à favoriser l'émulation entre elles par des compétitions.

Les Commissions communales font de même sur le plan local, mais elles n'existent guère que dans les centres ouvriers importants; elles organisent notamment des fêtes, manifestations, etc...

Cette organisation est nettement complémentaire des initiales privées, et sa postériorité par rapport à elles en est la meilleure preuve; il faut particulièrement louer sa

(1) Article 2, de l'arrêté royal du 27 juillet 1936.

documentation sur toutes les œuvres nationales, qui sont remarquablement notées et classées, et sa connaissance de chacune d'elles par des enquêtes menées aussi bien à l'échelon national, qu'à l'échelon local, qui lui permettent de faire profiter les uns et les autres des résultats acquis par quelques-uns et d'aider par ses subventions à bon escient, en tenant compte impartialement des réalités et non tant des opinions. Ses vœux et ses conseils laissent apparaître une orientation générale donnée par le Conseil supérieur et une orientation technique donnée par les commissions locales.

Ces diverses institutions s'adressent principalement aux travailleurs, mais également aux jeunes; elles s'intéressent à toutes les associations, en effet aussi bien à celles des jeunes qu'à celles des ouvriers, d'autant plus qu'il y a souvent interpénétration entre elles. Considérant l'activité de la Commission provinciale du Hainaut, on voit par exemple que la section V, s'intéresse à l'éducation physique sous toutes ses formes et notamment à la création de plaines de jeux, que la section VI s'occupe d'éducation artistique et organise des fêtes enfantines, que la section VII se charge de l'éducation morale et intellectuelle et spécialement de l'éducation post-scolaire.

Considérant les groupements qui s'occupent des loisirs de la jeunesse, on note en Belgique la plupart des organisations qui existent chez nous. Au point de vue scolaire, il existe au ministère de l'Instruction publique, un « service des œuvres complémentaires de l'école » et plus particulièrement, pour l'Enseignement moyen des « délassements intellectuels »; ces derniers sont les loisirs dirigés dont nous parlerons pour la France, mais ils ont été créés en 1935, un an donc avant ceux de notre pays. En effet, une circulaire du ministère de l'Instruction publique du 5 septembre 1935 instaure à titre d'essai « un nouveau régime éducatif, réservant notamment une part plus étendue aux délassements intellectuels et physiques ». Une seconde circulaire du 9 septembre 1936, institue trois leçons d'éduca-

tion physique de 50 minutes par semaine et une après-midi de « délassements organisés » ou physiques, ou intellectuels. Il existe comme en France une Association catholique de la Jeunesse belge, des Jeunes Gardes socialistes et des Faucons Rouges, des Auberges de la Jeunesse, des Clubs gymnastiques et sportifs, des Clubs de Camping; il faut noter une inclination plus forte que chez nous pour la vie de plein air et le camping. La Croix-Rouge de Belgique d'autre part a fait un gros effort pour créer ou subventionner des « plaines de jeux » et former des moniteurs pour celles-ci.

La jeunesse ouvrière profite de ces mêmes organisations et en outre des cours techniques ou culturels très nombreux (notamment dans la J.O.C. et la J.G.S.) (1).

SECTION III

L'ETAT N'INTERVIENT PAS POUR L'ORGANISATION DES LOISIRS

Il est évident que l'Etat ne peut jamais se désintéresser totalement de ce problème, il est toujours obligé d'intervenir pour le maintien de l'ordre public et des bonnes mœurs, ce qui rentre dans ses attributions dans tous les

(1) Nous avons utilisé pour cette étude la documentation qui nous a été aimablement communiquée par l'Office National des loisirs et spécialement :

Ch. DEPASSE et ANDRÉ : *L'organisation des Loisirs du travailleur en Belgique et à l'étranger*. Paris, Libr. Valois, 1931.

DEPASSE : *L'utilisation des Loisirs du travailleur*, *Revue du Travail*, octobre 1936.

Croix-Rouge de Belgique : *Manuel relatif à l'organisation des jeux de plein air*.

Diverses brochures officielles.

cas; quelle que soit l'ampleur de son emprise sur les organisations nationales, il intervient en matière de police, d'hygiène, etc... et pour tout ce qui regarde l'enfance en matière de protection, d'instruction et d'éducation physique.

Mais il peut ne pas intervenir dans le fonctionnement des organisations de loisirs, les contrôler peu, les subventionner peu, les laisser vivre à leur guise. Cette discrétion, étant de nos jours extrêmement rare, nous ne parlerons que de la Grande-Bretagne, sans perdre de vue que même dans ce cas, l'Etat paraît depuis quelque temps vouloir assurer davantage le développement des loisirs; en février 1937, par exemple, il examinait le projet d'une institution de loisirs populaires. En 1937 également, il créait un « National Fitness Council », qui a pour but d'améliorer la santé de tous en favorisant la création de stades et terrains de jeux et en stimulant à toutes les activités qu'on y pratique. Mais le dernier à intervenir directement, l'Etat est cependant le premier qui, par ses lois sociales, ait favorisé l'action des associations privées, par exemple par la diminution des heures de travail, les week-ends, etc., etc... (1).

On peut dire encore qu'en Grande-Bretagne les initiatives privées se partagent exclusivement l'organisation des loisirs, leur centralisation et l'inclination de tous les Anglais pour les sports et une culture complète leur ayant permis de se développer très facilement, sans avoir eu besoin de l'élan du pouvoir central. Au sujet de l'enfance, on connaît la part faite à l'entraînement sportif dans les programmes scolaires et universitaires; il y a là un état d'esprit particulier aux Anglo-Saxons et il nous est diffi-

(1) Bien que plus avancée que notre pays, pour tout ce qui regarde le sport et l'éducation physique, la Grande-Bretagne s'est lancée depuis quelques années dans une large politique de développement de ces moyens; les pouvoirs publics y ont pris part et le « Physical Training and Recreation Act », du 13 juillet 1937 est le témoignage de cette préoccupation, qui se manifeste notamment par des subventions. Des organisations privées nombreuses participent à cet effort, comme la « National Playing-Fields Association », qui fait un violent effort de propagande en faveur des terrains de jeux depuis 1935.

lement concevable de projeter chez nous un tel système d'entraînement au grand air, d'admettre que, comme en Angleterre, les enfants puissent disposer chaque jour d'une heure pour les jeux d'équipe dans les écoles primaires. D'une façon générale, l'après-midi y est réservée non aux classes mais aux devoirs et au sport, les terrains d'entraînement étant très nombreux. C'est là le résultat d'une politique qui n'est pas nouvelle : « D'après la dernière loi sur l'éducation physique, du 13 juillet 1936, 2.400.000 livres sterling, soit plus de 425 millions de francs, seront dépensés jusqu'en mars 1940, pour compléter l'équipement sportif du pays. Et, depuis une dizaine d'années, la « National Playing Fields Association », puissante société privée, a dépensé quelque 500 ou 600 millions pour le même objet. » (1). Nous sommes bien loin de ces résultats.

Quant aux organisations de loisirs, si elles paraissent très indépendantes, il ne faut pas oublier qu'elles doivent en grande partie ce caractère à la forme même des pouvoirs publics, moins centralisés que chez nous, et qu'elles peuvent sans qu'on puisse s'en rendre compte à première vue, être épaulées par les autorités locales, des villes, districts ou comtés. En tous cas, elles doivent à cette liberté et aux goûts des Anglais pour les petites associations, les clubs, d'être infiniment variées et nombreuses. Ces clubs peuvent être sportifs et plus généralement composés pour les sports d'équipe, football, rugby, cricket, hockey, tennis, etc., et ils sont alors d'une grande multiplicité, ou bien être culturels; il y a par exemple des clubs dramatiques, musicaux, etc... ou pour les ouvriers, des collèges ouvriers, une Association éducative des Travailleurs, etc... Plus spécifiques et originaux sont les clubs de jeunesse proprement dits. « Les clubs de garçons sont, en général, réservés aux garçons de 14 à 18 ans. Il y a maintenant à peu près 1.400 clubs de ce genre, groupant 135.000 garçons, sans compter les clubs qui appartiennent à l'Union chrétienne des jeunes

(1) G. BARTHÉLEMY, *Le Journal*, 16 juin 1938.

gens » (1). Ces clubs qui sont l'affaire des garçons qui les ont créés et les font vivre ont des locaux et parfois des immeubles « dans lesquels on trouve toutes sortes de commodités, non pas seulement des salles de réunion ou des salles de cinéma, mais encore un gymnase, des salles de douche, des bibliothèques, des ateliers de travail manuel, sans compter naturellement que ces clubs de garçons profitent de l'été pour organiser des colonies de vacances, des camps de vacances dans lesquels les membres du club se retrouvent » (1). Il existe également des clubs de jeunes filles, des clubs d'adultes, qui sont aussi des institutions de loisirs remarquables. Les pouvoirs publics, comme nous le verrons, ont en France rêvé d'une organisation semblable, mais elle n'est possible qu'avec un état d'esprit et spécialement des tendances à l'association et à la collaboration, que nous ne possédons pas.

Il faut noter en outre en Angleterre d'importantes associations, centralisées, et notamment celle des scouts, qui compte 400.000 membres et ne comprend qu'un seul groupement.

SECTION IV

INFLUENCE DES CARACTERES ETHNIQUES SUR L'ACTION DE L'ETAT

Il nous faut pour terminer cette étude des réalisations étrangères, insister sur l'importance que possède l'état d'esprit d'un peuple pour toute organisation de loisirs; ses tendances, ses possibilités, sont à la base de l'action des pouvoirs publics qui ne peuvent aller contre elles.

(1) *L'action Laïque*, Juillet 1938, p. 149 et p. 150.

Le système allemand très ferme, le système anglais très large, le système tchécoslovaque très patriotique, sont à la portée des peuples auxquels ils sont destinés et qui ressentent une réelle inclination pour eux. On ne peut donc songer à appliquer des procédés, qui semblent avoir réussi chez d'autres, sans tenir compte de ses propres possibilités et de sa propre structure sociale et politique.

C'est ainsi que les Anglais pratiquent un certain équilibre entre l'éducation et la récréation, témoignant d'un « goût organisé là où la plupart des autres hommes ne manifestent qu'un besoin irréfléchi. Ils sont sur le plan culturel non pas plus précoces, mais plus consciencieux et plus conscients » (1).

Aux Etats-Unis, on a moins de goûts pour les loisirs culturels et on s'adonne presque uniquement aux loisirs récréatifs, œuvre surtout de la « Playground and Recreation Association ». Ce pays comme la Grande-Bretagne se montre favorable aux groupements du type « Settlement » et à l'action de la « Young Men's Christian Association ».

Les pays scandinaves ont une inclination particulière pour les loisirs culturels; de nombreuses associations, rarement neutres, les pratiquent. Chaque groupement social possède et dirige des « hautes écoles populaires », où, pendant les 5 mois de l'hiver, adolescents et adultes, paysans ou ouvriers, suivent la formation d'un véritable collège, où l'internat a un caractère familial; les trois activités principales y sont : les conférences, les cercles d'études et la lecture.

Les pays slaves sont moins portés vers les activités à tendance intellectuelle, mais celles à tendance artistique ont auprès d'eux un grand succès.

Les pays latins, imprégnés d'individualisme, ne favorisent pas une forme plutôt qu'une autre, laissant se développer les goûts de chacun, comme il l'entend, dans des

(1) FR. BLOCH-LAINÉ, p. 54, *op. cit.*

associations infiniment nombreuses. Ils sont en grande partie portés vers la récréation, beaucoup plus que vers l'instruction, jugée fastidieuse; ce besoin de récréation même est souvent passif et peu organisé, se prêtant surtout aux spectacles et aux jeux qui apportent un plaisir facile. L'Italie, toutefois, doit être mise à part en raison de sa constitution politique, qui dirige les goûts de son peuple.

Avant de juger et de critiquer les réalisations étrangères, il est donc nécessaire de rechercher si elles sont en conformité avec les caractères spécifiques des peuples auxquels elles s'adressent, si elles en sont bien la résultante naturelle; il n'est pas mauvais de se rendre compte que, par exemple, « l'intuitif Français baigné de fine rationalité invente, mais n'exécute pas, pendant que l'empiriste Anglais tatonne et ne se presse pas; l'Allemand lui, social jusqu'au socialisme, exécute, réalise, organise..., quand il a compris il ne s'arrête pas à mi-chemin, il passe de suite à la pratique » (1).

Aussi, avant de projeter de nouvelles dispositions des organisations de loisirs dans un pays, il est indispensable de rechercher ses possibilités, ses goûts, de mettre de son côté toutes les chances de succès; on peut parfois faire violence à la nature des intéressés, mais il est bien rare qu'elle ne reprenne pas le dessus rapidement.

(1) A. FERRIÈRE : *L'école active*, p. 69, *op. cit.*

CHAPITRE V

L'EFFORT INTERNATIONAL EN FAVEUR DES LOISIRS

L'enfant doit être mis en mesure de se développer d'une façon normale, matériellement et spirituellement (1).

Anfin de compléter notre étude sur les réalisations des pays étrangers, il faut mentionner les divers éléments de l'action internationale en faveur des loisirs; il s'agit ici d'une coordination en quelque sorte à l'échelon de la coopération internationale, dans le but de favoriser et encourager toutes les réalisations des différents pays dans un domaine d'une haute valeur sociale.

Une recherche des différentes étapes de l'effort international pour les loisirs, principalement ouvriers, montre qu'il faut noter successivement :

Le Traité de Versailles. Partie XIV, fixant la Charte du Travail.

La Conférence de Washington, en 1919, établissant un projet de convention relatif à la journée de 8 heures.

La Conférence internationale du Travail, à Genève en 1924, qui pose le problème des loisirs et formule les premières « recommandations ».

(1) Article 1 de la Déclaration des droits de l'enfant approuvée par la 5^{me} Assemblée de la S. D. N., le 25 septembre 1924.

Le *Premier congrès international des Loisirs*, à Liège en 1930, envisage le problème dans son ensemble et formule les principes. « Constatant que des initiatives du plus haut intérêt ont été prises, tant par les pouvoirs publics que par des institutions privées. — Considérant que la coexistence de ces deux ordres d'initiatives est un élément favorable au développement du mouvement d'Education populaire — Il émet le vœu que toutes mesures soient prises pour le développement de ces activités — Il estime qu'il y a lieu de rechercher les moyens les plus propres à les coordonner, de manière qu'elles s'harmonisent et se complètent de la façon la plus féconde ». Envisageant le rôle de l'Etat à ce sujet, il loue la variété des initiatives, qui met obstacle au monopole de certains organismes aux dépens des autres, signalant que l'Etat doit veiller à leur désintéressement.

Le *Congrès de Los-Angeles*, en 1932, pour les Loisirs et la Récréation, qui s'occupe plus spécialement des sports.

La constitution d'une *Commission internationale des Loisirs*, à Genève en 1934.

Le *Congrès de Bruxelles*, en 1935, qui entre davantage dans les détails, dans l'intérêt de l'éducation ouvrière, préconise des enquêtes sur les organisations culturelles, des questionnaires précis et la création d'une Université internationale du Travail. Les vœux portent notamment sur le domaine artistique, au sujet de la musique, de l'art populaire et de l'éducation artistique, désirant « que dès l'école maternelle et à tous les degrés de l'enseignement, l'éducation de la sensibilité soit faite, de façon à préparer l'initiation artistique » ; ils encouragent également le développement des bibliothèques populaires et de la radiophonie, qui doit « répondre aux goûts les plus évolués des auditeurs et non pas donner au public ce qu'il demande ». Les conclusions renouvellent des souhaits déjà exprimés : « Le Congrès émet le vœu de voir les pouvoirs publics, encourager moralement et financièrement les œuvres d'Educa-

tion populaire, dues à l'initiative privée, créer des œuvres eux-mêmes, quand l'initiative privée ne dispose pas des moyens suffisants ».

Le Congrès de Hambourg, en 1936.

*
**

Cette action internationale est le résultat de la coopération instituée par la Société des Nations, qui ne se préoccupe pas uniquement des questions politiques, mais aussi des questions sociales, où ses réalisations sont infiniment plus nombreuses et efficaces que dans le premier domaine. C'est ainsi que se sont formées autour d'elle des institutions permanentes et temporaires.

Parmi les institutions permanentes, il faut d'abord noter le Bureau international du Travail, dont l'action a été très importante dans toutes les questions de législation ouvrière et industrielle.

Une commission internationale des loisirs des travailleurs, créée en 1934, organe de coordination, ne fut officiellement adoptée que le 24 avril 1936, comme institution fonctionnant en marge du B.I.T.; c'est en fait un « comité consultatif de correspondants pour les loisirs des travailleurs », représentant toutes les organisations, officielles, confessionnelles, d'ouvriers, d'employeurs, etc... La Conférence de Bruxelles de 1938 remettant en question cette institution, devait voter une résolution relative à la Constitution d'une commission internationale, s'intéressant à la fois aux travailleurs et à la jeunesse : « Il sera constitué une commission internationale, ayant pour but de faciliter aux travailleurs et à la jeunesse, la libre utilisation de leurs loisirs. Les différentes formes de loisirs doivent comprendre tous les aspects du développement physique, intellectuel et culturel... La Commission a pour but de coordonner et promouvoir les efforts des organisations internationales et nationales existantes... elle tend également à la constitution de nouvelles organisations... elle collabore à l'organisation de réunions internationales ».

S'intéressant plus spécialement à l'enfance, notons le Bureau International d'Education, à Genève, qui s'occupe principalement des problèmes concernant l'instruction, mais aussi subsidiairement de la question des loisirs. Son action se manifeste notamment par des études, des brochures et des réunions périodiques; convoquée par ses soins, la Cinquième conférence internationale de l'Instruction publique, à Genève en 1936, faisait remarquer dans sa « recommandation » n° 9, qu'il serait bon, que « l'éducation morale et artistique des enfants, comporte l'organisation de réunions et de fêtes qui doivent se continuer dans la post-école... que des locaux soient aménagés pour les activités éducatives scolaires ou post-scolaires ». C'est un des nombreux témoignages de son effort pour une éducation scolaire complète.

Citons encore l'Organisation internationale de Coopération intellectuelle, qui comprend :

Une Commission internationale permanente,

Une Section de Coopération intellectuelle, permanente, rattachée au Secrétariat de la S.D.N.

Un Institut international du Cinématographe éducatif à Rome, fondé en 1928, mais dont la suppression fut décidée, en décembre 1937, par le gouvernement italien.

Un Institut international de Coopération intellectuelle, à Paris, permanent, dont le but est de faciliter les progrès de l'organisation du travail intellectuel dans le monde; il s'intéresse particulièrement au problème des loisirs, et a fait paraître à ce sujet quelques études spécialisées, très au point, par exemple : *L'art populaire et les loisirs ouvriers*, *Le rôle intellectuel et éducatif de la Radio*, *L'entente des peuples par la jeunesse*, etc... Dépendant de cet institut, « le Comité d'entente des grandes Associations internationales qui s'intéressent à l'éducation de la jeunesse dans l'esprit de la paix », tient chaque année deux assemblées plénières.

De même des institutions temporaires, comme les Congrès, que nous avons cités jusqu'en 1936, ont lieu chaque

année; les Congrès de loisirs proprement dits se reproduisent avec cette périodicité, mais depuis celui de Hambourg, de 1936, il en existe un pour les pays à tendance totalitaire et un autre pour les pays à tendance démocratique; dès lors leurs résultats se trouvent quelque peu limités et entachés d'une certaine partialité. Celle-ci malheureusement n'est pas nouvelle et depuis longtemps les Congrès de loisirs dépendant du B.I.T. ne recevaient que les représentants d'organisations bien déterminées, qui ne pouvaient prétendre représenter leur pays tout entier. C'est pourquoi en 1938, comme en 1937, un Congrès eut lieu à Bruxelles et un autre à Rome. Les organisations de jeunesse pacifistes, eurent par ailleurs un « Congrès mondial de la Jeunesse » dans l'Etat de New-York du 18 au 25 août 1938, ayant pour objet principal d'étudier la situation économique et culturelle de la jeunesse. S'occupant plus spécialement de l'enfance, un « Congrès international de l'Enseignement primaire et de l'Education populaire » eut lieu également, à Paris en juillet 1937.

Il faut enfin noter dans le domaine international, les organismes de coordination de certaines grandes associations, comme « l'Association universelle pour l'éducation des adultes », à Londres, qui est neutre ou d'autres à tendance politique, comme l'Internationale d'éducation socialiste, ou l'Internationale des Syndicats rouges, ou d'autres encore à tendance confessionnelle, comme le Comité universel des Unions chrétiennes de jeunes gens. Ces centres de coordination étendent leur action sur tous les pays où leurs associations existent; ils ont parfois eux-mêmes des manifestations extérieures, comme des congrès. Le type même en est le Bureau international du scoutisme qui est chargé de veiller à la bonne continuation de cette méthode dans tous les pays et peut seul reconnaître officiellement les nouvelles associations; il organise tous les quatre ans des « jamborees » ou camps internationaux, où l'esprit d'entraide et d'amitié est vécu entre tous, infiniment plus qu'il n'a jamais pu l'être dans toutes les autres entreprises de rapprochement international.

D'une façon générale, on remarque que le problème des loisirs est placé depuis une quinzaine d'années au premier plan des améliorations sociales à obtenir dans tous les pays et tous les organismes s'adressant à un ensemble d'associations ou de pays cherchent à développer les résultats obtenus à ce sujet. Surtout, on peut noter avec intérêt, qu'encouragée tout d'abord au seul point de vue des travailleurs, cette question tend de plus en plus à être étudiée également au profit des jeunes, auprès de qui leur influence éducative est immense.

DEUXIEME PARTIE

Les réalisations en France

Nous avons entrepris au Titre I de poser le problème des loisirs, d'en noter les éléments et de le délimiter, pour en déterminer mieux la valeur. Cette valeur nous avons essayé de montrer comment divers pays l'avait jugée et à travers quelles institutions, afin de la placer dans le droit public, comme résultat à obtenir.

Il est maintenant possible de dire comment en France, en fait, le problème est résolu actuellement en 1938, comment l'Etat s'en est préoccupé; mais, comme dans notre pays les réalisations des initiatives privées englobent la presque totalité des loisirs de la jeunesse, organisés par des groupements sociaux quels qu'ils soient, nous commencerons par dresser le tableau de tous les groupements qui donnent aux enfants et aux adolescents les loisirs dont ils ont besoin; ensuite nous déterminerons le rôle de l'Etat devant cette organisation réelle.

TITRE I

LES INITIATIVES PRIVEES EN FRANCE

Nous voulons exposer ce que les jeunes trouvent en France pour leurs loisirs; plusieurs procédés sont possibles pour passer en revue les activités multiples qu'ils comportent.

Ou bien on peut considérer le loisir suivant le temps qu'on lui consacre, en examinant les activités qu'il permet chaque jour, chaque semaine les jeudis et dimanches, chaque année durant les vacances. Mais il n'y aurait alors aucun ordre logique.

Ou bien on peut tenir compte du bénéficiaire et de ce qu'il lui faut, paysan, ouvrier, écolier, etc.; mais la distinction des milieux serait tout à fait contraire à notre notion du loisir, élément essentiel de collaboration entre les classes sociales.

Ou bien plus logiquement on pourrait envisager successivement les différentes sortes de loisirs, et voir à quel point les groupements les emploient; ces distinctions auraient le mérite de permettre un plan clair et continu.

Cependant nous avons préféré ne pas prendre le loisir pour base, mais au contraire le chercher à travers les activités des associations s'adressant aux enfants et adolescents, afin de traiter davantage la question sur le plan du droit public : ce sera une étude des activités normales des associations de jeunesse et non pas un exposé pédagogique-littéraire sur les loisirs.

Toutefois pour la clarté, nous ferons un schéma des différents loisirs, après quoi nous parlerons des initiatives privées, en allant dans la mesure du possible des « mouvements » de jeunesse, aux œuvres et aux simples associations, des groupements permanents et complets à ceux qui ont des activités réduites et périodiques.

CLASSEMENT DES LOISIRS

Loisirs physiques et sportifs :

Sports :

- Bicyclette
- Natation
- Canotage
- Tennis — Ping-Pong
- Football
- Basket ball
- Hockey
- Marche
- Rugby
- Ski
- Pêche
- Tir
- Escrime
- Aviation populaire
- Education physique.

Loisirs de plein air :

Scoutisme
Auberges de la jeunesse
Camping
Camps et Colonies de vacances
Tourisme
Sorties et excursions
Jardinage et activités agricoles.

Loisirs et travaux pratiques :

Activités scoutes
Bricolage
Modelage
Découpage
Photographie
Jeux éducatifs
Service du prochain
Couture et travaux ménagers, pour les filles.

Loisirs intellectuels :

Lecture
Cercles d'études
Conférences
Cours postsecondaires
Formation religieuse
Formation civique.

Loisirs artistiques :

Visites de musées
Musique — Chant
Dessin
Théâtre — Cinéma — Radio
Danse et folklore
Feux de camp.

CHAPITRE I

ORGANISATIONS DEPENDANT DES FORCES MORALES ET POLITIQUES

SECTION I

ORGANISATIONS DE JEUNESSE A TENDANCES CONFESSIONNELLES

Parmi ces organisations nous étudierons plus spécialement celles qui sont dépendantes de l'Eglise catholique, qui sont de beaucoup les plus nombreuses et nous ne ferons que citer les autres.

Il faut tout d'abord noter que l'action de l'Eglise catholique dans le domaine des loisirs date des premiers temps de la Chrétienté et qu'elle ne s'est jamais éteinte : elle est donc la plus ancienne. Toujours l'Eglise s'est intéressée à l'éducation des jeunes, dont elle assurait l'instruction presque totale jusqu'en 1789 ; toujours elle a désiré des loisirs suffisants et sains pour les ouvriers, les em-

ployant elle-même souvent, comme nous le rappellent les « mystères » du Moyen-Age et autres manifestations communes. Jusqu'en 1925 environ elle a été la seule à organiser systématiquement les loisirs, qu'on n'a lancés que depuis peu de temps dans les organisations laïques. L'Action laïque, organe de la Confédération générale des Œuvres laïques, reconnaît « qu'il y a un siècle que l'Eglise catholique s'occupe des loisirs de l'enfance dans les patronages, et des adolescents dans les œuvres d'éducation physique, d'éducation artistique et intellectuelle alors qu'en face d'elle, les organisations démocratiques notamment s'en préoccupaient fort peu... Si en 1924, une statistique avait été dressée, elle aurait montré d'une part la prospérité des œuvres catholiques et d'autre part, la pauvreté des œuvres laïques » (1).

Aujourd'hui l'Eglise se présente comme la plus ancienne dispensatrice de loisirs; de plus, sachant évoluer suivant les modifications sociales, elle est le groupement autour duquel se centralise le plus grand nombre d'associations, avec le plus grand nombre de membres, dans les emplois les plus variés. Gardant toujours ses buts spirituels, elle n'a pas négligé de considérer l'importance humaine et sociale des loisirs des enfants et adolescents et s'est attachée à leur apporter toutes les activités temporelles qui les aident à se former, désirant au plus haut point « qu'on donne à leur jugement plus d'acuité, que le contact de la nature et de ses lois avive en eux le goût de l'équilibre et qu'une saine hygiène physique et morale les libère des influences déprimantes, où leur jeunesse perd sa fraîcheur et laisse s'épuiser sa force » (2).

L'Eglise s'attache à donner une éducation complète, éclairée par une éducation religieuse profonde. C'est ainsi que S.S. Pie XI pouvait dire à la jeunesse catholique de Rome : « Nous voulons résoudre tous les problèmes de la vie, nous voulons donc pour la jeunesse, une préparation,

(1) *L'action laïque*, juillet-août 1938, p. 145 et 146.

(2) *La Revue des Jeunes*, avril 1938.

religieuse d'abord, puis morale, intellectuelle, scientifique, sociale, comme adjuvant et complément du bien spirituel. »

Toutes les œuvres qui s'y rattachent font partie de ce qu'on a coutume d'appeler l'« Action catholique », et sont animées de la mystique catholique, la mystique pouvant être définie : « l'ensemble des idées-forces qui constituent l'âme d'un mouvement » (1); mais à côté de l'Action catholique qui poursuit toujours un but spirituel, « il y a d'autres organisations sociales d'inspiration catholique qui poursuivent un but immédiat d'ordre temporel » (1) (Syndicats chrétiens, Secrétariats sociaux, etc...)

« Action universelle et concordante de tous les laïcs catholiques, sans exclusion d'âge, de sexe, de condition sociale, de culture, de tendances nationales et politiques, ...action qui embrasse tout l'homme dans la vie privée, comme dans la vie publique » (2), l'Action catholique est une œuvre qui exalte la dignité de la personne humaine, contrairement à toutes les doctrines collectivistes, marxistes ou racistes qui la dépersonnalisent ; elle est basée sur la liberté individuelle.

Elle est organisée sur le plan local, dans la paroisse, pour la plupart de ses organes, le rôle de celle-ci étant de « susciter des besoins et développer des aptitudes dans le triple domaine de la vie corporelle, artistique et intellectuelle, par tous les moyens d'éducation en son pouvoir ; de discerner les entraîneurs capables de rayonnement et de création ; d'avoir une action d'ensemble dans la répartition des charges et la coordination » (3); cette organisation des loisirs sur le plan paroissial, est conforme à la plus authentique tradition chrétienne.

Elle est organisée sur le plan régional par des comités diocésains d'A.C., auxquels ont été adjoints récemment des

(1) *Les Œuvres et l'Action Catholique*, Paris. O. gé. O., 1936, p. 17 et 113.

(2) Lettre de S. S. Pie XI au Cardinal Bertram.

(3) *L'Union*, mai 1938, p. 15.

comités diocésains de loisirs, dont le rôle est d' « orienter les initiatives catholiques, de suggérer les activités qui paraissent nécessaires, d'organiser l'entr'aide entre les différents mouvements, de coordonner les emplois » (1). Quelques comités sont reconnus comme associations déclarées qui peuvent faire des actes juridiques (assurances, etc...) et développer plus aisément tous les loisirs récréatifs, familiaux ou éducatifs. (Plusieurs ont ainsi un circuit diocésain de gîtes d'étape).

A l'échelon national, elle comprend tous les conseils directeurs de ses différents organes, auxquels sont adjoints des centres d'information et d'éducation. Mais surtout l'Action catholique française possède depuis avril 1937 un Comité national des Loisirs, qui est le modèle en France des Centrales de Loisirs : son rôle initial était de centraliser les renseignements, de faire connaître les initiatives catholiques des diocèses, de faciliter les collaborations et d'orienter vers les organismes spécialisés. Son importance s'accroît progressivement et en dehors de ses efforts de coordination et d'orientation des différentes initiatives, il est devenu un organe essentiel d'aide, de conseils et de documentation dans tous les ordres d'idées.

Comprenant des représentants de toutes les grandes Œuvres et Mouvements d'A. C., il se compose essentiellement :

D'une commission permanente, composée du secrétaire général et des présidents des diverses sections de travail (divisées en commissions) qui sont les suivantes :

Loisirs au foyer (bricolage, jardins ouvriers, cercles de loisirs);

Arts collectifs et fêtes (chanson, théâtre, jeu dramatique, cinéma, radio, musique);

Education physique (éducation physique, jeux et sports, aviation populaire);

Culture personnelle (lectures, cours, conférences, visites dirigées, formation spirituelle);

(1) Conclusions du Congrès de Paray-le-Monial en avril 1938.

Tourisme (auberges de la jeunesse, colonies de vacances, camping, villégiatures) ;

Documentation et propagande.

Coordonnant les initiatives ou provoquant leur création dans toutes les branches de loisirs que nous avons énumérées, les diverses sections rassemblent leurs travaux au Secrétariat national qui les communique aux Services de loisirs des grandes œuvres, aux bureaux diocésains et aux secrétariats sociaux de France.

Le Comité publie un bulletin mensuel : *L'Union*.

A) L'ACTION CATHOLIQUE DE LA JEUNESSE FRANÇAISE

Passant maintenant aux mouvements de jeunes proprement dits, nous étudierons d'abord l'action de l'*Association catholique de la Jeunesse française* l'élément principal. Elle apparaît comme « la collaboration vivante et incarnée des milieux sociaux organisés..., et, grâce à ses mouvements spécialisés, peut apprendre aux jeunes des divers milieux, à découvrir les moyens de développer harmonieusement leur personnalité, que le seul travail risquerait de déformer » (1). Nous avons défini le loisir dans des termes semblables.

Fondée en 1886, l'A.C.J.F. « est une association de jeunes catholiques français, appartenant à toutes les classes sociales et qui se groupent pour travailler en commun et en pleine adhésion avec les enseignements de l'Eglise, au rétablissement de l'ordre social chrétien, par les moyens de la piété, de l'étude et de l'action » (2). Ayant toujours fondé son action sur la dignité de la personne humaine, elle a depuis longtemps reconnu la diversité des besoins de loisirs

(1) *Annales de la jeunesse catholique*, février 1937, Ch. Bosson.

(2) Cité par Pierre PICARD, *Action sociale de la jeunesse française après la guerre*, Paris. Domat Montchrestien, 1933, p. 77.

et se trouve ainsi en mesure de développer aujourd'hui leur organisation (1).

L'A.C.J.F. depuis 1927, n'est plus qu'un cadre de liaison, de collaboration entre les diverses associations qu'elle comprend. C'est le résultat d'un changement de méthodes, qui a paru nécessaire pour accroître le rayonnement de chaque élite dans les différents milieux sociaux, grâce à la spécialisation.

C'est ainsi que furent créées la Jeunesse ouvrière chrétienne (J.O.C.) en mai 1927, la Jeunesse étudiante chrétienne (J.E.C.) en 1929, la Jeunesse agricole chrétienne (J.A.C.) et la Jeunesse maritime chrétienne (J.M.C.) en 1930 et depuis, la Jeunesse indépendante chrétienne (J.I.C.) et la Jeunesse chrétienne de la Société (J.C.S.).

La Jeunesse Ouvrière Chrétienne (2)

La Jeunesse ouvrière chrétienne (J.O.C.), née en Belgique en juillet 1924, fit son apparition en France, à Clichy,

(1) Contrainte à cesser ses activités pendant la grande guerre, elle ne les reprend en fait qu'en 1920, mais en insistant beaucoup plus alors sur la formation morale, intellectuelle et sociale de ses membres, que sur l'emploi de leurs loisirs, comme elle le fait aujourd'hui. La cellule initiale était à cette époque, le groupe paroissial où se retrouvaient tous les étudiants ouvriers et ruraux dans le « groupe d'A. C. J. F. » (membres âgés de 15 à 30 ans) ; les plus jeunes (12 à 15 ans) constituaient les groupes d'avant-garde. Chaque groupe possède son bureau ; à l'échelon régional il existe une union diocésaine pour tous les membres, un conseil diocésain périodique constitué par des délégués des différents groupes et un comité diocésain, qui est permanent ; à l'échelon national existe un conseil fédéral annuel et un comité général nommé par lui. L'association a un organe mensuel : les « Annales de l'A. C. J. F. »

Si l'organisation générale reste la même aujourd'hui en gros à l'échelon national ou régional, à l'échelon local les groupes ont presque complètement disparu, pour faire place aux sections spécialisées de la J. O. C., J. E. C., etc...

(2) Bien que la J. O. C. soit une organisation complémentaire du milieu de travail, il nous a semblé indispensable d'en parler ici et non au chapitre II, parce que c'est avant tout un mouvement confessionnel, constitué de la même façon que les autres groupements d'A. C. J. F.

en octobre 1925. En juillet 1927, une fédération nationale était créée dans le but de remédier à la pauvreté de l'éducation ouvrière. « Grande école de vie pour la jeunesse salariée, la J.O.C. a un programme de formation intégrale pour ses militants d'abord, et par eux pour la masse des jeunes travailleurs » (1). Sa formation religieuse « tend surtout à incarner le christianisme dans la vie quotidienne des jeunes travailleurs » (2). C'est aussi une formation intellectuelle et esthétique que la J.O.C. apporte; formation morale, « elle éveille en eux le besoin de sincérité, elle leur apprend le dévouement et l'esprit de sacrifice; elle les conduit vers les jouissances saines, honnêtes et dignes » (3). Enfin elle favorise l'éducation sentimentale, la formation civique et la formation sociale pour une plus grande dignité du travailleur et attache une importance particulière à la formation professionnelle. Sa tâche d'éducation générale lui fait prendre parti dans tout ce qui touche aux loisirs; elle ne craint pas de montrer à ses membres la pauvreté des délassements intellectuels, qu'on met à leur portée et la bassesse de tant de films troublants, de tant de bals et dancings; elle veut leur faire « retrouver une âme... C'est avant tout une tâche d'éducation, une œuvre de renouvellement spirituel, intellectuel, moral, tout autant que matériel, une classe ouvrière nouvelle par une jeunesse ouvrière nouvelle » (4).

(1) *La J. O. C. — 10 ans d'Action Jociste*, p. 15. Librairie de la Jeunesse Ouvrière.

Dans la J. O. C., l'action pour améliorer le milieu de travail, l'action pour l'éducation générale, l'action pour les loisirs, se tiennent et il est impossible de les envisager séparément. La première a pour but essentiel de relever la pauvreté coutumière des usines et met en garde contre elle tous ses adhérents. « Enrôlant le jeune ouvrier dans une vaste organisation adaptée à ses besoins et dirigée par des camarades jeunes travailleurs comme lui, la J. O. C. lui apprend à réagir contre le milieu mauvais et à imposer son idéal chrétien de fierté ouvrière, de joie au travail, de conscience professionnelle, de pureté et de respect de la jeune fille, de justice dans le salaire et de la collaboration des classes sociales », (*10 ans d'Action Jociste*, p. 13).

(2) *10 ans d'Action Jociste*, op. cit., p. 16.

(3) Id., p. 18.

(4) Id., p. 8.

La J.O.C. comprend à la base une section locale composée des dirigeants, des militants et des adhérents (1); correspondant à ces catégories, sont organisées des réunions de dirigeants et des réunions de militants : celles-ci prennent le plus souvent la forme de cercles d'études, où chacun intervient personnellement, la J.O.C. étant une « école où les jeunes se forment entre eux, par eux et pour eux » (2); ces réunions sont hebdomadaires et on y discute le plus souvent des enquêtes posées par le conseil national, dont chaque section fait un résumé, les divers résumés étant fondus dans une « situation générale »; utilisant trois procédés successifs, « voir, juger, agir », la discussion apporte toujours des réponses précises et des exemples réellement vécus et concrets. Quant aux réunions des militants et sympathisants réunis, elles sont mensuelles et s'appellent « assemblées générales » : celles-ci sont des

(1) Les dirigeants, élus chaque année par l'assemblée générale, constituent le comité local; les militants, c'est-à-dire tous ceux qui désirent prendre une part active au mouvement, forment l'élément essentiel de la section; les adhérents, sont tous des sympathisants, plus ou moins attachés à la section.

Les sections sont rassemblées dans des fédérations régionales, possédant un conseil fédéral, composé des délégués des sections et un comité fédéral élu par le conseil pour un an. Il existe en outre des journées d'études trimestrielles pour les militants et divers services (orientation, placement, etc...)

De même la fédération nationale comprend un conseil national, composé des délégués des conseils fédéraux et un comité national, organe exécutif du conseil. Un secrétariat général se charge de l'administration, de la documentation, des enquêtes et de l'organisation générale; il possède entre autres un service des loisirs.

Les manifestations collectives sont des semaines d'études, qui tendent à intensifier l'effort éducatif en donnant le sens social; des soirées artistiques et des excursions y sont toujours prévues. Il faut citer aussi les Congrès Nationaux pour résumer l'action générale et réunir tous les adhérents dans une atmosphère d'union et d'enthousiasme.

Les organes de la fédération qui provoquent l'action d'ensemble sont : la « Jeunesse Ouvrière » pour tous les jeunes travailleurs, « l'Équipe Ouvrière » pour les dirigeants et « Mon Avenir » pour les écoliers futurs travailleurs.

(2) *La Jeunesse Ouvrière*, Printemps 1933, numéro spécial, p. 4.

réunions d'études et d'informations et des séances récréatives, elles comprennent des chants et des jeux et peuvent comporter des excursions ou des visites.

Les membres de la J.O.C. ont de 14 à 25 ans en moyenne; ils entrent alors qu'ils se mettent à la vie de travail et quittent la section au moment de leur mariage, aussi bien les garçons que les jeunes filles, pour lesquelles l'organisation de la Jeunesse ouvrière chrétienne féminine est semblable et parallèle à celle de la J.O.C. En 1933, on comptait 500 sections et 10.000 jocistes, en 1938 il y en a 120.000, répartis dans 86 fédérations et 1.234 sections reconnues. Mais il faut noter à côté de la J.O.C. l'existence de la Pré-J.O.C. qui est un mouvement préparatoire à celle-ci, qui vit à côté d'elle, et est organisée par elle en faveur des enfants de 11 à 14 ans, qui encore à l'école sont destinés à devenir bientôt des travailleurs.

Créée en 1930 la Pré-J.O.C. est organisée en sections subdivisées en équipes. La section dirigée par l'aumônier et un jociste délégué, a les activités suivantes :

Des réunions qui sont générales (une fois par mois au moins avec tous les pré-jocistes de la section), de responsables (pour les pré-jocistes qui ont une responsabilité à la section), ou familiales; des visites d'usines, de musées, d'expositions, etc..; des sorties; des séances de jeux et des fêtes; des exercices de bricolage; des travaux d'équipe.

La section est divisée en équipes de 5 à 10 écoliers, qui forment une unité de base et ont leur vie, leurs activités, leurs responsabilités propres; celles-ci peuvent obtenir des « certificats d'aptitudes » (préparation au travail, prévention des accidents, théâtre et musique, bricolage, etc...)

Devant préparer les écoliers à la vie de travail, le service pré-jociste comprend : une préparation professionnelle, consistant dans l'étude de différents métiers de la région et des questions ayant trait à la vie du jeune travailleur, et jouant le rôle d'orientation professionnelle; ensuite une préparation morale, dans le but de donner la véritable notion du travail et de la conscience professionnelle, et cela

dès l'âge scolaire, durant lequel les jeunes pourront déjà faire rayonner l'action jociste parmi leurs camarades (1).

Il faut noter l'institution depuis 1933 de « communautés préjocistes », petites sociétés ouvrières qui, durant 10 à 15 jours placent des garçons de 12 à 14 ans dans une atmosphère très proche de celle du travail, leur donnant profondément le sens social dans les différentes équipes de métiers, qui votent la « loi de la communauté » ; 25 furent organisées en 1938 et leur progression doit être rapide (2).

En résumé, la pré-J.O.C. a pour but d'utiliser les loisirs des jeunes écoliers, en leur donnant de la façon la plus pratique qu'il se peut (bricolages, visites d'usines, etc...) la formation qui leur permettra d'être prêts à aborder leur vie d'ouvrier à 15 ans et en les dirigeant même le plus souvent sur les différents métiers en accord avec les Offices d'orientation.

Quant à la J.O.C. son action en faveur des loisirs se manifeste indirectement, par des campagnes (« pour la conquête de l'air pur et des loisirs sains », etc...), des enquêtes menées dans tous les cercles d'études de militants, une action permanente des périodiques fédéraux, qui dès avant 1936, montrant la pauvreté des moyens à la portée de tous, demandaient « que dans toute sa vie le jeune salarié puisse se développer, s'éduquer spirituellement, moralement, socialement, professionnellement ». Cet effort indirect s'extériorise dans une documentation pratique abondante et par exemple par les trois « manuels des loisirs » sur « les loisirs et le corps », les « loisirs artistiques » et « les loisirs et la culture » (3), qui traitent le sujet d'une façon vivante en vue d'applications réelles et individuelles et pour la formation d'un sens jociste des loisirs. Le pre-

(1) D'après les deux brochures:

Le guide du pré-jociste.

Le guide du responsable pré-jociste.

(2) D'après *l'Union*, juin 1938, p. 7.

(3) Cf. Librairie de la Jeunesse Ouvrière, Paris 1938.

mier manuel par exemple insiste sur le but de la J.O.C. de « donner tout un arsenal de moyens pour distraire et surtout pour former ses membres dans et par les loisirs » (1); il considère le loisir comme une libération, qui permettra de mieux réaliser un harmonieux équilibre, qui formera « une grande âme dans un corps vigoureux »; il le considère encore comme une découverte, de la nature, de la culture, en vue d'un « ordre de vie belle et joyeuse, fraîche et jeune à reconquérir » (2); il voit également dans le loisir une bonne occasion de service vis-à-vis des autres. Il traite enfin de toutes les questions pratiques concernant la santé, le sport, les camps, excursions, promenades, etc., etc... Les deux autres manuels, également théoriques et pratiques envisagent la formation du goût et de la culture personnelle par les loisirs et leurs applications dans la famille et la classe ouvrière.

La J.O.C. s'est avant tout rendue compte du danger des acquisitions sociales de la classe ouvrière et de ses nombreux moments de loisirs, qui mal employés, risquent au lieu de la grandir, « de l'enfoncer dans le matérialisme, dans l'indifférence de la beauté » (3). Elle y voit deux causes principales; le manque d'éducation, qui ne lui permet pas de profiter d'avantages, dont on a omis de lui faire connaître l'importance et le juste emploi et qui la conduit à rechercher « le maximum de satisfaction matérielle avec le minimum d'efforts » (3); et d'autre part la pauvreté des organisations de loisirs dont les fins sont trop souvent politiques ou financières.

Dans le cadre de la J.O.C., les jeunes ouvriers trouveront donc, une formation qui les portera à jouir d'une façon enrichissante de leurs moments de détente, en même temps que des réalisations pratiques, qui constituent l'action directe en faveur des loisirs. Les revues donnent des exemples concrets; les sections possèdent des services de

(1) *Les loisirs et le corps*, p. 13, op. cit.

(2) Id., p. 12.

(3) *L'Union*, juin 1938. La J. O. C. en face du problème des loisirs, p. 31.

loisirs, de même que les groupements régionaux qui documentent leurs membres. Surtout, les sections ont des permanences de jeux, organisent des sorties plusieurs fois par mois, ou des visites de musées, ou des soirées passées en commun au théâtre, etc., etc...; elles dirigent leurs membres durant la belle saison sur l'un des 30 camps de vacances de la fédération, etc... Toutes les activités de la section sont des emplois des loisirs, dans le sens où nous les avons définis; c'est le cas des cercles d'études surtout, mais aussi de l'aide aux chômeurs et aux malades, des arrangements de taudis, des préparations de fêtes jocistes, etc., etc...

Par l'éducation générale qu'elle procure aux jeunes ouvriers, et particulièrement par l'emploi des loisirs qu'elle a sainement organisés, la J.O.C. fait une admirable action sociale, bien que peut-être un peu trop exclusivement action de la classe ouvrière, sur elle-même et par elle-même; elle « forme une jeunesse ouvrière belle et ardente, pleine de dignité, fière de sa condition » (1), qui est une puissante dénégation du reproche d'engourdissement et de sommeil, adressé parfois aux groupements catholiques. La seule organisation qui atteint le même milieu et s'occupe de tous les loisirs, la fédération des jeunesses communistes, malgré ses efforts considérables, doit avouer qu'elle n'a pu égaler la J.O.C. « qui se développe énormément depuis 1927, et qui est aussi forte que nous — dit-elle —. Elle le doit en grande partie à un ensemble de dirigeants adultes extrêmement solides » (2). C'est ce qui assure sa continuité.

La Jeunesse Etudiante Chrétienne

La Jeunesse étudiante chrétienne (J.E.C. et J.E.C.F.), créée en 1929, est destinée à tous ceux qui après 14 ans continuent leurs études, dans tous les collèges, lycées, écoles

(1) Pierre PICARD, *Op. Cit.*, p. 110.

(2) *Notre Jeunesse*, 15 mars 1938.

primaires supérieures, universités, etc... Son organisation administrative est parallèle à celle de la J.O.C.; ici encore la base est la section divisée en équipes et les réunions sont destinées aux chefs d'équipes, aux équipes ou aux sections, l'objet principal de ces dernières étant le cercle d'études, où se forgent des personnalités belles et fortes, par l'éducation de l'intelligence, de la volonté, de la générosité, et du cœur; la formation religieuse, morale, pour combattre le laisser-aller coutumier des secondaires, et sociale (vie du groupe, campagnes, études sociales élémentaires, entr'aide scolaire, visites des malades et des pauvres), est très importante et vise avant tout à former le jugement. Pour compléter une éducation trop intellectuelle et religieuse, qui n'est pas assez une compensation du travail scolaire, mais plutôt un complément, il existe de plus en plus des réunions de détente, de jeux, chants, des promenades, des visites de musées, des représentations artistiques, etc... Mais c'est durant les vacances surtout que la J.E.C. a pris position pour l'emploi des loisirs depuis quelques années, par l'organisation de camps, de centres de militants, et d'équipes de vacances.

C'est en effet durant les vacances, que les jeunes étudiants de 14 à 20 ans auront réellement des loisirs et se feront une personnalité, en les employant bien ou mal. L'action de la J.E.C. se manifeste indirectement d'abord par les mots d'ordre et campagnes de ses revues; *Messages*, pour les militants, *L'appel de la J.E.C.* pour tous les jeunes de l'enseignement secondaire, *Jeunes équipes* pour ceux des écoles primaires supérieures, qui préconisent des « vacances saines, riches, joyeuses et pour tous conquérantes » (1), des vacances enrichissantes.

Un carnet de vacances, est remis chaque année aux adhérents de la J.E.C. qui y trouvent des consignes, des renseignements, mais surtout la manifestation d'un esprit joyeux et dynamique qui est susceptible de les encourager

(1) *Messages*, juin 1937, page 5.

et les incite à rentrer dans l'atmosphère la plus propice à une réaction profitable, en face du gavage intellectuel de l'année scolaire, leur disant par exemple : « Fais prendre une bonne purge d'air et de soleil à ton intelligence; débarrasse-la des « laïus », du tout-fait, des idées reçues. Te voilà en plein dans le vrai, en plein dans la nature et la vie. C'est maintenant que tu vas savoir ce que valent tes idées; tu les a apprises; tu vas les réinventer... Sois quelqu'un qui se pose beaucoup de questions, sur beaucoup de choses... Sors de ta tranquillité apathique, inquiète-toi » (1). Cette vie de vacances n'est nullement retenue dans des cadres étroits et scrupuleux, mais doit donner l'occasion du contact avec la nature, d'un grand besoin de plein air et d'effort physique, d'un contact réel avec le paysan ou l'ouvrier, la J.E.C. étant particulièrement ouverte à la collaboration entre tous et disant :

« Salut à la classe ouvrière et salut à vous paysans.

« Tous les travailleurs sont nos frères en l'unité d'un même sang. » (2).

D'une façon pratique la J.E.C. organise des camps de vacances, où chacun mène une vie chrétienne et complète; elle organise également chaque année 35 à 40 « centres de militants » pour ses 900 sections affiliées ou en formation, et ses 7.000 militants (2), où chacun prend part à la vie d'une section modèle, durant une huitaine de jours; ces communautés chrétiennes sont à la fois des cadres de réunions d'études et des groupements où les loisirs sont employés judicieusement et avec la plus grande variété. Mais surtout la J.E.C. provoque la création « d'équipes de vacances » dans tous les endroits où il y a assez de jeunes pour en former, en collaboration avec les autres groupements d'Action catholique; on y fera des sports, des jeux, des chants, des excursions, des camps, des visites, du brico-

(1) *Vacances. Carnet de route*, 1938, p. 12.

(2) Chant de la J. E. C.

(3) Sans compter les 25.000 sympathisants

lage, des cercles d'études, des veillées avec les habitants des villages, etc...; souvent même l'équipe aura son foyer et s'occupera des loisirs de tous les jeunes du pays (1). « Dans l'âme de tous, il y a un grand désir de santé et de pureté, tout à la fois, précieux trésor d'une adolescence capable d'enthousiasme et de dégoût » (2) et c'est ce désir que les équipes font fructifier.

C'est ainsi que pendant l'année, d'une façon surtout théorique et pendant les vacances d'une façon pratique principalement, la J.E.C. s'occupe de l'organisation des loisirs de ses membres, afin qu'ils soient sains, éducatifs et enrichissants dans tous les domaines; c'est ainsi qu'elle veut donner aux jeunes garçons « la mystique de la santé et de la vie équilibrée, afin qu'ils aient envie de devenir... des hommes sains, vigoureux, équilibrés, capables de jouer le grand jeu de la vie » (3).

Mais la J.E.C. ne prenant les jeunes qu'à 14 ans il a paru utile de s'adresser également, à ceux qui n'ont pas encore cet âge; c'est pourquoi on créa les « Cadets de la J.E.C. » dont les sections « groupent les jeunes écoliers, âgés de 11 ans au moins et destinés à continuer leurs études » (4). Si le but de l'éducation qui leur est donnée, est semblable à celui de la J.E.C., en fait les activités des cadets sont beaucoup plus vivantes et appropriées à leur âge et se rapprochent un peu plus des méthodes scoutes, avec un effort d'action sociale systématisé; la formation sera donc plus étendue dans ses éléments que celle de la J.E.C., aura davantage pour but, une éducation complète et en pleine vie. La section, élément de base est subdivisée en équipes de classes ou d'école, dirigées par un chef élu; elle est la vraie communauté chrétienne et a pour but une

(1) *Messages*, juin 1937, p. 7 et *Appel de la J. E. C.*, juin-juillet 1937.

(2) *Agenda scolaire*, 1928, p. 5.

(3) *Les Cadets de la J. E. C.*, Paris. Spes 1937, p. 70.

(4) *Id.*, p. 15.

éducation et une action profondément chrétiennes; « elle signifie une puissante mystique, mystique de la bande, chargée d'une mission difficile, mais enthousiaste : la conquête des copains » (1).

La Jeunesse Maritime Chrétienne

Parmi les milieux spécialisés, celui qui est constitué par tous ceux qui se destinent à la marine, dès la sortie de l'école, a aussi son Mouvement propre, avec la « Jeunesse Maritime Chrétienne » (J.M.C.) fondée en 1930, mouvement « qui tire les jeunes de l'isolement et de l'abandon, qui les aide à se former, à se défendre et à se protéger..., qui contribue à créer tous les services nécessaires à l'éducation, à la défense, à la sauvegarde des jeunes marins » (2). D'une organisation semblable à celle des fédérations que nous avons déjà étudiées, celle-ci cherche aussi à former un milieu par lui-même, à réaliser « l'apostolat du marin par le marin ». Les différents services de la J.M.C. comprennent notamment : La préparation des jeunes au travail, l'orientation professionnelle parmi les différents métiers maritimes, le placement, le parrainage de jeunes mousses à bord, l'épargne, le service des lectures, le service des loisirs, etc...

Ici encore il existe une Pré-J.M.C. pour les jeunes qui partiront en mer ou dans une école maritime, un ou deux ans plus tard et sont encore à l'école.

La Jeunesse Agricole Chrétienne

Citons encore la Jeunesse agricole chrétienne (J.A.C.) qui s'adresse aux jeunes paysans dans les mêmes condi-

(1) *Les Cadets de la J. E. C., op. cit.*, p. 25.

(2) *J. M. C. en route*, Editions de la J. M. C.

Cf. les revues : « *La Jeunesse Maritime* », pour tous, « *En Route* », pour les entraîneurs.

tions que les autres associations, en tenant compte toutefois des conditions particulières du milieu qu'elle atteint et notamment de son éparpillement et de sa méfiance naturelle pour tout groupement; sinon les principes d'organisation sont les mêmes : « ...c'est, appliquées au milieu agricole, la même action sociale d'une élite conquérante, la même organisation avec ses sections locales, ses fédérations régionales et son conseil national » (1). Les adhérents, tous des ruraux, ont de 12 ans à 25 ans et il y a parmi eux, des dirigeants, des militants et des adhérents (2); pour ceux qui, plus jeunes ne sont encore que des candidats éventuels à la J.A.C., est organisée la Pré-J.A.C.

La formation des jeunes pour compléter les connaissances insuffisantes de ces paysans, est surtout intellectuelle et professionnelle; des cours d'enseignement agricole par correspondance, des semaines rurales, des semaines d'artisanat rural, etc... et avant tout les cercles d'études, poursuivent ce but. Mais en outre pour compenser les déficiences habituelles des ruraux au point de vue des distractions qu'ils s'accordent, un effort systématisé est fait dans le domaine des loisirs; et ceci pour les jeunes eux-mêmes dans la section, mais également par eux, dans les villages où ils auront à retrouver le sens des loisirs sains et enrichissants, des loisirs chrétiens et familiaux, à travers toutes les manifestations courantes de la vie commune (veillées, noces, banquets, fêtes, danses, etc...). Chacune de ces réunions « doit être une réunion de famille organisée par les jeunes, plutôt qu'une réunion de jeunes proprement dite » (3), tout le village ne constituant en somme qu'une grande famille. Ainsi, à travers la trame de ces réjouissances successives, un esprit meilleur naîtra et on rendra « les cani-

(1) Pierre PICARD, *Op. Cit.*

(2) On compte 25.000 militants et 35.000 adhérents environ.

(3) *La joie au village*, I. - Noces, danses, veillées, p. 13.

Cf. également : « *Le militant jociste* », pour les militants. « *La jeunesse agricole* », pour les adhérents. « *Mon village* », pour la masse.

pagnes plus belles et plus gaies, en y organisant les loisirs et en y installant le règne de l'amitié » (1).

Citons encore l'existence de la Jeunesse indépendante chrétienne (J.I.C.) qui s'adresse à tous ceux qui ne rentrent pas directement dans un milieu bien déterminé, notamment à ceux des professions libérales, industrielles, artisanales, commerciales. Plus difficile à organiser, elle agit surtout indirectement; son action dans le domaine des loisirs n'en est que plus importante et persuasive vis-à-vis des jeunes qui doivent savoir se distraire sagement et judicieusement (1).

Bien que cette étude ait traité presque uniquement des moyens qui sont à la portée des jeunes hommes, il n'en est pas moins vrai que des organisations parallèles et d'une importance égale existent pour les jeunes filles, J.O.C.F., J.E.C.F., J.A.C.F., qui font partie à la sortie de celles-ci de la « Ligue féminine d'Action catholique française » où se complète leur formation. Pour celles que ces Mouvements n'atteignent pas, existe l'organisation des jeunes filles catholiques de la société, J.C.S., en faveur desquelles « on s'est préoccupé de rendre les loisirs formateurs et enrichissants par l'organisation d'équipes (tennis, art, musique), de camps (camp de formation de militantes à Lucerne), de promenades ou pèlerinages, de conférences ouvertes à tous les amis des J.C.S., d'apparence profane, mais poursuivant un but de formation chrétienne et sociale » (2).

L'A.C.J.F. s'adresse donc à tous les jeunes, qu'elle forme dans leur milieu même, accroissant leur valeur sociale et humaine par une éducation profondément chrétienne, qui leur donne principalement le sens de la personnalité et de la dignité dans toute leur vie et particulièrement à propos de tous leurs loisirs.

(1) Cf. *Jeunesse* (revue mensuelle).

(2) *L'Union*, juin 1938.

B) LES DIVERS GROUPEMENTS D'ACTION CATHOLIQUE

L'Action catholique compte de nombreux groupements en dehors de l'A.C.J.F., les uns dépendant des paroisses et autonomes, les autres au contraire se rattachant à une association ; c'est ainsi que nous étudierons successivement le cas des patronages, puis celui des fédérations sportives et de l'Association nationale des Scouts de France.

Les patronages

Les patronages catholiques, répandus sur tout le territoire, forment un des éléments principaux de la plupart des paroisses ; s'adressant à la masse des jeunes de 8 à 25 ans, auxquels ils fournissent une éducation religieuse, morale, intellectuelle et physique, ils emploient une infinité de moyens suivant leurs possibilités, l'ensemble concourant à former « ce loisir-compensation », que nous avons défini. Ces activités tiennent compte du besoin d'un idéal moral sans lequel on bâtit sur le sable, elles apportent un enrichissement intellectuel grâce aux conférences, films, bibliothèques, cours aux jeunes ouvriers et apprentis, etc., elles forment un sens artistique, elles aident au développement physique et procurent une détente saine et joyeuse par les nombreux jeux qu'elles permettent. « Le patronage... œuvre d'éducation pour la masse, tend à développer chez l'enfant dans une atmosphère chrétienne, les vertus naturelles et surnaturelles. Œuvre de formation à la fois individuelle et collective, il arrive même à dégager une élite de petites âmes généreuses » (1).

S'adaptant à tous les milieux, à ses possibilités, aux conditions locales, cette éducation populaire complète, s'adresse à un très grand nombre de jeunes qu'il est très

(1) *Les Œuvres et l'Action Catholique*, Paris, O. g. O., 1936, p. 16.

difficile de dénombrer (environ 12.000 patronages et 800.000 garçons) et elle emploie avec eux toutes les méthodes qui peuvent sembler les meilleures, sans systématisation; « le patronage d'écoliers doit être assez souple, assez ouvert, assez peu exigeant, pour que tous les garçons puissent en faire partie » (1). Cependant le patronage suit les évolutions nouvelles qui cherchent à améliorer ces méthodes; de plus en plus il s'efforce de réaliser la formation du garçon par le garçon dans des équipes constituées et il cherche à « éduquer l'enfant en s'adressant le plus possible à son esprit d'initiative et à sa responsabilité » (1). Il tend ainsi à être un véritable Mouvement de jeunesse, dont les membres sont pourvus d'une unité organique, d'un but identique et d'une vie semblable.

C'est dans ce but que, sans abandonner les principes du patronage, afin de se plier dans de meilleures conditions, à la psychologie du garçon en créant une méthode mieux déterminée et nettement fixée, l'Action catholique a créé les « Cœurs vaillants » (2), mouvement s'adressant aux écoliers qui doit les acheminer normalement à une des branches spécialisées de l'A.C.J.F. (la J.O.C., la J.E.C., etc...) Prenant ses membres parmi les jeunes du patronage, qui continue à exister de la même façon, cette organisation fait faire aux jeunes l'apprentissage de la « vie d'équipe orientée vers la conquête » en lui communiquant un enrichissant optimisme chrétien (3).

Contredisant une fois de plus le reproche de formation austère et ennuyeuse de l'éducation chrétienne, ce mouvement veut susciter les réactions chrétiennes « en pleine vie et en plein jeu ». Il poursuit cet effort, d'abord par son illustré « Cœurs vaillants », ne doutant pas de pouvoir susciter « l'élan du cœur, la vaillance joyeuse, l'énergie

(1) *La méthode active au patronage d'écoliers*, Paris, O. gé. O., p. 9 et 52.

(2) D'après : « *Le mouvement Cœurs Vaillants* », O. gé. O., Paris.

(3) Pour les filles, existe le mouvement parallèle des « *Ames Vaillantes* ».

optimiste ». Le Cœur vaillant, « jeune chrétien de France, au cœur pur, au cœur joyeux, au cœur généreux », a une loi, une devise, un insigne, un cri, etc... Il s'agit donc d'un vrai mouvement de jeunesse, organisé pour tous les écoliers de 8 à 15 ans environ, qui ne néglige pas les moyens d'action individuelle, bien qu'employant de préférence ceux d'action collective; généralement il s'adapte à la vie des patronages, où il fait entrer « la méthode active »; il ne faut pas perdre de vue qu'il dépend du patronage et que ses méthodes peuvent varier de l'un à l'autre; ce Mouvement est une tendance, beaucoup plus qu'une organisation systématisée.

Les activités cherchant avant tout à donner les habitudes d'une vie profondément chrétienne, ont toute la variété nécessaire à une éducation morale, intellectuelle et physique. Il n'existe pas à proprement parler d'uniforme, les Cœurs vaillants n'étant astreints qu'à un insigne au béret, toutefois beaucoup ont également un foulard distinctif. Comme dans tout groupe de jeunes organisé suivant les méthodes actives, des cérémonies spéciales marquent l'entrée, la promesse et la remise des croix « d'ascension personnelle »; chaque équipe a son chef, sa vie propre, ses signes distinctifs, sa devise, son patron, ses chants, ses spécialités, ses réunions, son livre d'or (1).

Le mouvement Cœurs vaillants est un essai de systématisation de la méthode des patronages, afin que les enfants se sentent membres d'une véritable association de

(1) Les enfants sont divisés en « légions » subdivisées ou non en équipes, où ils sont admis comme « aspirants », sans qu'on exige d'eux un mérite spécial; dans chaque section d'âge, un insigne distinctif est le témoin des progrès personnels de chacun. Ces sections d'âges qui permettent l'emploi de la méthode active sont celles des « Cœurs d'Or » pour les enfants de moins de 12 ans, des « Ardents » ensuite, parmi lesquels au bout de deux ans environ, pourront être choisis les « Entraîneurs », capables de remplir déjà certaines fonctions dans l'Action Catholique. Il existe en outre pour ceux de 8 à 9 ans des sections d'« Aiglons ». L'ensemble des légions forme un « groupe » qui est placé sous l'autorité d'un « Chef de Chrétienté ».

jeunes; s'il tend à s'accroître de plus en plus, il ne remplace nullement les patronages proprement dits dont chaque groupe fait partie, pour le compléter mais non pour le remplacer; le patronage restera toujours pour l'enfant la base, l'endroit où il trouvera tous les jeux qu'il aime, et où « il fera la découverte la plus fondamentale de sa vie : la vie chrétienne dans un cadre chrétien. C'est à l'occasion de jeux, c'est par les jeux, ou plutôt c'est sous forme d'un grand jeu, que se présentera à lui au patronage, le fait chrétien » (1).

Enfin, notons qu'au patronage il y a souvent interpénétration des différents Mouvements d'Action catholique, qui y ont souvent leur siège (A.C.J.F. — Scouts — Sections sportives) et peuvent être amenés à prendre part à ses activités propres. Notons surtout que la plupart des patronages organisent pendant la belle saison, des colonies de vacances où se pratiquent à plein leurs méthodes durant 15 jours ou 3 semaines, de la façon la plus profitable.

La Fédération gymnastique et sportive des patronages de France

L'effort de l'Action catholique pour l'amélioration des conditions physiques des jeunes, se manifeste principalement par les activités de la « Fédération gymnastique et sportive des Patronages de France (F.G.S.P.F.) qui groupe, dans 73 Unions régionales, 3.500 sociétés groupant 550.000 jeunes. Elle s'efforce dans le cadre des patronages et compte tenu de ses buts généraux, de former profondément au point de vue de son équilibre physique, toute la jeunesse : « Ce sera l'honneur de la F.G.S.P.F. et de son fondateur, en plaçant l'éducation physique dans le cadre de l'éducation intégrale, de ne pas s'être moins préoccupée des forces morales de la jeunesse que de ses forces physiques » (2). Cette fédération permet le développement

(1) *La méthode active au patronage*, Op. Cit., p. 40.

(2) *L'Epoque*, 9 juillet 1937. François HÉBRARD.

harmonieux dans toutes les paroisses de France, de jeunes plus endurants, vigoureux et énergiques, qui ne sont pas gâtés par les excès des sports de spécialisation; de 10 à 16 ans, ils sont des « pupilles », ensuite des « juniors » ou des « adultes », ces derniers pouvant garder le contact après leur service militaire. S'occupant de sport, éducation physique, gymnastique, préparation militaire et musique, la F.G.S.P.F. a donné une preuve de sa valeur par les 125.000 brevets sportifs populaires qu'elle a fait passer en 1937, alors que toutes les autres sociétés de France réunies n'atteignaient pas ce nombre (Fédération Sportive du Travail : 15.000, Ligue de l'Enseignement : 50.000). D'autres concours ou compétitions, ainsi que des cours et des journées de cadres, sont organisées par les Unions régionales (1).

Signalons qu'il existe pour les jeunes filles une Fédération des Patronages féminins et une Fédération nationale sportive féminine depuis septembre 1937, qui fait pendant à la F.G.S.P.F.

L'Association nationale des Scouts de France

Les Scouts de France, dont l'Association comprend trois fois plus de membres que l'ensemble des deux autres associations françaises de scoutisme, n'existent que depuis 1920, mais ils prirent rapidement un élan remarquable. Réalisant l'idée essentielle de l'Action catholique, qui est l'apostolat des laïcs par les laïcs, sous la tutelle des pouvoirs ecclésiastiques (2), les S.D.F. constituent le groupement catholique le plus complet, où la formation morale et religieuse est solidement établie sur une formation pratique, ce qui donne un système vigoureux et cohérent et explique les larges succès obtenus.

Sans qu'il soit nécessaire de parler des éléments de la

(1) Cf. Revue : « *Les Jeunes* ».

(2) Cf. Lettre « *Quae nobis* » du 13 novembre 1928.

méthode, qui sont tous ceux d'un scoutisme « Baden-Powell » 100 %, signalons qu'à côté des louveteaux et des scouts, les S.D.F. ont le mérite de posséder une branche de « routiers », pour les aînés, qui est un modèle de réalisation, tous les efforts faits à ce sujet étant encore à l'essai dans tous les pays; c'est l'aboutissement normal de la méthode scout que des jeunes gens de plus de 17 ans font leur et vivent pleinement de leur propre volonté. Cette synthèse des résultats à obtenir par le scoutisme vise à créer un « garçon fort et vigoureux... un véritable homme de plein air..., aussi bien qu'un habile homme d'intérieur... capable de rendre service; ...une valeur professionnelle, un homme observateur et réfléchi, animé par un christianisme sincère et marqué d'un tempérament scout » (1).

Les procédés de l'Association sont tous une mise en pratique du scoutisme de « Baden-Powell », et lui restent depuis 15 ans strictement fidèles, rejetant toutes les adaptations; seuls la tournure d'esprit, le dynamisme, l'ardent esprit chrétien, l'effort de pensée et de renouvellement toujours en éveil, donnent aux Scouts de France une mystique et des caractères propres, ainsi qu'une clarté et une précision bien françaises.

Comprenant aujourd'hui 70.000 membres, les Scouts de France sont dispersés grâce à un habile système de décentralisation, sans que l'unification très solide à la base, y perde de son importance; c'est pourquoi ils se présentent sous l'aspect d'une unité exceptionnelle chez les jeunes. De plus, leur formation religieuse alliée à une formation pratique, leur donne une physionomie profondément chevaleresque et pleine de rayonnement et d'enthousiasme.

Dirigée depuis la troupe jusqu'au quartier général par des prêtres et des laïques à chaque échelon, qui collaborent et ne font qu'un, l'Association est en outre reliée à l'Action catholique, cadre de ses contacts avec les autres œuvres,

(1) *La Route*, mars 1938, p. 92.

qu'elle aide et soutient parfois. Ses unités se constituent parfois librement, mais sont le plus souvent rattachées à l'un des éléments de l'Eglise catholique : paroisse, collège, etc., etc...

En 15 ans, l'Association a su se perfectionner, évoluer selon les nécessités et surtout s'adapter à toutes les circonstances, ce qui lui donne un certain caractère de variété; elle s'efforce d'atteindre les milieux ouvriers, ruraux et bourgeois, en recherchant la mentalité et les besoins de chacun d'eux; elle s'adresse aux villageois aussi bien qu'aux Parisiens; elle s'intéresse aux infirmes et aux malades qui souffrent dans leur corps, tout en faisant de tous les autres des hommes vigoureux. Bien plus, étendant de plus en plus ses préoccupations, elle poursuit son activité parmi les « Anciens », les « Amis des Scouts » et s'intéresse à tous ses membres jusque dans leur vie professionnelle.

Organisation de loisirs la plus évoluée et la plus complète de l'Action catholique, elle ne néglige pas la formation chrétienne que donnent les autres mouvements, mais en outre elle la met en action dans la vie de tous les jours et au cours des réunions du jeudi, des sorties du dimanche et surtout de tous les camps de l'année.

Sur des principes parallèles, il existe pour les jeunes filles une Association de « Guides de France » qui compte aujourd'hui 16.000 membres environ.

*
**

Ayant ainsi passé en revue la plupart des mouvements de jeunesse de l'Action catholique française, nous avons entrevu la partie essentielle de ses activités; il est bon toutefois de noter qu'elle comprend encore des services, essentiels également pour la progression de l'éducation chrétienne et la meilleure utilisation des loisirs. Citons par exemple le Comité d'Action catholique du Livre et les 10.000 bibliothèques catholiques auxquelles il s'adresse, la Centrale catholique du Cinéma et de la Radio et l'Association théâtrale des Œuvres catholiques d'Education artistique, qui s'efforcent sinon d'épurer les œuvres

artistiques, du moins d'éclairer tous les catholiques à leur sujet, afin qu'il soit possible de les distinguer (publication de cotations, etc...); cette discrimination permet à tous et spécialement aux jeunes de renoncer aux représentations fausses ou malfaisantes des conceptions de la vie.

D'une façon générale, l'Action catholique se présente comme le cadre très vaste dans lequel viennent se placer de nombreuses associations de jeunesse; ses principes sont orientés suivant les mêmes directives pour une formation religieuse, morale, intellectuelle et physique, en accord avec la famille, qui « a la très grave obligation de veiller, selon tout son pouvoir, à l'éducation tant religieuse et morale que physique et civique des enfants » (1). Cette formation est ainsi la plus complète qu'on puisse imaginer et tous ses éléments sont également poursuivis. D'un aspect infiniment varié, cette action se manifeste en tous lieux et dans tous les milieux qui collaborent entre eux, avec toute la souplesse qui est nécessaire aux évolutions sociales désirables. Le désintéressement de ceux qui la dirigent est tel qu'aucune organisation dans un pays libre ne peut songer à la dépasser, pour lui prendre la première place qu'elle tient largement dans le domaine des loisirs; continuant à considérer l'importance de ceux-ci et à améliorer leur emploi tout en laissant toujours la plus grande liberté à leurs bénéficiaires, elle les voit comme l'un des éléments essentiels d'une vie chrétienne : « pour le chrétien il n'est pas d'heures de travail et d'heures de loisirs séparées, opposées, mais un seul temps qui n'a pas de fin et qui est tissé sur la trame d'une éternelle prière » (2).

C) AUTRES MOUVEMENTS CONFESSIONNELS

Les organisations de jeunesse à tendance confessionnelle existent en France pour les diverses religions. C'est

(1) *Code du Droit Canonique*. Canon 1113.

(2) Daniel Rops. Cité par l'agenda scolaire de la J. E. C., 1938, p. 14.

ainsi que la religion protestante possède des « Unions chrétiennes de Jeunes gens », faisant partie du mouvement international de la Y.M.C.A. (Young Men Christian Association); ces Unions « convaincues que le salut individuel et collectif n'est possible que par la pratique de la vie chrétienne »(1), sont protestantes par leur origine et leur inspiration, mais restent autonomes vis-à-vis des différentes Eglises réformées, afin « d'agir plus efficacement auprès des jeunes des autres Eglises en n'appartenant à aucune confession » (1). Elles vivent dans une demi-neutralité, étant interconfessionnelles et politiquement neutres, tout en maintenant leur action religieuse sur tous leurs membres.

Les U.C.J.G. s'adressent à tous les milieux à la fois, mais surtout aux ruraux et à la bourgeoisie moyenne. Elles comprennent à l'échelon national, un Comité national de 36 membres qui se réunit trois fois par an et un Bureau permanent de 12 membres, qui se réunit une fois par mois. En outre depuis novembre 1937 existent des commissions nationales d'études (action religieuse, orientation, loisirs, sports, etc...) Tous les trois ans a lieu une conférence nationale. A l'échelon régional, il existe pour la France 14 groupes qui sont divisés en secteurs. L'unité locale est « l'Union » constituée le plus souvent à côté d'une église protestante.

L'Union, dirigée par un Bureau comprend de 30 à 40 membres; ses activités sont d'ordre :

Spirituel : Elles forment alors l'essentiel de l'effort du U.C.J.G. (Etude de l'Evangile, cercle d'études bibliques.)

Moral : Sens de la discipline, de la loyauté, etc...

Physique : Depuis longtemps les Unions ont donné une large part à ces activités. (Notamment : basket-ball, volley-ball, tennis, athlétisme.)

(1) D'après la définition des U. C. J. G., présentée le 24 juin 1938 au C. I. M.

En outre elles organisent des promenades et des camps régionaux ou locaux.

Elles se réunissent généralement une fois par semaine dans des foyers dont l'importance varie. Il en existe deux au Havre et à Bordeaux, qui, organisés sur une grande échelle, sont de véritables clubs de loisirs. Autour de tous les foyers sont organisés des cercles, bibliothèques, salles de cours, de gymnastique, de jeux, etc...

Les Unions avaient en 1937, 6.500 membres de 18 à 25 ans, c'est-à-dire des adhérents qui ont dépassé le stade de l'adolescence ; mais si nous les avons citées c'est qu'elles comprennent en outre accessoirement des sections de cadets de 12 à 17 ans (2.000 cadets environ) pour lesquels les activités physiques sont les plus importantes (1).

Il existe quatre associations protestantes pour la jeunesse en dehors des U.C.J.G. ; les Unions chrétiennes de Jeunes filles vivant sur les mêmes principes, la Fédération des Etudiants chrétiens, la Fédération française des Eclaireuses (branche unioniste) et les Eclaireurs unionistes.

Ces derniers surtout sont recrutés parmi les enfants et adolescents. Leur Mouvement existe depuis 1911, et dut sa fondation à la sympathie que les U.C.J.G. accordaient déjà aux méthodes de plein air ; issue des Unions chrétiennes la Fédération des Eclaireurs unionistes débuta avec des chefs qui en faisaient partie et avec leurs principes, dans un but « d'évangélisation ». Aujourd'hui plus « extérieure » que les Unions, elle n'en reste pas moins en accord avec elles ; sa principale différence est d'avoir parmi ses adhérents, beaucoup plus de jeunes qui ne font pas partie des églises protestantes. On compte environ 10.000 éclaireurs unionistes, qui font partie d'unités rattachées à une église protestante ou à une Union chrétienne ou à un comité local ou à une société ou à une mission ; par exception ces unités peuvent être indépendantes. Comme dans

(1) Cf. Revue : *Espérance*.

les autres fédérations scoutes, il y a des louveteaux de 7 à 11 ans, des scouts de 11 à 17 ans et des routiers ensuite, bien que ceux-ci soient encore peu nombreux, sans compter les chefs qui ont à inculquer les principes scouts dans une profonde ambiance religieuse et à appliquer les méthodes d'un scoutisme authentique.

Il est normal également de citer les organisations de jeunesse juives et spécialement les « Eclaireurs Israélites » qui sont près de 2.000 et l'Union des Jeunesses israélites de France.

*
**

Le mouvement social qui a favorisé le développement des loisirs et les méthodes nouvelles qui dans la jeunesse leur ont donné un cadre de progression, ont été observés et retenus par les pouvoirs religieux avant de l'avoir été par les autres groupes sociaux et surtout par l'Etat; conscients de la valeur de ces deux éléments ils les ont placés au premier plan de leur éducation morale. Toutes les fois qu'ils s'efforcent d'obtenir cette éducation morale, en la complétant par l'éducation individuelle complète, que le mouvement social préconise toujours davantage, dans le cadre des méthodes pédagogiques nouvelles, ils sont assurés d'un plein succès; aucune organisation ne pourra égaler leur réussite dans cet effort où ils auront toujours la supériorité que leur apporte leur désintéressement. Leur adaptation à l'équilibre de ces trois buts, doit être réalisé rapidement pour obtenir un individualisme doublé du sens des responsabilités qui le complète et que l'éducation morale aura rendu possible. « Le vrai remède est intérieur, il s'agit avant tout de réformer l'individu lui-même. Nous sommes toujours ramenés au problème moral... qui est l'essentiel du problème social présent » (1).

(1) Pierre PICARD, *Action sociale de la Jeunesse Française*, op. cit., p. 52.

SECTION II

LES ORGANISATIONS A TENDANCES POLITIQUES

Depuis la guerre, les groupements politiques ont poursuivi une lutte plus âpre que jamais, presque désespérée, mettant tous les moyens en leur pouvoir dans la lutte, pour obtenir le plus rapidement possible le succès final; c'est ainsi qu'ils se sont efforcés de prendre la jeunesse dans leurs rangs, pour la former à leurs principes et assurer leur continuité et surtout pour utiliser son enthousiasme, son dynamisme, qui sont des forces neuves toujours en mouvement. Dans la mesure où ils ont rassemblé les enfants et adolescents dans un but désintéressé pour leur bien réel, ils ont fait œuvre louable, mais tout ce qu'ils ont fait dans leur bien propre constitue une besogne déloyale et misérable; il paraît inadmissible que des enfants dès l'âge de 10 ans soient ainsi embrigadés dans des formations politiques qui se chargent de discipliner leur personnalité, dans le cadre qu'elles ont tracé. Déjà Péguy pouvait dire, « prendre son billet au départ, dans un parti... c'est pour un homme se placer résolument dans les meilleures conditions pour se faire criminel »; on enlève même souvent aux enfants le droit de cette résolution, que d'autres ont pris à leur place.

Ces groupements de jeunesse sont des associations marxistes principalement, c'est pourquoi nous nous étendrons quelque peu sur leurs principes et sur leurs activités, après quoi nous passerons en revue les autres organisations.

Avant de parler des groupements de jeunesses marxistes qui occupent, malgré leur ardente propagande, une minorité de la jeunesse française, il est bon de rappeler les principes généraux qui guident les partis dont ils dépen-

dent. En effet leurs efforts se portent sur la partie active des jeunes qu'ils ont pu incorporer dans leurs organisations, mais bien plus peut-être ils essaient de s'adresser à la masse totale des enfants. Il s'agit alors de politique scolaire et des institutions mêmes du droit public, qu'ils cherchent à modifier suivant les théories établies par Marx, Lénine et les grands théoriciens de la méthode collectiviste; cette pression se fait sentir par l'intermédiaire des hommes politiques et plus particulièrement de certains instituteurs; des organes comme l'Ecole émancipée, les Cahiers du contre-Enseignement prolétarien, donnent la méthode et le résultat de ces efforts. Nous voyons apparaître ici une conception particulière des loisirs des enfants, que certains cherchent à mettre en pratique à l'école publique.

Non seulement areligieux, mais antireligieux, ces principes tendent au remplacement de l'éducation familiale par une éducation collective, où filles et garçons apprendront ensemble à se cultiver pour mettre à bas demain la société contemporaine, grâce à leurs maîtres, qui selon le mot de Marx dans son *Manifeste du Parti communiste*, arrachent l'éducation à l'influence de la classe au pouvoir. Basée sur le principe de la bonté naturelle, cette éducation insiste aujourd'hui sur les bienfaits de la vie et des activités de plein air, mais naturellement, dans le sens du naturisme. Il s'agit en fait d'annihiler totalement tous les principes coutumiers de l'éducation française.

Notons en outre l'intérêt qu'on peut trouver à l'étude des réalisations obtenues sur le champ d'expérience de la Russie Soviétique : Ce fut d'abord l'Ecole unique du Travail, soviet scolaire où les liens familiaux sont remplacés par « l'amour de la classe prolétarienne pour sa génération nouvelle », dont on espérait de si bons résultats qu'on pouvait prévoir que « tous les membres de la société jouiront d'une instruction universelle »(1), suffisante pour n'importe

(1) Textes cités pour le « Bulletin de la Société générale d'éducation et d'enseignement », mars 1937.

quelle profession. Cependant on dut y renoncer pour instituer ensuite l'Ecole unique professionnelle, où on retrouve les vieilles méthodes pédagogiques et il est curieux de remarquer les volte-face avouées par la presse officielle soviétique, qui déclare que « dans le pays soviétique, la famille est une chose importante et grave... Un prolétaire conscient a toujours une attitude pleine de respect et de responsabilité à l'égard de sa famille, de sa femme et des enfants » (1).

Après avoir noté ces buts, prônés par les instituteurs marxistes qui semblent unifiés pour leur réalisation, passons à l'organisation des groupements de jeunesse des deux partis socialiste et communiste qui tout au contraire n'ont jamais pu s'unifier; nous les étudierons donc séparément.

A) LES ORGANISATIONS DU PARTI COMMUNISTE

Le Parti communiste possède plusieurs organisations rattachées à l'Internationale communiste des Jeunes (I.C.J. ou Komsomol fondé à Moscou en 1919), dont le but est selon le programme de l'I.C.J. de faire de la génération actuelle, « une génération de lutteurs qui combattront dans les rangs du mouvement communiste pour la révolution socialiste et deviendront les constructeurs du communisme » (1).

La plus importante de ces organisations est celle des « Jeunesses communistes », qui naquit de la scission provoquée au sein des « Jeunesses socialistes » au Congrès de « La Bellevilloise » à Paris, en novembre 1920. Le but et le rôle de cette fédération se trouvent définis dans le programme adopté par le Cinquième congrès de l'I.C.J., en septembre 1928, disant que les Jeunesses communistes sont pour le parti « une réserve qui assure le renforcement et la relève de ses rangs par de jeunes forces, ... une organisa-

(1) *Programme de l'Internationale Communiste des Jeunes*, Paris, 1929.

tion destinée à conduire les masses des jeunes travailleurs dans la lutte pour le communisme... Organisation politique, la Fédération est en même temps une organisation d'éducation et de lutte... La tâche générale de la Fédération est d'apprendre le communisme » (1).

Mouvement de masse, celui-ci ne s'adresse pas aux seuls éléments communistes militants, mais cherche aussi à attirer « les éléments semi prolétariens et autres éléments travailleurs des villes et des campagnes » (1), désirant opérer un « noyautage » dans tous les milieux en désorganisant, si c'est nécessaire, ce qu'ils comprennent. C'est dans ce sens qu'un communiste pouvait dire : « Nous ne faisons aucune politique..., nous sommes assez forts pour travailler avec toutes les bonnes volontés sans abandonner la base même de notre rassemblement » (2). Cette équivoque créée par une apparence de désintéressement est cependant mise en échec par les principes de la fédération qui substitue l'idée d'humanité à celle de patrie, a une attitude foncièrement destructive et cherche à abattre toutes les valeurs essentielles non seulement de l'Etat et de l'économie, mais aussi du domaine privé, religieuses ou familiales.

Jusqu'en 1935 comme le Parti, la fédération possédait des cellules, sous-rayons, rayons, régions et un Comité central; les cellules étaient constituées autour des entreprises, des écoles, des rues ou des villages; mais en novembre 1935 eut lieu une transformation radicale qui changea les cellules en cercles, foyers, clubs, ouverts aux jeunes de toutes les tendances (3). La direction centrale est assurée par un Comité central élu par un Congrès national et de même tous les organes dirigeants des différents échelons sont élus. Mais il n'y a pas autonomie complète pour la Fédération qui doit se soumettre au Parti commu-

(1) *Programme de l'I. C. J.*, pages 35, 37, 38.

(2) *L'Humanité*, février 1937. René BLECH.

(3) D'après la « *Documentation Catholique* » du 16 janvier 1937.

niste et aux instructions de l'Internationale communiste de Moscou.

Le Mouvement qui groupait 15.000 membres en 1920, 4.000 en 1923, 12.000 en 1924 (1) en comprenait seulement 3.350 en 1931 (2); après une campagne ardente il comptait 26.000 adhérents en janvier 1936, que les succès du Front populaire devaient porter à 100.000 en novembre 1936.

Ce chiffre semble aujourd'hui sensiblement le même, ainsi que l'organisation, qui comprend en dehors du Comité central et des groupes régionaux, des groupes locaux composés d'une trentaine d'adhérents; ceux-ci rentrent généralement dans le groupe à 15 ans pour n'en sortir qu'à 22 ans en moyenne, à moins qu'ils n'y restent un peu plus longtemps comme chefs. En sortant ils se dirigent généralement vers les organisations du parti.

Les activités sont de trois sortes : elles sont constituées ou par l'action pour les revendications, activité politique, dont on a eu maintes fois l'occasion de constater l'ardeur combattive, ou par l'éducation générale suivant les procédés des Cercles d'études, activité culturelle, ou par la distraction, activité de plus en plus importante depuis deux ans pour attirer les jeunes et se mettre plus aisément à leur portée. C'est ainsi qu'il existe des équipes de campeurs (le camping et la vie dans les auberges de jeunesse étant très poussés), des équipes de cyclo-tourisme...; on organise des sorties, ayant parfois un caractère éducatif, des feux de camp, des camps régionaux, etc., etc...

En dehors des groupes, la propagande est faite par deux revues : *Notre Jeunesse* et *L'Avant-Garde*; tandis que la seconde, hebdomadaire, doit être dispersée grâce à ses 85.000 exemplaires dans toute la jeunesse, la première, mensuelle, est davantage l'organe de liaison des Jeunesses communistes et se propose d'être une revue « d'informa-

(1) D'après les Cahiers du Bolchevisme, 2 janvier 1925.

(2) D'après la « *Correspondance Internationale* », 20 juillet 1937.

tion et d'éducation » ; celle-ci insiste sur l'importance des loisirs et fait remarquer qu'en « inscrivant à son ordre du jour, le problème des loisirs et des vacances de la jeunesse, le Comité central a montré à nouveau son souci de voir la Fédération des Jeunesses communistes toute entière mise au service de la jeunesse laborieuse » (1). Quant à *L'Avant-Garde*, dont on a pu dire que « le secrétaire de rédaction le plus sévère et le metteur en page le plus habile ne peuvent que s'incliner devant cette réussite parfaite en son genre » (2), elle doit pénétrer tous les milieux, « elle n'est plus seulement l'organe des éléments les plus avancés de la jeunesse ouvrière, mais un véritable journal de jeunes » (3).

Une création récente montre le soin de la Fédération pour tout ce qui regarde les loisirs, pour documenter, aider et fournir les moyens nécessaires aux groupes ; c'est celle du « Centre du Livre et des Loisirs de la jeunesse », grâce auquel les Jeunesses communistes espèrent pouvoir « travailler à l'éducation de la jeunesse, non seulement avec les livres, mais aussi dans la vie » (4).

D'autre part fut fondée en 1927 pour les plus jeunes, une « Fédération des Pionniers ouvriers et paysans de France » dépendant du Komsomol et du Bureau international des enfants à Londres ; elle comprenait des cadets de 7 à 12 ans, divisés en 4 groupes de 6 pour former un essaim, des pionniers de 12 à 16 ans, divisés en 4 maillons de 6 pour former un chaînon et des anciens. Les activités étaient apparentées au scoutisme encore plus que chez les « Faucons rouges » et comprenaient des examens, promesses, « bonnes actions » ; elles s'en différenciaient toutefois par leur caractère mixte, antipatriotique et essentiellement politique, dans le but de « défendre la classe ouvrière et paysanne et de servir ses semblables » (5) ; elles avaient

(1) *Notre Jeunesse*, 15 mars 1938.

(2) *Le Temps*, 24 avril 1935.

(3) *Notre Jeunesse*, 15 mai 1938.

(4) *Notre Jeunesse*, 15 mars 1938.

(5) Cité par Pierre PICARD, *op. cit.*, p. 178.

cependant des éléments excellents et apprenaient aux jeunes à se former par des loisirs bienfaisants, pour « se ressaisir et abandonner les plaisirs trompeurs de la rue » (1).

Les pionniers qui étaient 3.000 en 1934 n'existent plus sous la même forme aujourd'hui, mais le désir d'atteindre les plus jeunes, se manifeste de nouveau par la création « d'éclaireurs des jeunesses communistes », dont il existe déjà quelques unités et qui reproduisent également les éléments essentiels des méthodes scoutes.

La Fédération des enfants ouvriers et paysans créée en 1930, pour coordonner l'action des pionniers rouges et des patronages prolétariens, fut remplacée en 1936 par une nouvelle organisation : la « Fédération de l'enfance », qui a pris en mains tout ce qui se rattache aux loisirs de l'enfance (direction, documentation, aide, cours aux dirigeants, etc...) afin de mener à bien la lutte contre tous ceux qui atteignent les jeunes dans un esprit différent; dans ce but elle a perfectionné ses méthodes éducatives et a cherché à accroître l'intérêt de ses activités afin de plaire plus aisément aux enfants. Elle publie une revue : *Le Lien*; il existe en outre un autre périodique, *Mon Camarade*, qui semble n'avoir aucun préjugé politique, afin de mieux atteindre la masse des enfants.

Parmi les moyens que cette Fédération emploie, les patronages prolétariens ont une place importante : dirigés par les municipalités communistes, ils emploient tous les procédés qui sont à la portée de groupements de ce genre, mais utilisent spécialement des « cercles à base culturelle multiple » qui ont des fonctions spéciales (chants, art dramatique, bricolage, etc...); on parvient toujours à donner à ces activités un contenu politique. Nommons encore les colonies de vacances des municipalités communistes, où l'éducation communiste est poursuivie activement.

A côté de la Fédération de l'Enfance et de celle des Jeunesses communistes, il en existe encore 3, qui s'adressent aux jeunes; la première, l'Union des Jeunes filles com-

(1) Cité par Pierre PICARD, *op. cit.*, p. 178.

munistes, existe depuis mars 1936, date à laquelle le Congrès national de la Fédération des Jeunesses communistes estima qu'il valait mieux laisser leur indépendance aux jeunes filles, afin qu'elles puissent avoir des occupations plus appropriées et attirer ainsi plus aisément leurs compagnes; le but est de les « réunir dans une atmosphère d'amicale collaboration, les éduquer, leur faire prendre conscience de la force qu'elles représentent, du rôle social qu'elles ont à jouer, ...les aider dans leur vie de tous les jours... C'est pourquoi (dit leur programme), nous organisons, de façon saine, les loisirs de la jeune fille. » (1). L'Union, qui avait 17.000 membres en 1937, publie un journal mensuel, *Jeunes filles de France*, qui cherche à noyauter le plus grand nombre possible de jeunes filles en les groupant dans des « foyers » où se fait leur éducation.

L'Union des Jeunesses agricoles de France fut créée en juillet 1937 au Congrès de la Fédération des Jeunesses communistes sous le signe de l'Union, pour tenir tête aux Jeunesses paysannes de Dorgères et plus encore à la Jeunesse agricole chrétienne. Elle possède une revue, *La jeune France agricole*, qui paraît depuis octobre 1937 et se prétend « absolument indépendante des partis et des doctrines politiques ».

Quant à la Fédération nationale des Etudiants communistes, elle cherche à réunir dans ses cercles, les étudiants, les lycéens et les élèves des écoles normales.

Pour terminer notons les sections sportives et les séances d'entraînement physique, dirigées par la Fédération sportive et gymnique du Travail (F.S.G.T.) qui est le résultat de la fusion en 1934 des organisations sportives socialistes et communistes; il y a là encore un centre d'attraction des jeunes : « Nous faisons beaucoup, dit *L'Humanité*, pour développer l'esprit sportif chez les jeunes.

(1) *Jeunes filles de notre pays*, Rapport sur l'Union des jeunes-filles communistes.

Le jeudi doit nous aider à renforcer ce mouvement scolaire, qui est l'avenir pour nous » (1).

Ainsi par toutes ses organisations le Parti communiste met en pratique la phrase de Staline : « La direction de la jeunesse, c'est le centre le plus aigu de la lutte des classes. » (2).

B) LES ORGANISATIONS DU PARTI SOCIALISTE

Pour atteindre la jeunesse, le Parti socialiste possède un mouvement de « Jeunesses socialistes » et pour les plus jeunes, des « Amis de l'Enfance ouvrière », appelés communément « Faucons rouges ».

Les Jeunesses socialistes dont on ne fait guère partie avant 17-18 ans, ont presque exclusivement un but politique et social, par l'action pour les revendications ouvrières et l'éducation de la classe ouvrière. Ils entendent détruire la famille, la patrie, la propriété privée et la religion et lutter contre le patronat. « Il apparaît que le premier objectif de l'éducation socialiste des jeunes travailleurs, soit de faire dans leurs cerveaux la preuve absolue de l'identité, de la communauté des intérêts ouvriers. Cette conviction doit aboutir à l'idée que la défense de ces intérêts communs nécessite l'action commune et, partant, le groupement, l'organisation des intéressés dans ce but » (3).

Leur organisation, moins systématique que celle des jeunesses communistes, fait une place moins grande aux loisirs, se bornant à créer dans les groupes des sections sportive ou artistique. Chaque groupe est administré par une commission administrative et son bureau, et contrôlé par la section locale du parti. Par département, il existe un comité fédéral mixte, composé de 6 adultes du parti et de 6 jeunes nommés par le congrès départemental; de

(1) *L'Humanité*, 30 septembre 1936.

(2) Cité par *Notre Jeunesse*, 15 mars 1938.

(3) *Pour les jeunes*, Editions du parti socialiste, 1935, p. 6.

même pour le comité national mixte où les jeunes sont nommés par la conférence nationale des jeunesses socialistes.

Comprenant 1.100 membres en 1925, 11.286 en 1933, les Jeunesses socialistes en comptaient environ 50.000 en 1937 (1).

Il existe également une Fédération nationale des Etudiants socialistes.

Plus intéressants pour notre sujet les « Amis de l'Enfance ouvrière » ou « Faucons rouges » rassemblent 3.000 enfants de 6 à 16 ans; il n'y a aucune séparation entre les filles et les garçons, les groupes d'enfants n'ayant de régime propre que suivant les âges. Il existe des faucons de nid (de 6 à 8 ans), des jeunes faucons (de 8 à 11 ans), des faucons rouges (de 11 à 14 ans) et des pionniers (de 14 à 16 ans); ensuite les adolescents sont dirigés vers les jeunesses socialistes, à moins que leurs qualités ne leur permettent de devenir « aides », c'est-à-dire chefs.

Créés en 1918 en Autriche sous l'appellation d' « Amis des enfants socialistes », les « Amis de l'Enfance ouvrière » furent fondés en France en 1932, afin de mettre à la disposition des enfants, « toutes sortes de moyens d'éducation partant d'une conception socialiste » (2). Copiant une partie des méthodes scoutes, les dirigeants de ce Mouvement y ajoutèrent les éléments de l'idéologie socialiste, afin de supprimer tout ce que le scoutisme peut avoir de bourgeois, de religieux, de familial et de patriotique. Selon l'article premier de ses statuts l'association a pour but « d'organiser et d'encourager des communautés d'enfants, dans lesquelles tout sera mis en œuvre pour développer chez les enfants des travailleurs les sentiments de solidarité et de liberté, d'utiliser dans ce but les méthodes d'éducation et de pédagogie nouvelles : excursions, camping, république des

(1) Cf. *Le Populaire*, 31 mars 1937.

(2) *Populaire*, 22 juin 1937.

enfants, visites d'usines, projections de films, théâtres, conférences, etc., de créer et de développer des bibliothèques d'enfants, d'aménager des locaux... de célébrer des fêtes prolétarienne et de caractère laïque... » (1).

Reprenant ces éléments, on peut observer que la division en groupes d'âges, la vie de camp, l'éducation active et non pas livresque, l'ambiance du jeu, les sorties, etc... font partie essentiellement des procédés du scoutisme. Mais, au contraire quelques-uns de ces éléments et l'allure générale de l'éducation en sont très différents; s'adressant uniquement à la classe ouvrière, les A.E.O. veulent former les enfants pour la lutte qu'ils auront à entreprendre et insistent sur le sentiment de sa « responsabilité » dans ce sens; d'autre part le Mouvement qui pousse très loin l'épanouissement du sens social fait de la « solidarité » un principe de base.

Conséquence de ces deux éléments les diverses activités serviront à la classe ouvrière et au parti (enseignement socialiste, enquêtes, réunions de propagande, quêtes ou travaux manuels au bénéfice de l'Espagne gouvernementale, ou des chômeurs, etc...) : « Notre mouvement ne doit jamais s'isoler de la vie de la classe ouvrière. » (2). Les activités, qui ne veulent pas être politiques, sont cependant d'inspiration socialiste et participent à la vie du parti (défilés, manifestations, etc...), qu'elles servent en préparant les jeunes qui entreront dans ses rangs, car « il n'y a pas de tâche plus importante que d'arracher les jeunes à l'influence conservatrice qui s'exerce aussi bien à l'école que dans le réseau d'œuvres et de patronages, auxquels le capital, le nationalisme et la religion consacrent tant de soins et tant d'argent » (2). Quant aux patronages laïques et à l'« enfance coopérative », qui ne rentrent cependant pas

(1) Règlement Intérieur et Statuts des A. E. O.

(2) *Connaître pour construire*, p. 45-4. Edition des Amis de l'enfance ouvrière.

dans ces catégories, ils sont jugés trop bénins pour être pris en considération.

De ce caractère de solidarité et de discipline prolétarienne, il résulte que l'enfant qui est formé en tant que faisant partie de la classe ouvrière, pour apprendre à défendre ses droits, et non en tant qu'homme, est pris dans un système d'éducation collective : « L'éducation n'est pas une fonction individuelle, mais sociale. C'est pourquoi il est évident qu'elle se présente sous un caractère doctrinal. » (1). Tout se ramène aux droits de la classe ouvrière, et ceux de la famille comme ceux de la religion disparaissent devant eux : « Les enfants n'appartiennent plus exclusivement à la famille, mais également à une collectivité plus générale; en même temps qu'à leur famille, les enfants des ouvriers appartiennent à leur classe, la classe ouvrière. » (2). Et cette préoccupation, les A.E.O. l'expriment clairement en disant : « Nous sommes un mouvement de notre classe et non pas seulement un mouvement de jeunesse. » (2).

Les conditions étant strictement égales pour tous, il n'y a pas de concours et de compétitions, ni d'insignes distinctifs, ni la moindre émulation; « pas non plus d'esprit de clan, de mentalité de société secrète, pas de signes de reconnaissance, de hiérarchie compliquée, d'insignes multiples, pas de surnoms baroques » (3). Autre conséquence de l'idéologie marxiste, aucune différence n'est faite entre filles et garçons, la coéducation devant amener l'égalité des sexes : « Ainsi nos garçons et nos filles, disent les A.E.O. ne s'organiseront plus en groupe pour s'ennuyer, mais ils formeront des couples de sympathie, d'enthousiasme et de respect; ils commenceront par s'entendre, par se trouver sympathiques et ils finiront par l'alliance étroite de l'amour et de la vie. » (4). C'est la théorie de la bonté naturelle de

(1) *Populaire*, 20 septembre 1933, p. 6.

(2) *Connaître pour construire*, p. 12-30. *Op. cit.*

(3) *L'Étudiant socialiste*, décembre 1932.

(4) *L'Aide*, août 1936, p. 10.

l'enfant, poussée à l'extrême, à la faveur des droits accordés successivement à la femme : « Depuis que l'émancipation des sexes s'accomplit socialement et politiquement, cette différenciation n'a vraiment plus aucune raison d'être » (1), disent les A.E.O.

Les réunions ont lieu généralement le mercredi soir au « nid », aménagé par les faucons (qui établissent notamment le journal mural); des sorties (ou des visites) ont lieu le dimanche. En dehors des activités sociales, qui tendent à former le futur militant ouvrier, les travaux manuels (bricolage), les jeux, les chants et les activités physiques ont une large place, mais leur but est toujours le même : « Il y a une règle fondamentale pour toutes les activités des faucons, c'est que ces activités doivent toujours avoir un but qui intéresse notre communauté. » (2). Les activités adaptées à l'âge des bénéficiaires, sont généralement organisées pour les aînés par groupes d'affinités (lecture, journalisme, propagande, théâtre, sport, gymnastique, chants, etc...). A la fin de chaque réunion ou sortie, le Conseil des faucons, composé des faucons et des Aides se réunit pour discuter des résultats de la journée.

L'élément essentiel est constitué par les camps : camps d'essai régionaux, campements dans les Auberges de Jeunesse et surtout Républiques des Faucons rouges. Dans celles-ci se rassemblent chaque année 500 membres environ; on y vit pleinement la méthode d'éducation des A.E.O., afin que le modèle d'une vie sociale, ordonnée et égale pour tous, figure l'idéal qui doit rester vivant dans l'esprit de chacun; on en compte 5 à 6 en France. Certains de ces camps sont internationaux (Draveil, Ostende, Verneuil-l'Étang). Organisés pour la masse à l'inverse des méthodes scouts, ces camps sont subdivisés en villages, et des assemblées de villages et de camp prennent toutes les décisions à la manière démocratique, afin que chacun ait des respon-

(1) *Connaître pour construire*, p. 26.

(2) *Id.*, p. 33.

sabilités. Quant aux activités, elles comprennent en dehors des manifestations de masse et de l'éducation sociale, tout ce que la vie au camp peut permettre, dans l'esprit d'un naturisme très poussé.

Les Amis de l'Enfance ouvrière sont constitués non seulement par les communautés d'enfants assistés d'aides, mais aussi par des cercles d'aides et des unions de parents et d'amis. Le cercle d'aides local est formé des membres d'au moins 18 ans qui appartiennent à une organisation ouvrière, dépendant de la C.G.T. ou du parti socialiste S.F.I.O., et qui ont satisfait à des conditions de stage; il a pour but essentiel de prendre à la majorité toutes les décisions se rapportant au groupe de Faucons rouges auquel il est rattaché et se charge de sa gestion administrative; un aide délégué représente le groupe local, pour tous les éléments de son existence vus de l'extérieur. En outre le Cercle, qui se réunit tous les 15 jours, doit instruire et former ses membres, dont l'instruction est souvent insuffisante : c'est en raison de la médiocrité de ses cadres et des difficultés qu'elle rencontre pour s'en procurer, que l'Association des A.E.O. se trouve limitée dans son expansion.

Le cercle régional des Aides qui se réunit tous les deux mois, envisage des questions théoriques ou réalise des sorties pratiques; il nomme un bureau de quatre membres qui se répartissent les diverses fonctions.

De même un Comité national des Aides, qui réunit chaque année les délégués régionaux, s'occupe du fonctionnement général du mouvement et élit un Comité exécutif de onze à dix-sept membres, qui nommera lui-même un bureau central de trois à cinq membres. Les Faucons rouges ont une revue, *Amitié*, ainsi que les aides, *L'Aide*, bulletin mensuel de l'Internationale de l'Education socialiste.

Mouvement de jeunesse pour la masse ouvrière doté de caractéristiques souvent originales, l'Association des A.E.O. a le mérite d'avoir une personnalité propre qui veut s'imposer par le succès, par « l'activité joyeuse, disciplinée et attirante de nos groupes, dit-elle, et la bonne attitude de

nos faucons » (1). Mais groupement pour la lutte des classes et le mépris de toutes les valeurs spirituelles, elle ne peut créer un renouveau dont il manque les éléments essentiels ; de plus l'insuffisance de ses « aides », le manque de tenue de ses groupes, et le risque inhérent à ses théories pédagogiques hasardeuses, limiteront toujours l'étendue de ses succès.

C) AUTRES MOUVEMENTS DE JEUNESSE A TENDANCES POLITIQUES

Après un accroissement assez rapide de l'enrôlement des jeunes dans des organisations politiques entre 1933 et 1936, de nouveau ceux-ci semblent moins enclins à participer aux luttes politiques ; et encore s'agissait-il alors beaucoup plus de défense des droits et de formation intellectuelle politique, que d'organisations, constituant de véritables mouvements de jeunes, les éduquant et occupant leurs loisirs, comme c'est le cas aujourd'hui pour les Jeunesses communistes et en partie pour les Jeunesses socialistes. Exceptionnellement de rares groupements envisageaient de former la personnalité des jeunes dans son ensemble et devenaient ainsi, aussi critiquables : l'un de ceux-ci rassemblait les jeunes garçons et jeunes gens suivant les méthodes scouts (les Voltigeurs de France). Mais d'une façon générale les adhérents de ces associations, la plupart dissoutes en 1936, avaient plus de 16 ans.

Aujourd'hui en dehors de jeunesses politiques qui en raison de l'âge de leurs adhérents n'entrent nullement dans notre sujet (jeunesses radicales, jeunesses démocrates-populaires, etc...), c'est plutôt un programme à appliquer à tous les jeunes pour leurs loisirs que les partis élaborent, de préférence à un effort d'embrigadement, injuste et malfaisant.

(1) *L'Aide*, octobre 1937.

C'est ainsi que des partis jeunes, comme le « Parti Populaire Français », veulent l'amélioration des conditions du sport, disant : « Notre parti a la religion du salut par le sport, forme moderne de la lutte contre la déchéance physique et la mort. » (1). Préconisant un statut de la jeunesse en faveur de tous, il souhaite un « collège de protection et de formation de la jeunesse » comprenant les instituteurs, parents, prêtres, chefs scouts, contremaîtres, etc... « afin que soient brisées les cloisons qui séparent les diverses éducations du même enfant » (2); un projet semblable, difficile peut-être à réaliser, a le mérite d'être compréhensif et exclusif des opinions politiques pour ne s'occuper que du point de vue éducatif. Les jeunes que ce parti réunit actuellement en petit nombre (pionniers) semblent être surtout groupés en vue des sports. De même les sections du Parti Social Français, qui s'affirme aussi pour le sport, essentiellement familiales, ne sont que des groupes d'entr'aide sociale (colonies de vacances, etc., etc...) et parfois d'entraînement sportif.

Peut-être pourrait-on noter ici parmi les groupements politiques les « Jeunesses laïques et républicaines » qui ont nettement pris parti et se réunissent pour des raisons politiques, culturelles et d'emploi en commun de leurs loisirs (colonies de vacances, camps, etc...)

(1) *Programme du Parti Populaire Français*. P. Marion, Paris, 1933, p. 91.

(2) *Id.*, p. 54.

APPENDICE

ORGANISATIONS NEUTRES

Il est parfaitement normal de concevoir des mouvements de jeunesse s'abstenant de tout effort politique ou religieux et se chargeant de donner une éducation comprenant notamment la formation morale. Pratiquement il est difficile de réaliser des associations de ce genre qui sachent observer une stricte neutralité; il est humain, et c'est même une question de personnalité, de savoir prendre parti dans un sens ou dans un autre, quel qu'il soit; or un mouvement de jeunesse étant en premier lieu une école de formation du caractère, l'éducation qui y sera donnée sera très insuffisante, si on s'est attaché à en supprimer tous les éléments qui présentent une position définie. Seules des réalisations de ce genre paraissent désirables sur une vaste échelle pour former l'unité nationale en période de crise ou de danger (c'est un peu le cas des Sokols qui veulent « maintenir et éduquer les forces physiques, spirituelles et morales de la nation » pour consolider sa puissance); elles sont également possibles pour constituer des centres ouvriers et sociaux du type « Settlement ».

En fait nous avons fort peu d'initiatives importantes de ce genre pour les loisirs de la jeunesse en France, qui soient strictement désintéressées.

Nous devons cependant citer en premier lieu les Eclaireurs de France créés en 1911, qui comptent aujourd'hui 12.000 membres environ. Epris de l'idée de la libération de chacun, en face de toutes les influences, ce mouvement veut faire de l'enfant un homme qui saura commander à ses sentiments et à ses passions et qui aura une santé et une volonté vigoureuses. Dès sa fondation, la similitude de ses buts avec ceux de l'école publique pousse la fédération à essayer une collaboration avec l'Enseignement; souvent depuis on eut l'occasion de relever des textes E.D.F. ou des instructions publiques officielles, qui soulignaient ces ressemblances de méthodes et souhaitaient des rapports plus étroits. Cette collaboration après s'être augmentée progressivement est devenue depuis peu un véritable parrainage de l'Etat; les Eclaireurs de France qui font partie de la Ligue de l'Enseignement sont les seuls actuellement à être reconnus dans l'école publique (1). Mais de ce fait les E.D.F. pourraient être quelque peu dépassés dans leur désir sincère de neutralité, les doctrines actuelles de l'Etat, sur l'instruction et la formation des enfants, tendant à sortir de leur réserve traditionnelle; le monopole accordé dans l'école publique aux E.D.F. les écarte ainsi de leurs intentions premières. Ne disposant plus pleinement de leur liberté, leurs cadres comme leurs méthodes pourraient se laisser entraîner dans une « neutralité dirigée » qui a pour base un laïcisme très étroit, alors qu'ils n'avaient jamais voulu repousser le respect de Dieu et de la famille.

Quant à leurs activités, elles comportent tout ce qui constitue le scoutisme de Baden-Powell; nous n'en parlons donc pas, ayant déjà eu l'occasion de le faire. Il est cependant intéressant de noter que les E.D.F. ont songé à faire pratiquer leurs méthodes pour les loisirs dirigés,

(1) Cf. Circulaire du 6 décembre 1937.

ou bien dans un esprit très large comme système pédagogique, ou bien d'une façon plus précise pour former des équipes assez semblables aux patrouilles scoutes; ils prévoyaient ainsi que les troupes d'éclaireurs fonctionneraient normalement durant les heures de loisirs dirigés, poursuivant les mêmes buts. Cette situation qui constituait une équivoque et pouvait faire craindre une évolution vers un scoutisme d'Etat, a été très nettement repoussée par les associations de parents et même par les instituteurs qui se sont refusés à appliquer ces tendances (1).

Il n'existe cependant aucune autre organisation qui présente les mêmes caractères de neutralité (2). Certains groupements de jeunesse se réclament de cette idée de neutralité, mais n'obtiennent que des résultats des plus médiocres; entre autres citons, par exemple, la création en juin 1938 du « Rassemblement de la Jeunesse Française », bien que celui-ci semble devoir peu atteindre ceux de moins de 17 ans; préconisant dans son « programme minimum de la jeunesse » un large esprit d'union et de collaboration, il exprime son désir « d'unir dans un même groupement tous les jeunes de notre Pays... Œuvre possible car, malgré nos divergences d'opinion, nous avons, jeunes de France des idées communes, des intérêts, des droits et des devoirs communs ». Dans ses intentions, rentrent: la défense des droits et des intérêts de la jeunesse, pour laquelle le R.J.F. veut étudier les problèmes de l'enfance et coordonner les efforts individuels; la création d'une Confédération de la Jeunesse Française, le R.J.F. voulant « être le carrefour où se rencontreront tous les jeunes de ce pays »; l'organisation des loisirs et des sports, afin de les mettre à la portée de chacun; l'orientation professionnelle, la restauration des valeurs morales, le respect des droits religieux, etc., etc... Les sections spécialisées poursuivent ces différents buts.

(1) Cf. *Etudes sur les loisirs dirigés*.

(2) Sauf la Fédération Française des Eclaireuses dont l'organisation est parallèle à celle de la Fédération des Eclaireurs de France.

On peut noter encore les Groupements de jeunes qui sont rattachés aux mouvements « Anciens Combattants » ; mais, peut-on vraiment parler de neutralité, puisqu'il a paru nécessaire de créer des « Jeunes de l'Union fédérale » et des « Jeunes de l'Union Nationale des Combattants » ; il n'en est pas moins vrai que ces derniers, par exemple, font un travail de formation excellent et considèrent que les loisirs ont le même intérêt pour les jeunes que l'ensemble de leurs actions et sont ainsi une occasion de former leur corps et leur esprit. Constitués en sections depuis 1934, ils étaient en 1937 50.000, répartis dans 800 sections ; celles-ci qui gardent une complète initiative utilisent les cercles d'études surtout et également l'entr'aide sociale, l'art dramatique, les voyages et le sport. Les jeunes de l'U.N.C. possèdent un réseau d'auberges de la jeunesse et sont membres de la Ligue française pour les Auberges de la Jeunesse et les gîtes d'étapes. En résumé ils constituent « un mouvement de rassemblement et d'entente... nécessitant dans le domaine des idées une politique de choix, de rééducation avant d'être un mouvement d'action » (1).

Il existe donc quelques associations et de nombreux groupes d'une importance négligeable qui ont le souci d'une certaine neutralité. Il existe notamment des groupements de loisirs pour les salariés, mais souvent ils sont accaparés par les puissances politiques.

(1) *Les Jeunes de l'U. N. C.*, p. 7.

CHAPITRE II

ORGANISATIONS COMPLEMENTAIRES DU MILIEU DE L'ACTIVITE PRINCIPALE

SECTION I

LES ORGANISATIONS COMPLEMENTAIRES DE L'ECOLE

Nous ne traiterons dans ce chapitre que des organisations de loisirs, qui dépendent de l'école, utilisent ses cadres, ses moyens, ses élèves, tout en ne rentrant nullement dans les occupations scolaires normales. Il ne s'agira donc pas des loisirs dirigés qui, faisant partie des programmes, seront traités au chapitre des initiatives de l'Etat; au contraire nous nous occuperons des groupements d'élèves ou anciens élèves qui ont des activités le soir ou durant les jours de congé, c'est-à-dire de ce qu'on a coutume d'appeler les activités péri et post-scolaires.

Puisqu'il faut donner aux enfants des loisirs à la fois distrayants et éducatifs, il est normal de profiter des grou-

pements naturels des classes, pour leur distribuer et compléter l'instruction par une éducation appropriée. On a même pu dire en prétextant que l'instruction à l'école primaire est éducation en raison de ses buts nombreux et variés, que « le problème des loisirs est avant tout un problème d'éducation, (que) toute éducation s'appuie sur la première école, (et que) rien ne peut remplacer cette base » (1). Il est certain qu'il peut paraître *a priori* excellent de donner ainsi le complément d'une instruction un peu sèche et d'en faire le contrepoids par la distraction, afin de remédier à l'abrutissement du gavage scolaire dont parlait déjà Montaigne, en disant : « Il n'est rien de si gentil que les petits enfants de France, mais ordinairement ils trompent l'espérance qu'on en a conçue... J'ai ouï dire à gens d'entendement que ces collèges où on les envoie, les abrutissent ainsi » (2).

Mais cette compensation des méthodes pédagogiques actuelles par le loisir distribué à l'école, paraît assez critiquable lorsqu'elle dépasse le champ d'action normal de l'instruction. En tous cas, concevable lorsqu'il y a agréement spécial des parents pour les activités particulières des jours de congé, elle devient illégale lorsqu'elle fait abstraction de cette délégation. En outre, s'il « faut qu'un enfant ait un cerveau robuste pour résister à un gavage anarchique et à 7 années d'un ennui asphyxiant » (3), il faut qu'il ait un courage réel et une bonne volonté profonde pour passer ses jours de congé, dans la même atmosphère lourde d'ennui et avec les mêmes maîtres, atmosphère qui faisait dire à Richepin :

*Je ne regrette pas mon enfance. Les jours
Du collège me sont un souvenir morose :
Leçons, devoirs, pensums, haricots et chlorose.
Et l'ennui qui suintait aux quatre murs des cours.*

(1) LABBÉ : *L'enseignement postcolaire*, Corbeil, p. 76.

(2) MONTAIGNE : *Essais*, I, XXV.

(3) PAYOT : *Faillite de l'enseignement*, Paris, Alcan, 1937, p. 49.



Les écoles libres ayant leur organisation autonome, ont des types extrêmement différents; lorsqu'elles dépendent d'autorités confessionnelles, leurs membres sont aigüillés durant les jours de congé sur les divers groupements de jeunesse confessionnels (par exemple pour les catholiques : A.C.J.F., Scouts de France, F.G.S.P.F. et surtout patronages), tout en leur laissant la plus entière liberté; lorsqu'elles sont neutres, elles se désintéressent généralement de cette question. Mais dans les deux cas, elles organisent souvent elles-mêmes des groupements sportifs, rattachés aux fédérations appropriées et depuis septembre 1938 à l'Office du Sport scolaire et universitaire (O.S.S.U.), contrôlé par l'Etat. En dehors de ces groupements sportifs et de leurs amicales d'anciens élèves, elles organisent rarement des cours du soir, conférences, patronages, etc... qui sortent de leurs attributions, comme les écoles publiques.

Autour des écoles publiques un réseau serré de groupements qui s'impénètrent, sont le plus souvent constitués, sans que ce soit l'Etat qui les organise et paie leurs frais. C'est pourquoi nous plaçons ces initiatives dans les initiatives privées, bien qu'elles rassemblent les élèves des écoles de l'Etat dans des locaux qui lui appartiennent et autour des maîtres que celui-ci a choisis. Le but en sera de fournir à tous les jeunes, dans les mêmes conditions et selon l'esprit le plus laïque qu'il se peut, toutes les facilités qu'ils auraient pu être tentés de chercher ailleurs ou dont ils auraient pu être incapables de profiter. Ce seront donc des organes de défense de l'école laïque.

C'est ainsi qu'on remarque souvent autour de l'école publique des Amicales comprenant des élèves, des membres bienfaiteurs et des membres honoraires, dont dépendent des coopératives scolaires (chargées de la propreté des salles, de leur décoration, de musées scolaires, de fournir des jeux, etc...), des cantines, parfois des mutualités sco-

laïques, des caisses des écoles, des patronages laïques, des sections sportives, des organisations de cours pour adultes (séances et conférences, conseils, bibliothèques, etc...), de concerts, d'excursions, etc... (1).

Toutes ces organisations dépendent de l'instituteur qui les dirige et les crée; mais pour les coordonner, les aider, les conseiller, il fallait un organe central. Or l'Etat ne s'occupant pas directement de ces initiatives, il fallait une association privée; il en existe une, la « Ligue de l'Enseignement », Confédération générale des Œuvres laïques, dont dépendent la plupart des groupements constitués autour de l'école publique, qui s'y sont rattachés de leur plein gré, ou même certains autres formés autour de quelques écoles privées; créée en 1866 par Jean Macé, « les buts de la Ligue française de l'Enseignement qui, depuis 1925, est la Confédération générale des Œuvres laïques, sont affirmés dans l'article premier de ses statuts : provoquer et coordonner toutes les initiatives individuelles ou collectives pour la propagation de l'enseignement laïque et de l'éducation populaire sous toutes ses formes, ainsi que favoriser toutes les œuvres de jeunesse, scolaires ou post-scolaires » (2).

Son action se manifeste à l'extérieur par une propagande ardente en faveur de toutes les œuvres laïques et la jeunesse; ses conseils, ses efforts sont souvent suivis par les pouvoirs publics (et surtout depuis mai 1936), dont elle est en quelque sorte l'auxiliaire, tout en restant strictement privée : « Lorsque l'initiative privée, la sienne, a démontré par le fait accompli l'utilité d'une réforme et que cette réforme s'inscrit dans les lois, elle s'estime récompensée. » (3). Il peut cependant exister quant au caractère privé de la Ligue un peu d'équivoque, en raison du patronage des pouvoirs publics, qui s'affirme de plus en plus étroitement, à tel point que le rapport sur le budget Education nationale de 1938, présenté à la Chambre, l'appelle un « véritable

(1) D'après *L'enseignement public*, décembre 1934.

(2) *La Ligue Française de l'Enseignement. Ce qu'elle est, son action*, 1938, p. 3.

(3) *Idem*, p. 10.

service public », ce qui semble impliquer un certain monopole, incompatible avec les caractères constitutifs des associations privées. Mais en fait la Ligue est sans aucun doute une initiative privée, dont l'action est simplement très étendue, afin de compléter l'action des pouvoirs publics : « Le critiquant et le contrôlant, la Ligue de l'Enseignement donne son concours au gouvernement quand il est dans la bonne voie. » (1).

Cette action extérieure se manifeste également par sa propagande de défense de l'idée laïque, et de la neutralité; trop souvent malheureusement cette propagande semble prendre un esprit de lutte et sa soif de gagner des points sur toutes les réalisations confessionnelles tend vers un sectarisme regrettable et incompatible avec un idéal de neutralité franche et étendue, à tel point qu'en le déplo- rant, un de ses membres a pu dire : « Je ne suis que par trop effrayé des progrès que le dogmatisme fait jusque dans nos rangs. On oublie aisément que ce n'est pas la négation, mais la liberté qui nous caractérise. » (2). Aussi, c'est seulement dans la mesure où son action n'est pas empreinte de cette déformation de l'esprit de neutralité, que l'Action de la Ligue est louable; les progrès relatifs à l'école publique qui lui sont dus sont nombreux, de même que tous ceux qui d'une façon plus générale ont profité à la jeunesse, car « la Ligue de l'Enseignement n'a jamais limité son rôle à l'Ecole. Elle s'est toujours intéressée à toutes les formes de l'éducation » (3).

Son action extérieure se manifeste par deux sortes d'éléments jusqu'aux sections locales; d'une part en passant par les 80 fédérations départementales des œuvres laïques, qui gardent une grande autonomie et s'adressent elles-mêmes aux 25.000 sociétés et sections locales; son action n'est alors qu'impulsion et coordination. D'autre

(1) *Action Laïque*, juillet-août 38.

(2) Ed. LABBÉ : *L'enseignement post-scolaire*, Corbell, 1933, p. 49.

(3) *Id.*, p. 77.

part la Ligue s'adresse aux sections spécialisées dans diverses branches, par des centres également spécialisés, qui documentent, conseillent et aident. Ces centres sont :

L'Union française des Œuvres laïques d'Education physique (U.F.O.L.E.P.), qui réunit depuis 1928 tous les groupements sportifs affiliés aux fédérations départementales; on en compte environ 5.000 avec 300.000 membres. « Elle s'attache à développer, en même temps que le goût de l'éducation physique et des sports, les possibilités matérielles qui doivent être offertes à chacun, jusque dans les villages : stades, terrains de jeux, etc... » (1). S'intéressant à tous les sports et jeux, elle s'occupe surtout cependant de l'éducation physique; elle organise des concours départementaux, régionaux ou même nationaux; elle a fait passer en 1937, 50.000 « brevets sportifs populaires ».

L'Union française des Œuvres laïques d'Education artistique (U.F.O.L.E.A.), créée en 1933, dans le but de conseiller les groupements trop peu nombreux qui ont des activités dans cette branche, aux limites et aux méthodes mal définies (théâtre, musique, chant, dessin, arts);

L'Union française des Offices du Cinéma éducateur laïque (U.F.O.C.E.L.) fut créée en 1933 pour remédier aux insuffisances du cinéma dans l'éducation, en rassemblant les éducateurs et les groupements qualifiés; ses moyens d'action sont des réunions et congrès pour aboutir à des accords susceptibles d'organiser le cinéma éducateur.

L'Union française des Œuvres de vacances laïques (U.F.O.V.A.L.), créée en 1934 pour développer les colonies de vacances. Dès 1936, 53.000 enfants fréquentaient des colonies placées sous son patronage. Elle s'est toujours montrée favorable à la réglementation du contrôle des colonies par l'Etat, mais en même temps elle demande à l'Etat un appui financier, qui lui permet de supporter sans gêne ce

(1) *La Ligue, op. cit.*, p. 13.

contrôle, pensant pouvoir lui demander « un ordre de préférence à la fois dans sa sollicitude matérielle et dans son aide financière » (1) pour des œuvres qui « agissent en fonction de l'idéologie sur laquelle se place le régime républicain » (1). L'action de cet organe est prépondérante dans la Fédération nationale des Œuvres laïques de vacances, créée en 1938.

Le *Comité des fêtes de la Jeunesse*, organe de concentration, qui organise des représentations sportives et artistiques dans le style des Sokols (77 fêtes eurent lieu ainsi en 1938).

Le *Centre laïque d'Aviation populaire*, créé en 1938 pour le développement de l'Aviation populaire et l'éducation pré-aérienne.

Le *Bureau de documentation professionnelle* qui publie des fiches sur les débouchés.

La *Commission d'Action laïque* dans les enseignements des deuxième et troisième degrés, pour la défense de l'esprit laïque et les loisirs dirigés.

En outre, la Ligue collabore très étroitement avec l'Office central de la Coopération à l'école qui groupe les coopératives scolaires, les Eclaireurs de France, qui seuls sont reconnus dans l'enseignement public depuis 1938, la Fédération nationale des Œuvres laïques de Vacances, créée en 1938, le Centre laïque des Auberges de la Jeunesse dont elle est une des six associations fondatrices, Tourisme-Vacances pour tous, Office de tourisme dépendant de la C.G.T., etc... et autres associations adhérant comme elle au Front Populaire.

Ses membres sont ainsi répartis :

620.000 membres majeurs,
1.305.000 jeunes gens de 14 à 21 ans,
250.000 enfants d'âge scolaire (2).

(1) *Action Laïque*, juillet-août 1938, p. 146.

(2) D'après : *La Ligue, ce qu'elle est...*, op. cit.

La ligue possède pour la coordination intellectuelle et pratique de ses sociétés et fédérations, une revue mensuelle : *L'Action laïque*. Chaque année, pour la coordination par l'apport des idées de chacun, elle organise un congrès; parmi les conclusions de ses congrès, les loisirs et une éducation complète sont souvent prônés. C'est ainsi que le Congrès de 1937 déclare « que la culture physique occupe une place essentielle..., qu'un organisme administratif doit être prévu... sous la forme d'une Direction des loisirs des jeunes ». D'autre part ce même Congrès « estime que l'organisation des loisirs des jeunes est d'une importance capitale et qu'elle se trouve liée à l'éducation des jeunes », et en conséquence il demande « que les heures de travail des adultes..., que les loisirs sportifs des jeunes, soient orientés vers des buts éducatifs » (1). Quant au Congrès de 1938, il étudie directement le problème de l'organisation des loisirs dans une démocratie.

S'étant particulièrement intéressée aux « loisirs dirigés », la Ligue fit paraître en 1938 dix bulletins traitant un de leurs aspects, pensant que « c'est par les loisirs dirigés que le mouvement dit d'éducation nouvelle ou d'école active avec tous les immenses avantages qu'il comporte, pénétrera dans l'enseignement du deuxième degré » (2).

Les campagnes les plus récentes portent sur la réglementation d'un enseignement post-scolaire obligatoire, laïque et gratuit entre 14 et 20 ans, qui soit susceptible de donner une éducation unique. Elles portent également sur la création de foyers communaux d'éducation et de loisirs, s'adressant aux enfants et aux adultes et comprenant tous les moyens susceptibles de constituer une sorte de « club » à la manière anglaise; l'élément principal en est une grande salle (de cinéma, théâtre, conférences, gymnastique) à laquelle sont annexées d'autres pièces qui sont le siège de

(1) *Action Laïque*, juillet-août 1937.

(2) *Pour les Loisirs dirigés*.

« toutes les œuvres scolaires, péri et post-scolaires, éducatives, artistiques, sociales, du village ».

Désirant également l'abrogation de la loi Falloux qui est la charte de la liberté de l'enseignement, la Ligue est cependant opposée à la suppression de la liberté dans les loisirs. En 1938, « le Congrès estime qu'en matière de loisirs, il ne saurait être question d'une organisation étatisée, la diversité souhaitable en cette matière et la nécessité d'accorder le fonctionnement des loisirs organisés avec le maximum de liberté pour chacun, exigent que soient encouragées au contraire, toutes les initiatives privées sous les seules conditions :

« Qu'elles ne poursuivent aucun but commercial,

« Qu'elles ne proclament aucun principe, qu'elles ne pratiquent aucune action ayant un caractère politique ou confessionnel » (1). Si la première restriction est hautement désirable, la seconde représente l'idéologie d'une neutralité impossible, qui tuerait l'idéal sous les différentes formes où on peut se le représenter. Et la Ligue elle-même qui croit remplir seule ces conditions, doit reconnaître qu'il n'y a pas de libéralisme moral absolu et la majorité de ses membres actifs, les instituteurs du Syndicat national des Instituteurs, affirment nettement le « caractère positif et combatif de (leur) laïcité, qui se dresse contre les dogmes, donc contre l'emprise, de la religion » (2). Ainsi il semble que son affirmation de neutralité, pour louable qu'elle soit, soit entachée d'impossibilité dans un pays où règne encore la liberté de penser.

En dehors de la Ligue de l'Enseignement, d'autres organisations ont le but d'être complémentaires de l'école; variées et nombreuses, mais limitées dans leur action, elles ne pourront être citées ici.

(1) *Action Laïque*, juillet-août 1938, p. 154 et 159.

(2) *L'école libératrice*, 19 septembre 1936, p. 1194, col. I.

Signalons simplement pour en donner des exemples, l'œuvre entreprise par le Touring-Club de France, qui a créé des groupes scolaires de tourisme, et celle de la Croix Rouge de la Jeunesse; celle-ci a pour buts principaux de donner à l'enseignement de l'hygiène, un prolongement pratique et complémentaire, de développer l'esprit de solidarité et d'aide mutuelle (fabrication de jouets, vêtements, etc...), de créer des liens de réelle amitié entre les 17.500.000 membres des Sections de jeunesse du Monde au moyen de la Correspondance interscolaire collective, dans un esprit de neutralité parfaite (échange de dossiers, documents, travaux, lettres, herbiers, etc., etc...) (1).

Nommons encore les nombreuses créations de bibliothèques, qui constituent le meilleur élément de développement intellectuel en dehors des travaux scolaires. Les bibliothèques scolaires furent créées en France en 1862; un arrêté du 15 décembre 1915 précise que « toute école primaire élémentaire doit posséder une bibliothèque ». Dans les lycées un effort de présentation attrayante a été fait parfois avec succès. Mais les bibliothèques enfantines proprement dites sont rares, bien qu'indispensables pour attirer l'enfant dans des installations indépendantes qu'il n'aura pas à partager avec les adultes; il y en a quelques-unes qui dépendent de bibliothèques populaires, mais on n'en compte qu'une qui ait sa personnalité propre et soit vraiment l'affaire des enfants, c'est celle de la rue Boutebrie, à Paris, dite « L'heure joyeuse » où les jeunes seuls peuvent se rendre en notant lors de leur inscription : « En écrivant mon nom dans ce livre, je deviens membre de l' « Heure joyeuse » et promets de prendre soin des livres et d'aider les bibliothécaires à rendre « notre » bibliothèque utile et agréable à tous ». C'est donc à peu près uniquement sur la bibliothèque de l'école qu'il faut compter et il faut délibérément les perfectionner pour encourager

(1) D'après une Circulaire de la Section de jeunesse de la Croix Rouge Française.

les recherches personnelles de tous pour un meilleur développement de leur personnalité.

Pour les jeunes ouvriers il est vrai, il existe parfois des bibliothèques fondées par les usines, comme celles de l' « Union des Industries métallurgiques », mais à la portée de tous, elles sont souvent sans direction suffisante des goûts de chacun; de même des organisations de loisirs, comme le « Comité national des Loisirs » ont mis cet élément au premier plan de leurs préoccupations.

Citons enfin, l'essai qui n'en est qu'à ses débuts en France, de la bibliothèque itinérante ou « bibliobus », qui souvent encore ne vient pas à bout des méfiances des paysans, dans les villages où elle circule.

D'une façon générale, très désirables, ces différentes initiatives gagneraient à une présentation plus agréable (aspect des livres, catalogues, salons de lectures, conseils, ouverture aux heures de liberté, simplification des formalités, présence de périodiques, etc., etc...). Une préparation intellectuelle est nécessaire pour provoquer le désir de la distraction intellectuelle : « Il est évident que les bibliothèques dans les clubs de jeunes n'auront un rendement intéressant que si les jeunes ont le désir de poursuivre leur instruction » (1). Les lectures attrayantes collectives constituent un premier moyen, primordial.

Parmi les procédés des loisirs qui complètent utilement l'école durant les jours de congé, citons encore les films documentaires dont l'emploi se perfectionne toujours davantage et dont la distribution est faite notamment par les associations pour l'éducation populaire; citons également l'emploi des disques qui tend à se répandre et à se normaliser. Quant à la T.S.F. son utilisation comme moyen complémentaire de l'école est principalement dirigée par l'Etat.

(1) Bibliothèques populaires et loisirs ouvriers, Paris, Institut International de Coopération intellectuelle, p. 23.

Les Associations de parents d'élèves ont le contrôle de ces moyens complémentaires et peuvent les encourager ou les interdire, selon leurs possibilités éducatives. Juridiquement elles représentent les enfants et adolescents, défendant leurs droits et elles sont la contrepartie indispensable d'un régime de liberté.

SECTION II

ORGANISATIONS COMPLEMENTAIRES DU MILIEU DE TRAVAIL

ACTION DES FORCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

Les loisirs sont trop souvent envisagés en tant que loisirs ouvriers et pas davantage; quand on s'occupe plus spécialement des jeunes, on n'entrevoit généralement que l'enseignement post-scolaire ou l'éducation populaire, dans son sens étroit. Nous nous sommes efforcés de dépasser ce point de vue trop limité et de poser clairement la question des loisirs complets de tous les enfants et adolescents; c'est pourquoi nous ne consacrons que ce chapitre, au problème classique des loisirs des jeunes ouvriers ou des enfants de la classe ouvrière en passant rapidement en revue les réalisations des forces économiques et sociales.

Notre premier soin sera de stigmatiser les réalisations qui poursuivent un but intéressé et recherchent un accaparement, en opposition à des influences adverses. Le problème des loisirs ouvriers excellent en soi, mais engagé d'une façon équivoque depuis quelques années, fut trop souvent résolu par des procédés démagogiques, pour des fins politiques. Faisant abstraction de ces procédés, nous traiterons le sujet des loisirs des jeunes ouvriers en ne

tenant compte que des bienfaits qu'ils doivent créer, leurs buts éducatifs leur donnant une raison d'être que les nécessités sociales et nationales ne démentent pas, bien au contraire.

Envisageant tous les moyens que les jeunes salariés ou les enfants de salariés ont actuellement à leur disposition, nous étudierons d'abord ces moyens en eux-mêmes, avant de parler de tous les groupements qui en sont les dispensateurs, les uns économiques (organisations patronales ou ouvrières), les autres sociaux (centres sociaux, associations neutres désintéressées, etc...). Il paraît normal de les placer ensemble, leur activité s'entrecoupant et leurs bénéficiaires étant généralement les mêmes.

Il est souvent difficile de discerner les initiatives qui s'adressent spécialement aux adultes et celles qui cherchent à attirer plus particulièrement les adolescents de 14 à 20 ans ; mais on peut toujours poser le principe du bien fondé des loisirs éducatifs en faveur des jeunes et former quelques réserves sur l'emploi trop large pour eux des distractions inutiles ou appauvrissantes. Egalement toute organisation qui est un élément d'entr'aide sociale est bienfaisante, contrairement à celle qui sèmerait la haine procurant une culture fausse et de façade. Il est normal de réaliser l'entente par les loisirs entre l'ouvrier ou le paysan et le bourgeois, dans un esprit de compréhension où chacun a beaucoup à puiser : « La bourgeoisie ignore autant l'âme ouvrière, que le monde ouvrier se fait d'illusion sur les prétendues conditions de vie, les souffrances, les inquiétudes de la plus grande partie de la classe non manuelle. Ne pas se connaître, c'est être dans l'incapacité de s'estimer mutuellement, de se comprendre et donc de s'aimer. » (1). Les quelques essais faits pour réaliser cette union parmi les adolescents ont montré tous les bienfaits qu'on peut en tirer.

Certes ici encore plus qu'ailleurs il faut se louer de la

(1) Marc DUBOIS, *op. cit.*, p. 49.

multiplicité de nos organisations : « Il ne s'agit nullement d'organiser d'autorité et avec discipline les loisirs des ouvriers. Il s'agit de mettre à leur disposition les possibilités de satisfaire à leurs inspirations et à leurs goûts. » (1). On peut seulement regretter que l'emprise de ces groupements d'entr'aide sociale soit souvent insuffisante et bien plus, que des partis-pris politiques aient fait prononcer des exclusives contre beaucoup de ceux-ci.

Il y a avant tout à enseigner l'essence même du loisir, non dans un sens politique, mais dans ce sens infiniment plus profitable de l'enrichissement personnel, du complément à donner à sa propre éducation : « Tant que le peuple ne ressentira pas ses faiblesses, tant qu'il n'exigera pas pour ses jeunes travailleurs, pour toute l'adolescence, une éducation complète la loi même sera impuissante » (2). Il est naturel que l'adolescent encore plus que l'ouvrier connaisse peu « l'art d'user de la liberté » et il est essentiel de l'éclairer et de lui fournir des moyens, soit dans le cadre de sa profession, soit en dehors. Ainsi seulement ses heures de repos pourront être profitables, car il faut lui apprendre « à se servir de celles-ci pour son perfectionnement et son bonheur... en même temps qu'il faut veiller à son adaptation à la vie intellectuelle et civilisée, à la vie normale et civique » (3).

Il s'agit de créer des œuvres attirantes qui sauront intéresser l'ouvrier et le décider à préférer leurs activités aux pauvretés de la rue. Des organisations officielles tueraient l'atmosphère de liberté et le choix personnel qui doivent être à la base, mais il n'en faut pas moins des groupements solides, qui puissent présenter à la classe ouvrière un programme clair, répondant à ses besoins et à ses aspirations.

(1) Albert THOMAS, *op. cit.*

(2) Ed. LABBÉ : *L'enseignement post-scolaire*, p. 63.

(3) Albert THOMAS, *op. cit.*

A) LES LOISIRS DU JEUNE SALARIÉ

Traiter la question des loisirs des jeunes ouvriers ou employés entre 14 et 18 ans, c'est aborder principalement la question de l'éducation populaire, envisagée dans son sens réel, qui est beaucoup plus restrictif que la notion de loisir, telle que nous l'avons définie.

S'adressant aux seuls salariés, l'éducation populaire vise avant tout à l'instruction du peuple, à sa formation et à son relèvement (1). Elle est essentiellement intellectuelle et morale et constitue un des éléments principaux des œuvres sociales. Mais elle est incomplète, ne poursuivant généralement qu'un point de la formation de ses bénéficiaires et non pas l'ensemble de leurs heures de loisirs, qui permettent de se consacrer à l'embellissement de l'esprit ou à l'enrichissement de la personnalité par les moyens les plus variés.

Cherchant à compléter la formation intellectuelle de l'adolescent, qui a quitté l'école à 14 ans et qui est encore peu cultivé, il est excellent que l'éducation populaire porte principalement sur l'instruction complémentaire. Les loisirs qu'on organise en faveur du jeune ouvrier sont ainsi souvent d'ordre intellectuel et culturel; il est tout à fait naturel qu'ils prennent ici cette forme qui réalise la compensation la plus nécessaire pour le travailleur. Ce qui ne serait pas loisir pour l'écolier le devient au premier plan pour le salarié. Quant à l'éducation professionnelle, on la compte généralement dans l'éducation populaire, mais elle ne fait plus partie des loisirs n'étant plus compensation, mais supplément d'activités du même ordre que celles de l'occupation principale.

L'instruction complémentaire est donnée, en marge de l'école, par des groupements sociaux spécialisés ou par les organisations ouvrières.

(1) D'après Fr. BLOCH-LAINÉ, *op. cit.*

Quand elle est donnée en marge de l'école, l'éducation est dite post-scolaire; organisée le plus souvent à l'école même, sous forme de cours du soir ou de conférences, elle s'efforce d'être plus pratique que l'instruction scolaire. Elle est malheureusement trop peu attrayante pour obtenir l'assiduité d'une majorité de ceux auxquels elle veut s'adresser (1), qui la trouvent ennuyeuse et préfèrent des distractions plus faciles. Les conférences avec projections obtiennent déjà plus de succès, ainsi que les séances cinématographiques.

Des groupements sociaux nombreux et variés ont des résultats un peu supérieurs, surtout lorsqu'ils cherchent à faire un travail vivant et réel; ils ont l'avantage de ne réunir que des participants venus de leur plein gré et de favoriser la collaboration des intellectuels (mais rarement des professeurs) avec les manuels. Il y a de nombreuses associations sociales, neutres ou confessionnelles qui remplissent ce rôle; c'est chez elles que se vit pleinement le cercle d'études, qui « doit être la grande table ouverte à tous sans ambition, ni politique, autour de laquelle on cause, on apprend à se connaître, à s'entendre, à s'aimer...; il faut que ce soit cordial, intime, que chacun se sente à l'aise » (2). Il peut y avoir en outre des cours techniques, d'électricité, de dessin industriel, de langues vivantes, etc... et naturellement des activités plus extérieures (sorties, visites d'usine). C'est le meilleur terrain où les initiatives sont particulièrement profitables et peuvent être aussi variées qu'il est souhaitable.

Les groupements ouvriers, syndicaux, politiques et confessionnels font de très gros efforts pour accroître l'instruction de leurs membres, afin d'en faire des militants

(1) Cf. *Journal Officiel*, 5 octobre 1925 - 30 novembre 1926 - 8 octobre 1933. Rapports de M. Maurice ROGER, Inspecteur Général de l'Instruction Publique, donnant les statistiques des cours pour les adultes et les adolescents faits par le personnel enseignant (36.000 en 1922, 29.000 en 1926).

(2) Mme Gaston ETIENNE : *Utilisation des loisirs du travailleur*, p. 36. Eugène Belin, 1935.

éclairés de la classe ouvrière. Les jeunes sont rarement atteints par les groupements culturels, comme ceux de l'Internationale de l'Education socialiste, l'étant plus particulièrement par les formations spécialisées des partis; les Jeunesses socialistes et communistes ont inscrit ce but dans leur programme, mais ont tendance à faire passer au second plan l'effort intellectuel vers la culture, pour faire passer au premier l'action pour les revendications; on connaît également le rôle rempli par les faucons rouges pour les plus jeunes. Se basant sur la lutte des classes et faisant donc abstraction de toute collaboration sociale, cette action politique est viciée à la base; « autant on peut comprendre qu'une formule d'éducation populaire soit liée à une formule confessionnelle, car la question morale entre gravement en jeu dans l'éducation, autant il est difficile d'admettre qu'elle soit liée à une méthode ou à un parti politique n'ayant en soi rien de formateur » (1). C'est pourquoi l'action culturelle de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne paraît supérieure.

Quant aux syndicats, certains ont constitué des sortes de collèges ouvriers, mais leur action est négligeable sur les jeunes de moins de 20 ans; lorsqu'elle est désintéressée, elle est cependant louable. Ces groupements reprennent l'essai infructueux des Universités populaires de la fin du siècle dernier, qui avaient échoué étant parties de trop haut et n'ayant pu se libérer des principes idéologiques dépourvus de tout sens pratique. Parmi les efforts qui ont été faits de nouveau, citons par exemple ceux de la C.G.T. qui a créé un institut supérieur ouvrier à Paris et des collèges ouvriers en province et de la C.F.T.C. (Confédération française des Travailleurs chrétiens) qui a créé des écoles normales ouvrières, des journées sociales et un institut de travail et de culture. Leur but est de compléter l'instruction ouvrière; parmi ceux qui mirent tous leurs espoirs dans cette instruction, Proudhon l'un des premiers

(1) *Cahiers du redressement français*, N° 21, p. 109.

en fut l'apôtre; d'après lui, « elle consiste à faire parcourir à l'élève la série entière des exercices industriels et à dégager de ces exercices l'idée qui y est contenue..., pour conduire l'homme, par la tête et par la main à la philosophie du travail, qui est le triomphe de la liberté » (1). Mais cette liberté est singulièrement compromise, si ceux qu'on a pu instruire, ne deviennent que des meneurs haineux et des déclassés mécontents.

Quant à l'éducation professionnelle, elle est pour tous les jeunes la condition essentielle de la formation de leur expérience d'ouvrier, qui assurera la valeur de leur travail; mais répétons qu'elle n'est pas à proprement parler loisir, étant un supplément et non pas un complément de l'activité principale (2).

En dehors de la formation intellectuelle et de l'éducation professionnelle, l'éducation populaire cherche encore, mais moins souvent, à assurer l'emploi des loisirs dans leur ensemble. En dehors des mouvements de jeunesse que nous avons cités et qui s'adressent notamment aux jeunes

(1) PROUDHON : *La justice*.

(2) Pour mémoire, rappelons que l'éducation professionnelle est organisée principalement par la loi Astier du 25 juillet 1919 pour tous les apprentis du commerce et de l'industrie; « Charte de l'enseignement professionnel », elle rend l'apprentissage obligatoire jusqu'à 18 ans, soucieuse d'atténuer les dangereux effets chez les adolescents du passage brutal de l'école au métier. Pour les milieux ruraux, fut votée parallèlement la loi Plissonnier du 5 août 1918.

L'obligation de l'apprentissage est malheureusement mal observée; les méthodes employées, souvent froides et sèches, font abstraction de l'éducation morale et intellectuelle, en sont la cause principale. Il existe des établissements ou plus simplement des cours pour cet enseignement technique, qui sont publics ou privés, les patrons étant contraints à y envoyer leurs apprentis et payant même une taxe d'apprentissage y correspondant; mais souvent les cours spécialisés réalisés dans l'entreprise même, sont les seuls qui puissent obtenir des résultats intéressants. Il est évident que le caractère obligatoire de l'apprentissage doit être observé par les patrons et les intéressés; à la seule condition qu'il n'y ait pas monopole de cette éducation, il est excellent que des mesures soient actuellement envisagées pour rendre plus efficace l'obligation, dont un décret du 24 mai 1938 affirme de nouveau l'importance.

ouvriers, signalons surtout les patronages, laïques ou non, qui prennent les jeunes durant les jours de congé ou le soir et les innombrables colonies de vacances en faveur des jeunes ouvriers et surtout des enfants des salariés, ainsi que certaines associations d'éducation populaire. Leurs activités sont très louables puisqu'à l'éducation morale, civique, pratique, intellectuelle, artistique, elles ajoutent l'éducation physique qui doit assurer la santé; il est désirable que celle-ci augmente les possibilités de chacun dans son métier, mais surtout qu'elle libère toutes les forces productives inemployées : elle sera alors le complément de l'occupation principale qu'il faut toujours rechercher.

Au total, comme a pu le dire un spécialiste de l'enseignement post-scolaire, « il s'agit de déterminer les conditions grâce auxquelles l'adolescent, garçon ou fille, peut atteindre les fins multiples, qui lui sont assignées : achèvement de sa formation physique..., adaptation à l'activité économique collective, c'est-à-dire apprentissage, ce mot étant entendu dans son sens le plus large, adaptation à la vie intellectuelle civilisée, adaptation à la vie morale et civique et spécialement préparation à la vie de famille » (1).

B) INITIATIVES PRIVÉES S'OCCUPANT DES LOISIRS DES JEUNES OUVRIERS

Ne nommant ici que les initiatives privées, nous ne parlerons pas de l'Etat, qui organise des cours en vue de l'enseignement post-scolaire, dans les écoles et également par T.S.F., utilisée officiellement dans ce but depuis janvier 1937; mais en dehors de l'instruction, de son action en faveur des améliorations sociales qui facilitent les loisirs, bien que d'une façon désordonnée, et de certaines mesures d'encouragement ou de coordination, il ne s'occupe pas

(1) Ed. LABBÉ, *op. cit.*, p. 6.

directement de ce problème, ne possédant pas de service public des loisirs.

Les organisations de loisirs s'adressant au jeune ouvrier peuvent en premier lieu être rattachées au milieu de travail, être constituées autour de l'usine par exemple. Ce sont alors des bibliothèques, des conférences, des cours professionnels, des sociétés sportives surtout, ainsi que des sociétés musicales ou artistiques. Elles dépendent d'une gestion patronale, d'une gestion ouvrière ou d'une gestion mixte (1) ; on y trouve souvent rattachées des œuvres sociales, l'ensemble étant coordonné dans des cités ouvrières dépendant de l'établissement industriel (et comprenant des dispensaires, écoles ménagères, coopératives, stades, bains, etc...).

Certes il peut y avoir des abus, et il ne doit pas exister « d'accaparement », mais le système favorise généralement la collaboration de familles vivant ensemble et possède ainsi une excellente portée sociale. C'est pourquoi il est nécessaire d'en faciliter les progrès (2). Les réalisations obtenues par le Comité de Prévoyance et d'Action sociale, le Comité central des Allocations familiales et l'Union des Industries métallurgiques et minières par exemple, comptent dans les milieux industriels parmi les meilleurs résultats qu'on a pu obtenir jusqu'ici.

Au contraire il peut exister en dehors de l'usine de grandes associations ouvrières, mettant à la disposition de la classe ouvrière tous les moyens qui peuvent lui être utiles pour l'emploi de ses loisirs. Ces groupements sont syndicalistes, confessionnels, prolétariens ou coopératifs ; l'un d'entre eux, le Comité national des Loisirs, réunit les trois éléments syndicaliste, prolétarien et coopératif.

(1) Cf. Paul RIVES : *La corvée de joie*, Presse Universitaires, 1924.

Cf. Mme Gaston ETIENNE : *L'utilisation des loisirs du travailleur*, Eugène Belin, 1935.

(2) Aussi, il est regrettable de constater que certains groupements ont par sectarisme mené une campagne, contre le projet du Ministère des Finances d'accorder en 1938 des allègements fiscaux aux grandes entreprises qui s'occupaient des loisirs de leurs ouvriers.

Nous avons parlé déjà de la C.G.T. au sujet de l'instruction populaire, mais en dehors de celle-ci et de l'enseignement syndicaliste proprement dit (1), elle s'occupe des loisirs en général, aidant, coordonnant, créant les initiatives : « Dans cette œuvre, les Unions locales et départementales ont un rôle important à jouer. Il appartient à la C.G.T. de tracer les règles générales pour suggérer et conseiller. A la C.G.T. revient aussi la tâche de créer les organisations centrales. C'est ce qu'elle a fait, par exemple avec le Centre confédéral d'Education ouvrière, mais malgré tout les tâches locales restent l'essentiel. L'organisation des loisirs doit être décentralisée, réalisée sur place, au point même d'utilisation » (2). C'est pourquoi il est question de créer des centres départementaux de culture et de loisirs, avec des sections de culture générale, artistique, physique, d'œuvres pour la jeunesse, etc... A l'échelon national la C.G.T. ne possède pas d'organisations pour les jeunes; il n'en existe que dans les unions départementales (colonies de vacances) et dans les syndicats (éducation professionnelle). En outre beaucoup d'enfants de ses membres sont dirigés sur les faucons rouges, qui étaient dans leurs débuts rattachés à la C.G.T., sur les « amis de la nature » et la F.S.G.T. ainsi que sur les auberges du « Centre laïque », patronné par la C.G.T. (3).

Mais l'effort principal de la C.G.T. consiste à faciliter les congés payés ; à Paris, à côté du Centre confédéral d'Education ouvrière, il existe un bureau de tourisme depuis mai 1937. En dehors des excursions hebdomadaires qu'il organise, celui-ci, pour coordonner les conditions du tourisme, qui est « une détente, un repos, une joie et un moyen de culture » (4), mis à la portée de l'ouvrier, doit créer tout un réseau de clubs de tourisme où « il faudra

(1) Fondation en 1936, d'une « école du militant » à Paris.

(2) *Pour une culture vivante et libre*, p. 112. Paris, Centre Confédéral d'éducation ouvrière.

(3) Cf. *Le syndicalisme devant le problème des loisirs*. Conférences de l'Institut supérieur ouvrier.

(4) *Syndicats*, 15 avril 1937, p. 3.

installer une bibliothèque et un centre de documentation touristique pour donner le goût du voyage » (1). Le bureau s'efforce de créer des « hôtels qui offriront les conditions nécessaires pour de bonnes et saines vacances, à des prix modérés » (1), de recenser les chambres d'hôte chez des paysans, dans les villages et les fermes isolées, où pourra se faire facilement la propagande pour les idées syndicales et la culture prolétarienne. Le bureau qui a un compte par « camarade », a institué le « crédit-vacances », qui permet des vacances à forfait contre des versements périodiques.

On a assisté depuis deux ans à un effort très net de tous les syndicats dans ce domaine du loisir, moyen de propagande excellent, susceptible d'accroître leur force et de réaliser l'union de leurs membres par une vie commune; selon eux, « partout où le mouvement syndical peut créer lui-même des organisations de loisirs, il doit les organiser lui-même. Il n'a pas à abandonner cette activité à des bonnes volontés qui risquent de le mener vers des fins... qui ne sont pas les siennes » (2).

Il en est donc ainsi de tous les syndicats et non seulement de la C.G.T.; la C.F.T.C. par exemple (Confédération française des Travailleurs chrétiens) qui compte 2.050 syndicats, (tout en bornant strictement son action à la représentation et à la défense des intérêts généraux du travail » recherche en outre « la formation morale et professionnelle des travailleurs », organisant leurs droits (3), et facilitant l'emploi de leurs loisirs.

Parmi les groupements ouvriers confessionnels, il faut citer ici l'organisation très complète de la Jeunesse ouvrière chrétienne, que nous avons étudiée par ailleurs (3).

Parmi les groupements ouvriers de loisirs, nous avons dit qu'il existait également des groupements prolétariens et

(1) *Le Peuple*, 10 avril 1937, p. 4.

(2) *Le syndicalisme devant le problème des loisirs*, p. 44, *op. cit.*

(3) Article 1^{er} de ses statuts.

(4) Cf. Chapitre I, section I.

coopératifs. Parmi les premiers on peut citer les Amis de la Nature, les groupements politiques de jeunesse, la Fédération sportive et gymnique du Travail, etc... Parmi les seconds, de nombreux groupements, variés et limités, sociétés de sports ou clubs de loisirs, jouissant rarement d'une autonomie complète, mais plutôt vivant en marge d'organisations syndicales ou politiques, voire patronales. Par exception certains groupements semblent garder leur pleine personnalité, les uns restant isolés, les autres cherchant au contraire à se confédérer; c'est ainsi qu'il existe par exemple une « union française des loisirs » pour les salariés, qui reste neutre et désintéressée, s'attachant uniquement à conquérir les milieux qui désapprouvent les idéologies marxistes; elle a pour but d'accroître « le développement des énergies physiques, et morales de ses adhérents, par des exercices, sports, voyages, conférences, manifestations culturelles et artistiques » (1).

L'organisation ouvrière la plus importante, qui est à la fois syndicaliste, prolétarienne et coopérative est le « Comité national des Loisirs »; celui-ci est en France la plus ancienne « Centrale de Loisirs », se chargeant de coordonner les activités d'organisations de loisirs bien déterminées. Fondé en 1929 sous l'instigation d'Albert Thomas, premier directeur du Bureau International du Travail, et sous le patronage de la Fédération nationale des Coopératives de consommation, il est en quelque sorte l'aboutissement des besoins des coopératives. Il se présente comme une organisation centrale, à l'échelon national, possédant des circonscriptions territoriales et locales; organisation nationale, il semblait vouloir devenir une institution prenant le pas sur toutes les autres pour tout ce qui concerne les loisirs, mais en fait son exemple a été suivi et dépassé par d'autres institutions du prolétariat auquel il s'adressait, qui tendent à le supplanter de plus en plus.

Son importance n'en est pas moins assez grande pour

(1) Article 2 de ses statuts.

les loisirs ouvriers et sa reconnaissance à peu près officielle par le gouvernement a aidé l'accroissement de ses comités locaux. Il comptait aujourd'hui environ 2 millions 400.000 membres, mais il est difficile en fait de déterminer ce nombre exactement.

Selon l'article premier de ses statuts, il a pour but : « l'organisation des loisirs familiaux, individuels et collectifs par la création notamment, de centres de vacances, voyages, excursions, centres de culture intellectuelle, éducation physique, etc... » Dans ce but, il cherche à grouper tous les comités locaux de loisirs, dépendant eux-mêmes généralement de sociétés coopératives; il leur fournit des services généraux : renseignements, assurances, contentieux, etc... et parvient à les documenter et à leur fournir des moyens grâce à ses offices spécialisés des spectacles, des centres photographiques, des jeux, d'éducation physique, du tourisme populaire, etc... Il s'adresse à tous, adultes, jeunes gens et enfants, ses derniers profitant surtout des activités sportives et de plein air; il s'occupe même des loisirs à l'école primaire et a créé dans ce sens, un « Comité de coordination des Loisirs dans l'Enseignement du premier degré » en 1938. Mais c'est surtout dans les sections de jeunes des comités locaux qu'il atteint les adolescents.

« Centrale de documentation, de liaison et d'orientation des loisirs des travailleurs » (1), le Comité national groupe non pas tant des membres individuels, mais plutôt des sociétés, qu'il aide d'une façon pratique en leur fournissant « des conférenciers, des troupes d'artistes, des moniteurs de culture physique, des techniciens du tourisme, du camping » (1), etc... Chaque comité de loisirs ou Société « conserve son autonomie complète, en tant qu'organisme de loisirs, sous le contrôle du C.N.L. » (1).

En dehors des initiatives patronales et ouvrières, il existe de très nombreuses initiatives privées, agissant en

(1) Brochure officielle du « Comité National des Loisirs ».

tant qu'œuvres sociales désintéressées, dans un but d'éducation populaire. Ou bien elles ne visent que ce but et parfois l'un seulement de ses éléments, ou bien elles en poursuivent d'autres en même temps, l'éducation religieuse par exemple et surtout l'assistance.

Les premières qui ne visent que l'éducation populaire peuvent remplir leur rôle indirectement, par l'envoi de livres, l'exécution de conférences, de films documentaires, etc...; ou bien elles agissent directement sur le jeune ouvrier exigeant une participation réelle de sa part. C'est le cas des associations pour le développement de la culture intellectuelle, comme la société polytechnique, la société philotechnique et la société philomatique, qui donnent aux ouvriers depuis 1880, un enseignement intellectuel et technique; la première par exemple, essentiellement laïque, organise environ 450 cours par an, dont une cinquantaine de préparation militaire et d'éducation physique et en outre des conférences, des bibliothèques, etc... Elle compte 20.000 membres environ; les deux autres sont moins importantes. Les « équipes sociales » qui comptent 12.000 équipiers en gros emploient des procédés plus variés et atteignent davantage les jeunes de moins de 20 ans; en dehors des cours et causeries, elles organisent des promenades, des visites, des jeux, des colonies de vacances, des équipes de jeunes gens faisant vivre le « coin des gosses », des équipes de sanatoria, etc... Dirigées par des catholiques, elles s'adressent cependant aux jeunes de toutes opinions. Elles furent fondées après la guerre, par Robert Garric, dans un large esprit d'entr'aide sociale, et de fraternité, dans le but d'accroître l'éducation populaire. C'est dans une atmosphère réelle d'amitié et d'échange, que des étudiants, qui ont une certaine culture, vont dans les agglomérations ouvrières exposer des questions aux jeunes ouvriers. « Une équipe sociale, c'est donc essentiellement, dans le désintéressement et le respect réciproques, en dehors de toute politique, une mise en commun de ce que possèdent des jeunes gens appartenant à des milieux différents. L'équipier étudiant apporte le savoir qu'il détient,

les équipiers ouvriers apportent leur curiosité toujours insatisfaite, leur connaissances des questions pratiques. Et une amitié ne tarde pas à fleurir et à s'épanouir entre tous ces hommes réunis une fois par semaine pour collaborer » (1).

Nous l'avons dit, à côté de ces groupements sociaux culturels, il existe d'autres groupements sociaux dont l'organisation, très étendue, comprend toutes les branches de l'assistance, au bénéfice des familles ouvrières (depuis les garderies, les maternelles, jusqu'aux maternités, aux dispensaires et à l'aide aux vieillards). Presque toujours neutres, bien que souvent dirigés par des catholiques ou des protestants, parce que le désintéressement et l'esprit de charité sont généralement le fait de ceux qui ont la valeur morale la plus profonde et la plus active, ils s'adressent presque toujours à l'ensemble de ceux qui ont besoin de ce réconfort, sans distinction (2). Ces groupements sociaux placent au premier plan l'action par les loisirs.

Citons par exemple, l'ensemble des œuvres du Moulin-Vert rattachées à la Confédération générale des familles, qui comprend des cités-jardins, des jardins d'enfants, des garderies, des troupes de scouts, des cercles d'éducation familiale, des cercles de jeunes écoliers et ouvriers, animés de l'esprit familial, des vestiaires, des maisons de repos, des colonies de vacances, etc...; c'est le type de l'œuvre unissant au service social, l'assistance éducative. Entre des exemples nombreux, citons encore l'association « Travail et Loisirs », qui s'efforce d'organiser les loisirs ouvriers; elle possède des centres sociaux avec jardins d'enfants, écoles ménagères, bibliothèques, salles d'éducation physique, infirmeries, etc..., c'est-à-dire la totalité des moyens utiles aux jeunes écoliers et ouvriers. De même encore, l'œuvre de la Croix Saint-Simon, le Foyer Rémois ou les

(1) *Temps Présents*, vendredi 14 octobre 1938.

(2) Consulter à ce propos l'annuaire du « Paris bienfaisant et social » qui donne la liste et le but de ces œuvres très nombreuses.

œuvres organisées à l'intérieur de certaines cités-jardins de l'Office public des habitations à bon marché.

Bien différents et très variés dans leur organisation, ces groupements ont cependant des points communs ; centres sociaux indépendants, ils reproduisent en partie les caractères des « settlements », s'adaptant par exemple comme eux à tous les âges de la vie, à toutes les éducations, à toutes les opinions et à toutes les situations. C'est pourquoi il a paru utile de fonder en 1922, une fédération des centres sociaux de France, organe de coordination et de soutien des divers centres, animés du même esprit d'entraide sociale pour l'assistance et l'éducation ; elle a également pour but de former des « résidentes » qui sont destinées à servir dans l'un des centres.

Ces centres qui sont au nombre de 80 environ dont « le programme largement humain s'adresse à tous dans le but de mettre en pratique les principes d'ordre et de famille » sont des modèles de collaboration loyale entre les divers milieux. Quant aux loisirs pour les enfants, comme pour les ouvriers en général, ils les envisagent plus au point de vue social qu'au point de vue humain, plus comme remède préventif que comme remède actif qui inspire la vie entière, cherchant à être une œuvre plutôt qu'un mouvement ; mais les centres sociaux constituent cependant une excellente organisation de loisirs, surtout en raison de la continuité de leurs efforts de la première enfance à l'âge adulte et à cause de leur désir de sauvegarder le cadre familial. Ils sont parfois de véritables clubs de loisirs, comparables aux « settlements », mais en y ajoutant ce caractère familial.

Il faut également citer l'action entreprise par les grands services sociaux, qui ont un but bien déterminé, mais qui s'occupent accessoirement d'assistance et d'œuvres de jeunesse (surtout des colonies de vacances). Ce sont par exemple, les Caisses d'Assurances sociales, les Caisses de Compensation, etc... Si on recherche la raison d'être de ces dernières par exemple, on voit qu'elles ont été créées

pour la répartition des Allocations familiales; mais, en dehors de cette activité, le Comité central des Allocations familiales possède un « Secrétariat des Loisirs », qui documente et soutient les services sociaux des Caisses ou des industriels et qui se met en rapport direct avec les organisations spécialisées de loisirs; son comité de documentation a des commissions pour les loisirs manuels, culturels, artistiques, physiques et touristiques. De même en province il existe dans les services sociaux des Caisses de Compensation des services « Loisirs », qui cherchent à aider et à conseiller les familles bénéficiaires des allocations, mais elles seulement. Cette action est strictement neutre, mais elle a un caractère patronal, comme les caisses elles-mêmes.

A côté des groupements industriels, ouvriers, politiques, sociaux, il ne faut pas négliger l'importance des réalisations des organisations d'un caractère confessionnel, dont nous avons parlé par ailleurs. L'Eglise catholique, donne au jeune ouvrier un ensemble d'œuvres et de mouvements très complet, qui est en fait la plus importante organisation de loisirs et la mieux adaptée aux besoins de chacun.

Les jeunes ouvriers de 14 à 18 ans ou les employés et les paysans de cet âge, peuvent donc trouver aisément des organisations susceptibles de leur donner tout ce dont ils ont besoin; mais on peut regretter le manque de cohésion des groupements qui sont faits pour eux, leur éparpillement, leur collaboration insuffisante, et surtout leur caractère trop accusé « d'œuvres ». Certes il est remarquable de voir à quel point la charité et le désintéressement sont sources de sentiments et de réalisations merveilleuses, mais il manque des « mouvements », où la simplicité, la confiance, la foi, l'esprit de jeunesse créent une mystique et un dynamisme plus aptes à faire confiance aux jeunes, où ils sentent davantage que le groupement est leur affaire à eux, pour eux et par eux, où ils ont leur rôle à jouer.

CHAPITRE III

ORGANISATIONS SPECIALISEES DANS UNE BRANCHE DE LOISIRS

SECTION I

ORGANISATIONS POUR LA VIE EN PLEIN AIR

*Les hommes au fond, ça n'a pas été fait
pour s'engraisser à l'auge, mais ça a été fait
pour maigrir dans les chemins, traverser des
arbres et des arbres sans jamais revoir les
mêmes ; s'en aller dans sa curiosité, con-
naître... C'est ça, connaître...*

J. GIONO.

Depuis une quinzaine d'années, toutes les organisa-
tions de campisme ont pris un essor considérable et nous
assistons depuis trois ans surtout, à un accroissement très
large de leur nombre, de leur action et de leurs adhérents.
Dues en majeure partie aux influences étrangères, spécia-
lement de l'Allemagne et des pays de l'Europe Centrale,

ainsi qu'à la réussite du scoutisme en France, elles sont pour la plupart des mouvements de pure détente, cherchant une réaction salubre aux inconvénients des villes surpeuplées dans un effort physique agréable mené au long des routes et un sentiment de libération des contraintes multiples de la vie du citadin. Variables dans leur forme et dans leurs moyens, leur but est plus l'agrément qu'on retire directement de cette évasion au grand air, que la recherche d'une éducation qui ne vient que par surcroît.

Nous comprenons dans ces mouvements les auberges de la jeunesse, puis toutes les associations de campisme (et non pas le scoutisme), de canotage, de cyclo-tourisme, etc... ou plus simplement de tourisme en plein air.

Ne nous occupant que des mouvements organisés, nous ferons abstraction de toutes les réalisations d'ordre strictement individuel pourtant nombreuses en cette matière, nous attachant plus spécialement aux organisations s'adressant surtout aux jeunes de moins de 18 ans, comme nous l'avons projeté dans cette étude, c'est-à-dire aux auberges de la jeunesse, création récente, destinée à prendre une très grande expansion.

A) LES AUBERGES DE LA JEUNESSE (1)

Bien que leur apparition soit récente en France, c'est en 1907 qu'un instituteur allemand, Richard Schirmann, eut l'idée d'emmener chaque dimanche ses jeunes élèves dans la campagne avoisinante; ce premier geste ayant été couronné d'un plein succès, pour favoriser la vie au grand air et encourager des initiatives semblables, il ouvre la

(1) Nous avons jugé utile de faire de ce mouvement une étude un peu plus complète que celle que nous avons consacrée à d'autres plus importants, mais dont les activités ont déjà été exposées en détail dans des ouvrages que nous avons cités (comme le scoutisme); ici au contraire peut-être n'est-il pas inutile, de poser les principes d'une organisation dont on parle beaucoup, mais qu'on connaît peu.

même année dans son école de Burg Altena en Westphalie une auberge improvisée pour les jeunes de passage. L'année suivante voit se créer 17 auberges, tant la formule rencontre de succès. Dès 1914, l'Allemagne comptait 200 auberges et 21.000 nuits d'hébergement dans celles-ci. Mais il ne faut pas oublier qu'avant les auberges de jeunesse, il y a eu en Allemagne des mouvements de jeunesse, dès la fin du dix-neuvième siècle et que ce sont ces derniers qui ont permis leur formation. En 1919, la Ligue allemande pour les Auberges de la Jeunesse était créée. Après la guerre, le mouvement se répandit rapidement à l'étranger, en Tchécoslovaquie d'abord, puis dans les Pays Baltes, l'Autriche, la Suisse, la France et les Pays scandinaves, l'Angleterre, etc...

Mouvement qui cherche à favoriser la vie au grand air en apportant tous les éléments qui la rendent possible, celui-ci est le plus intéressant pour tous ceux qui désirent profiter de toutes les beautés et des agréments de la Nature (sans faire partie d'une association qui leur imposerait des méthodes de vie), quand ils veulent et où ils veulent. Créé pour les jeunes de 15 à 20 ans, il s'adresse pratiquement peu à eux en France, où la plupart des usagers ont plus de 21 ans; nous en verrons les motifs et comment il est possible de remplir le but qui avait été d'abord recherché. Car cette institution par tout ce qu'elle permet, est en elle-même une excellente façon de concevoir la vie de plein air pour les jeunes; elle est à la portée de tous et d'une utilisation infiniment plus facile que le campisme proprement dit, qui exige non seulement un matériel coûteux, mais aussi une formation particulière et une discipline suffisante pour en éviter les dangers.

Ce mouvement apporte aux jeunes un délassement salubre et vivifiant, compensation profitable à leur existence dans les villes; ses bienfaits pour la santé apparaissent aisément. Mais en outre il permet un enrichissement de leurs connaissances, manuelles grâce aux efforts personnels exigés de tous, touristiques, grâce aux régions qu'ils peuvent ainsi visiter, humaines, grâce à la collaboration

loyale qui peut exister entre tous ces camarades de voyage ou de rencontre qui apprennent à se comprendre et intellectuelles grâce à tout ce qu'ils voient au long des routes; tout cela représente pour eux une application vivante de leurs connaissances théoriques; il y a augmentation de leur « culture » d'une façon réelle, basée sur leur expérience personnelle. Les résultats éducatifs sont donc certains; parmi ceux-ci la suppression des préjugés qui ne subsistent que par ignorance, ne sont pas les moindres, grâce aux contacts amicaux entre la jeunesse des villes et celle des campagnes, les jeunes ouvriers et les jeunes intellectuels, les Français et les étrangers; c'est là un résultat qui, par lui-même, suffit à légitimer la création d'auberges de jeunesse.

Leur but immédiat est de fournir, à tous ceux qui voyagent avec des moyens matériels très réduits, à pied ou à bicyclette, l'abri où le soir ils pourront se reposer après la randonnée longue et fatigante; mais plus qu'un abri simple et bon marché, c'est un foyer d'accueil sympathique, compréhensif, où les jeunes se retrouvent et passent agréablement la soirée entre eux. L'auberge n'est pas une entreprise commerciale, elle ne vise pas à tirer profit de la jeunesse; en tant qu'abri, elle fournit lit, couvertures (draps ou sacs de couchage, si par exception on n'en possède pas), elle permet à l'usager de cuire les aliments qu'il aura apportés et parfois les lui fournira pour une somme modique; installée d'une façon plus ou moins sommaire, mais presque toujours mixte (sauf s'il s'agit des gîtes d'étapes de la L.F.A.J. dont nous parlerons ci-dessous) elle se compose essentiellement de deux dortoirs, un pour les jeunes filles et un pour les jeunes gens, d'une cuisine réfectoire et si possible d'une salle de correspondance et d'une salle d'eau; elle comprend souvent une salle réservée aux loisirs où on trouve livres, revues, parfois un piano ou un appareil de T.S.F. En tant que centre d'accueil elle permet une joyeuse amitié de tous les jeunes qui se distraient ensemble sous l'aimable et bienveillante direction du « Père » ou de la « Mère » aubergiste; ceux-ci sont aptes à obtenir la

bonne tenue de leur maison, en faisant preuve de la fermeté nécessaire et susceptibles, grâce à la confiance qu'ils doivent inspirer, de donner des conseils et d'aider les uns et les autres. On voit que la qualité des différentes auberges dépend directement de la personnalité des pères ou mères aubergistes, de ce qu'ils sauront permettre ou exiger, et de la façon dont ils le feront. On ne saurait perdre de vue que la plus grande partie des possibilités éducatives fournies par les « Auberges de Jeunesse » est détenue par le Père ou la Mère aubergiste : tous les comités de surveillance qui s'occupent de l'auberge n'ont qu'un rôle secondaire à ce sujet et ne peuvent qu'entériner les effets satisfaisants ou mauvais de l'action de celui-ci, qui est le « Meneur » pour tout ce qui touche l'esprit et les activités de son établissement. En outre ils constituent l'organe de liaison entre les usagers et l'Association d'Auberges de la Jeunesse et comme tels doivent notamment appliquer les règlements établis par celle-ci (cartes nominatives, paiement des nuits d'hébergement, propreté, discipline, etc...)

Ainsi établie avec une grande largeur d'esprit, la vie dans les auberges trouve sa liberté indispensable, mais en même temps elle a ses limites nécessaires avec les diverses sanctions prévues, du blâme au retrait de la « carte ». En effet, pour utiliser une auberge il faut être détenteur de la carte délivrée par l'Association qui l'a fondée ou même de toutes les autres associations d'auberges françaises ou étrangères.

Tous les pays d'Europe possèdent des auberges de la jeunesse, sauf l'Italie, l'Espagne et la Russie. La France en possède environ 900, réparties entre la « Ligue française pour les Auberges de la Jeunesse » et le « Centre laïque des Auberges de la Jeunesse » (1).

(1) Nous avons consulté à ce sujet les circulaires, tracts, guides et renseignements, communiqués par les deux Associations, ainsi que leur revue mensuelle : « L'Auberge de la Jeunesse » pour la Ligue et le « Cri des Auberges de la Jeunesse » pour le Centre,

La Ligue française pour les Auberges de la Jeunesse

La Ligue française pour les Auberges de la Jeunesse (qui s'intitule depuis juillet 1937, Ligue française pour les Auberges de la Jeunesse et les Gîtes d'étapes), la plus ancienne en France, prit naissance en 1930, avec l'ouverture de l'Auberge de l'Epi d'Or, dans le domaine de Bierville (Seine-et-Oise) par M. Marc Sangnier; celui-ci créait en même temps une association ayant pour but de développer le mouvement dans le pays, parallèlement à la fondation du « Foyer de la Paix » de Bierville, dans le même but, celui de créer « un immense mouvement de jeunes pour la paix » (1). Créée sous le régime de la loi de 1901, la Ligue prit très vite une grande ampleur et se lança dans le domaine des vastes réalisations, faisant œuvre nationale sous le signe d'une stricte neutralité; son comité d'honneur comprenant les hommes les plus représentatifs de toutes nuances, montrait assez son impartialité (citons S. E. le Cardinal Verdier, MM. Bouglé, Justin Godard, Albert Thomas, Jouhaux, Raoul Dautry, Duhamel, etc...).

Elle a pour but, nous dit l'article premier des Statuts de la Ligue :

1°) De promouvoir la création d'auberges de la jeunesse et de venir ainsi en aide aux jeunes gens des deux sexes désireux de voyager, dans l'intérêt de leur santé physique et morale de leur formation intellectuelle et de la meilleure utilisation de leurs loisirs.

2°) De constituer un centre de documentation... sur les auberges de la jeunesse.

3°) D'apporter un concours moral et éventuellement matériel aux auberges françaises de la jeunesse.

Chargée de promouvoir la création d'auberges, la Ligue qui les fait naître leur laisse cependant une complète autonomie matérielle, se réservant de rester en rapport avec

(1) SANGNIER : *Eveil des Peuples*, 17-11-35.

elles par un lien moral profond. « La Ligue ne possède elle-même aucune auberge. Elle est uniquement un organe de liaison et de propagande. Les propriétaires sont des particuliers disposant d'un local inoccupé ou bien des municipalités comprenant l'intérêt du tourisme pédestre chez les jeunes. Quelquefois, c'est un comité qui, décidant de créer une auberge, loue un local et assume la surveillance générale » (1).

Après s'être assurée que la nouvelle auberge répond bien à toutes les conditions d'hygiène et de moralité nécessaires, la Ligue l'acceptera et la fera figurer sur ses annuaires afin d'y diriger tous les usagers. Les dirigeants de l'auberge auront toute latitude pour l'organisation, le règlement général étant imposé dans son esprit; mais le règlement intérieur type peut varier dans les détails. Le plus souvent, il existe pour régler les questions matérielles un Comité local ou plus simplement un comité d'auberge, comprenant diverses personnes actives et influentes de milieux variés. Chaque auberge a son autonomie financière, et autour d'elle peut se former une association sous le régime de la loi de 1901, constituée par ce comité chargé de la gérer; la Ligue peut en cas de nécessité accorder des subventions ou faire des envois de matériel.

Agissant selon les principes d'une neutralité réelle, la Ligue devait cependant être rapidement critiquée par tous ceux qui sous le prétexte d'exiger une neutralité plus large et la laïcité absolue, rejetaient la participation de tous les éléments confessionnels; c'est ainsi que naquit en 1933 le Centre laïque des Auberges de la Jeunesse, sous l'impulsion du Syndicat national des Instituteurs, ayant à son programme une neutralité absolue, bien que « dirigée ».

Bien que les usagers se soient ainsi divisés, la Ligue qui comprenait 10 auberges en 1932 en comprend maintenant 275.

(1) *Éveil des peuples*, 27-11-32.

Parmi ses usagers, elle distingue ceux qui ont de 15 à 20 ans, isolés, ceux qui ont moins de 20 ans voyageant en groupes constitués, ceux qui ont plus de 20 ans et ceux qui viennent des autres Ligues et sont admis en principe. Afin de réaliser ses buts (1), elle fait un régime de faveur aux deux premières catégories et surtout aux groupes organisés, dont le chef seul doit avoir une carte de chef, délivrée sur la demande d'une des associations adhérentes à la Ligue; ces groupes de jeunes de moins de 20 ans sont ainsi contrôlés et entraînés comme il convient. On a pu juger qu'avec de telles précautions, il était normal de considérer la vie dans les auberges, comme « une source d'effets bienfaisants : favoriser la santé physique et morale de la jeunesse en lui procurant des vacances saines et vivifiantes au grand air. Lui donner des habitudes de discipline collective et le sens des responsabilités » (2).

Cependant malgré ces dispositions les usagers sont en majorité âgés de plus de 20 ans; le but poursuivi n'est donc pas intégralement rempli. Le motif principal réside dans l'inquiétude des parents à laisser partir leurs enfants mineurs dans des conditions aléatoires, surtout au point de vue moral. Voulant obtenir les résultats désirés, la Ligue a intensifié son action de relèvement, en exigeant de ses usagers des références de moralité à leur entrée dans l'association et une tenue morale indiscutable ensuite, ne craignant pas de limiter le nombre de ses adhérents; elle a d'autre part dans le même but augmenté son contrôle des « Père » et « Mère » aubergistes.

Mais surtout pour atteindre mieux les jeunes de moins de 20 ans et pour satisfaire les familles les plus désireuses d'une stricte tenue morale, la Ligue a créé en 1938 *une section dite des « Gites d'étapes »* avec une réglementation spéciale, qui abandonne notamment le principe de la fréquentation mixte des auberges.

(1) Art. 10 de ses statuts : « Les auberges sont réservées en principe aux jeunes gens mineurs ».

(2) Jean SANGNIER : *Revue médico-sociale de l'enfance*, 1934, n° 1.

Les « Gîtes d'étapes » n'étaient à l'origine que des auberges équipées sommairement, destinées aux mêmes usagers; depuis janvier 1938, ils forment un réseau spécial, bien délimité, rattaché à la Ligue, quoique bien distinct avec son « comité spécial » chargé de les diriger. D'une réglementation plus stricte que celle qui est appliquée aux auberges, mais semblable quant au fond même des méthodes employées, ils attirent tous les adolescents et exceptionnellement les jeunes gens majeurs, désireux de jouir des avantages des auberges, sans avoir à déplorer le laisser-aller qu'on y remarque trop souvent. Selon l'article premier du règlement des Gîtes d'étapes, tout usager doit obligatoirement être porteur d'une carte spéciale délivrée par le comité des Gîtes d'étapes (celle-ci ne pouvant pas en principe être utilisée pour l'accès dans les auberges et inversement). Il y a des cartes individuelles, délivrées sur la recommandation d'une association adhérente ou de deux parrains, après une enquête sérieuse et des cartes de chefs de groupe, délivrées à ceux qui ayant plus de 18 ans et étant déjà porteurs de cartes personnelles, sont présentés par l'une des associations adhérentes. Cette carte permet au chef « de conduire sous sa responsabilité un groupe de jeunes, non porteurs de cartes individuelles ». Les associations adhérentes sont l'Association catholique de la Jeunesse française (J.O.C. et J.O.C.F., J.E.C., J.A.C., J.M.C., J.I.C.), la Fédération française des Etudiants catholiques, les Scouts de France, la Fédération gymnastique et sportive des Patronages de France, les Eclaireurs Unionistes et les Jeunes de l'Union Nationale des Combattants. Ces gîtes au nombre de 230 environ en juillet 1938 ont été le plus souvent fournis par les associations adhérentes et plus spécialement par les circuits diocésains catholiques; ils n'en sont pas moins ouverts à tous leurs membres, dans un esprit qui tient compte de la liberté de tous; « aucune manifestation susceptible de heurter les convictions de chacun ne saurait être admise » (1).

(1) Article 6 du règlement.

Ces gîtes d'étapes reçoivent le plus souvent des groupes d'enfants ou de jeunes gens dirigés par des chefs; on y trouve un esprit d'équipe, plus apte à entraîner les jeunes que l'atmosphère créée par une somme d'individus non reliés en groupe organisé; cet esprit est la marque de la formation propre de chaque association, qui trouve dans les gîtes un moyen excellent pour mettre en pratique l'occupation des loisirs en commun. Les usagers isolés ou par petits groupes de 2 ou 3 n'en sont pas moins nombreux.

Lorsqu'on considère cette activité que permettent les auberges de jeunesse, type par excellence du loisir pour les périodes de vacances, déplorant l'échec très net en France des auberges proprement dites vis-à-vis des jeunes de moins de dix-huit ans, on ne peut que louer cette création; dès maintenant, elle témoigne de sa valeur par des résultats très satisfaisants, dont le principal est d'attirer beaucoup d'adolescents de moins de dix-huit ans, qui n'auraient pas, sans elle, été usagers des auberges; elle ne s'adresse, il est vrai, qu'à un certain nombre de jeunes, mais cette différenciation est basée non pas sur un principe de classes sociales ou de politique partisane, mais uniquement sur une volonté nettement affirmée d'exiger des conditions de moralité. En matière d'éducation, ce désir de valeur morale doit être placé au premier plan et toute organisation dépourvue d'idéal quel qu'il soit, se voit vouée à un échec; c'est pourquoi cette différenciation pour des jeunes est parfaitement admissible.

Le Centre laïque des Auberges de la Jeunesse

Le Centre laïque des Auberges de la Jeunesse naquit en 1933, comme nous l'avons déjà précisé; désireux de se libérer de toutes les influences confessionnelles, pour créer un esprit foncièrement laïque, il est largement inspiré par les doctrines marxistes. Compte tenu de cet état d'esprit, le centre laïque est ouvert à tous, sans exclusion politique et sans parti-pris. Une profonde liberté règne dans les auberges et l'atmosphère de franche cordialité qu'on y

rencontre est réelle. Tous y sont admis; il suffit d'être détenteur d'une carte d'usager d'une Ligue quelconque d'auberges de la jeunesse, même étrangère. C'est un des éléments essentiels du Centre que cette atmosphère très libre et fraternelle; elle peut cependant paraître critiquable, en raison du laisser-aller qu'elle autorise dans une certaine mesure et dès lors elle ne peut convenir à des adolescents de moins de dix-huit ans. En fait, ceux-ci sont peu nombreux et l'absence d'une organisation affiliée, comme celle des « gîtes d'étapes » de la Ligue française, en fait une organisation convenant surtout aux adultes.

La vie du Centre est axée sur l'activité des six associations, qui en sont les membres fondateurs et qui collaborent à son fonctionnement: la C.G.T., la Ligue de l'Enseignement, la Fédération nationale des Municipalités socialistes, la Fédération générale de l'Enseignement, l'Union des villes et communes de France et le Syndicat national des Instituteurs.

Ce patronage se manifeste non seulement à l'échelon national, mais plus encore dans chaque région et localité, où l'auberge doit être organisée par un Comité local groupant les organismes locaux des associations fondatrices et pouvant s'adjoindre toutes autorités compétentes; elle reste la propriété du Comité local ou régional (1), qui le plus souvent l'a fondée lui-même. « Le rôle du Comité local est, d'une part de fixer les règles de gestion de l'Auberge, de diriger, surveiller, conseiller, aider l'activité des Pères aubergistes, d'assurer la publicité nécessaire... » (1). Ces comités peuvent se constituer en associations suivant la loi de 1901.

Les locaux fournis par les municipalités ou tout autre organisation, ou achetés par les comités, sont plus ou moins bien aménagés; mais d'une façon générale ils le sont beaucoup mieux que ceux de la Ligue française, ayant pu profiter plus largement des subventions des pouvoirs pu-

(1) Circulaire du Centre Laïque.

blics. En décembre 1937, on pouvait en compter 325, 20.000 cartes d'usagers ayant été placées. A la différence de la Ligue française, ces cartes sont fournies sans condition spéciale à tous ceux qui témoignent simplement de leur identité; il existe des cartes d'usagers valables de 16 à 30 ans, des cartes de campeurs valables au-dessous de 35 ans et des cartes de chefs, pour les adultes accompagnant au minimum 5 enfants de moins de 16 ans; mais le nombre de ces derniers est négligeable; on essaie d'y remédier en créant des « clubs de lycéens », encore en formation. Les usagers sont en général des majeurs; au nombre de 31.000 en 1938, ils comprenaient notamment 6.600 étrangers, 4.000 ouvriers, 7.800 intellectuels, 3.000 employés et 25 paysans. La carte de membre donne droit à la revue mensuelle, le *Cri des Auberges de la Jeunesse* (1).

Quant à la réglementation intérieure du Centre, elle est sensiblement la même que celle de la Ligue française. Plus originale et particulière au Centre est l'institution de clubs d'usagers, destinée à réunir les groupes d'usagers d'une même région, afin de continuer dans le temps les bienfaits du large esprit de camaraderie qu'on respire dans les auberges. « En dehors des sorties hebdomadaires et des vacances, les jeunes peuvent se retrouver dans ces clubs qui sont à l'heure actuelle, plus de 60 en France. Ils y reprennent contact avec les camarades rencontrés à la montagne et à la mer, préparant en commun les sorties futures. Beaucoup de clubs possèdent leur bibliothèque, du matériel de camping collectif, organisent des visites de musées, d'usines, etc... » (2). Cette institution est intéressante, parce qu'elle permet de dépasser la simple organisation matérielle d'auberges, pour faire du Centre un véritable « mouvement ».

Il existait une troisième association d'auberges de jeunesse, le « Comité des Auberges du Monde nouveau »

(1) Statistique du « Centre laïque des Auberges de la Jeunesse ».

(2) Circulaire du Centre Laïque.

constitué en novembre 1934, sous l'égide du romancier Jean Giono; ne comprenant qu'une dizaine d'établissements, le Comité avait à la fois des buts touristiques et des buts d'éducation sociale. Mais en mars 1937, il a été dissous et fondu avec les groupements d' « Amis de la Nature »; ceux-ci, d'esprit naturiste, s'adressant aux prolétaires et dépendant du parti communiste, ont une action négligeable sur les jeunes de moins de 18 ans.

Sur le plan national, il y a donc un réseau de 275 auberges appartenant à la Ligue (plus les 235 gîtes formant une organisation indépendante) et de 350 dépendant du Centre laïque. Les membres de chaque association sont admis dans les établissements de l'autre; cependant il a paru nécessaire de les réunir dans une fédération; mais les nombreux essais sous l'égide des pouvoirs publics sont encore restés sans effet.

Sur le plan international, il existait une Ligue internationale des Auberges de la Jeunesse, qui n'admettait qu'une seule Ligue par pays (en France la Ligue française, la plus ancienne) et permettait la réciprocité d'accueil entre tous ses membres; depuis septembre 1937, il n'existe plus qu'un Bureau international, qui se contente d'entériner la création des organisations, des accords spéciaux devant être passés entre elles pour l'accueil international.

B) ASSOCIATIONS POUR LA PRATIQUE DU CAMPING

Depuis la guerre et surtout depuis ces dernières années le camping a pris de plus en plus d'importance; il permet de profiter de tous les agréments de la vie en plein air, à moindres frais et surtout en recevant tous les bénéfices d'une vie physique rude et simple en contact direct avec les beautés de la nature. « Il est un facteur incomparable d'activité, un appel incessant à l'endurance, à l'initiative, à

l'invention...; source de joie tonique, il permet de meubler l'intelligence tout en charmant l'imagination. » (1).

Mais, contrairement aux activités que nous avons énumérées, il est pratiqué, lorsqu'on considère les associations dont il est le but même, très peu par des groupes, mais plutôt par des individualités, qui s'assemblent par 2, 3 ou 4, rarement plus; celles-ci en faisant partie de l'association cherchent à en retirer des avantages matériels, de liaison et de documentation principalement. Nous ne considérons donc pas ici des groupements de jeunesse, à proprement parler, mais des groupements dont le seul but est de favoriser la vie de plein air pour tous sans arrière pensée de moyens éducatifs, sous l'influence des exemples étrangers, du scoutisme et de l'alpinisme. Citons :

Le *Touring-Club de France* qui compte parmi ses différents groupes, un groupe de campeurs de 10.000 membres. Il a été le premier à demander une discipline particulière à des campeurs et à organiser leur activité par une licence de camping, des assurances, une documentation sérieuse sur les terrains de camp, etc... Il possède un périodique, *L'Escargot*. Il organise en outre de sa propagande pour le camping, des fêtes et sorties pour ses membres, les réunissant ainsi dans une association active et non seulement dans un groupement de défense. Il comprend plus spécialement un groupe de campeurs en canoë qui organise des réunions, des sorties, des excursions, etc... et où sont admis tous les enfants au-dessus de 13 ans, le T.C.F. se faisant décharger par les parents de toute responsabilité pour ceux de moins de 16 ans. La licence du T.C.F., créée en 1936, permet l'usage de terrains réservés à cette association, et suppose que ses détenteurs observent les « Devoirs du Campeur » qu'elle précise.

Le *Club-Alpin Français*, qui possède une commission de camping depuis 1934, documente, fournit des endroits

(1) *La belle aventure de la Route*, p. 54, Bloud et Gay.

de camp et organise chaque année un lieu de camp-type. Il comprend 6.000 membres campeurs, environ.

Le Camping-Club de France,
L'Auto-Camping-Club de France,
Le Camping-Club international de France,
Le Moto-Camping-Club de France,
Le Canoë-Club,
Le Kayak-Club.

Toutes ces associations ont une documentation appropriée, des terrains particuliers et organisent des sorties, excursions, conférences, etc...

Il faut rattacher à ces groupes, tous ceux pour lesquels le campisme est l'une des activités principales et que nous avons examinés par ailleurs; groupements de scoutisme, d'auberges de la jeunesse, comités de loisirs, mouvements politiques, etc... Il faut également signaler les camps de vacances, pour les enfants, mais en raison de leur fixité, nous avons envisagé leur existence en même temps que celle des colonies de vacances (1).

C) STATUT JURIDIQUE DU CAMPING

Le camping n'est pas seulement pratiqué par les membres des associations que nous avons citées et les mouvements de jeunesse (surtout le scoutisme); il l'est également par de nombreux adeptes qui ne sont rattachés à aucune organisation.

Le campeur est amené à occuper des terrains dont l'aspect l'a attiré, en principe sans en modifier en rien l'état, mais trop souvent par manque de soin, en les détériorant

(1) Cf. *Le Camping au point de vue social et juridique*, Raymond de FLACOURT, Thèse de droit, Toulouse, 1937.

Camping 1938, éditions de la Revue Camping.

Brochures des associations et spécialement du T. C. F.

plus ou moins. Dès lors le problème de son admission se pose au point de vue juridique; sur les terrains privés cette admission dépend naturellement de l'autorisation du propriétaire; sur les terrains du domaine public ou privé de l'Etat un régime s'impose. En fait voici les seules limites apportées au droit de camper : Obligation de se conformer aux interdictions concernant les nomades dans les communes où elles sont édictées; obligation de camper sur les terrains spécialement affectés à cet usage dans les forêts de l'Etat et de faire du feu à plus de 400 mètres de tous les bois et forêts. Quant aux bénéficiaires de cette activité, pouvaient l'être d'une façon générale, tous ceux qui pouvaient prouver qu'ils avaient un domicile fixe, afin d'échapper aux sanctions portant sur le vagabondage; cette preuve d'un domicile ou d'une résidence habituelle les différenciait des nomades. Mais une réglementation s'imposait, ne fût-ce qu'au point de vue de la sécurité : ces campeurs échappent à la surveillance administrative n'ayant de déclaration à faire à personne. C'est pourquoi certaines associations avaient créé des licences de camping, comme le T.C.F., tendant à établir l'identité et la responsabilité de leurs membres; en raison de l'activité de ceux-ci, elles établissaient certaines assurances pour les accidents et les incendies, afin de garantir la responsabilité supportée du fait des articles 1382 et 1384 du Code civil. Il a fallu attendre jusqu'à mai 1938 pour voir se fonder une organisation officielle, exigeant certaines conditions de ses membres, premier pas vers une législation officielle réglementant le campisme, non plus pour quelques-uns, mais pour tous.

Dans le but de limiter l'indépendance souvent mal employée des campeurs et pour les obliger à une discipline, sous l'autorité des campeurs eux-mêmes, les associations dont les membres font du campisme ont constitué une union, sous l'égide de la Direction des Loisirs au Ministère de l'Education Nationale : c'est ainsi que l'Union française des Associations de Camping vit ses statuts approuvés le 3 mai 1938.

Selon son article premier, ses buts sont : la coordination des activités des clubs et le développement de la pratique du camping..., la défense des intérêts généraux du camping, les relations avec les organisations étrangères. Selon son article 2, ses moyens d'action sont : la délivrance de vignettes à ses membres, l'établissement d'un fichier sur les terrains de camp. Selon son article 3, elle est composée d'associations s'occupant de camping, à titre principal ou non et seules les sociétés reconnues peuvent être admises; on exige d'elles des garanties de gestion, par exemple pour les assurances de leurs membres. L'Union comprend un Comité et une Assemblée générale, chaque société ayant un nombre de voix proportionnel au nombre de ses membres.

Pour profiter des avantages de l'U.F.A.C. tout membre d'une des associations adhérentes, devra prouver qu'il est en règle avec celle-ci et qu'en outre sa carte nominative porte la vignette de campeur fournie par l'U.F.A.C. Toutefois les jeunes de moins de 18 ans peuvent être seulement en règle avec leur association, leur chef qui doit toujours les accompagner, ayant seul à remplir l'ensemble des conditions. La vignette de campeur est la marque de son expérience et de son esprit de discipline vis-à-vis des règlements. Lorsqu'il campe mal, le propriétaire du terrain ou celui qui en a la surveillance, peut toujours lui retenir sa carte afin de la renvoyer à son association; privé de sa carte il est désormais exclu de cette association.

Cet effort d'organisation est un essai de réglementation, une tendance. Depuis plusieurs mois divers projets de ce genre étaient à l'étude, une proposition de loi même était déposée. L'U.F.A.C. est une réalisation parmi ces diverses tendances; mais n'ayant pas une portée générale, beaucoup de terrains seront encore mis à la disposition de tous les campeurs, sans exception. Il faudra qu'elle s'organise de plus en plus et étende son action sur un nombre plus grand d'organisations, pour que la plupart des terrains de camp publics ou privés soient en fait réservés; mais dès maintenant, il en est ainsi pour un grand nombre. Dans tous les

cas, cette organisation, faite par et pour les campeurs, est le type de celles qui doivent devenir florissantes dans notre pays; menée par les initiatives privées dans le respect d'une discipline déterminée, son action est infiniment préférable à celle de l'Etat, créant une réglementation administrative sèche, souvent gênante et parfois inopportune.

SECTION II

ORGANISATIONS DIVERSES

Les initiatives privées, dont nous avons parcouru rapidement les réalisations, sont d'importance inégale, certes, mais presque toutes, envisagent le loisir non pas sous l'un seulement de ses aspects, artistique, physique, etc... mais d'une façon plus complète, parfois même tout-à-fait complète (comme les groupes scouts). Or, en dehors de ces associations, il en existe bien d'autres encore, dont l'importance est moindre, qui se sont spécialisées dans une branche déterminée des loisirs : arts, sports, etc... Il est bon d'essayer d'en faire un exposé rapide.

Il existe également des réalisations, qui dans le temps sont limitées et non plus dans leurs attributions; ce sont par exemple les colonies de vacances, dont nous entreprendrons la localisation, brièvement.

A) EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTS

On a déjà cité des groupements sportifs importants dépendant des organisations confessionnelles, ou politiques (F. G. S. P. F., F. S. G. T., ...) et rentrant dans le cadre de leurs activités. Mais en outre il existe des associations sportives, neutres, rassemblant les jeunes pour leur perfectionnement physique, ceux de plus de 18 ans pour la préparation

militaire ou les uns comme les autres pour un sport déterminé.

Ces activités représentent un excellent complément aux efforts scolaires, en matière d'éducation physique; employées d'une façon plus attrayante et plus pratique, elles doivent procurer de meilleurs résultats. Plus réfléchie, tenant à la fois de l'anatomie, de la physiologie et de la psychologie, l'Éducation physique de nos jours « représente en fait l'ensemble des moyens à mettre en œuvre pour favoriser la croissance d'un être vivant, développer toutes ses fonctions physiologiques, perfectionner ensuite la machine humaine, de manière à obtenir de chacun le rendement maximum » (1). Quand au sport proprement dit il ne se comprend qu'à côté de l'éducation physique, comme application, comme témoignage de la capacité de ses adeptes à vivre pleinement.

Mais cette éducation physique doit faire partie de l'éducation générale; pratiquée isolément, sans méthode parfois, sans une entente avec les organisateurs des autres branches de loisirs, elle est insuffisante; inversement toute association pour les loisirs des jeunes devrait assurer à tous ses membres un minimum de 2 heures d'éducation physique par semaine (une heure pour les écoliers et collégiens). Ainsi d'un côté comme de l'autre, on formera non seulement les muscles ou l'esprit d'observation, mais surtout l'énergie et les possibilités d'action virile, équilibrées pour tous les genres d'exercices et sublimée en quelque sorte par la formation morale pour le service des autres. Des procédés, comme ceux de la méthode Hébert, vraie, pratique, attrayante, doivent fournir les éléments de cet effort pour l'amélioration des conditions physiques des jeunes. Cet effort n'est pas inutile; il est troublant de voir que les conseils de révision classent un nombre important d'appelés dans les éliminés.

Les groupements principaux sont : pour l'éducation physique générale : l'Union des Sociétés de Gymnastique de France (Fédération Cazalet) qui compte environ 1.300 so-

(1) Rapport du Dr. Roger FABRE au Congrès international des Colonies de vacances, Paris, 1937.

ciétés, l'Union Chéron qui en compte environ 700 et la Fédération Lattès (1). En outre l'Union des Sociétés de tir en réunit 1.800, se spécialisant dans le tir. Pour les sports, les innombrables groupements sportifs des établissements scolaires, administratifs, sociaux, etc..., sont rattachés à la fédération à laquelle ils se rapportent : football-association, escrime, etc... Toutes ces fédérations sont elles-mêmes représentées dans le Comité National des Sports qui est un organe de coordination.

L'engouement pour le sport est considérable aujourd'hui, mai celui-ci insuffisamment organisé conduit à des excès regrettables; ses adeptes, trop souvent mal dirigés, s'usent dans des compétitions prématurées; ses admirateurs sont des enthousiastes généralement incapables d'action. De « l'amateurisme marron » au lecteur assidu des chroniques sportives, le sport est trop une grande illusion, sinon une grande farce. Il faut une collaboration mieux établie entre tous les groupes, des principes plus stricts, des méthodes plus aérées en opposition à la vie artificielle qu'il faut « renouveler ». « Il faut chasser le spectateur du stade et préférer au grand stade somptueux destiné à des manifestations spectaculaires, de nombreux petits terrains plus intimes, où la masse des joueurs ne craindra plus d'exposer sa faiblesse et ses imperfections » (2).

C'est le rôle de l'état de favoriser la progression de cet équipement sportif du pays.

B) ART — THÉÂTRE — CINÉMA

Toujours les réalisations artistiques ont été un moyen d'expression de la pensée, celui par excellence qui permet la personnalité dans l'exécution, qui laisse le plus aisément apparaître la beauté, l'idéal, l'enthousiasme, libérés natu-

(1) Ainsi que la F. G. S. P. E. déjà citée.

(2) *Cahiers du Redressement Français*, n° 21, p. 16.

rellement dans le cadre où ils peuvent se répandre sans contrainte et totalement.

C'est pourquoi nous assistons de nos jours à des renouvellements dans l'art, comme il y a des rajeunissements dans les groupements sociaux. Ces renouvellements on les pratique surtout dans les mouvements de jeunesse, où l'éducation artistique fait partie des moyens utilisés pour la formation complète des enfants; elle est basée sur la simplicité et l'expression de la réalité de plus en plus. Mais malheureusement en France, l'éducation artistique est assez peu dans les mœurs, aussi bien à l'école où elle est faite sans matériel suffisant et sans conviction, qu'à l'extérieur où elle est faite souvent sans méthode; les réalisations des fanfares, chorales, théâtres de patronages, sont nombreuses, mais sans valeur.

Cependant il existe des initiatives privées qui poursuivent ce but unique d'éducation artistique; il en est de très nombreuses pour le dessin, la musique, le chant, qui ne présentent pas une bien grande originalité. Citons cependant une « Association des loisirs musicaux de la jeunesse » et les remarquables groupes de jeunes chanteurs, créés en maints endroits, parmi lesquels les « petits chanteurs à la Croix de Bois » ont acquis une renommée pleinement méritée.

Il n'existe malheureusement rien pour le bricolage et les travaux manuels qui ont une importance pratique très grande; par exception, citons l'existence d'un « cours d'éducation manuelle » à Paris, pour les élèves des lycées et cours secondaires.

Pour le théâtre, les grands mouvements d'idées ont leurs expériences, toujours intéressantes, parfois excellentes. Le théâtre populaire proprement dit, que ce soit celui de Gémier au Trocadéro ou les « fêtes du peuple » d'Albert Doyen, a abouti en fait à un échec et fut sans lendemain. Plus récent et mieux adapté aux enfants « le théâtre du jeune spectateur » fondation de la Maison de l'Enfant et du Théâtre du Peuple, est plus réussi, mais ne présente pas une grande originalité. L'art chrétien nouveau

a trouvé dans le théâtre un terrain merveilleux d'expression et a favorisé la création de compagnies théâtrales de jeunes, qui ont le mérite de rassembler surtout des adolescents ou des jeunes gens; citons les « Compagnons de Jeux » et les « Comédiens Routiers » de Léon Chancereau qui ont réuni les doctrines artistiques modernes à l'idéal scout. D'autre part le renouveau des « Mystères » est un des grands succès de cet art chrétien contemporain. Il existe en outre d'autres compagnies d'une importance limitée.

En résumé on discerne encore mal les caractéristiques d'un théâtre de jeunes, s'adressant à eux, fait pour eux et par eux; pour leur permettre de se préciser il est nécessaire de les encourager, de leur faire confiance; les expériences nombreuses, mais souvent peu au point des feux de camp, des chœurs parlés, des folklores locaux, ou des scènes inspirées de la *comedia del arte*, qui vont à la recherche de la simplicité et de la beauté, sont pleines d'espérances. Au contraire les efforts d'acteurs en herbe qui copient le théâtre des grandes personnes pour « le petit monde » sont sans valeur. Beaucoup de pays et la Russie notamment nous dépassent à ce sujet.

Quant au cinéma, rien encore n'a été fait pour l'adapter aux jeunes dans notre pays; certes il est plus difficile de concevoir des équipes de jeunes cinéastes amateurs, mais du moins des efforts devraient être faits dans la production, pour satisfaire aux besoins des enfants et adolescents. Les films documentaires sont souvent remarquables, mais il faut aussi des films plus attrayants. Les réalisations cinématographiques sont pauvres et malsaines très souvent; il est reconnu par tous qu'elles sont en relation directe avec bien des accidents de moralité chez les jeunes, qui se laissent attirer par les artifices d'une distraction facile qui dispense de tout effort; bien plus l'obscurité donne une force considérable de suggestion à des jugements tout faits, mais généralement matérialistes et amoraux, sinon immoraux. « Les progrès de l'art et de l'industrie du cinéma, plus ils sont devenus merveilleux, plus ils se sont montrés pernicieux et funestes à la moralité et à la religion, même à

l'honnêteté et à la civilisation... Un peuple qui, dans ses moments de repos, se livre à des divertissements qui blessent le sens de la pudeur, de l'honneur, de la morale..., se trouve en grand danger de perdre sa grandeur et sa puissance nationale » (1).

Il ne s'agit cependant pas de prêcher la grève des spectateurs; le cinéma a des possibilités immenses et l'a parfois prouvé. Il faut seulement organiser, encourager, limiter les initiatives, instituer une censure efficace, « tourner » des films pour les jeunes et faire connaître la valeur des différents films. Les catholiques l'ont bien compris en créant une Centrale catholique du Cinéma et de la Radio pour l'éducation du spectateur; celle-ci se fait notamment par deux périodiques, *Choisir* et les *Fiches du Cinéma*, qui classent les valeurs respectives des films, classification qui est depuis quelques mois observée par beaucoup de lecteurs.

Il y a donc beaucoup à faire pour améliorer les conditions du cinéma, dont les deux organes français essentiels le Conseil supérieur du Cinématographe créé en 1931 et la Chambre syndicale française du Cinéma, sont notoirement insuffisants. Il faut avant tout croire à sa valeur morale, humaine, autant qu'à la valeur artistique et oser travailler pour des spectateurs qu'il faut éduquer et former et non pour le « spectateur moyen » qu'il s'agit d'amuser. On n'aura rien fait pour les loisirs, tant qu'on n'aura pas relevé la valeur du cinéma, dont la fréquentation constitue le loisir le plus répandu et le plus courant.

Au sujet de la radio les mêmes souhaits sont à exprimer quant à ses programmes et aux auditions réservées aux jeunes, avec cette différence qu'elle constitue le loisir familial par excellence et que seule la famille pourra être capable d'aider à la formation de la culture des enfants, dans la mesure où elle « choisira ». On sait quel est le contrôle des programmes et comment les auditeurs sont représentés par les deux associations de « Radio-Famille » et « Radio-Liberté ».

(1) S. S. Pie XI : *Encyclique « Vigilanti Cura »*.

Parmi les loisirs artistiques, il faut noter les visites de monuments, de musées, etc..., qui comptent parmi les activités normales maintenant de beaucoup de groupes de jeunes. Mais il faut faciliter leur emploi, leur donner des conditions particulières, les encourager, il faut même provoquer les initiatives de ce genre. Dans ce sens, citons les « promenades de l'institut social d'éducation artistique » à Paris, organisées chaque mercredi, jeudi et dimanche en faveur de tous les enfants et adolescents pour des prix modiques.

L'éducation artistique a de grands progrès à faire en France, où les valeurs artistiques sont en régression. Cet effort doit être fait dans tous les mouvements de jeunesse, mais il n'est pas inutile de favoriser en outre la formation d'initiatives spéciales, qui sauront former le goût de tous : celui-ci est mis en brèche pour des raisons commerciales, le client moyen étant le seul intéressant, des raisons sociales, l'uniformité devenant la règle, et des raisons d'ordre moral, les valeurs religieuses et personnelles étant en décroissance. Mais inversement il faut profiter du renouveau existant dans les milieux de jeunesse et redonner le désir de la « beauté ». (1). Il y a d'abord une part personnelle à donner. C'est « une œuvre qui doit être conduite avec beaucoup de tact et de discrétion pour amener peu à peu... à considérer comme une occupation naturelle et amusante, l'effort, le travail manuel consacré à la production d'un objet d'usage quotidien, agréable à voir » (2). Cet effort doit devenir naturel et faire partie des activités courantes : « L'appel aux ressources de l'art populaire pendant les heures de loisir devrait exercer une influence pédagogique favorable et créer une diversion dans le travail quotidien » (3). Il est évident que c'est en premier lieu l'école qui doit donner les premiers éléments de cette éducation

(1) Cf. LASCARIS : *Education esthétique de l'enfant*, thèse de lettres. Paris.

(2) *Arts populaires et loisirs ouvriers*, p. 37. Institut international de Coopération Intellectuelle, 1934.

(3) *Id.*, p. 35.

et que « l'enfant est parfaitement capable de discerner le Beau du Laid, si des maîtres attentifs s'appliquent à cette éducation spéciale, en développant ses qualités de précision, d'observation, d'imagination » (1).

C) TOURISME

Tous les mouvements de jeunesse considèrent comme élément essentiel de leur action, l'emploi des vacances et ne manquent pas de les utiliser pour des camps, voyages, etc...; de même toutes les centrales de loisirs placent le tourisme au premier plan (C.G.T. : « Bureau du Tourisme », Comité national des Loisirs : « Tourisme Coop », Comité des Loisirs de l'Action catholique: « Section de Tourisme », etc...). Mais il existe en outre de nombreux groupements officiels ou privés, désintéressés, qui organisent les voyages en France ou à l'Etranger.

Au point de vue international, il faut distinguer :

Les échanges individuels par famille,

Les échanges collectifs d'élèves en utilisant des foyers de vacances (surtout avec l'Angleterre),

Les colonies internationales de vacances (comme celles des Faucons Rouges),

Les camps internationaux de vacances (comme ceux des scouts appelés « jamborees »),

Les voyages et excursions en groupes,

Les voyages et excursions par des isolés (qui utilisent par exemple les réseaux d'auberges de la jeunesse) (2).

Ces échanges sont organisés par les pouvoirs publics (Office du Tourisme universitaire, Service de l'expansion universitaire, etc...) et des groupements privés (Comité de voyages de l'Enseignement libre, etc., etc...). Il est inutile d'insister sur leurs avantages pour l'élargissement des

(1) HUISMAN, directeur général des Beaux-Arts : *L'Art Vivant*, N° 212.

(2) Cf. *Entente des peuples par la jeunesse*. Dossiers de la Coopération Intellectuelle, Paris, 1933.

idées et la formation de la culture et de l'expérience. « Le seul moyen d'arriver à une véritable connaissance des autres peuples, de leurs pensées, de leur culture, de leurs vues sur la vie, c'est le voyage. De nos jours voyager à l'étranger, observer la vie des habitants, apprendre leur langue et connaître la part qu'ils ont apportée au progrès de l'humanité est la meilleure méthode d'élargir l'horizon de l'esprit. » (1).

De même pour le tourisme à l'intérieur du pays, en dehors des agences commerciales, il existe des groupements à peu près désintéressés comme « Tourisme — Vacances pour Tous » créé en 1937 qui s'adresse aux membres du Front Populaire, sous l'égide de la C.G.T., de la Confédération générale des Œuvres laïques, du Syndicat national des Instituteurs et cherche à « favoriser le tourisme populaire sous toutes ses formes et pour tous les âges, dans un esprit essentiellement laïque et prolétarien » ; citons encore l'« Association française de Tourisme », créée également en 1937, pour ceux qui ne désirent pas faire partie de la première organisation.

Il existe également des réalisations réservées spécialement aux jeunes, comme par exemple celles du Touring-Club de France qui a créé le « tourisme universitaire et scolaire », comprenant des « groupes de tourisme universitaire » à Paris d'au moins 10 membres de moins de vingt-six ans, sociétaires ou non, qui ont droit aux sorties et à de nombreux avantages du T.C.F. et également des « groupes ou associations de tourisme scolaire » dans les établissements d'enseignement de toutes catégories; leur but est de développer chez leurs adhérents « le goût du tourisme sous toutes ses formes et de compléter l'enseignement reçu par des voyages, par la visite de monuments, de sites et par tous autres moyens appropriés » (2). Le T.C.F. exige de ces groupes et associations un minimum de trois excursions d'une journée par an; il organise des concours « d'activité

(1) Dr. NANSEN : *Avant-propos au « Handbook of Student Travel »*.

(2) Article II des statuts-types.

touristique » et verse des subventions pour le bon fonctionnement. Il engage vivement à faire des excursions dans la région même, pour des leçons de choses pratiques et le tourisme d'étude, estimant en outre que « la cause de l'hygiène et du développement physique est précieusement servie par la pratique des divers modes de tourisme qui rendent, d'autre part, plus vivant et plus attrayant l'enseignement de certaines branches du programme » (1).

D'une façon générale l'expansion du tourisme pour les jeunes est un grand bienfait et il est nécessaire de la favoriser, en marge des activités commerciales. Tous les éducateurs depuis Montaigne, s'accordent à reconnaître les avantages pour la formation de chacun, des voyages qui permettent de « limer sa cervelle à celle d'autrui ».

D) AUTRES ACTIVITÉS

En dehors des associations que nous avons énumérées, qui ont un but physique, artistique, touristique, il en existe d'autres encore dans tous les domaines, mais d'importance moindre.

Pour les activités intellectuelles, nous avons eu l'occasion de parler des bibliothèques et de regretter qu'il n'en existe pas pour les enfants; de même on peut déplorer l'insuffisance des livres et périodiques de jeunesse, appauvris par des nécessités commerciales (2).

Il existe très peu de groupements qui poursuivent pour but principal, l'accroissement de la culture de leurs membres, en dehors de ceux qui s'adressent aux seuls ouvriers et font de « l'éducation populaire » à proprement parler. La limite est d'ailleurs difficile à déterminer, mais il semble qu'on puisse concevoir des sortes de cercles cher-

(1) Annexe au règlement.

(2) Cf. Paul HAZARD : *Les enfants, les livres et les hommes*, Paris, Flammarion.

Mme WEBER : *Quelques méthodes pour les choix des livres de bibliothèques scolaires* (Genève B. I. E.).

chant à accroître le bagage intellectuel de chacun, sans poursuivre un but principalement social et philanthropique; il faut reconnaître que ces cercles pour des jeunes rentrent bien peu dans les goûts des Français, contrairement à certains pays comme les pays scandinaves. En France on ne note guère que des initiatives isolées et réduites; autour des forces confessionnelles tournent pas mal de ces « cercles d'études », mais ils poursuivent surtout un but moral. Parmi les associations à tendances politiques, il semble que les « maisons de culture » pour les communistes, et « Mai 1936 » pour les socialistes soient uniquement des foyers de culture ouvrière pour les adultes. Les groupes « savoir » paraissent s'adresser davantage aux jeunes pour les réunir « en leur donnant la faculté d'acquérir une culture dégagée de tout conformisme et constamment soumise à leur examen critique »; s'adressant aux jeunes du Front Populaire, ils organisent des conférences hebdomadaires, ainsi que des visites, sorties, camps, etc...

Parmi les groupements poursuivant un but moral, les associations à tendance confessionnelle, sont naturellement à peu près les seules; mais cependant il ne faut pas négliger les associations qui cherchent à mettre en pratique parmi les enfants l'idée de charité, Ligues de Bonté, Croix-Rouge de la Jeunesse, etc., etc...

Enfin il est bon de noter l'existence de groupements pour l'éducation pratique et spécialement celle des sections d'aviation populaire, qui depuis 1936 ont un statut officiel, tout en restant généralement des organismes privés. Une décision ministérielle du 31 juillet 1936 créa et organisa le Service de l'Aviation populaire au Ministère de l'Air pour favoriser le développement dans la jeunesse du goût des choses de l'air, pour la préparer gratuitement au métier de pilote, tout en réalisant la sélection nécessaire.

Cette éducation aérienne s'adresse aux jeunes de neuf à vingt et un ans et « comporte trois stades d'éducation et d'entraînement :

« En premier lieu une éducation pré-aérienne à l'école pour les enfants de neuf à quatorze ans.

« Puis une éducation aérienne et sportive par le vol à voile pour les jeunes gens âgés de quatorze à dix-sept ans.

« Enfin un entraînement aérien et prémilitaire par le vol mécanique de dix-huit à vingt et un ans » (1).

L'entraînement se poursuit dans les sections des aéro-clubs privés, qui bénéficient des avantages fournis (subventions, etc...) par les Pouvoirs publics, lorsqu'elles sont agréées par le Ministère de l'Air.

Cette activité est pour les jeunes l'une des plus éducatives; commençant par constituer le loisir par excellence, elle peut dans les dernières années perdre ce caractère pour commencer à devenir occupation principale lorsque le bénéficiaire, définitivement sélectionnée, se destine aux carrières que fournit l'aviation.

On voit donc qu'en dehors des associations de jeunesse poursuivant un but d'éducation complète, il y a encore un très grand nombre d'initiatives qui s'occupent de l'un des éléments du loisir; plus limitées dans leurs résultats, elles sont cependant excellentes, apportant à l'enfant les possibilités enrichissantes de certaines activités, que ce soit celles du sport, du tourisme, du cinéma, du théâtre, de la lecture, etc...; lorsque ces activités sont pratiquées en même temps que celles des associations de loisirs complètes, elles permettent même un contact plus étendu de l'enfant avec « la totalité du monde ».

E) LES COLONIES DE VACANCES

Nous avons exposé le rôle rempli par des groupements qui ont des activités limitées, quant à leur but, mais dont peuvent jouir les bénéficiaires tout au long de l'année durant leurs heures de liberté. Inversement il existe des groupements dont les activités sont aussi variées qu'une éducation complète peut l'exiger, mais qui ne sont pas per-

(1) J. N. de BAVINCHOVE : *L'Aviation populaire*, Revue politique et parlementaire, 10 mars 1938.

manents, qui ne peuvent fonctionner que durant la période des vacances.

Certes, le camping, les auberges de la jeunesse sont un peu dans ce cas, mais de plus en plus ils tendent à devenir des mouvements permanents, pouvant avoir des activités secondaires durant la mauvaise saison (sorties, réunions, etc., etc...).

Seules les colonies de vacances sont généralement limitées à la période de vacances, lorsqu'elles ne sont pas des écoles de plein air. C'est pourquoi nous les envisageons rapidement ici, non sans remarquer en premier lieu que souvent les enfants qu'elles réunissent font partie durant l'année d'autres groupements, et parfois de ceux-là mêmes qui ont organisé la colonie, patronages catholiques, laïques, municipaux, etc...

Nées en fait à la fin du dix-neuvième siècle, les colonies de vacances ont comme source essentielle l'initiative du pasteur Bion à Zurich en 1876; mais on peut noter parmi les influences antérieures, la proposition en 1795 du conventionnel Portiez d'envoyer des élèves faire des voyages instructifs et les fameux « voyages en zigzags » du pédagogue suisse Töpffer. Le premier essai en France fut réalisé par le pasteur Lorriaux en 1881 avec son « œuvre des trois semaines ».

Aujourd'hui les colonies sont innombrables et on a pu calculer qu'en 1936, 190.000 enfants avaient quitté Paris grâce à elles. Si on essaie de les localiser, on s'aperçoit que toutes les autorités politiques, confessionnelles, sociales et économique en organisent. Elles sont si bien devenues l'organisation la plus répandue pour les loisirs des jeunes durant leurs vacances, que l'Etat de plus en plus s'intéresse à leurs conditions, à leur régime juridique, à leur fonctionnement, édictant des règles précises applicables à tous, alors que la variété, les conditions particulières de toutes les autres réalisations de loisirs, gênent son intervention.

Les colonies peuvent dépendre des Caisses des Ecoles; le premier essai fut fait en 1883 par la Caisse des Ecoles du

neuvième arrondissement; depuis beaucoup de municipalités ont des colonies de vacances, gérées par les Caisses des Ecoles, ou simplement subventionnées par elles; parfois même elles sont subventionnées par la Municipalité tout en restant indépendantes des Caisses des Ecoles. Les municipalités par ailleurs dirigent souvent les enfants sur des œuvres privées, de leur choix; citons par exemple l'œuvre des colonies scolaires parisiennes qui en reçoit ainsi près de 1.000.

En dehors des municipalités et des écoles publiques, de nombreux départements et établissements publics possèdent des colonies ou s'occupent de l'envoi dans des colonies, ne recevant presque exclusivement que ceux qui ont été envoyés par les collectivités publiques; par exemple les « Paris Landais pour la Jeunesse française », destinés à de nombreuses colonies ayant chacune leur totale autonomie.

Les colonies dépendent également des nombreux groupements sociaux et plus particulièrement des centres sociaux; elles peuvent encore être créées par des établissements sociaux officiels comme les Caisses d'Assurances sociales, qui font ainsi une œuvre préventive, en application des décrets-lois du 28 et 30 octobre 1935 (art. 30, § 7), qui les autorisent à en fonder ou à en subventionner en utilisant les prestations normales ou les bonis, lorsqu'il y a nécessité à prévention. De même les Caisses de Compensation pour les allocations familiales, devenues officielles par la loi du 11 mars 1932, qui ont joint à leur activité normale le service social et en particulier les colonies de vacances et le placement familial (envoi en 1934 de 10.000 enfants en colonies); également les offices publics d'habitation à bon marché.

De même de grandes associations nationales ont leurs œuvres de jeunesse; ainsi l'Union Nationale et l'Union Fédérale des Combattants organisent des colonies ou dirigent les enfants sur des œuvres privées. De même encore la Croix-Rouge a une section dite Croix-Rouge de la Jeunesse qui prend à son compte des œuvres de plein air, colonies de vacances, excursions, terrains de jeux et écoles de

plein air notamment. Le Touring-Club de France également organise chaque année un camp de vacances à Cauterets pour les garçons d'une part, pour les filles de l'autre, de 8 à 14 ans.

Citons encore les initiatives d'œuvres de vacances indépendantes, dont le seul but est d'organiser des colonies ou camps de vacances, comme l'Œuvre parisienne des enfants à la montagne, l'Association générale des camps de vacances, qui en 1935 reçut 4.000 campeurs dans 16 camps, etc., etc...

De plus en plus les grandes exploitations commerciales et industrielles ont leurs œuvres sociales et leurs colonies de vacances propres; les compagnies de chemin de fer par exemple sont particulièrement bien équipées.

Les partis politiques qui s'organisent de plus en plus, ont souvent leurs colonies de vacances particulières, où l'éducation peut être poursuivie facilement dans le sens qu'ils désirent.

Il ne faut pas négliger enfin l'importance des colonies à direction protestante ou catholique; la première ne fut organisée qu'en 1905, mais on pouvait compter dès 1926, sur 533 œuvres s'occupant de colonies de vacances à Paris, deux tiers d'œuvres catholiques.

Infiniment variées dans leurs origines et leur dépendance d'organisations les patronnant, les colonies ont la possibilité de se rattacher à des organes de coordination et de documentation, par exemple l'Union française de Colonies de vacances fondée en 1907 pour les colonies catholiques qui a pour but de « promouvoir, soutenir et favoriser les colonies de vacances et œuvres de grand air et de servir de liaison entre les œuvres légalement constituées et les personnes qui poursuivent l'amélioration physique et morale des enfants » (1). Nommons aussi le Comité national des Colonies de vacances et œuvres de plein air, qui agit « en étroite coordination avec les pouvoirs publics... et a pris

(1) D'après ses statuts. Cité par la « Documentation Catholique », 5 mai 1938.

l'initiative d'un groupe parlementaire des colonies de vacances et œuvres de plein air » (1) ; il a pour but de favoriser le développement des colonies, de coordonner leurs efforts et de les renseigner. Enfin au début de 1938 fut fondée une Fédération nationale des Œuvres laïques de vacances, sur l'initiative de la C.G.T., de la Ligue de l'Enseignement, du Syndicat national des Instituteurs, etc... qui doit être « un organisme de propagande et d'éducation... un organisme technique qui fournira aux collectivités toute documentation pour la bonne organisation et le bon fonctionnement des colonies... aussi un organisme de vigilance appliqué d'une part à sauvegarder dans ce domaine le principe de laïcité..., d'autre part à maintenir dans toutes les œuvres d'éducation qui intéressent l'enfance et l'adolescence, les principes de moralité indispensables » (2).

Les colonies de vacances sont à ce point répandues qu'une très grande majorité des enfants des villes est maintenant atteinte par elles, ainsi que par les mouvements de jeunesse proprement dits; organisation pour les jeunes la plus répandue et nécessitant une installation spéciale; il est donc normal qu'elle ait préoccupé les pouvoirs publics, comme nous le verrons. Cette surveillance est tout-à-fait acceptable et rentre dans les attributions de l'autorité administrative quand elle s'adresse à des colonies subventionnées; elle l'est encore pour les colonies strictement privées, dans la mesure où elle ne dépasse pas ses attributions de police pour la salubrité, tranquillité et sécurité et lorsqu'elle n'est pas en fait un moyen de rendre désormais l'existence impossible aux œuvres de vacances.

Quant aux bienfaits des colonies de vacances, ils peuvent comprendre tout ce que nous avons souhaité dans les loisirs, celles-ci étant des communautés de jeunes vivant pleinement pendant 3 semaines ou davantage. Leur courte durée peut malheureusement amoindrir l'effet de résultats

(1) D'après ses statuts. Cité par la « Documentation Catholique », 5 mai 1938.

(2) *Action Laïque*, avril 1938, p. 46.

excellents pour la formation complète de l'enfant et du sens de l'amitié et de la collaboration dans un milieu de jeunes organisé, qu'il a pu acquérir; car il n'en retirera pas seulement une bonne santé et l'impression de s'être bien amusé, mais aussi une joie et un certain degré de satisfaction qui seront désormais partie intégrante de son équilibre intellectuel. De plus en plus le scoutisme et l'école active inspirent cette action; les groupes d'enfants ayant leur vie propre notamment, sont presque toujours employés. L'atmosphère des auberges de jeunesse se retrouve également bien souvent dans les colonies.

La valeur de la colonie dépendra en tout premier lieu de celle de ses dirigeants, de leur activité, de leur jeunesse, de leur prestige et de leur désintéressement, de leur compréhension surtout de ce qu'il faut aux jeunes; leurs espérances commerciales ou leur prosélytisme politique, comme leur manque d'enthousiasme seraient sources de pauvreté. « La beauté d'une colonie de vacances c'est le service exclusif de l'enfant pour lui-même. Le but à atteindre, c'est de le rendre heureux et de l'aider à s'élever de quelques degrés dans l'échelle morale. » (1).

(1) *Education*, N° 27.

TITRE II

Réalisations et rôle de l'État

Lorsqu'en France on désire faire profiter un enfant des possibilités des loisirs, on trouve, nous l'avons vu, une infinité de groupements, variés dans leur esprit, leurs méthodes, leurs buts, mais tous, à peu d'exceptions près, strictement privés, donc ne dépendant pas directement des pouvoirs publics. Les exceptions même, patronages laïques municipaux, colonies de vacances pour les familles du personnel des établissements publics, etc., ne sont pas formelles; les ressources qui y sont employées sont en partie privées, leur personnel agit le plus souvent à titre privé, leur origine qui a une portée sociale principalement, n'est pas généralement un acte officiel des fonctionnaires de l'Etat, mais une décision prise à titre privé.

L'Etat n'a pas d'organisations de jeunesse; mais son action vis-à-vis des jeunes n'en est pas moins nécessaire. Ce n'est pas qu'il ait à s'occuper de l'éducation des enfants et adolescents, entendue dans sa totalité; les textes et la coutume sont formels : il ne doit pas dépasser les limites de la réglementation de l'instruction, sous réserve de ses adaptations pédagogiques nécessaires. Mais il doit sauvegarder

l'ordre public et les bonnes mœurs, assurer la police de la tranquillité, de la salubrité et de la sécurité ; surtout dans un but d'intérêt général, il doit coordonner les initiatives, limiter leur action si elle est néfaste, les aider par des subventions et des encouragements, si elles agissent pour le bien de la nation, les provoquer ou les suppléer en cas d'insuffisance. Dans tous les cas, il doit poursuivre des fins d'intérêt général, et rechercher le bien commun, sans parti pris qui constituerait une sorte de détournement de pouvoir.

Trop discrets avant juin 1936, les pouvoirs publics ont depuis cette date entrepris une action d'ensemble en matière de loisirs, qui a fait réaliser de gros progrès à leur organisation générale. Dans le but de déterminer clairement tous les éléments de cette action de l'Etat, nous ferons en trois chapitres l'étude des organes directeurs créés par les pouvoirs publics en matière de loisirs, de l'action d'encouragement et de l'action de réglementation dont ils firent preuve. Pour terminer nous jugerons rapidement la valeur de cet effort.

CHAPITRE I

LES ORGANES ADMINISTRATIFS

Jusqu'en juin 1936, les pouvoirs publics, contrairement à ceux de beaucoup de pays, semblaient se désintéresser complètement de la question des loisirs; les initiatives privées avaient alors toute liberté d'agir, mais en contre partie aucune mesure de coordination ne pouvait les aider dans leur tâche. Seuls, certains éléments déterminés du loisir faisaient l'objet des soins inégaux de quelque département ministériel auquel ils étaient rattachés; par exemple l'éducation physique, qui dépendait d'un sous-secrétariat spécial, et les colonies de vacances qui étaient reliées au ministère de la Santé publique.

L'arrivée au pouvoir d'une représentation politique nouvelle en juin 1936, devait permettre dès le début de la seizième législature d'élaborer, sous le signe des améliorations sociales, un système cohérent de développement des sports et loisirs. Le premier ministre Léon Blum comprenait un sous-secrétariat pour la protection de l'enfance, un second pour l'éducation physique et un troisième pour les loisirs et les sports. Le premier se préoccupa surtout des questions d'assistance et de relèvement de l'enfance. Quant au second, un décret du 1^{er} août 1936 nous en donne les attributions; en dehors de toutes les questions se rattachant

à l'éducation physique dans l'enseignement et à la préparation militaire, il est chargé du contrôle médical, des subventions aux sociétés agréées, du contrôle des travaux pour les terrains de jeux, stades et piscines et des fédérations et sociétés scolaires et post-scolaires. Ce même décret donne les attributions du sous-secrétaire d'Etat aux loisirs et aux sports : étude et coordination des moyens propres à provoquer ou à amplifier la diffusion des sports, relations avec les sociétés sportives, agrément de celles-ci, subventions, équipement sportif du territoire, organisation des loisirs (?), développement des auberges de la jeunesse, du camping, de la vie en plein air et du tourisme populaire, loisirs culturels.

Les trois sous-secrétariats étaient rattachés au ministère de la Santé publique. Ce régime devait durer jusqu'en juin 1937; à cette date, le premier ministre Camille Chautemps de la législature ne laissa subsister auprès du ministère de l'Education nationale cette fois, qu'un seul sous-secrétariat, celui des sports, loisirs et éducation physique; ce nouveau rattachement semblerait vouloir indiquer une limitation des préoccupations sociales et un relèvement des préoccupations éducatives. Le décret du 23 juin 1937 qui donne les attributions de ce nouvel organisme, plus laconique que les précédents, charge le sous-secrétaire de la direction des trois branches d'activités, de la préparation des textes officiels, de l'engagement des dépenses, des marchés, de la création et de la répartition des services ou emplois pour lesquels des crédits ont été votés, de la nomination des membres du Conseil supérieur des sports, du comité interministériel des loisirs et des commissions.

Le second ministre Camille Chautemps, troisième de la législature au moment de sa formation, comprenait un sous-secrétariat à l'éducation physique, mais on ne parlait déjà plus des « sports et loisirs »; quelques protestations de groupements influents, parvinrent à faire rétablir la dénomination complète et dans le décret du 28 janvier 1938, c'est des attributions du « sous-secrétaire d'Etat aux sports, loisirs et éducation physique », qu'il s'agit — le

décret est semblable à celui du 23 juin 1937; il en est de même pour celui du 23 mars 1938, qui donne les attributions du sous-secrétaire d'Etat aux sports, loisirs et éducation physique du second ministre Léon Blum, quatrième de la législature.

Organes complémentaires du sous-secrétariat

Plusieurs « conseils » furent créés en marge de l'activité du sous-secrétariat pour l'éclairer, le compléter et constituer une organisation plus souple.

Ces organes sont : le Conseil supérieur des Sports, le Comité interministériel des Loisirs, le Conseil départemental des Sports, Loisirs et Education physique, puis en janvier 1938, le Conseil supérieur de l'Education physique et des Sports.

Le Conseil supérieur des Sports créé par un décret du 20 juillet 1936, avec la charge « d'étudier toutes les questions se rattachant à l'organisation, la réglementation et la diffusion des sports », est composé de quarante-cinq membres nommés par le sous-secrétaire d'Etat à l'organisation des loisirs et des sports; ceux-ci dont les fonctions sont désignées dans le décret, sont des fonctionnaires de l'Etat ou des représentants d'associations sportives, les unes neutres comme le Comité national des Sports, les autres appartenant plus spécialement à une opinion déterminée.

Le Comité interministériel des Loisirs fut créé également le 20 juillet 1936 pour permettre au sous-secrétariat de baser son action sur la collaboration avec les ministères intéressés, dans l'intérêt des loisirs des travailleurs; mais le décret semblerait ne songer qu'à eux, alors que les loisirs de tous les enfants et adolescents ont une importance encore bien plus grande, comme nous avons essayé de le montrer dans cette étude. Ce comité est chargé de « centraliser toute la documentation relative aux questions concernant les loisirs des travailleurs, de promouvoir et de coordonner l'action des diverses administrations centrales appelées à par-

ticiper à l'examen et à la solution de ces questions » (1). En dehors des représentants des pouvoirs publics, un arrêté du sous-secrétaire d'Etat doit nommer des membres privés, appelés à collaborer à titre consultatif et choisis dans des groupements qualifiés dont il nomme quelques-uns, ceux qui ont exprimé leur sympathie envers la majorité au pouvoir.

Le Comité comprend neuf sections, dont les trois premières sont les plus importantes :

Jeunesse et Camping,

Sport,

Tourisme,

Plastique,

Cinéma,

Théâtre,

Musique,

Livre,

Ecole ouvrière.

Le Conseil départemental des Sports, Loisirs et Education physique, fut créé par un arrêté du 18 novembre 1937 et « chargé de l'étude de toutes les questions concernant les sports, l'éducation physique, la vie de plein air et l'organisation des loisirs » (2). Organe de décentralisation, il a des pouvoirs de direction pour l'étude de l'établissement d'un plan rationnel d'équipement du département et d'un programme d'organisation des loisirs; il a aussi des pouvoirs de coordination pour la tenue d'un inventaire général des installations existantes, pour l'organisation des épreuves du brevet sportif populaire et pour l'examen des demandes de subventions. « Le conseil est divisé en trois commissions : Commission des Sports et de la préparation au Service militaire, Commission de l'Education physique et du Sport scolaire, Commission des Loisirs » (3). Se réunissant quatre fois par an en séance ordinaire, il comprend

(1) Article 1^{er} du décret.

(2) Article 1^{er}.

(3) Article 5.

10 représentants des pouvoirs publics, 18 membres techniciens privés, particulièrement qualifiés par leur compétence, dont 5 représentant les organisations sportives, 5 représentant l'éducation physique, 5 qualifiés en matière de loisirs, 2 choisis pour leur connaissance de la préparation militaire et un médecin sportif. En outre il y a 4 membres de droit, qui n'auront pas à faire preuve de leur compétence pour entrer dans le conseil; (ils représentent la C.G.T., la F.S.G.T., le Comité national des Loisirs de la Fédération nationale des Coopératives de consommation et l'Union des Œuvres laïques).

Le dernier Conseil, celui de l'éducation physique et des sports, créé par le décret du 28 décembre 1937, est une fusion de celui de l'éducation physique existant avant 1936 et de celui des sports constitué en juillet 1936; le décret rattache au conseil supérieur des sports des représentants qualifiés de l'éducation physique, des collectivités publiques, ou membres d'associations; le conseil comprend dès lors quatre commissions : organisation générale du sport — éducation physique, contrôle médical, sport scolaire — préparation au service militaire — équipement sportif du territoire et propagande.

Ces organismes essentiels sont importants et sont la preuve que depuis 1936 le problème des loisirs est nettement posé, bien que d'une façon fausse, faisant une part trop exclusive aux loisirs des travailleurs et à des groupements bien déterminés, comme si des résultats plus anciens et plus réels n'avaient pas été obtenus par d'autres organisations. En marge de la création de ces conseils, quelques mesures d'une importance moindre furent prises; citons par exemple la formation, par un arrêté du 15 janvier 1937, d'une commission du tourisme populaire, « chargée d'examiner les projets de voyages et de croisières populaires, afin de déterminer ceux qui sont susceptibles de recevoir l'appui des pouvoirs publics » ; ses membres sont : 5 représentants des pouvoirs publics, 2 de la C.G.T., un des auberges de la jeunesse, 3 du Comité national des Loisirs de la Fédération nationale des Coopératives de consom-

mation et un des Compagnies de chemin de fer. Citons encore la création par un arrêté du 2 mars 1938 d'un conseiller technique permanent pour les loisirs, chargé de la liaison entre les organismes privés et publics.

CHAPITRE II

ACTION D'ENCOURAGEMENT DE L'ETAT

L'Etat étant le protecteur naturel de toutes les initiatives qui agissent dans un but d'intérêt général, il paraît normal qu'il se soit préoccupé de favoriser, d'aider et de soutenir tous les groupements de loisirs, pour le bien du progrès social et national. Dans tous les pays sans exception, les pouvoirs publics ont depuis quelques années attaché une très grosse importance au développement physique et harmonieux des jeunes, ainsi qu'à l'utilisation réfléchie des heures de repos des salariés. C'est la marque de la centralisation des pouvoirs publics qui augmente dans tous les pays, et de l'accroissement des préoccupations sociales.

Lancée avec beaucoup de retard dans notre pays, cette action d'encouragement se manifeste particulièrement depuis juin 1936. Distinguons en elle l'effort de propagande et l'effort de soutien en faveur du sport et des loisirs.

L'effort de propagande dans un pays comme le nôtre, où chacun est jaloux de sa liberté et préfère développer seul ses aptitudes plutôt que de se laisser embrigader dans des organisations menées avec trop d'autorité, doit être discret et patient. L'Etat l'a souvent compris et ses efforts en matière de tourisme, de vie de plein air, la création du

brevet sportif populaire sont excellents; il est regrettable qu'à côté de ces efforts, d'autres se soient manifesté selon les règles d'une sympathie à sens unique, qui a fait souvent médire de l'ensemble de l'œuvre.

Cette propagande ne se fait pas seulement par des textes et un état d'esprit résolu, il est évident qu'elle suppose une certaine organisation matérielle des loisirs, qui la complète : il s'agit alors de la création des stades, terrains de jeux, etc... Mais ce qu'il faut avant tout, c'est préparer l'évolution dans les esprits, créer un besoin du loisir employé d'une façon judicieuse et non des heures de liberté vides et inertes; c'est cette formation morale qui constitue en France la besogne la plus urgente, c'est là qu'il y a le plus de retard chez nous. Pour obtenir ce résultat la propagande de l'Etat devrait aider tous les groupements désintéressés qui recherchent une collaboration loyale entre tous; de ces organisations qui pratiquent cette collaboration, tout en maintenant la fermeté de leur doctrine et la ligne de leur morale, doit venir le succès.

Essayons de donner des exemples pratiques de cet effort de propagande.

En dehors des brochures, films documentaires, conférences, dont le nombre est très réduit, la création des organes directeurs fut réalisée au premier plan pour permettre en action cette propagande. Citons par exemple la création du Conseil supérieur des Sports par le décret du 20 juillet 1936. Le rapport au président de la République qui précède le décret au *Journal Officiel* du 23 juillet 1936, témoigne du désir des autorités publiques de développer en France le sens du loisir sain et formateur; « le droit au loisir, dit-il, ne saurait être un droit à l'avilissement, à la déchéance physique et morale, aussi importe-t-il que l'organisation sportive du territoire soit considérée comme un des grands services généraux intéressant l'avenir du pays »; en application de cette idée le Conseil supérieur des Sports est chargé de « la diffusion des sports ».

Mais la propagande ne résulte pas seulement des activités des organes directeurs, d'une façon directe; elle existe

également d'une façon indirecte qui n'est pas négligeable, du simple fait de la création de ces organes, de leur existence qui montre la résolution des pouvoirs publics de faire progresser des activités et incite en quelque sorte à la concurrence, aux perfectionnements; cette propagande indirecte a été très importante depuis deux ans, on lui doit un progrès net des institutions privées et de la préoccupation des individus à occuper sainement leurs loisirs.

Cette propagande est enfin marquée par des créations, non pas d'organisations, mais d'examens et de récompenses; à ce propos l'institution du « brevet sportif populaire » par un décret du 10 mars 1937 est excellente. Brevet d'encouragement, créé pour lancer le goût de l'effort sportif, il est envisagé comme un correctif au sport de spécialisation, capable d'aider à l'amélioration physique complète de l'individu. Selon le rapport au président de la République qui précède le décret au *Journal Officiel* du 13 mars 1937, « le brevet sportif populaire divisé en plusieurs échelons qui correspondent aux différents stades de l'enfance, de l'adolescence, de la jeunesse et de la maturité, a pour objet de créer et d'entretenir chez ceux qui désireront l'obtenir, le goût des exercices essentiels sans lesquels la spécialisation sportive prématurée risque d'être dangereuse et l'équilibre physique éphémère ». Ce même rapport ne manque pas de souligner, que c'est dans un but de propagande que le brevet a été institué : « pour encourager... la pratique de l'éducation physique et des sports, pour développer dans la jeunesse française le goût de l'athlétisme complet, nous proposons que soit créé un « brevet sportif populaire »... C'est à un effort national de rénovation physique que nous entendons convier tous ceux qui ont la charge de la jeunesse française ». Cette création est le type des interventions profitables des pouvoirs publics.



L'action d'encouragement se manifeste donc en premier lieu par un effort de propagande; mais cet effort

risquerait d'être inefficace s'il n'était pas complété par un soutien plus pratique, par une aide réelle et matérielle, en un mot par des subventions.

Toutes les activités correspondant à des dépenses, pour développer les unes il faut veiller aux possibilités des autres; c'est pourquoi les pouvoirs publics ont toujours eu recours à ce procédé pour aider des initiatives privées ou des personnes morales de droit public, en leur confiant des deniers publics dans des conditions déterminées, pour des buts déterminés. La subvention est alors un encouragement de l'Etat ou des collectivités publiques de rang inférieur, en faveur d'organisations dont l'activité semble devoir profiter au bien général, considéré dans son ensemble ou vis-à-vis de certaines catégories sociales.

Les subventions peuvent être fournies non seulement par l'Etat, mais aussi par les autres personnes morales de droit public; elles sont remises une fois pour toutes (frais de premier établissement par exemple) ou renouvelées périodiquement, chaque année généralement. Elles peuvent profiter aux groupements privés, mais aussi à une autre personne morale de droit public de rang inférieur (subvention de l'Etat aux communes par exemple pour les aider à compléter leur équipement sportif).

Le droit de subventionner ne fait aucun doute; la loi du 1^{er} juillet 1901 dans son article 6 précise que même les associations simplement déclarées qui ne peuvent recevoir ni dons ni legs, peuvent être subventionnées. Naturellement pour être licite la subvention doit être accordée par la personne morale dans la limite de sa compétence (limitation des bénéficiaires selon leur domicile par exemple ou leur activité comme pour l'enseignement primaire privé) et des prescriptions légales (approbation expresse ou tacite de l'autorité de tutelle par exemple); c'est normalement l'autorité qui a qualité pour voter le budget qui alloue la subvention, mais dans le cas de l'Etat il y a division du travail: les Chambres votent le budget par chapitres sans connaître tous les détails de la répartition, dont se chargent les ministres. Il y a donc de larges possibilités dans l'octroi des subventions.

Dans le cas qui nous occupe, étudions les textes successifs qui règlent ce problème des subventions — Un décret du 23 mai 1936 crée un Conseil auprès du Ministre de la Santé Publique, pour examiner les demandes de subventions pour les constructions, acquisitions, aménagements de stades, piscines, terrains de jeux, et pour en fixer le taux; nous citons ce texte pour montrer que si l'action de l'Etat en matière de loisirs s'est intensifiée depuis juin 1936, il ne faut pas la considérer comme nulle auparavant, mais simplement comme beaucoup moins affirmée.

Un décret du 23 octobre 1936 abrogeant le précédent, institue une commission chargée d'examiner les demandes de subventions présentées pour les constructions intéressant l'éducation physique et les sports, déclarant qu'en aucun cas la subvention ne pourra être calculée sur un chiffre supérieur à celui de la dépense admise par la commission. Un décret du 3 mars 1937 prolonge jusqu'au 31 décembre 1937 l'existence de la commission, et un décret du 7 avril 1938 la prolonge jusqu'au 31 décembre 1938. Il s'agit ici des frais de premier établissement des stades, piscines, terrains de jeux, etc... Ces subventions peuvent être prises sur le budget de l'année courante ou encore sur les crédits spéciaux inscrits pour les constructions sportives dans la loi sur les grands travaux du 18 août 1936; des décrets règlent spécialement ce dernier cas, par exemple celui du 25 mars 1937 qui accorde une subvention de 100 % pour les projets des établissements d'éducation physique dépendant de l'Université ou de l'Etat et de 50 % pour les autres; un autre décret du 28 avril 1937 fixe à 50 % le taux maximum de la contribution financière de l'Etat aux dépenses de premier établissement des camps, colonies de vacances et garderies de plein air.

Mais en dehors de ces dépenses d'installation et de premier établissement, l'Etat remet aussi des subventions de fonctionnement, qui elles, ont un caractère de périodicité; celles-ci sont accordées sur le budget des ministères intéressés, dans notre cas sur les chapitres attribués au Sous-Secrétariat des sports et loisirs, remplacé aujourd'hui

par une direction. L'examen des rapports concernant le budget (1) montre qu'en dehors de l'éducation physique scolaire et militaire, les fonds sont presque exclusivement utilisés pour des subventions, ce qui est naturel, puisqu'il n'y a pas action directe de l'Etat en matière de loisirs, mais soutien des initiatives privées.

Pour montrer pratiquement l'emploi de ces différents chapitres du Sous-Secrétariat d'Etat à l'éducation physique et à l'organisation des sports et loisirs, signalons que pour l'exercice 1938 les crédits suivants lui avaient été accordés par la Commission des Finances.

Education physique : 31.288.881 fr., crédit très insuffisant, lorsqu'on voit qu'une partie importante est utilisée par l'éducation physique à l'armée.

Vie de plein air. Frais de fonctionnement : 3.000.000 divisés ainsi :

Auberges de la jeunesse	35,5 %
Camping	3 %
Cyclo-tourisme	2,5 %
Ski	25,5 %
Scoutisme	7 %
Tourisme populaire	7,5 %
Jardins ouvriers	2,5 %
Fêtes de plein air	2 %
Centres de loisirs de plein air	14,5 %

Vie de plein air. Frais de premier établissement : 2.150.000 fr., divisés ainsi :

Auberges de la jeunesse	70 %
Camps	10 %
Maison de repos	20 %

Fédérations et sociétés sportives. Subvention 3.250.000 fr.

Sports : Construction et aménagement de terrains 2.100.000 fr.

(1) Cf. les « rapports faits au nom de la Commission des Finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1937, celui de l'exercice 1938 et celui de l'exercice 1939 » (N° 290, 2850 et 4438. Chambre des députés). Par M. Georges Barthélemy, Député.

Loisirs intellectuels : 500.000 fr. Divisés ainsi :

Théâtre, musique, fêtes	52	%
Bibliothèques	28	%
Fonctionnement des clubs de loisirs.	20	%

Faisant suite à la loi du 18 août 1936, des décrets du 24 mai, 17 juin et 16 juillet 1938, accordent des crédits au titre de l'exécution d'un plan de travaux ruraux et urbains; mais un décret du 12 novembre 1938 pris en application de la loi de pleins pouvoirs du 5 octobre 1938 (1), spécifie qu'à dater de sa publication aucun engagement nouveau ne pourra plus être contracté au titre des textes précités, par les collectivités publiques.

Il y a donc des règles précises pour l'octroi des subventions par l'Etat, des limites de crédit, de compétence, d'attribution suivant les mérites de chacun appréciés dans des conditions déterminées; chaque demande est accompagnée d'un dossier. Pour les frais de premier établissement par exemple, il faudra s'engager à ne pas détourner le terrain de sa destination prévue, à le mettre à la disposition de toutes les sociétés agréées de la localité, produire un avis de la Commission consultative des terrains, constituée en exécution de la circulaire du 5 avril 1929 du sous-secrétariat d'Etat de l'Education physique, etc., etc... Naturellement toute appréciation des mérites des demandeurs doit être faite en toute impartialité, sans parti-pris d'exclusion, en tenant compte de leurs qualités réelles.

Il y a une contre-partie naturelle de la subvention, le contrôle; il est normal que la collectivité donatrice vérifie le bon emploi de ses libéralités. Différent suivant les cas, le contrôle est cependant réglé d'une façon générale par l'article premier du décret du 25 juin 1934 (pris en application de la loi de finances du 28 février 1934) pour les subventions de l'Etat; les bénéficiaires sont tenus de communiquer leur budget et leurs comptes au ministre qui

(1) Mais selon l'article 5 du décret, des exceptions peuvent être admises en faveur de la santé et de la sécurité publiques.

ordonnance la subvention, sous peine de suppression de celle-ci. Cette mesure établit ainsi le contrôle des associations subventionnées, même celles qui sont simplement déclarées. Il s'agit là du contrôle qui suit l'emploi de la subvention, qui est par conséquent bien différent de celui qui la précède, pour vérifier qu'elle est justifiée (dans le cas des colonies de vacances par exemple, contrôle des colonies subventionnées, réglé par le décret du 10 avril 1937). Des textes spéciaux régissent ce contrôle, par exemple les décrets du 30 octobre 1935 et celui du 10 avril 1937, applicables aux subventions des œuvres non reconnues d'utilité publique.

Pour terminer précisons que les organes directeurs que nous avons nommés, ont été créés en partie pour faciliter l'examen des demandes de subventions, le conseil départemental par exemple qui étudie les demandes avant de les envoyer à l'administration centrale.

CHAPITRE III

L'ACTION DE L'ETAT POUR UNE REGLEMENTATION DES LOISIRS

En application des lois et règlements l'Etat peut être amené à créer des organisations, à les suppléer ou à régler leurs activités dans des conditions déterminées.

Nous l'avons vu, l'Etat français a préféré ne pas diriger les organisations de loisirs, mais aider les initiatives privées. Il est resté ainsi dans les limites de sa compétence; pour rendre efficace son action de soutien, il l'a complétée par des mesures de coordination et de réglementation.

*
**

La coordination est le seul procédé qui peut permettre à l'Etat de connaître les initiatives, de réunir sur elles une documentation susceptible de renseigner les uns ou les autres, de centraliser les efforts, parfois de provoquer la collaboration de groupements semblables, mais multiples, et vivant d'une façon désordonnée et sans soutien.

Cette coordination, l'Etat l'a réalisée, nous l'avons vu, d'abord entre tous les départements ministériels qui sont

intéressés aux loisirs, grâce au conseil interministériel des loisirs; elle provient encore de la centralisation des renseignements obtenus par les conseils départementaux chargés des organisations de loisirs dans leur circonscription. Mais l'œuvre entreprise est encore d'une portée médiocre et il y a beaucoup à faire pour relever les initiatives et constituer des services de documentation comme cela existe en Belgique. Il est regrettable que les initiatives ne soient pas connues, classées, d'après leurs membres, leurs résultats et leurs activités; il est anormal qu'on soit aujourd'hui dans l'impossibilité absolue de connaître l'évolution en France des groupements de jeunesse, ne pouvant consulter des statistiques et relever les activités respectives des associations.

Cette coordination, passive, se limitant à des constatations, est une des besognes essentielles des organes directeurs que nous avons cités; mais elle reste insuffisante à cause d'une fausse représentation des membres de ces conseils. Seule une représentation proportionnelle des membres de toutes les organisations, qualifiées selon l'importance du nombre de leurs adhérents et de leurs résultats, dans un conseil patronné et non dirigé par l'Etat, permettrait la collaboration souhaitable.

A côté de cette coordination passive en existe une autre, active, qui consiste à rassembler des efforts trop dispersés, à centraliser des réalisations un peu désordonnées de groupements dont l'activité est parallèle, par exemple, scoutisme, auberges de la jeunesse, sport, camping, etc... L'Etat s'est efforcé d'arriver à un résultat à ce sujet, en procédant de diverses façons.

Ou bien il est intervenu lui-même pour diriger les mesures de centralisation et faire vivre l'organisme directeur qui en est le résultat : c'est le cas de l'Office du Sport scolaire et universitaire. Ou bien, il a simplement cherché à créer des comités de coordination, aidant mais ne dirigeant pas : c'est le cas des clubs de loisirs. Ou bien, il a essayé de rapprocher les dirigeants d'organisations semblables pour favoriser leur entente : c'est le cas des au-

berges de la jeunesse. Ou bien enfin, il a seulement présidé des efforts résolus de coordination, exprimés par des groupements privés : c'est le cas de l'Union française des Associations de Camping.



Le système de coordination qui a abouti à la création d'un « Office du Sport scolaire et universitaire » résulte d'un accord passé le 5 octobre 1938 entre les représentants de l'Etat et des Universités et ceux du Comité national de l'éducation physique et des sports. L'institution réalise la centralisation pure et simple entre les mains de l'Etat avec participation proportionnelle de tous les représentants qualifiés.

Auparavant le sport scolaire était régi par une circulaire ministérielle du 13 février 1923, qui créait des comités sportifs d'académie, où entraient les représentants des fédérations; mais il n'y avait pas de centralisation réelle et les mesures administratives variaient suivant les lieux et les cas. Quant au sport universitaire, l'office qui le dirigeait, possédait une influence insuffisante.

Le nouvel « Office du Sport scolaire et universitaire » qui donne une place officielle au sport dans les universités, réunit des représentants des sportifs et de l'Etat, des étudiants et des médecins. Fortement centralisé, l'O.S.S.U. comprend un comité local par académie. Ayant la haute direction de tous les clubs universitaires et scolaires, l'office affine les équipes sportives, organise leurs rapports, leurs compétitions, inscrit tous leurs membres. Les conditions administratives étant unifiées, chaque adhérent reçoit une carte d'identité, qui est à la fois une licence sportive et une preuve qu'une assurance est souscrite; la carte fait également mention de l'autorisation de la famille et de l'avis du médecin.

La répartition des membres des fédérations et des représentants de l'Etat est faite dans un excellent esprit de collaboration. Cette mesure de coordination paraît donc très juste, mais on peut regretter une ingérence de l'Etat,

alors que son seul patronage aurait été préférable; aussi utile qu'ait pu être cette ingérence pour mettre fin au désordre, elle est cependant exagérée, l'Etat substituant trop sa responsabilité à celle des initiatives privées. Ainsi le sport pour les scolaires et universitaires ne jouit plus de la liberté des initiatives privées; si le système était généralisé, l'Etat deviendrait un organisateur de loisirs, en opposition à tout esprit de spontanéité et de collaboration.



Dès sa création, le sous-secrétariat à l'organisation des loisirs s'efforça de développer les loisirs culturels; mais jusqu'à ce jour cet effort n'a obtenu que des résultats très médiocres dus à l'insuffisance des crédits et surtout à un retard très net dans la préparation morale des intéressés. Le sous-secrétariat fit une large propagande pour les « clubs de loisirs » à la manière anglaise, sortes de maisons communes ou de settlements, où l'on pourrait trouver un ensemble de moyens susceptibles d'occuper les heures de repos des travailleurs dans les divers domaines qui peuvent les intéresser. Une brochure de propagande donne l'esprit de ces organisations aménagées et gérées par les travailleurs : « le club des loisirs, dit-elle, c'est le centre de vie collective, de joie collective, de culture collective, qui doit devenir un des éléments constitutifs de la vie de la commune française; c'est l'endroit où on viendra pour lire, jouer, pour réunir la chorale, pour une rencontre sportive, la sortie du dimanche ou les vacances heureuses ». L'action de l'Etat en dehors de son effort de propagande se limita à des subventions; quelques communes et des groupements privés firent des essais, mais le caractère français n'étant pas assez préparé, les ressources étant insuffisantes et l'esprit de collaboration étant trop limité, ce fut en fait un échec. D'ailleurs on ne prévoyait pas parmi les bénéficiaires du club ceux de moins de 16 ans; il s'agit de loisir ouvrier et pas davantage. Bornant ses espoirs aux organisations existantes, le sous-secrétariat se proposa de coordon-

ner les différentes associations de loisirs ouvriers, non pour les diriger, mais pour leur permettre de se grouper, de se documenter réciproquement, et d'échanger leurs avantages, pour faciliter aussi la création de nouveaux clubs; c'est ainsi que fut fondé par exemple le Comité de coordination des clubs de loisirs de la région parisienne en 1938, auprès de la Direction des sports et loisirs. Mais ne réunissant que des organisations d'opinions bien déterminées, le Comité ne peut être considéré comme un organisme national, basé sur la collaboration de tous.

*
**

La coordination peut encore provenir du rapprochement réalisé entre les organisateurs de loisirs; l'Etat se fait alors conseiller et provoque les contacts entre ces organisateurs afin que sous son patronage, ceux-ci puissent étudier en toute liberté, les possibilités de collaboration ou de fusion qui peuvent exister entre leurs groupements respectifs. C'est le système qui fut employé, sans succès d'ailleurs, pour amorcer une fusion des deux associations d'au-berges de jeunesse.

*
**

Un autre système de coordination, plus souple, paraît bien meilleur; c'est celui qui est réalisé par l'entente des groupements intéressés, sous le parrainage de l'Etat et non plus sous sa direction. Nous en avons étudié un exemple à propos de l'Union française des Associations de Camping, qui réunit dans un même effort de coordination et de collaboration les groupements de campisme, de scoutisme, et se propose la défense des intérêts du camping, du cyclo-tourisme, du tourisme, etc... Cette Union est subventionnée par l'Etat qui utilise ainsi la centralisation obtenue, tout en évitant la création d'organismes nouveaux.

*
**

Intéressé au développement des sports et des loisirs, l'Etat peut utiliser différents moyens, de valeur inégale, mais qui peuvent s'adapter exactement à tous les cas considérés. Il devrait surtout aider et encourager toutes les initiatives privées qui sont déjà en elles-mêmes des organismes de coordination : les centrales de loisir par exemple ou le Comité national de l'Education physique et des Sports qui comprend 44 fédérations sportives et 30.000 sociétés; utiliser les moyens existants, il semble qu'il eut été raisonnable de commencer par là.

Ajoutons que la coordination est beaucoup plus avancée pour les œuvres d'assistance dans le but de limiter le gaspillage des efforts; citons par exemple le « Comité départemental de coordination sanitaire et sociale » et « l'Union départementale des institutions privées de protection de la santé publique et d'assistance sociale » créés en 1936. Dans tous les cas, il semble que ce qui doit guider l'effort de l'Etat, c'est non pas une centralisation qui facilite son action, mais principalement l'intérêt des bénéficiaires.

*
**

La coordination est un moyen qui souvent permet d'éviter la réglementation; mais celle-ci est cependant nécessaire, sinon indispensable, pour rendre efficaces certaines activités, tourisme ou entraînement sportif par exemple, pour compléter les réglementations existantes, éducation physique ou programmes scolaires par exemple, pour régler l'existence des groupements privés comme les colonies de vacances; toujours, cette action est maintenue dans des règles précises.

Au point de vue historique il est intéressant de voir les attitudes du législateur français et de constater que de 1800 à 1848 environ on admettait surtout la conception libérale et individualiste qui limitait les interventions de l'Etat. De 1848 à 1914, on a commencé à douter des qualités naturelles des initiatives privées abandonnées à elles-mêmes et ce fut le début des théories sociales. Depuis la

guerre, le rôle de l'Etat s'amplifie et l'histoire de ses interventions s'accroît sans cesse de nouveaux chapitres. Les dernières années notamment sont très significatives, marquées surtout par quelques réalisations des principes socialistes, qui touchent à la liberté du travail et à la propriété par exemple. Toute réglementation s'adapte donc aux théories en vigueur dans une époque donnée.

Le sous-secrétariat d'Etat a créé peu d'éléments nouveaux : ses efforts se sont portés sur le tourisme et au point de vue sportif sur l'institution du brevet sportif populaire; mais son action sur les sports en général et les loisirs de plein air et culturels s'est limitée à la propagande et aux subventions (1). L'action en faveur du tourisme étant une conséquence directe des lois sociales, il est naturel qu'elle ait abouti en premier lieu à la réglementation de ce qu'on a pu appeler les « billets populaires de congé annuel » au profit des bénéficiaires des congés payés (en 1937 on délivra 700.332 carnets). Une commission, chargée d'étudier tous les problèmes posés par l'application du système des congés payés, a été instituée en avril 1938 au ministère de l'Economie nationale; elle règle toutes les questions se rapportant aux vacances ouvrières, questions de transports, rapports avec les centres de villégiature, etc... Toutes ces activités se rattachant au tourisme sont l'effet de l'institution des congés payés, dont profitent les jeunes ouvriers et indirectement les enfants d'ouvriers, employés et apprentis et de salariés d'une façon générale. Cette amélioration évidente qui n'est discutée par personne dans son principe, fit l'objet de la loi du 20 juin 1936 (art. 54 f à j du livre II du Code du Travail).

D'autres activités se rattachent aux loisirs des jeunes, mais dépendent plus spécialement d'autres départements ministériels. Citons l'intervention excellente de l'Etat en matière d'aviation populaire, dont nous avons déjà parlé; le texte initial d'organisation est une circulaire du Ministre

(1) et à des mesures secondaires, comme un essai de recensement des terrains de camping.

de l'Air du 31 juillet 1936. Etudions surtout le cas de l'éducation physique et des loisirs dirigés, qui dépendent étroitement de l'organisation scolaire.



Au sujet de l'éducation physique, on sait que la gymnastique, introduite dans les écoles primaires en 1850, fut rendue obligatoire dans tous les établissements d'instruction publique de garçons par la loi du 27 janvier 1880. L'effort pour le développement de la vigueur physique des jeunes français, en vue de leur amélioration générale, suit les fluctuations des lois militaires, à tel point qu'on jugea utile de créer en 1882, les fameux « bataillons scolaires » qui eurent peu de succès. A différentes reprises, on essaya de modifier la loi du 27 janvier 1880, pour la rendre plus efficace, mais sans succès. Seul un arrêté du 19 janvier 1925, avait imposé deux heures de gymnastique pour les garçons comme pour les filles dans tous les établissements.

Depuis cet arrêté, les projets ou propositions de loi continuaient à se succéder pour réclamer une réglementation précise apte à améliorer les forces physiques des jeunes (1); peut-être avait-on le tort d'ailleurs de n'envisager cette amélioration que pour accroître la force militaire du pays, ne songeant pas assez que chaque enfant ou adolescent avait également beaucoup de bien à y puiser pour son équilibre personnel. Si le souci de la défense nationale est le principal argument, celui du perfectionnement humain est aussi essentiel en lui-même; et il est bon que, pour « aérer » l'éducation physique, le sous-secrétariat ne soit pas rattaché directement au ministère de la guerre, qui comprenait avant 1930 les services principaux; il est notamment plus apte à satisfaire aux besoins d'équipement

(1) Après les propositions de 1920-1927-1932, la proposition de loi présentée à la Chambre le 28 novembre 1935 par exemple, demandait : l'éducation physique obligatoire avec contrôle médical; la natation obligatoire là où c'était possible, l'athlétisme obligatoire pour tous les scolaires et universitaires à partir de 16 ans.

sportif du pays. Depuis quelques années, le Gouvernement et les parlementaires (1) ont intensifié leur effort pour ces progrès de la santé nationale par l'éducation physique.

Le Gouvernement, dans le but de compléter sans retard la loi du 27 janvier 1880, appliqua dans trois départements dès 1936-1937, ce qu'on a pris l'habitude d'appeler l'expérience Dézarnaulds (2), du nom du sous-secrétaire d'Etat à l'éducation physique, qui en fut l'auteur. Il s'agit essentiellement de faire passer le nombre réglementaire des heures d'éducation physique dans l'enseignement du premier degré, de deux à cinq; trois départements (3) furent spécialement équipés dans ce but pour rendre efficace les leçons d'une demi-heure par jour et l'après-midi de plein air. L'expérience, ayant satisfait les pouvoirs publics qui

(1) Si l'on s'efforce de relever les initiatives des parlementaires durant l'année 1936 par exemple, on peut noter :

Le dépôt d'une proposition de résolution de M. Chichery, tendant à inviter le Gouvernement à développer la pratique des sports par l'organisation rationnelle de l'éducation physique en France (Documents parlementaires : N° 198).

Le dépôt d'une proposition de résolution de M. Pourtalet tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi portant ouverture de crédit pour le développement physique de la jeunesse en France dans l'intérêt de l'avenir et de la sécurité du pays (Documents parlementaires : N° 245).

Le dépôt d'une proposition de résolution de M. Lubin, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures utiles, afin de coordonner l'action du Ministre de l'Education Nationale et des Sous-Secrétaires à l'éducation physique et à l'organisation des loisirs et des sports, pour donner à l'éducation physique la place à laquelle elle a droit.

(2) Un projet de loi Dezarnaulds fut déposé en même temps sur le bureau de la Chambre des députés qui prévoit cinq heures d'éducation physique par semaine jusqu'à 14 ans et cinq heures au moins entre 14 et 18 ans.

D'autres propositions de lois suivirent ce projet, mais toujours l'excès de leurs exigences les rendit inapplicables; il ne reste actuellement qu'un projet du Gouvernement qui cherche à être plus compréhensif, et porte l'obligation de suivre des leçons d'éducation physique jusqu'à 18 ans, dans les établissements d'enseignement et dans les organisations publiques ou privées pour tous ceux qui ne sont pas atteints par les premiers établissements et sont tenus à s'inscrire dans ces organisations.

(3) L'Aude, le Loiret, la Meurthe-et-Moselle.

s'accordèrent à reconnaître que les élèves devenaient plus souples et plus adroits, plus forts et plus disciplinés, elle fut étendue à 32 départements par un arrêté du ministre de l'Education nationale du 6 août 1937. Mais pratiquement les insuffisances budgétaires ne permettant pas d'équiper ces circonscriptions, dix seulement furent choisies pour être aménagées complètement; en décembre 1938 les projets d'équipement étaient soumis au contrôle technique avant l'attribution des subventions aux communes. Selon l'arrêté, trois heures par semaine sont réservées aux sports et aux activités de plein air; les instructions relatives aux arrêtés des 23 mars et 11 juin 1938 font connaître l'esprit de la réforme. En outre une demi-heure par jour est consacrée à l'éducation physique, mais en fait ces séances sont remplacées par une demi-journée d'activités dirigées (visites de musées, promenades, etc., etc...)

**

Il faut ainsi distinguer l'éducation physique et les jeux sportifs qui devraient être fournis pendant cinq heures, mais pratiquement le sont pendant trois heures seulement et les activités dirigées qui ont provisoirement remplacé les demi-heures de mouvements d'éducation physique.

Ces activités dirigées (appelées au début de leur institution « loisirs dirigés », terme qui ne tarda pas à devenir un peu curieux et étymologiquement impossible), sont règlementées par un arrêté du ministre de l'Education nationale du 22 mai 1937 et 4 circulaires des 11 août, 8 juin, 20 octobre et 23 mars 1938. Dans l'enseignement du premier degré, on consacre ainsi trois heures aux promenades, projections, visites de monuments, de chantiers, d'usines, etc... pour « donner à l'enfant le sens de la grandeur et de la noblesse de l'effort humain » (1). La formation esthétique et spécialement le chant choral, et d'autre part les travaux manuels, ont une part importante.

(1) Circulaire du 11 août 1937.

Dans l'enseignement du second degré (classes de sixième, cinquième, quatrième, troisième, le cours préparatoire, les classes de première et deuxième année des E.P.S.) « les loisirs dirigés » sont pratiqués le samedi après-midi, mais sont facultatifs. La Commission des loisirs dans chaque établissement est l'animatrice des loisirs » (1); quant à leur direction elle peut ne pas être confiée entièrement aux professeurs et on peut « faire exceptionnellement appel à la participation de personnes étrangères à l'établissement » (1). Ou bien les dépenses sont payées par les élèves, ou bien une caisse est constituée avec des dons et des subventions. Quant aux programmes on prévoit des auditions de T.S.F. et présentations de films, des séances de lecture..., des loisirs actifs organisés à l'intérieur de l'établissement par le personnel (bricolage, clubs selon les âges, dramatiques, artistiques, etc..., jeux)..., des loisirs à l'extérieur : visite de monuments, d'usines, excursions géographiques, ... » (1). Il existe en fait une assez grande variété de groupes aux activités les plus diverses, dont certains témoignent d'une activité parfaitement éducative.

Mais ces activités rentrent-elles dans les attributions normales de l'école publique? Il semble que l'Etat n'ait pas à dépasser les limites de l'instruction, entendue dans son sens large et compte tenu des modifications pédagogiques nécessaires. Dans le cas présent s'il s'agit d'un rajeunissement des méthodes, d'un essai d'accroissement de l'attrait de l'enseignement par les méthodes de l'école active, l'effort entrepris apparaît excellent, mais il ne peut s'agir alors que des activités ayant quelque rapport avec les matières enseignées.

L'examen des circulaires ministérielles nous apprend que celle du 11 août 1937, applicable aux écoles du premier degré témoigne du désir de procurer par les loisirs dirigés le fondement d'un « enseignement moins formel et plus proche de la vie ». Ce motif paraît tout à fait nor-

(1) Circulaires des 8 juin et 20 octobre 1937.

mal. Quant à l'arrêté du 22 mai 1937 applicable à l'enseignement secondaire, il exprime le souhait de voir ainsi se compléter la « culture intellectuelle, esthétique et morale des élèves » ; si cette culture est envisagée en marge de l'enseignement et d'une façon complète, il semble qu'elle ne soit pas normalement dans les attributions de l'Etat, surtout la formation morale, qui ne doit être poursuivie que très indirectement ; l'Etat doit instruire les enfants qui lui sont confiés et non les éduquer au sens complet de ce mot. Mais, dans la mesure où on ne porte aucune atteinte à la liberté de la famille et à celle de l'enfant, ne cherchant pas à imprimer un sens déterminé à ses loisirs, mais seulement à lui permettre d'extérioriser quelques aptitudes, en rapport avec ses études purement intellectuelles, l'innovation est satisfaisante ; la modification des termes « loisirs dirigés », devenus « activités dirigées » semble autoriser cette opinion qui ne peut être absolue, parce qu'il y a ici une question de nuances et que l'appréciation peut varier suivant les interprétations.

Le problème est important, puisqu'il s'agit de savoir si l'Etat peut régulièrement fournir aux enfants qui lui sont confiés des loisirs éducatifs.

La question a été largement discutée et notamment par les associations de parents ; les unes trouvent néfastes ces activités, d'autres bienfaisantes, mais presque toutes font des restrictions quant aux procédés à employer.

La plus importante d'entre elles, la Fédération nationale des Associations de parents d'élèves des lycées et collèges, ayant consacré son Congrès de mai 1938 à l'étude de cette question (1), « constate que, pour que les loisirs scolaires soient utiles au développement moral, intellectuel et physique des enfants, il est nécessaire :

« 1° Que l'organisation des loisirs scolaires ne soit jamais une source nouvelle de surmenage ;

« 2° Qu'ils soient rationnellement organisés ;

(1) « Les loisirs dirigés ». Rapport de M. J. Aussaresses. Congrès du 26 mai 1938.

« 3° Que les moyens matériels de réalisation pratique soient donnés aux chefs d'établissements.

« Que les loisirs soient dirigés dans le sens de la formation de la personnalité et du caractère.

« Qu'à cette fin, les loisirs actifs prévalent sur les loisirs passifs.

« Qu'à cette même fin les méthodes du scoutisme puissent également inspirer certains loisirs, tels que travaux manuels, bricolages, botanique ou jeux, en respectant formellement les réserves présentées par la Fédération, opposée à l'introduction à l'école du scoutisme proprement dit.

« Que les loisirs dirigés demeurent facultatifs.

« Qu'il soit créé dans chaque internat un foyer pour les loisirs quotidiens des internes.

« Que le financement des loisirs soit assuré par le budget ordinaire des établissements, les usagers et les coopératives scolaires n'y participant que sous forme de fonds de concours. »

Nous considérons que l'Etat n'ayant pas à constituer de groupes d'enfants ou d'adolescents, organisés dans un but autre que leur instruction, les activités des loisirs dirigés doivent être une continuation des cours normaux qu'elles complètent; en conséquence les assurances, les finances, les responsabilités sont les mêmes que dans le cas normal. Quant à la formation de la personnalité et du caractère, elle n'est admissible qu'indirectement par quelques loisirs « actifs » et non pas par des procédés plus rapides.

Une légère équivoque vint du rôle donné aux Eclaireurs de France. Une circulaire du 6 décembre 1937 précise que seule la Fédération des Eclaireurs de France pourra disposer dans les lycées et collèges de locaux, de permanences, d'affichage, etc... sous le prétexte de neutralité; mais l'exclusion des autres fédérations et la place de faveur laissée à celle-ci paraît contraire à la véritable idée de neutralité. Une tendance se fit jour en outre, celle d'admettre les activités des troupes d'éclaireurs durant les loisirs dirigés, voire de fonder des troupes dans les établissements,

pour les loisirs dirigés; il y aurait eu ainsi un scoutisme d'Etat, tout à fait contraire aux principes mêmes du scoutisme. Cette tendance vers une éducation dirigée se heurta rapidement au refus catégorique de la grande majorité des parents d'élèves et de beaucoup de maîtres, qui ne considèrent pas les loisirs dirigés comme un moyen de concurrence envers les groupements de jeunesse privés. Cependant, il faut admettre que certaines activités du scoutisme peuvent être employées et que la division en équipes, mais sans aucune organisation de celles-ci, est possible (1); il serait de même parfaitement admissible que les élèves puissent, pendant les loisirs dirigés, participer aux activités de l'une des quatre associations de scouts reconnues par le « bureau interfédéral du scoutisme français ».

Compte tenu de ces réserves, il semble que les loisirs soient un terrain excellent d'essai des méthodes de l'école active, pour la formation de la personnalité de chacun, à la condition qu'on ne les utilise pas à l'école pour fournir l'éducation par des moyens détournés, afin d'imiter certains exemples étrangers que nous ne pouvons envier; il faut veiller à tout prix à la sauvegarde de la culture française traditionnelle.

En vigueur en 1936-37 dans les établissements du premier degré de trois départements, appliqués en 1937-38 aux établissements de premier degré de 32 départements et à tous les établissements secondaires, les loisirs dirigés, sont organisés provisoirement à titre d'essai.



Ce développement de l'éducation physique à l'école et la création des activités dirigées ne sont que des éléments

(1) Cf. « Le Chef », Eclaireur de France, décembre 1937. Loisirs scolaires.

Les Eclaireurs de France se sont beaucoup intéressés aux loisirs dirigés et ont essayé de faire entrer dans les établissements d'enseignement quelques procédés du scoutisme. Ce numéro spécial montre de quelle façon ils envisagent l'emploi des après-midi de loisirs scolaires.

d'un programme complet qui doit réaliser la réforme de l'enseignement, objet d'un projet de loi de M. Jean Zay; ce projet existe depuis mars 1937, mais n'a pas encore été discuté. Le ministre de l'Education nationale réalise ainsi par décret, arrêté ou circulaire, les éléments d'un programme qui attend l'approbation des Chambres.



La réglementation de l'Etat peut exister non seulement pour établir des mesures et créer des organismes ou pour perfectionner la vigueur physique des jeunes ou les institutions scolaires, mais aussi pour intervenir directement dans les activités des initiatives privées pour les limiter dans la mesure où le bien public l'exige. Nous étudierons ici la réglementation des colonies de vacances et œuvres de plein air qui atteint la plupart des groupements de jeunesse dans leur mission principale, l'emploi des vacances. Il est surtout intéressant de constater l'évolution des doctrines qui guident l'action des pouvoirs publics en un temps où l'Etat voit ses droits s'accroître progressivement.

Si nous examinons dans le temps le problème des colonies de vacances, on constate qu'avant 1935, il y a liberté entière pour toutes les colonies, sous réserve de la réglementation habituelle sur les locaux d'habitation par les maires, en vertu de leurs pouvoirs de police, conférés par la loi municipale du 5 avril 1884 et la loi sur la protection de la santé publique du 15 février 1902 (art. 1^{er}) (1). Sans aucun doute ce régime administratif sanitaire aurait été le

(1) Citons ce texte :

« Dans toute commune le maire est tenu, afin de protéger la santé publique, de déterminer après avis du Conseil municipal et sous forme d'arrêtés municipaux portant règlement sanitaire.

« 1° — Les précautions à prendre...

« 2° — Les prescriptions destinées à assurer la salubrité des maisons et de leurs dépendances, des voies privées closes ou non à leurs extrémités, des logements loués en garni et des autres agglomérations quelle qu'en soit la nature, notamment les prescriptions relatives à l'alimentation en eau potable ou à l'évacuation des matières usées. »

plus avantageux et le plus efficace, si l'incurie de nombreuses municipalités n'avait pas été la cause de son abandon.

Depuis quelques années certains groupements comme la Ligue de l'Enseignement, se faisaient les apôtres du contrôle des colonies de vacances; les propositions ou projets de lois prenaient ce fait en considération; en 1933 par exemple une proposition de loi de M. Gustave Doussain tendait à l'organisation du contrôle des colonies de vacances (1).

Mais après l'échec des propositions de lois, noyées dans la grande machine parlementaire, on peut constater que dès 1935, une orientation nouvelle pour un contrôle plus strict de l'Etat se faisait sentir, en application de ses pouvoirs en matière d'hygiène. Un décret-loi du 30 octobre 1935 a fait passer aux préfets le pouvoir du maire en ces termes :

« ARTICLE PREMIER. — L'article premier de la loi du 15 février 1902 est modifié ainsi qu'il suit :

« Dans tous les départements le Préfet est tenu, afin de protéger la santé publique, d'établir un règlement sanitaire applicable à toutes les communes du département... »

C'est une mesure de centralisation, qui par conséquent ne fait pas obstacle aux pouvoirs du maire pour résoudre tous les cas particuliers, mais qui réalise une réglementation trop étroite; si le régime de liberté existe encore, si les seules colonies subventionnées sont alors contrôlées, il existe cependant un régime qui prépare le contrôle de toutes les colonies sans exception. C'est en application de ce texte, que les décrets d'avril et mai 1937 furent publiés.

Prenant pour point de départ ce décret, envisageons chronologiquement les mesures successives que l'Etat fut amené à prendre par la suite; notons un projet de loi du ministre de la Santé publique, des instructions relatives à la coordination des services d'hygiène et d'assistance sociale, une circulaire du 20 février 1937 sur l'attribution des

(1) Chambre des députés. Proposition N° 1227.

subventions, deux textes du 18 mai 1937 et un décret du 10 avril 1937 sur le contrôle des colonies subventionnées; pour terminer nous parlerons du décret-loi du 17 juin 1938 sur la réglementation de toutes les colonies de vacances.

Le projet de loi de mars 1937 sur la surveillance des colonies de vacances (1) présenté par MM. Blum, Sellier et Rucart étend l'effet de la protection légale de l'enfance au-delà de trois ans et de l'hospitalisation dans un établissement de bienfaisance privée, qui constituaient jusqu'alors la limite légale; l'article premier du projet établit la protection de tous les enfants d'âge scolaire, placés en dehors de leur famille, soit en colonies de vacances, soit isolément à titre gratuit ou moyennant un salaire, hors du domicile de leurs ascendants collatéraux ou parents du second degré.

Le placement individuel est soumis à une déclaration et le placement collectif à une autorisation.

Le rapport fait au nom de la Commission d'Assurance et d'Hygiène sociale, appuie les motifs de ce projet (2) et pose le principe du « droit de l'enfant » qui crée des devoirs impérieux pour l'Etat, comme pour les parents et la famille; « c'est un devoir social que de le préparer à devenir un homme sain à tous égards, à même d'apporter à la nation et à la société toute entière, l'appoint d'une unité de valeur » (2). Cette notion du droit de l'enfant dépasse singulièrement les principes coutumiers généralement admis.

Subordonner l'existence des colonies de vacances à une autorisation du préfet, c'est appliquer une mesure contraire au régime de droit dans lequel nous vivons; l'activité individuelle devrait pouvoir se manifester sans aucune restriction préventive, sauf à ne pas commettre d'infraction. Le régime français en matière d'association est très nettement celui de la répression, ce qui n'empêche pas les prescriptions de l'autorité investie de la police, qui doit « assu-

(1) Annexe au procès-verbal de la première séance du 23 mars 1937 de la Chambre des Députés.

(2) Annexe au procès-verbal de la 2^e séance du 20 mai 1937.

rer le bon ordre, la sûreté et la salubrité publique » (1). Le but de salubrité publique, permet à lui seul d'exiger légalement une réglementation des locaux utilisables pour les vacances des enfants. En résumé, il y a une juste limite à sauvegarder entre les pouvoirs de l'autorité de police et la défense des libertés individuelles.

Le projet de loi tomba en sommeil, comme beaucoup de ses semblables en raison de la lenteur des procédures parlementaires.

Une proposition de loi présentée par trente-huit sénateurs (MM. Sellier, Cachin, Justin Godard, etc...) fit suite à ce projet (2) et fut déposée devant le Sénat. Celle-ci, comme le projet, établit le principe de l'extension de la protection de l'enfance jusqu'à la fin de l'âge scolaire, dans le cas du placement en dehors du foyer familial et s'exerce également sur l'ensemble des conditions matérielles et morales. Le placement individuel est soumis à une simple déclaration de la famille, l'organisation des centres familiaux de placement exige une autorisation par arrêté préfectoral, quant à l'hébergement collectif dans les colonies de vacances à titre provisoire, il n'est plus soumis qu'à une déclaration au préfet, et l'établissement pourra être ouvert à l'expiration de deux mois sans aucune formalité, s'il n'y a pas eu opposition du préfet. Comme on le voit, cette proposition qui est semblable au projet de loi dont elle copie les termes, ne comporte qu'une seule différence, celle qui concerne le régime des centres collectifs d'hébergement; il n'est plus question d'autorisation, mais seulement de déclaration au préfet. Quant à l'opposition qui peut intervenir dans les deux mois, dans l'intérêt des bonnes mœurs et de l'hygiène, elle comporte un recours. En effet dit le texte :

« Il est statué contradictoirement sur l'opposition par le Comité départemental de surveillance, dans le délai d'un mois. Appel peut-être interjeté dans les dix jours, à partir

(1) Article 97 de la loi du 5 avril 1884.

(2) Annexe au procès-verbal de la séance du Sénat du 24 mars 1938.

de la notification de la décision; l'appel est reçu par l'inspecteur départemental de l'Assistance publique et jugé contradictoirement par le Conseil supérieur de Surveillance, prévu à l'article 9 dans le plus bref délai possible. En aucun cas, l'hébergement ne pourra avoir lieu avant la décision d'appel. »

Certes ce régime est déjà plus débonnaire que celui du projet de loi; mais on peut cependant se demander pourquoi l'article 6, relatif à cette déclaration est calqué sur l'article 38 de la loi du 30 octobre 1886, relatif aux déclarations d'ouverture des écoles primaires privées, alors que les colonies de vacances sont dans des conditions tout-à-fait différentes de celles de ces institutions scolaires. Vouloir exiger une réglementation comparable à celle des écoles paraît trop rigoureux, les conditions étant totalement différentes; il ne s'agit pas ici d'un hébergement qui doit se prolonger et d'autre part les activités sont tout à fait autres. Ces exigences paraissent exagérées et font craindre un découragement des organisateurs de colonies, surtout de ceux dont l'initiative est un acte de dévouement.

Quant au système appliqué au placement individuel, il fait preuve d'une rigidité un peu excessive en donnant à des individus, souvent dignes de mérite, un régime que beaucoup d'initiatives moins recommandables n'ont pas à supporter. L'agrément du préfet enfin, agent du pouvoir central, peut faire craindre une partialité bien regrettable et des applications différentes du principe selon les départements.

**

Continuant l'étude des textes, citons pour mémoire, les circulaires des 26 août-26 septembre et 26 novembre 1936 du ministre de la Santé publique organisant la coordination des œuvres privées d'assistance et d'hygiène sociale avec les établissements publics. Dans ce but, elles créent un comité départemental de coordination sanitaire et sociale qui est un organe administratif, « pourvu d'attributions

règlementaires, obligatoirement consulté » pour la protection sanitaire et l'attribution des subventions; ces circulaires créent en outre une « union départementale des institutions de protection de la santé publique et d'assistance sociale » qui est un organisme privé, et doit servir de trait d'union entre les œuvres privées et les pouvoirs publics.



Nous avons déjà parlé du décret-loi du 30 octobre 1935 qui donne au préfet des pouvoirs en matière d'hygiène et lui prescrit d'établir un règlement sanitaire; en application de ce principe un règlement sanitaire type daté du 1^{er} avril 1937 et signé du ministre de la Santé publique comportait un article applicable aux locaux de vacances :

« ART. 89. — L'habitation collective, même temporaire, dans les installations, camps et, d'une manière générale, en tous lieux ou en tous locaux destinés aux vacances, au repos, aux loisirs, aux sports, à la vie saine, loin des agglomérations, ne sera permise que si lesdites installations ont été autorisées par le Préfet, sur le vu d'un rapport favorable établi par l'inspecteur départemental d'hygiène, après une enquête sur place qui portera sur les conditions d'emplacement, d'installation, de logement ou de campement, de ravitaillement, d'approvisionnement en eau potable, d'évacuation des eaux et matières usées, etc...

« Ces installations pourront, en tout temps, être visitées par l'autorité sanitaire qui prescrira toutes les mesures jugées utiles pour remédier aux défauts constatés et qui en poursuivra l'exécution conformément aux dispositions du présent règlement, ou, s'il y a lieu, dans les formes prévues à l'article 12 de la loi du 15 février 1902.

La demande d'autorisation précisera la durée annuelle totale et le nombre de journées successives d'utilisation. »

La rigueur de ce texte souleva de justes protestations et un recours pour incompétence fut déposé au Conseil d'Etat. Mais dès le 27 avril une circulaire paraissait au *Journal Officiel* pour signaler qu'il ne s'agissait que d'un

exemple et non d'un règlement applicable à tous les départements. Quant au recours, il aboutit à l'arrêt du Conseil d'Etat du 9 mars 1938 (1).

Citons ensuite deux textes du 18 mai 1937 qui établissent le contrôle des colonies de vacances subventionnées par l'Etat, contrôle normal en soi; mais il dépasse ses droits lorsqu'il établit une autorisation préalable à la subvention, alors que l'octroi de celle-ci a des règles qui se suffisent en elles-mêmes; l'un des textes fixe les modes d'attribution des subventions, l'institution d'un Comité départemental de surveillance des colonies de vacances et d'un Comité consultatif à l'échelon national; l'autre donne les conditions d'organisation et de fonctionnement des colonies et camps de vacances qui sont subventionnés par l'Etat (livret sanitaire, organisation matérielle, direction et surveillance, etc., etc...). Ces textes sont complétés par un décret du 10 avril 1937 qui fixe les modalités du contrôle et par une circulaire antérieure du 26 février 1937 faisant suite aux circulaires sur la coordination sanitaire et sociale.



En résumé, la situation des colonies de vacances au début de l'année 1938 se présente ainsi : les organisations qui demandent des subventions sont régies par l'instruction du 18 mai 1937; toutes les autres sont libres, sauf dans le cas où un règlement départemental ou communal est édicté.

Le régime devait être modifié de nouveau avec le décret du 17 juin 1938 pris en application de la loi du 13 avril 1938, tendant au redressement financier.

(1) L'arrêt précise que « bien que le texte de l'acte attaqué, tel qu'il a été publié au Journal Officiel du 24 avril 1937, portât en tête une formule de nature à lui donner les apparences d'un arrêté, exécutoire par lui-même, le ministre de la Santé publique, en signant l'acte dont il s'agit, n'a pas entendu édicter un règlement ayant ce caractère, — ce qu'il n'aurait pu légalement faire, — mais qu'il s'est seulement proposé d'établir un règlement-type pouvant servir de guide aux Préfets et assurer une certaine unité entre les divers règlements départementaux à intervenir. »

Ce texte inspiré de celui du projet de loi et de la proposition de loi, dont nous avons parlé, contient cependant comparativement à ceux-ci quelques améliorations. En raison de son importance, nous le donnons ici intégralement :

ARTICLE I

Tout enfant non protégé par la Loi du 23 décembre 1874 relative à la protection des enfants du premier âge, mais d'un âge inférieur à celui qui limite l'obligation scolaire, hébergé, soit en colonie de vacances, soit collectivement ou isolément, moyennant un salaire, hors du domicile de ses ascendants ou tuteurs collatéraux ou parents au quatrième degré, est placé sous la protection de l'autorité publique.

ARTICLE II

La surveillance instituée par le présent décret est confiée aux Préfets. La surveillance de l'autorité publique s'exerce à la fois sur les conditions morales et matérielles du placement.

ARTICLE III

Nul ne peut servir d'intermédiaire, soit à titre personnel, soit au nom d'une collectivité publique, s'il n'est autorisé à cet effet, par le Préfet du département de sa résidence, appelé à apprécier s'il présente les garanties morales et matérielles indispensables.

Nul ne peut héberger gratuitement ou moyennant salaire, temporairement ou définitivement, un enfant protégé par le présent décret, qui lui a été confié par une personnalité ou groupement habilité à pratiquer le placement, s'il n'est pas spécialement autorisé par une décision du Préfet.

Cette autorisation n'est pas requise si le placement est effectué dans un centre de placement familial autorisé.

ARTICLE IV

L'autorisation d'organiser un centre familial de placement est accordé par arrêté préfectoral pris sur la proposition de l'Inspecteur départemental d'Hygiène, après avis du Conseil départemental de protection de l'enfance déterminant notamment le périmètre de l'organisation, les conditions de surveillance auxquelles sont soumis les enfants, et les placements particulièrement au point de vue sanitaire.

ARTICLE V

Les particuliers, collectivités, sociétés ou groupements qui désirent héberger collectivement des enfants soit dans un immeuble, soit dans un camp à titre provisoire, doivent préalablement en faire la déclaration au préfet de leur domicile ou de leur siège social, en y joignant leur acte de naissance, l'extrait de leur casier judiciaire, l'indication des lieux où ils ont résidé, et des professions qu'il y ont exercées pendant les dix années précédentes, le plan des locaux affectés à l'hébergement, et le cas échéant, une copie des statuts s'il s'agit d'une société ou association.

Le préfet peut former opposition, dans l'intérêt des bonnes mœurs ou de l'hygiène. A défaut d'opposition, l'établissement est ouvert à l'expiration de deux mois, sans aucune formalité.

ARTICLE VI

(Supprimé par un rectificatif paru au *Journal Officiel*, le 5 juillet.)

Les dossiers concernant les demandes d'ouverture ou de subventions des colonies de vacances et le placement des enfants transmis au ministre de la Santé publique par le Préfet, sont centralisés au Secrétaire général du Conseil supérieur de la Protection de l'Enfance.

ARTICLE VII ancien et ARTICLE VI nouveau

Il est créé dans chaque département un Comité départemental de surveillance des enfants placés en dehors du

foyer familial et des colonies de vacances, fonctionnant sous la présidence du Préfet ou de son délégué, comprenant :

- L'Inspecteur départemental de l'Assistance publique;
- Le Médecin-Inspecteur départemental d'Hygiène;
- L'Inspecteur d'Académie;
- Un membre de l'Enseignement du premier degré;
- Le Directeur de la Caisse départementale des Assurances sociales;
- Un représentant des Associations familiales;
- Un représentant des Œuvres privées;
- Un représentant des Délégués cantonaux;
- Un représentant du Conseil départemental de l'Enseignement primaire.

ARTICLE VIII ancien, ARTICLE VII nouveau

Les infractions aux articles 1 à 7 inclus du présent décret seront punies d'un emprisonnement de un jour à un mois et d'une amende de 25 à 2.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement, la peine étant prononcée pour chaque cas de placement ou d'hébergement irrégulier.

ARTICLE IX ancien, ARTICLE VIII nouveau

Aucune contribution et subvention sur des fonds publics à quelque titre que ce soit, ne pourra être attribuée aux organismes dont le fonctionnement ne sera pas conforme aux dispositions du présent décret.

ARTICLE X ancien, ARTICLE IX nouveau

Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres dans les conditions prévues par la loi du 13 avril 1938.

Ces articles appellent les observations suivantes : le décret n'exige le contrôle en cas d'ébergement individuel chez des parents qu'à partir du quatrième degré, ce qui

constitue un gros progrès par rapport au projet et à la proposition, dont l'esprit était anti-familial. Le décret supprime également le contrôle pour tout envoi d'enfant à titre gratuit.

Les pouvoirs du Préfet sont augmentés; son contrôle s'exercera sur les conditions morales et matérielles. L'ensemble de ces deux mesures peut permettre toutes les mesures arbitraires; l'appréciation des conditions morales paraît sortir de la compétence des autorités administratives.

Le procédé de la déclaration admis par l'article 5 est un gros progrès sur celui qui avait fixé l'exigence d'une autorisation dans le projet de loi — En soi il ne soulève aucune objection — Mais il n'en est pas de même pour l'opposition qui peut être formée dans les deux mois; l'affirmation que le défaut d'opposition vaut autorisation semble rendre la mesure débonnaire, alors qu'en réalité elle peut laisser passer toutes les décisions arbitraires. C'est là un problème de la plus haute importance et l'insuffisance des renseignements concernant cette opposition la rendent encore plus dangereuse. On doit supposer en effet qu'elle est sans recours (en dehors des recours contentieux bien entendu), ne pouvant interpréter l'insuffisance de termes comme un oubli; ceci, d'autant plus que la proposition de loi prévoyait un système de recours en premier ressort auprès du Comité Départemental de Surveillance, et en appel au Conseil Supérieur de Surveillance institué au ministère de la Santé Publique. Ajoutons que le délai de deux mois est beaucoup trop long et ne peut que constituer une gêne préjudiciable au bon fonctionnement des colonies.

Quand au Comité on peut regretter qu'il compte beaucoup trop de représentants de l'Etat alors qu'il s'agit de régler les activités privées; des représentants de ces initiatives seraient plus désignés.

Pour les subventions, il semble que si on exige un certain nombre de conditions de toutes les colonies, on ne peut plus en toute impartialité leur refuser le bénéfice de ces libéralités.

Terminons par deux observations générales, pour noter

en premier lieu le moyen détourné qui consiste à faire entrer dans un décret-loi, sous le prétexte d'assainissement financier invoqué à tort (1), des mesures qui échappent du même coup aux Chambres, consultées sans succès auparavant dans un projet et une proposition, qui ont une grande analogie avec le texte considéré.

D'autre part, il semble que le décret du 17 juin soit très peu au point et doive normalement être complété par un autre texte qui le rendra un peu plus compréhensible et applicable (force de l'opposition, conditions à exiger des colonies, rôle du comité, etc..., etc...)

(1) Le décret est en effet une application de la loi du 13 avril 1938, tendant au redressement financier; or que dit l'Article Unique de cette loi : « Le Gouvernement est autorisé, jusqu'à la clôture de la session ordinaire et au plus tard jusqu'au 31 juin 1938, à prendre par décrets délibérés en Conseil des Ministres, les mesures qu'il juge indispensables pour faire face aux dépenses nécessitées par la défense nationale et redresser les finances et l'économie de la nation ». C'est pourquoi le décret du 17 juin fut pris sous le prétexte de l'assainissement financier, bien qu'aucun raisonnement ne légitime cette affirmation le contrôle des colonies de vacances n'ayant pas de rapport avec la situation économique. Un recours peut fort bien être formulé devant le Conseil d'Etat qui eut déjà l'occasion d'annuler des décrets-lois illégaux, pour des motifs parallèles.

CHAPITRE IV

APPRECIATION DU ROLE ET DE L'ACTION DE L'ETAT

Lorsqu'on considère les réalisations des pays étrangers, en matière de loisirs, on remarque que presque toujours elles sont beaucoup plus avancées que celles de notre pays; la prise en considération par l'Etat du rôle bienfaisant des loisirs est généralement admise en raison de l'état d'esprit des intéressés, plus évolué et plus réceptif en cette matière que celui des Français. Il faut donc regretter qu'un accueil assez froid ait été fait à l'action de l'Etat depuis deux ans; seule la crainte justifiée d'une certaine partialité dans l'application, légitime ce manque d'enthousiasme.

La création du Sous-Secrétariat et des organes qui le complètent, bonne en soi, a cependant perdu de sa valeur en raison de son caractère politique et de sa sollicitude trop exclusive en faveur des loisirs ouvriers. L'enfance a été quelque peu délaissée dans cette action dont il faut cependant louer la forme, parce qu'elle a généralement su éviter les actes de direction des loisirs, pour se limiter à ceux de propagande et de soutien; « le but que se propose le Sous-Secrétariat est de suggérer, d'orienter, sans jamais imposer de contrainte » (1) ; c'est pourquoi le Ministre de

(1). *Les clubs de loisirs*, brochure éditée par le Sous-Secrétariat aux sports, loisirs et éducation physique, p. 6.

la Santé publique pouvait dire dans son rapport précédent le décret sur le comité interministériel des loisirs : « Il est incontestable que, dans notre pays de libre démocratie, ces problèmes, d'une importance aujourd'hui primordiale, ne sauraient être résolus par une discipline qu'imposerait le pouvoir central, et que les initiatives spontanées des municipalités, des offices publics d'habitations, des groupements, associations et fédérations doivent continuer à s'y appliquer, le rôle du Sous-Secrétariat d'Etat aux sports et aux loisirs consistant essentiellement à favoriser ces initiatives par des appuis, des suggestions et des encouragements de toute sorte ».

Ce rôle ainsi défini paraît tout-à-fait justifiable.

Quant aux autres organes directeurs que nous avons nommés, deux critiques principales peuvent être faites, après avoir loué l'intérêt qu'il représentent comme mesure de déconcentration (conseils agissant sur le plan national) ou de décentralisation (conseil départemental). En premier lieu on peut regretter une représentation un peu partisane parmi les éléments qui la composent, trop exclusive de tous ceux qui ne font pas partie de la majorité au pouvoir. En second lieu la représentation de l'Etat semble beaucoup trop largement assurée par rapport à celle des initiatives privées, qui sont cependant les groupements dans l'intérêt desquels fonctionnent les conseils. Pour faire une œuvre nationale, au dessus des partis et donc définitive, il faut des conseils, où les initiatives privées aient plus ou moins de délégués selon leur importance et leurs résultats effectifs, conseils privés où l'Etat est simplement représenté. Un organisme qui comprend en majeure partie des fonctionnaires de l'Etat est un groupement étatique, qui ne vaut pas un organisme privé simplement patronné par l'Etat et habilité par lui. Cette collaboration suppose l'adoption d'une neutralité sincère, c'est-à-dire non pas l'exclusion d'éléments politiques ou confessionnels, mais la participation de tous les éléments du pays sans parti pris. La neutralité réelle bien souvent invoquée, mais trop souvent mal exprimée dans les faits, permet par son caractère d'im-

partialité une éducation vraiment nationale : elle est hautement désirable.

*
**

Nous avons distingué l'action de l'Etat en lui donnant des buts de propagande, de soutien, de coordination et de réglementation. L'effort de propagande constitue une réussite certaine; la préparation des esprits est sans aucun doute plus évoluée aujourd'hui. Le problème des loisirs a fait de très gros progrès depuis deux ans et tous les groupements réunissant des enfants et adolescents ou des adultes, pour les réunir en dehors de leur occupation principale, ont rajeuni leurs méthodes, créé de nouvelles branches d'activité et augmenté leurs moyens.

Mais cette propagande s'est exercée pratiquement surtout au profit des loisirs ouvriers; dans la mesure où elle a existé directement elle n'a songé qu'à ceux-ci presque qu'exclusivement, commettant dans ses débuts la grosse erreur de créer une psychose du loisir, qui éloigne du travail, le rend secondaire, insupportable, et devient une mystique de destruction et de démoralisation.

Certains effets bienfaisants sont cependant indéniables; il est évident que la propagande pour la vie de plein air notamment n'est pas étrangère à l'accroissement des auberges de la jeunesse et gîtes d'étapes (250 en juin 1936 — 900 en décembre 1938).

Ajoutons que cet effort devrait comprendre une propagande loyale pour les plaisirs sains et l'abandon de toutes distractions néfastes, pour les manifestations de communauté célébrant les grands faits de notre histoire, pour le développement des manifestations régionales, etc...

*
**

Quant aux mesures de soutien de l'Etat en faveur des organisations privées, elles sont également des plus pro-

fitables; elles constituent une des raisons essentielles de la création des organes directeurs.

Elles comprennent un soutien moral et théorique par des renseignements, une documentation précise, etc...; il y a encore peu de réalisations à ce sujet. Le soutien matériel est plus habituellement employé, mais les procédés d'attribution sont encore très critiquables en raison de leur partialité; il semble qu'on doive surtout rechercher quels sont les besoins réels, les mérites, les résultats des groupements demandeurs, en ne considérant que l'intérêt de l'enfant. Appliquer le principe selon lequel les pouvoirs publics ne peuvent s'intéresser qu'aux « organismes exerçant leur action avec la neutralité politique et religieuse la plus rigoureuse », dire qu'« il serait intolérable que les subventions publiques alimentent indirectement une action de propagande politique ou électorale, comme de prosélytisme religieux », est une erreur; tous les groupements qui ont profité des faveurs des pouvoirs publics depuis deux ans sont en général bien loin de ce désintéressement politique ou religieux.



Quant à l'action pour la coordination elle est encore très imprécise, bien que nullement négligeable; les procédés en sont mal déterminés et semblent faire trop souvent exclusion de l'intérêt primordial des initiatives privées; dans une branche d'activités aussi diffuse et désordonnée que celle des loisirs où l'éparpillement des efforts est cause d'amointrissement des résultats, l'action de coordination des pouvoirs publics apparaît cependant, comme étant tout à fait souhaitable. Le loisir est essentiellement privé, facultatif, libre, différent suivant les conceptions; affaire de pensée et de choix avant tout, il dépend peu de l'Etat qui poursuit surtout des fins juridiques; mais là où celui-ci n'a pas à intervenir directement, il doit être en mesure de soutenir et de coordonner.



Nous avons déjà parlé longuement de la réglementation; précisons encore une fois qu'elle est nécessaire, surtout en matière d'éducation physique et de colonies de vacances; mais elle ne doit pas créer des mesures préventives comme il en a été question; elle doit être compréhensive et ne chercher que l'intérêt de toutes les initiatives privées et de leurs bénéficiaires. Il ne faut pas perdre de vue que pour les colonies de vacances, par exemple, une réglementation précise sur les conditions de l'hygiène serait bien détournée de son but, si par sa rigueur même elle avait pour résultat de condamner de nombreux groupements, qui obtiennent d'excellents résultats grâce aux qualités de leurs éducateurs; ce qui importe avant tout c'est le bénéfice que tirera l'enfant d'un séjour enrichissant où l'éducation fera de gros progrès sous la direction d'organismes compétents et il suffit de limiter les activités de groupements commerciaux qui exploitent l'enfance et font tort à sa santé physique et morale.

D'autre part on peut craindre les dangers d'une centralisation, excessive vis à vis des initiatives privées, dont les mesures ne peuvent plus s'adapter avec la même souplesse qu'auparavant aux situations respectives. Le principe de l'extension de la protection de l'enfance du premier âge à celle d'âge scolaire, est le motif de cette centralisation; il y a là une mesure de méfiance envers les familles et les initiatives privées, inexplicable dans un régime de droit. Le procédé permet toutes les mesures arbitraires et donne le moyen à tout gouvernement, désireux de diriger les forces vives du pays, de réaliser un monopole des œuvres de jeunes. En outre ce pouvoir de protection paraît une erreur si les pouvoirs publics ne sont pas décidés à servir les intérêts de l'enfance. Si d'un côté on empêche l'existence de groupements désintéressés, qui ont parfois une haute valeur morale, sous le prétexte du confort insuffisant qu'ils procurent aux enfants qui leur sont confiés (confort qui serait parfois nocif s'il était généralisé), si d'autre

part, après avoir supprimé des initiatives, on est incapable d'en créer d'autres, de construire des terrains de jeux, des locaux de vacances, de subventionner tous ceux qui en ont besoin, on fait une œuvre partielle et destructive, qui dessert les intérêts de l'enfant. Le résultat se traduit par un affaiblissement des moyens mis à la disposition de l'enfant.

L'action de réglementation, menée avec un désir de compréhension des besoins des intéressés en toute impartialité, est dans cette activité des loisirs une des tâches les plus nécessaires de l'Etat. Mais toute mesure ne peut viser que l'intérêt général et celle qui ne chercherait qu'un monopole indirecte serait viciée à la base. Il y a là une sorte de discrimination à faire; certes s'il est évident que l'Etat doit aider les enfants à vivre, s'ils sont tuberculeux, malades, sourds-muets, pourquoi ne veillerait-il pas directement à leur santé auparavant? Cette intervention vis-à-vis de tous les enfants indiquerait certainement que, dans cet Etat, la liberté individuelle risque d'être profondément compromise; au contraire si l'Etat coordonne, encourage, aide les œuvres privées, le résultat n'en sera que meilleur et les principes de liberté seront sauvegardés. C'est donc bien net l'Etat doit aider les familles et les initiatives privées et au besoin (exceptionnellement) les suppléer; mais il ne peut s'attribuer la mission d'éducation qui leur appartient. Inversement l'Etat doit limiter la liberté des initiatives privées dont les erreurs seraient préjudiciables à leurs bénéficiaires ou aux tiers dans le cadre des restrictions qu'il peut faire; ordre public et bonnes mœurs, réglementation sanitaire, accidents, responsabilités des organisateurs, etc... Le droit des parents est également une limite à l'action des initiatives privées.

Les mesures prises par l'Etat ont des limites précisées dans les textes, que ce soit le principe de l'intérêt général, ou la sauvegarde des libertés individuelles, l'ensemble des règles légales par exemple sur la liberté d'association, de réunion, des cultes, de la propriété ou de la presse. De même les personnes administratives exercent leurs droits.

dans le cadre des services de police dont elles ont la charge; les premiers, finances, prévoyance, voirie, P.T.T., ne rentrent pas dans notre sujet, mais il n'est pas de même de la police, de l'assistance, de l'enseignement et de la défense nationale.

La police administrative prévoit dans l'intérêt du public les mesures à prendre pour la tranquillité, la sécurité et la salubrité; elle peut ainsi assurer l'ordre public, interdire des manifestations, faire évacuer des bâtiments dangereux et veiller à la réglementation de l'hygiène.

L'assistance a un régime spécial en raison de son importance sociale, les œuvres d'assistance ont à la fois plus de droits et plus de devoirs que les autres groupements. L'Etat a surtout cherché à les coordonner dans un but d'intérêt général, parfois aussi il a voulu les perfectionner en insistant sur la réglementation; cet effort d'amélioration est l'exemple des initiatives de l'Etat qui vont contre leur but, car si beaucoup d'établissements se perfectionnèrent, beaucoup de préventoria et de sanatoria privés ne purent plus continuer à vivre.

Quant à l'enseignement nous l'avons délimité à plusieurs reprises, il comprend l'instruction dans un sens large, mais dans aucun cas l'éducation. Service public il suppose, l'obligation, une réglementation limitative sur les cadres, les programmes, etc...; il est évident qu'il ne peut en être ainsi pour les loisirs, dont le caractère essentiellement libre et personnel ne laisse aucune place à l'obligation.

La défense nationale également a été souvent invoquée, souvent sans résultat d'ailleurs, pour demander une nouvelle réglementation de l'éducation physique; elle a même pu conduire à la création des bataillons scolaires, de courte durée.

*
**

En résumé l'action de l'Etat a un large champ d'application et il est souhaitable qu'elle continue son œuvre;

le sous-secrétariat disparu au moment de la formation du cinquième ministère de la seizième législature en avril 1938, fut remplacé par une direction rattachée au ministère de l'Education nationale. Mais son activité ne s'étant exercée principalement que pour la coordination, la propagande et le soutien des initiatives, peut continuer dans ce nouveau cadre; seule la propagande peut en souffrir.

CONCLUSION

Tout au long de cette thèse, nous avons exprimé le désir de faire des loisirs de l'enfance et de l'adolescence, une branche autonome, bien distincte des loisirs ouvriers, étant profondément différente dans ses buts, ses moyens, ses données et ses bénéficiaires. Nous avons pu ainsi voir dans le loisir ce complément nécessaire, qui doit permettre aux jeunes un développement harmonieusement équilibré et une vie pleinement vécue; nous y avons accumulé les besoins d'éducation et de distraction, d'effort et de détente, d'activité physique et de travail intellectuel. De nouveau il est bon d'insister sur le but essentiel de la formation de la personnalité par l'apprentissage de l'initiative, par l'action pratique; on « fait » beaucoup plus qu'on ne « dit ». Ce caractère qu'il s'agit de former, on le considère en soi et non suivant un type-standard, scientifique, abstrait, qui est l'image de la médiocrité sans âme.

Le loisir des jeunes de moins de 18 ans est un fait, il suffit de l'utiliser; à 12 ans en dehors du travail scolaire, des repas, des déplacements normaux et du sommeil, on a à peu près 30 heures de loisirs par semaine à occuper; chaque année avec les vacances on peut en compter environ 2.100. Le jeune ouvrier qui fait 40 heures dispose de 46 heures par semaine et de 2.600 heures par an. C'est alors qu'il faut des organisations nombreuses pour utiliser ce

capital dont on peut tirer un enrichissement durable; sinon les loisirs malsains et faciles auront vite pris le dessus.

Si le problème est plus aigu qu'il ne l'a jamais été, c'est parce que l'enfant a besoin d'une réadaptation pour corriger les défauts de la vie contemporaine, pour retrouver les éléments essentiels, physique, intellectuel, pratique, moral, dans un monde, où les progrès de la civilisation dispenseraient, si on n'y prenait garde, de cet effort pour l'équilibre de nos facultés.

En outre, les émancipations sociales tendent à libérer des collectivités naturelles, même de la famille en une certaine mesure; il faut d'autres collectivités pour les compenser.

Il ne s'agit pas d'une grande révolution pédagogique, mais d'un effort conscient pour s'adapter aux conditions les plus profitables; il n'est pas question d'affirmer la perfection native ou la liberté indispensable; on cherche seulement contrairement aux habitudes passives (de l'instruction par exemple) et aux attitudes négatives, à utiliser ce qu'il y a de bon dans chaque enfant, à le sublimer aussi bien qu'à le concrétiser, pour rendre celui-ci meilleur et plus apte à servir dans la société. Non seulement il n'est pas question de changer l'éducation traditionnelle et des principes qui ont fait leurs preuves, mais bien plus il faut retrouver les valeurs oubliées, et surtout les valeurs morales et familiales.

Le problème des loisirs pour les enfants et les adolescents, qui dépend de l'existence de collectivités spécialisées dans ce but, suppose la mise en pratique d'une collaboration entre les différents milieux. Cette base d'amitié, plus loyale que la notion platonique de la Fraternité, peut s'obtenir aisément et devenir une source d'entraide sociale; mais elle suppose l'absence de toute idée d'exclusion ou de parti pris de classe ou politique. Cette atmosphère d'amitié sociale réagit contre l'entassement débilitant des grandes cités humaines, où tout n'est que fatigues, peines, désirs extrêmement personnels.

Nous avons envisagé l'action de l'Etat; il serait pos-

sible de la comparer avec celle des pays étrangers. On regretterait alors principalement à la lumière de ce parallèle que rien d'unanime, d'ordonné et de réfléchi ne la fasse vivre, surtout qu'elle soit un instrument usagé dans un pays vieux. S'il n'est pas question de modifier les principes essentiels de l'Etat, qui assurent encore un statut de liberté que beaucoup envient, il est souhaitable de les voir s'assouplir pour entreprendre une action d'ensemble profitable à l'enfance; les mesures actuelles de contrôle, de réglementation ne sont trop souvent que des procédés de recul, contraires à une politique de l'enfance (concernant allocations, prêts, éducation physique, terrains de jeux, apprentissage...)

Contrairement à beaucoup de défenseurs des loisirs, nous ne préconisons pas un nouveau sous-secrétariat ou un ministère des loisirs, l'expérience ayant été assez médiocre; il est beaucoup plus logique de rattacher les loisirs ouvriers au ministère du travail et de les séparer des loisirs de l'enfant, auxquels ils sont souvent nuisibles. Il est également souhaitable de retirer les loisirs de l'adolescence du ministère de l'Education nationale, où les principes des maîtres de l'enseignement sont totalement opposés à leur épanouissement et à leur réussite.

Seul un ministère de la jeunesse pourra prendre en considération un ensemble de questions, dont on peut dire qu'elles assureront l'avenir de notre pays, bien plus que n'importe quelle réforme sociale. Suivant l'exemple de beaucoup de pays étrangers, mais en faisant abstraction de leur brutalité, de leur manque de confiance dans la personnalité de leurs jeunes, la France doit rapidement remettre en honneur les qualités séculaires que les doctrines amORAles ont tuées, en respectant la formation de chaque personnalité.

Le rôle de l'Etat serait ainsi non pas d'organiser les loisirs qui sont individuels ou fournis par des collectivités très réduites, où chacun a son rôle à jouer, mais de les encourager, et de les protéger; l'école a beaucoup à faire pour donner le sens du loisir enrichissant. L'Etat doit aussi les soutenir et permettre leur développement par un équi-

pement sportif complet du territoire. Il doit enfin légiférer dans un but d'intérêt général et national.

Les réalisations pratiques doivent appartenir exclusivement aux initiatives privées parce que l'Etat est législateur, organisateur parfois, mais jamais éducateur ; les seules exceptions sont celles des pays totalitaires, où l'Etat tenant sous son autorité toutes les forces vives de la nation, fait des fonctionnaires, de tous les éducateurs ; nous avons déjà stigmatisé ce procédé.

Les initiatives privées sont innombrables, dispersées, concurrentes ; c'est un grave écueil, mais il ne faut nullement rechercher la centralisation qui aboutirait à la passivité ou à des « loisirs dirigés », terme qu'il est ridicule de voir accouplés, étymologiquement et pratiquement. Il suffit de réaliser une certaine coordination, par la collaboration volontaire ; la centralisation d'une documentation sur les loisirs serait alors d'une grande utilité.

Les initiatives privées ont besoin d'être représentées, à l'échelon régional et à l'échelon national ; ce ne sont pas des conseils, où il entre une minorité de représentants de certaines catégories de ces initiatives, qui pourront organiser leurs intérêts. Seuls des comités régionaux et un conseil national, patronnés par l'Etat, ne comprenant que les délégués des organisations intéressées, désignés non pas par l'Etat au jugé, mais uniquement d'après l'importance des groupements qu'ils représentent et les résultats effectifs qu'ils obtiennent feront une œuvre utile ; y seraient joints des spécialistes et notamment des représentants de tous ceux qui concourent à la formation complète des enfants : parents, professeurs, délégués des pouvoirs confessionnels, etc... Ces représentants pourront dans un esprit de neutralité loyale réaliser la collaboration entre eux, sans que des intermédiaires déforment leurs besoins ; ils pourront établir des plans de travaux et renseigner l'Etat (l'organisation des loisirs en Belgique, mais en laissant beaucoup moins de place à l'Etat, fournirait d'utiles exemples). Ainsi seulement l'Etat, pourra loyalement organiser la réglementation sanitaire, les colonies de vacances, la protection de l'enfance, etc...

Ce système a l'avantage de tenir compte des réalités et son œuvre est ainsi vouée à des résultats féconds; au contraire, si l'Etat se proposait d'agir lui-même directement, il lui serait difficile de remplir avec ordre des fonctions, là où jusqu'ici, la fantaisie, le parti-pris et les actes irréfléchis ont été trop fréquents. Au contraire un organisme privé, patronné par lui, pourra poser les bases d'un travail sérieux et sensé.

Le but principal est de favoriser le développement de tous les groupements privés de loisirs, là où ils existent, de coordonner leur action, par un libre consentement de leurs dirigeants, de provoquer leur création, là où ils n'existent pas encore, dans beaucoup de villages par exemple; il faut qu'un réseau complet de ces organisations s'étende sur le pays, dans un esprit de neutralité réelle. Ce n'est pas la formation de foyers communaux de loisirs sous la tutelle de l'Etat, qui répondrait à ce besoin, parce que cela ne fait pas partie des attributions normales de l'Etat dans un pays libre.

C'est une besogne dont le pays doit retirer les plus grands bienfaits, que l'activité désintéressée d'éducateurs (formés à cet effet), en faveur de tous les enfants et adolescents. L'effort à faire présente un caractère d'urgence, mais s'il est pris en considération, il n'est pas difficile de prédire ce que deviendra notre pays; son rétablissement est fonction de ce qui sera fait pour l'avenir de ses jeunes.

Il suffit pour obtenir ce résultat de mettre à profit l'instinct grégaire des jeunes; dans des groupements bien organisés ils profiteront largement d'occupations qui les formeront, tout en jouissant du sentiment de communauté et de puissance qu'ils aiment. La qualité de ces groupements, c'est toujours par le regard, la joie, l'allure loyale des jeunes qu'on la reconnaîtra, par leur esprit de service des autres qui n'admet pas la haine et par leur désintéressement.

Paris, 15 décembre 1938.

Vu :

Le Doyen,

GEORGES RIPERT

Vu :

Le Président de la thèse,

LOUIS ROLLAND

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur

de l'Académie de Paris,

G. ROUSSY

BIBLIOGRAPHIE

Parmi les documents que nous avons consultés, citons les principaux en les distinguant par catégorie, afin de rendre plus clair ce tableau.

EDUCATION — ECOLE ACTIVE

ARISTOTE. — *Politique*.

MONTAIGNE. — *Essais*.

RABELAIS. — *Gargantua*.

D^r G. LEBON. — *Psychologie de l'Education*. Flammarion.

PAYOT. — *Faillite de l'enseignement*. Alcan, 1937.

Ch. CHABOT. — *Les droits de l'enfant*. Perrin, 1922.

GOTTELAND. — *Pour l'éducation intégrale*. Nathan, 1928.

WILBOIS. — *La nouvelle éducation française*. Payot, 1924.

Revue : *Education — La Nouvelle Education*.

J.-J. ROUSSEAU. — *L'Emile*.

FERRIÈRE. — *L'Ecole active*. Delachaux et Niestlé.

DÉVAUD. — *Pour une école active selon l'ordre chrétien*.
Delachaux et Niestlé.

R. DOTRENS. — *Progrès à l'école*. Delachaux et Niestlé.

FOERSTER. — *L'école et le caractère*. Delachaux et Niestlé.

SCOUTISME

BADEN-POWELL. — *Eclaireurs*. Delachaux et Niestlé.

— *Le livre des louveteaux*. Delachaux et Niestlé.

— *Le guide du chef éclaireur*. Delachaux et Niestlé.

— *La route du succès*. Delachaux et Niestlé.

R. PHILIPS. — *Le système des patrouilles*. Spes.

J. SEVIN. — *Le scoutisme*. Spes, 1922.

Cl. LENOIR. — *Le scoutisme français*. Payot, 1937.

H. BOUCHET. — *Le scoutisme et l'individualité*. Alcan, 1933.

Revues : *Le Chef* — *La Route* — *Scout* — *Louveteau* —
L'Eclaireur de France.

ACTION CATHOLIQUE

Les Œuvres et l'Action catholique. O-Gé-O, 1936.

Les Annales de l'Action catholique.

L'Union. Revue mensuelle des œuvres et des mouvements
d'action catholique.

Les méthodes actives au patronage d'écoliers. O-Gé-O.

Le mouvement « Cœurs Vaillants ». O-Gé-O, 1938.

Encycliques.

J.O.C. — *Dix ans d'action jociste*.

Guide du préjociste.

Guide du responsable préjociste.

Trois manuels des loisirs :

Equipe ouvrière — *Mon avenir* — *Jeunesse
ouvrière*.

J.E.C. — *Messages* — *Appel de la J.E.C.*

Les Cadets de la J.E.C. Spes, 1937.

Carnet de route et agenda scolaire. 1936-37-38.

Comment se cultiver. Editions de la J.E.C.F.,
1938.

- J.A.C. — *Jeunesse agricole — Le militant agricole : La joie au village — Mon village.*
- J.M.C. — *En route.*
Jeunesse maritime.
- J. I.C. — *Jeunesse.*

ACTION POLITIQUE

- Programme de l'Internationale Communiste des jeunes.*
- L'Humanité — Les Cahiers du bolchevisme.*
- Notre jeunesse — L'Avant-Garde.*
- L. BLUM. — *La jeunesse et le socialisme.* 1936.
- Connaitre pour construire.* Editions Amis de l'Enfance ouvrière.
- Amitié — L'Aide.*
- Règlement et statuts des Amis de l'Enfance ouvrière.*
- Le Populaire — L'Etudiant socialiste.*
- Pour les jeunes.* Editions du Parti Socialiste.
- Programme du Parti Populaire Français.*

ACTION DES PAYS ETRANGERS

- P. S. PICCOLI. — *L'éducation fasciste de la jeunesse en Italie.* Rome, Societa Editrice di « novissima ».
- MERCIER. — *Une institution du droit public italien, l'œuvre nationale des loisirs.* Recueil Sirey, 1936.
- Bl. OLLIVIER. — *Jeunesse fasciste.* Gallimard, 1934.
- René DUPUIS. — *Jeune Europe.* Plon, 1938.
- Ernst Erich NOTH. — *La tragédie de la jeunesse allemande.* Grasset, 1934.
- Rapports et discours allemands du Congrès mondial « Travail et Joie ».* Rome, 1938.

Ch. DEPASSE et ANDRÉ. — *L'organisation des loisirs du travailleur en Belgique*. Bruxelles Labor, 1931.

Robert d'HARCOURT. — *L'Evangile de la Force*. Plon, 1936.

Thomas MANN. — *Avertissement à l'Europe*. Gallimard, 1937.

A. HITLER. — *Mon Combat*. Nouvelles Editions Latines.

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL. — *Etudes et Documents*. Genève, 1936. Série G, n° 4.

SOCIÉTÉ DES NATIONS. 1938. — *Le Cinéma récréatif et la jeunesse*.

DOSSIERS DE LA COOPÉRATION INTELLECTUELLE. 1933. — *La radiodiffusion scolaire*.

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL. 1938 — *Les moyens de faciliter aux travailleurs l'emploi de leurs congés payés*.

DEPASSE. — *L'utilisation des loisirs du travailleur*.

ACTION POUR LA VIE EN PLEIN AIR

Circulaires, statuts et règlements des Auberges de la Jeunesse.

Le Cri des Auberges de la Jeunesse.

L'Auberge de la Jeunesse.

Guides des Auberges de la Jeunesse.

Revue médico-sociale de l'enfance. Jean Sangnier, 1934, n° 1.

L'éveil des peuples.

R. DE FLACOURT. — *Le camping au point de vue social et juridique*. Toulouse, 1937.

L'entente des peuples par la jeunesse. Dossiers de la coopération intellectuelle.

Camping 1938. Editions de la revue *Camping*.

La belle aventure de la Route. Bloud et Gay.

LOISIRS OUVRIERS

FR. BLOCH-LAINÉ. — *L'emploi des loisirs ouvriers et l'éducation populaire*. Recueil Sirey, 1936.

Mme GASTON ETIENNE. — *Utilisation des loisirs des travailleurs*. Belin, 1935.

BEAUDEMOULIN. — *Enquête sur les loisirs ouvriers*. Jouve, 1924.

BOUTHOU. — *La durée du travail et l'utilisation des loisirs*. Giard, 1924.

PAUL RIVES. — *La corvée de joie*. Presses Universitaires, 1924.

MARC DUBOIS. — *L'aspiration ouvrière vers la culture et les loisirs des travailleurs*. Recueil Sirey, 1937.

Syndicalisme et loisirs. Centre Confédéral d'Education ouvrière.

Pour une culture vivante et libre. Centre Confédéral d'Education ouvrière.

Le Peuple . . Syndicats.

Arts populaires et loisirs ouvriers. Institut international de Coopération intellectuelle.

Musique et chanson populaire. Institut international de Coopération intellectuelle.

Rôle intellectuel et éducatif de la radio. Institut international de Coopération intellectuelle.

Bibliothèques populaires et loisirs ouvriers. Institut international de Coopération intellectuelle.

ED. LABBÉ. — *L'enseignement post-scolaire*. Corbeil, 1932.

Paris charitable, bienfaisant et social. Office des Œuvres, 1936.

H. DEROT. — *Les œuvres du Moulin Vert*. 1927.

ALBERT THOMAS. — *Les loisirs du monde du travail*. Paul Martial, 1933.

ACTION DE L'ETAT

JOURNAL OFFICIEL. — *Lois et décrets 1935-36-37-38.*

Georges BARTHÉLÉMY. — *Rapport au nom de la Commission des Finances sur le budget du Sous-Secrétariat aux sports, loisirs et éducation physique.* Budget 1937, n° 1290; budget 1938, n° 2850; budget 1939, n° 4.438.

NOUBEL. — *L'Enseignement considéré comme service public.* Recueil Sirey, 1934.

MOTHES. — *L'association et sa place dans l'Etat.* Presses Universitaires, 1930.

BEIGBEDER. — *La formation du futur citoyen à l'école primaire publique.* Paris, 1923.

AUSSARESSSES. — *Rapport sur les loisirs dirigés au nom de la Fédération des parents d'élèves des lycées et collèges.*

La Ligue de l'Enseignement. — Ce qu'elle est. Son action.

L'Action laïque. — Années 1937 et 1938.

Congrès de l'Enseignement primaire et de l'Education populaire. Sudel, 1938.

Bulletin de la Société générale d'Education et d'Enseignement. — L'Ecole libératrice — L'Enseignement public — Ecole et vie — Ecole et liberté — Ecole et famille.

SERTILLANGES. — *La famille et l'Etat dans l'éducation.* Lecoffre, 1907.

P.-H. SIMON. — *L'école et la nation.* Juvisy, 1934.

GILLES. — *Les droits du père de famille dans l'Enseignement.* Giard, 1920.

JEUNESSE ET LOISIRS

MENDIGAL. — *La rude montée des jeunes.* Spes, 1933.

Mme VÉRINE. — *Pour vivre une belle vie.* Vautrain.

Chanoine PRADEL. — *Les loisirs des jeunes.* Spes, 1937.

Paul ARCHAMBAULT. — *Les distractions de nos enfants.* Mariage et famille, 1931.

Abbé VIOLLET. — *L'enfant devant la vie.* Grasset, 1935.

P. PICARD. — *L'action sociale de la jeunesse française.* Domat-Montchrestien, 1937.

MANUEL DES ŒUVRES DE JEUNESSE. — *Nos jeunes.* Bloud et Gay, 1930.

J. HÉBRARD. — *Le service social auprès de l'enfance d'âge scolaire.* Pédone, 1936.

HORIZONS DE FRANCE. — *Le Visage de l'enfance.* 1937.

Les Cahiers du Redressement français, n° 2, 3, 21. S.A.P.E.

COLONIES DE VACANCES — EDUCATION PHYSIQUE SANTÉ

Congrès national des Colonies de vacances. Lyon, 1935.

Congrès international des Colonies de vacances. Paris, 1937.

VUILLEMIN. — *Colonies scolaires et camps de vacances.* Lavauzelle, 1927.

Air et Soleil. — *Saines vacances.*

Œuvres périscolaires. Alcan, 1913.

L'Education par la Récréation. Berger-Levrault, 1938.

DEMARBRE. — *L'œuvre sociale de l'éducation physique dans les loisirs populaires.* Berger-Levrault, 1936.

— *Il faut réorganiser l'éducation physique.*

Van SCHAGEN. — *Rôle de l'éducation physique dans le développement de la personnalité.* Presses Universitaires, 1933.

LOISEL. — *Les bases psychologiques de l'éducation physique.* Nathan, 1935.

Dr CARREL. — *L'homme cet inconnu.* Plon.

Dr Paul CARTON. — *Les lois de la vie saine.*

HÉBERT. — *Le sport contre l'éducation physique.* Vuibert.
— *Le code de la force.* Vuibert.

DIVERS

Les dossiers de l'Action populaire.

La documentation catholique — La vie intellectuelle.

La Croix — Le Temps — L'Illustration.

Revue hebdomadaire. 29 janvier 1938, 6 février 1938.

Revue politique et parlementaire. 10 mars 1938.

Daniel ROPS. — *Les années tournantes.* Editions du Siècle, 1932.

— *Le Monde sans âmes.* Plon, 1932.

DUHAMEL. — *La possession du monde.* Mercure de France.

Paul HAZARD. — *Les enfants, les livres et les hommes.* Flammarion.

Nous avons complété et vivifié cette documentation par de nombreux entretiens avec les dirigeants des groupements ci-après s'occupant des loisirs de l'adolescent, dans tous les milieux et de toutes opinions; nous les remercions encore ici de leur bienveillance.

Comité national des Loisirs de l'Action catholique française et Union des Œuvres, 31, rue de Fleurus (VI°).

Association catholique de la Jeunesse française (A.C.J.F.).

Jeunesse Etudiante Chrétienne (J.E.C.), 14, rue d'Assas (6°).

Jeunesse Agricole Chrétienne (J.A.C.), 14, rue d'Assas (VI°).

Jeunesse Maritime Chrétienne (J.M.C.), 91, rue de Rennes.

Jeunesse Ouvrière Chrétienne (J.O.C.), 12, avenue Sœur-Rosalie (XIII°).

Scouts de France, 66 ter, rue Saint-Didier (XVI°).

Fédération gymnastique et sportive des Patronages de France, 5, place Saint-Thomas-d'Aquin (VII°).

Unions chrétiennes de Jeunes gens, 94, rue Saint-Lazare (9°).

Eclaireurs Unionistes, 94, rue Saint-Lazare (IX°).

Les Jeunesses communistes, 45, rue d'Hauteville (X°).

La Fédération de l'Enfance, 120, rue Lafayette (X°).

Fédération sportive et gymnique du Travail, 80, rue du Faubourg-Saint-Denis (X°).

Comité national mixte des Jeunesses socialistes, 6, rue Sal-lier (IX°).

Les Amis de l'Enfance ouvrière, 1, rue de l'Ave-Maria (IV°).

Centre du livre et des loisirs de la Jeunesse, 12, rue Grange-Batelière (IX°).

Jeunesses laïques et républicaines, 40, rue Sainte-Anne (I^{er}).

Eclaireurs de France, 32, rue Le Peletier (IX°).

Jeunes de l'Union Nationale des Combattants, 18, rue Véze-lay (VIII°).

Rassemblement de la Jeunesse française, 22, r. Richer (IX°).

Confédération générale des Œuvres laïques : Ligue de l'En-seignement, 3, rue Récamier (VIII°).

Confédération générale du Travail, 211, rue Lafayette (X°).

Confédération française des Travailleurs chrétiens, 28, pl. Saint-Georges (IX°).

Fédération des Centres sociaux de France, 3, r. des Champs, Levallois (Seine).

Comité national des Loisirs de la Fédération générale des Coopératives de consommation, 31, rue Taitbout (IX°).

Union des Industries métallurgiques et minières, 7, rue de Madrid (VIII°).

Office central des Œuvres de bienfaisance, 175, boulevard Saint-Germain (VII°).

Union française des Loisirs, 10, rue de l'Isly (VIII°).

Comité central des Allocations familiales, 31, r. Guyot (17°).

Œuvres du Moulin Vert, 92, rue du Moulin-Vert (XIV°).

Travail et Loisirs, 21, rue Viète (XVII°).

Les Equipes sociales, 28, rue de l'Université (VII°).

Comité de Prévoyance et d'Action sociale, 98, boulevard Malesherbes (VIII°).

Ligue française pour les Auberges de la Jeunesse et les Gîtes d'étapes, 34, boulevard Raspail (VII*).

Centre laïque des Auberges de la Jeunesse, 15, r. de Valois.

Touring-Club de France, 65, avenue de la Grande-Armée.

Club-Alpin français, 7, rue de la Boétie (VIII*).

Comité national des Sports, 45, rue de Clichy (IX*).

Croix-Rouge de la Jeunesse, 52, avenue de Breteuil (VII*).

Union des Sociétés de gymnastique de France, 9, rue Saulnier (IX*).

Les Comédiens routiers, rue Victor-Noir, Neuilly (Seine).

Union française des Colonies de vacances et Œuvres de grand air, 31, rue de Fleurus (VII*).

Comité national des Colonies de vacances et Œuvres de plein air, 52, rue Saint-Georges (IX*).

Association générale des Camps de vacances, 12, avenue du Maine (XIV*).

Association des Colonies scolaires parisiennes, 134, avenue du Général-Michel-Bizot (XIII*).

Direction des Sports, Loisirs et Education physique, 18, rue de Tilsitt (XVII*).

Fédération nationale des Associations de parents d'élèves des lycées et collèges, 5, rue de Bellechasse (VII*).

Fédération des Associations de parents d'élèves des écoles libres, 69, rue Caumartin (IX*).

TABLE DES MATIERES

Introduction	7
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

LE PROBLEME DES LOISIRS ET SES DONNEES.	11
---	----

CHAPITRE I

Aperçu historique des loisirs de la jeunesse	15
--	----

CHAPITRE II

L'aspect social des loisirs	25
Définition	26
Aspect actuel du problème	29
L'enrichissement humain par les loisirs	33
Loisirs et éducation nationale	42

CHAPITRE III

L'aspect théorique des loisirs	51
L'école active	54
Le scoutisme	59
Caractères généraux des organisations de loisirs ..	68

CHAPITRE IV

Les réalisations des pays étrangers	73
L'Etat dirige :	
Italie	75
Allemagne	80
L'Etat coordonne :	
Tchécoslovaquie	94
Belgique	97
L'Etat n'intervient pas directement :	
Grande-Bretagne	101
Influence des caractères ethniques sur l'action de l'Etat	104

CHAPITRE V

L'effort international en faveur des loisirs	107
---	-----

DEUXIEME PARTIE

LES REALISATIONS EN FRANCE	113
---	-----

TITRE I

Les initiatives privées	117
--------------------------------------	-----

CHAPITRE I

Organisations dépendant des forces morales et politiques	121
---	-----

SECTION I

Organisations de jeunesse à tendances confessionnelles	121
Action catholique de la Jeunesse française	125
Divers groupements d'Action catholique	139
Autres mouvements confessionnels	146

SECTION II

<i>Organisations à tendances politiques</i>	150
Parti communiste	152
Parti socialiste	158
Autres mouvements à tendances politiques	164

APPENDICE

Organisations neutres	167
------------------------------------	-----

CHAPITRE II

Organisations complémentaires du milieu de l'activité principale	171
---	-----

SECTION I

<i>Organisations complémentaires de l'école</i>	171
---	-----

SECTION II

<i>Organisations complémentaires du Milieu de travail.</i>	
— <i>Action des forces économiques et sociales</i> ..	182
Loisirs du jeune salarié	185
Initiatives privées s'occupant des loisirs des jeunes ouvriers	189

CHAPITRE III

Organisations spécialisées dans une branche de loisirs	199
---	-----

SECTION I

<i>Organisations pour la vie en plein air</i>	199
Auberges de la Jeunesse	200
Associations pour la pratique du camping	211
Statut juridique du camping	213

SECTION II

<i>Organisations diverses</i>	216
Education physique et sports	216
Art — Théâtre — Cinéma	218

Tourisme	223
Autres activités	225
Les colonies de vacances	227

TITRE II

<i>Rôle et action de l'Etat</i>	233
---------------------------------------	-----

CHAPITRE I

Organes directeurs	235
--------------------------	-----

CHAPITRE II

L'action d'encouragement de l'Etat	241
--	-----

CHAPITRE III

L'action de l'Etat pour une réglementation des loisirs de l'enfance et de l'adolescence	249
---	-----

CHAPITRE IV

Appréciation du rôle et de l'action de l'Etat	275
Conclusion	283
Bibliographie	289

